هكذا من الأصل

«Initiatives» : 20 pages d'offres d'emplois

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14816 – 7 F

MERCREDI 16 SEPTEMBRE 1992

Les décisions financières de l'Allemagne et le débat sur la construction européenne

Le chanceller engagé

QUELLES qu'en soient les implications techniques, quels qu'en aient été les véritables fondements, la décision annoncée dimanche 13 septembre par la Bundesbank de baisser ses taux d'intérêt a, à une semaine du référendum en France, un puissant retentissement symbolique. Vrai ou pas, ce qu'on en retiendra, c'est que l'Allemagne a fait un geste pour Maastricht, pour l'Europe et donc pour la France.

Si les informations publiées mardi par le «Financial Times» sont exactes, ce geste est, au moins sur le plan politique, de taille : ce n'est pas la première fois que le gouvernement fédéral, allant à l'encontre du sacro-saint principe d'indépendance qui régit l'institution de Francfort, fait pression sur la Bundesbank pour des raisons politiques ; il y a des précédents, notamment pendant l'épisode de l'unification allemande.

C'EST la première fois, en revanche, qu'un chancelier se déplace en personne pour aller convaincre les dirigeants de la Banque centrale allemande comme l'a fait M. Kohl vendredi, selon le quotidien financier britannique. On mesure à une telle démarche le prix que M. Helmut Kohl attache au traité de Maastricht. Même si le chancelier pouvait avoir d'autres raisons de souhaiter que la Bundesbank baissât ses taux, y compris pour une économie allemande que menace la récession, il devait être aussi conscient de l'effet de détente qu'aurait une telle mesure dans le débat français.

Au fil de la campagne, ce débat s'est en effet crispé sur quelques idées schématiques, habilement maniées par les détracteurs du Traité de Maastricht, dont celles relatives à l'hégémonie du mark et à la tyrannie future de quelques fonctionnaires anonymes appelés à la servir. Cette argumentation perd soudain de sa vigueur en France, et si la décision de la Bundesbank pose d'autres questions sur l'interprétation du projet d'Union économique et monétaire, ce sont des questions de spécialistes, ce sont surtout des questions pour les Allemands plus que pour les Français.

M. HELMUT KOHL avait déjà mouillé sa chemise en s'adressant il y a dix jours à des millions de téléspectateurs français. Exercice périlleux, tant sont encore troubles les sentiments des Français envers leurs voisins d'outre-Rhin, vives les susceptibilités et grands les risques de malentendus. Le chancelier avait su parfaitement cadrer son intervention, comme M. Mitterrand avait su trouver les mots pour lui répondre. Ce ne fut pas toujours le cas, de sa part, à propos de l'Allemagne. Ces paroles furent bienvenues au moment où d'autres responsables politiques français, notamment socialistes, espérant vanter, au profit de Maastricht, les vertus de l'amitié franco-allemande, croyaient bon de rivaliser avec les partisans du «non» dans un anti-germanisme à demi inconscient auquel il était temps de mettre un terme.

Il était déjà évident que le référendum en France était, pour M. Helmut Kohl, un enjeu majeur. Il vient de doubler la mise, par une démarche qui heurte notamment les milieux d'affaires allemands et dont, à l'évidence, on se souviendrait chez lui si les électeurs français venaient à faire défaut.

M 0147 - 0916 0 - 7,00 F



Les milieux économiques espèrent une relance

Le réalignement monétaire au sein du système monétaire européen (SME) et la décision de la Bundesbank d'abaisser légèrement ses taux d'intérêt ont été bien accueillis par les marchés financiers. Mais la livre sterling et la lire continuent d'être sous pression. Plusieurs banques centrales européennes ont aussi diminué leurs taux alors que la France attend les résultats du référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Les milieux économiques espèrent, avec prudence, que ces décisions favoriseront la relance économique attendue.

Un verrou a sauté

par Erik Izraelewicz

Un nouveau verrou a sauté. Mais la porte donnant sur la reprise de la croissance dans les pays riches n'est pas encore totalement ouverte. Tel est le sentiment qui se dégage au lendemain de la décision de la Bundesbank, la banque centrale allemande.

L'interprétation de la baisse surprise de ses taux directeurs – une baisse annoncée politiquement dimanche 13 septembre, décidée techniquement lundi 14 – n'est pas aisée. Est-elle *«une grande victoire pour l'économie mondiale»*, selon les termes du premier ministre, M. Pierre Bérégovoy ? Le signe d'un retournement profond dans l'évolution des taux d'intérêt en Allemagne et plus généralement en Europe ? *«Une ère nouvelle s'ouvre, une ère de baisse des taux»*, n'hésitait pas à commenter, lundi 14 septembre, le ministre français de l'économie, M. Michel Sapin.

N'assiste-t-on pas plutôt à un simple mouvement tactique de la Bundesbank quelques jours avant le référendum français sur Maastricht et la réunion du G7 (groupe des sept pays les plus industrialisés) à Washington ?

Depuis plusieurs mois déjà, la politique monétaire de la «Buba» était violemment critiquée par tous les grands partenaires économiques de l'Allemagne – les Européens, les Américains et les Japonais – mais également par le gouvernement de Bonn lui-même.

Lire la suite page 18 et nos informations pages 18 et 20

Prisons : suspension des sanctions

Lors de l'ouverture des discussions sur la sécurité des personnels et des établissements pénitentiaires, mardi 15 septembre, le garde des sceaux a annoncé la suspension des trente-neuf sanctions prononcées contre les surveillants en grève.

Lire pages 13, 14 et 24

L'assemblée annuelle des Nations unies

La quarante-septième assemblée annuelle des Nations unies devait s'ouvrir mardi 15 septembre à New-York en présence de cent soixante-dix-neuf délégations. Sollicitée pour apaiser les nombreux conflits qui opposent ses Etats membres, l'organisation internationale n'a pas les moyens de donner suite à toutes les requêtes dont elle est l'objet.

Lire page 10 l'article de SERGE MARTI

Pierre Sergent est mort

Pierre Sergent, ancien chef de l'OAS-Métropole pendant la guerre d'Algérie, ancien député du Front national, dont il était membre du bureau politique, est décédé mardi matin 15 septembre à Paris. Il était âgé de soixante-six ans. Il avait notamment participé en 1961 au putsch d'Alger.

Le sommaire complet se trouve page 24

Les partisans du «non» comme ceux du «oui» tentent d'exploiter la baisse des taux

Le débat sur le traité d'Union européenne, que les Français sont appelés à ratifier par référendum le 20 septembre, est dominé par les enjeux de politique intérieure. En réponse aux partisans de droite du «non», qui affirment représenter la véritable opposition au pouvoir, M. Chirac a mis en garde les électeurs de l'UDF et du RPR contre le risque de «déstabiliser» l'union de l'opposition, «seule force politique en mesure de rassembler les Français».

M. Le Pen a fait valoir qu'il n'y a plus, d'ores et déjà, de «majorité alternative» au socialisme sans le Front national. Les partisans du «oui», à droite et à gauche, s'efforcent de ramener le débat sur l'Europe, et ceux du «non» comme ceux du «oui» tentent d'exploiter la baisse des taux.

DERNIÈRE MINUTE : MAASTRICHT INCULPÉ !

IL SE CROIT TOUT PERMIS LE JUGE VAN RUYMBEKE !

PLANTU

Lire page 12 nos informations sur l'inculpation de M. HENRI EMMANUELLI, président de l'Assemblée nationale et ancien trésorier du PS

POINT DE VUE

«La» raison de voter «oui»

par Valéry Giscard d'Estaing

Ce n'est pas une faute d'impression ! C'est intentionnellement que j'ai écrit «la» raison, car, arrivé presque au terme de la campagne sur la ratification du traité d'union de l'Europe, j'ai vu peu à peu se clarifier le paysage comme lorsque des bancs de brume se lèvent sur des collines. Au début, les arguments qui pouvaient conduire à se déterminer pour le «oui» ou pour le «non» étaient nombreux, souvent dispersés, et d'importance inégale. Il fallait réfuter un par un les arguments du «non», mais à peine réussissait-on à en écarter un, qu'on venait vous en présenter un autre.

Il était légitime de s'interroger sur l'opportunité de recourir au référendum sur un texte de cette nature, et dans les circonstances que nous traversons. Une partie du malaise de l'opinion et de sa difficulté à formuler sa réponse tient au grand nombre de sujets abordés par le traité. On peut en effet être favorable à l'union monétaire et mettre en doute l'efficacité de la politique étrangère commune, face à la tragédie quotidienne que vit la Bosnie-Herzégovine. On peut se réjouir de l'apparition dans le traité du principe de subsidiarité, et s'inquiéter du progrès modeste que constitue la procédure de co-décision entre le Parlement européen et le conseil. Et ainsi de suite...

Quant au moment choisi, est-il raisonnable d'attendre d'une population lourdement frappée par le chômage, dans une économie en situation de crise persistante, qu'elle adresse un «oui» massif au pouvoir en place ?...

Il était légitime de s'interroger, mais le moment d'en débattre est maintenant passé. Le référendum est devant nous, posé comme un gigantesque point d'interrogation, à quelques jours d'échéance. Et il va falloir lui répondre.

Lire la suite page 3

Un entretien avec Mme Guigou

Accroître «le poids de la France»

«Quelles leçons tirez-vous, en tant que ministre délégué aux affaires européennes, de la campagne référendaire qui s'achève ?

– Cette campagne est d'abord une grande leçon de démocratie. Elle m'a confirmé ce que j'avais déjà vu pendant ma campagne pour les élections régionales, à savoir que les Français restent très intéressés par les grands choix politiques – en dehors des chamailleries politiciennes. On peut avoir un vrai dialogue avec les gens, et ceux-ci peuvent comprendre, même s'ils en souffrent, qu'il n'y a pas de solution simple à des problèmes complexes – par exemple, le chômage.

» La seule chose qu'ils ne supportent pas, c'est la distance qu'ils éprouvent entre eux-mêmes et les «autres», là-haut, non seulement les politiques, mais l'ensemble du microcosme, de l'establishment, y compris les médias. J'ai ressenti cela très fort. Dès mon arrivée au gouvernement, je me suis fixé comme tâche d'expliquer l'Europe. Celle-ci était perçue comme particulièrement lointaine. On l'avait construite depuis quarante ans en n'en parlant que de façon très technique.

» Parce que l'Europe cristallisait ce sentiment d'éloignement, il était absolument vital pour la poursuite de sa construction, mais aussi pour la qualité de la vie politique en France, d'avoir un grand débat national là-dessus, un contact direct avec les Français. Le contact direct, c'est le choix du référendum.»

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI et JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 5

Lire aussi

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Maastricht

Le cauchemar d'Ulysse

par Jacques Attali

« L'*HISTOIRE*, dit l'un des personnages d'*Ulysse* de James Joyce, *est un cauchemar dont j'essaie de m'éveiller.* » Cette remarque s'applique particulièrement à l'Europe d'aujourd'hui : une bonne partie de ce siècle y fut un cauchemar et, aujourd'hui, nous avons bien du mal à en sortir.

Beaucoup pensaient qu'après les événements de 1989 la guerre froide était finie, la croissance revenue et l'europessimisme oublié.

Aujourd'hui, on découvre qu'il n'en est rien : le monde est menacé *d'une profonde et durable récession.* L'Europe, à l'Ouest, doute d'elle-même et, à l'Est, elle plonge dans la violence.

Comment en est-on venu là ? D'une part, après la récession des années 70, les excès de l'endettement ont provoqué une hausse massive des valeurs des actifs et une artificielle reprise, suivie d'un assainissement financier brutal, aggravant chômage et scepticisme.

Une nouvelle théorie des dominos

D'autre part, la fin du communisme a provoqué la désarticulation de nations et, en particulier, une guerre civile en Yougoslavie qui, loin de n'être qu'un avatar isolé, constitue un effrayant avant-goût d'un possible vingt et unième siècle.

Car le pire est encore devant nous : si rien n'est fait, le désordre des monnaies et l'égoïsme des nations accéléreront la hausse des taux d'intérêt, aggraveront la récession et le chômage, menaçant de provoquer, comme ce fut déjà le cas deux fois en ce siècle, un formidable effondrement des économies industrielles, qui rechercheront une sortie de la crise par un retour de l'économie de guerre. Par ailleurs, dans l'immense espace naguère couvert par l'URSS et ses satellites, tous les ingrédients sont réunis pour que la barbarie s'installe : l'effondrement d'une autorité centrale, l'absence d'administration moderne, la dislocation des représentations économiques et sociales, l'explosion des revendications historiques, l'apparition d'injustices criantes exacerbent les rivalités ethniques et les différends frontaliers.

S'esquisse alors comme une nou*velle forme de la vieille théorie* des dominos, si chère à John Foster Dulles ; non plus des dominos tombant l'un après l'autre du côté du communisme, mais bien du côté du nationalisme, ou pire même, du tribalisme. Ceci n'est pas un fantasme mais, déjà, une réalité. En Géorgie, le conflit entre les Géorgiens, les Ossètes du Sud, les Abkhazes, les Adjares transforment depuis trois ans la paisible Tbilissi en une sorte de Beyrouth. D'autres conflits de ce genre se déroulent entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Nagorno-Karabakh ; entre les séparatistes russes et les Moldaves en Moldavie ; entre Ouzbeks et Kirghiz en Kirghizie, entre Ouzbeks et Turcs meskhétian en Ouzbékistan.

Et cela ne peut que s'aggraver. L'institut de géographie de l'Académie russe des sciences estime à plus de cent soixante ces différends pour la seule ancienne Union soviétique. Sur les vingt-trois frontières entre les Républiques de l'ancienne Union soviétique, trois seulement ne font l'objet d'aucune contestation. Cela s'explique aisément : près de 25 millions de Russes vivent hors des frontières de Russie, dispersés aux quatre coins des anciennes Républiques soviétiques, dont le moins qu'on puisse dire est que leurs relations avec la Russie sont problématiques.

En Estonie, la population est à 30 % russe ; en Lettonie, près de la moitié de la population n'est pas d'origine lettonne. Ailleurs, nous trouvons 200 000 personnes d'origine grecque en Albanie, 700 000 Hongrois en Slovaquie, 300 000 Allemands en Pologne, sans compter 200 000 Ukrainiens. Près de 2 millions de citoyens roumains d'origine hongroise vivent en Roumanie, et le plus grand parti *d'opposition actuellement représenté* au Parlement roumain est le Parti hongrois. Au sein même de la Russie actuelle – dont la population n'est qu'à 80 % russe – il existe plus de cent nationalités. Difficile d'imaginer une réalité plus explosive. Tout cela est aggravé par les échecs économiques de la transition.

Contrairement à ce que, naïvement, beaucoup croyaient, le renversement du communisme n'a pas amené une croissance économique rapide, mais a provoqué une récession majeure, qui s'aggravera de jour en jour, jusqu'à ce que les institutions *économiques et politiques nécessaires* soient solidement en place. Par exemple, les économies de l'Albanie et de la Bulgarie ont, depuis 1989, régressé d'environ 30 % ; celles de la Tchécoslovaquie et de la Pologne de près de un cinquième ; l'économie russe s'est contractée de près de 14 % au cours du seul premier trimestre 1992.

Si rien n'est fait pour renverser cette dynamique, l'est de l'Europe sera bientôt divisé en tribus luttant pour survivre, *sous la* menace de leurs voisins, nouant des alliances au gré des enjeux.

La vie des Européens deviendra alors, comme celle de l'homme du *Leviathan* de Thomas Hobbes, *« solitaire, misérable, mauvaise, brutale et courte ».*

En l'état actuel de ses institutions, l'Europe occidentale ne peut se croire protégée d'un tel désastre.

D'une part, elle n'a pas les moyens de résister à la crise mondiale qui menace. En particulier, le SME ne pourra pas tenir dans la tourmente s'il n'est pas soutenu par la perspective d'un système européen de banques centrales. D'autre part, la politique « d'endiguement », qui avait cours du temps du bloc soviétique, a vécu. Et l'échec de la conférence de Londres sur la Yougoslavie a montré qu'il n'y a pas de gendarme disponi*ble et que les stratégies mises au* point autour de l'arme nucléaire ne peuvent dissuader les peuples de déclencher des guerres civiles.

Enfin, mise à mal à nos portes, la démocratie ne serait pas sauve à l'intérieur de nos frontières : la xénophobie est là qui rôde ; et la « séparation de velours » en Tchécoslovaquie donne des idées à beaucoup, en Italie, en Belgique ou ailleurs.

Tel est l'enjeu méconnu de l'accord de Maastricht : si ce traité n'est pas ratifié, si la Communauté se recroqueville sur elle-même, si, encore une fois, les trompettes du nationalisme retentissent en Europe de l'Ouest, ce serait un triple désastre pour les Européens.

D'une part, la Communauté ne pourra se protéger de la crise mondiale sans les instruments créés par l'Union européenne : la mise en œuvre de l'Acte unique aggravera les désordres mondiaux en laissant libre cours à tous les déséquilibres du marché.

D'autre part, si ce traité n'est pas ratifié, la crise économique à l'Est s'approfondira : le principal moyen pour l'Ouest d'aider l'Est est de croître et, par là, d'augmenter le volume des exportations.

Enfin, on ne pourrait plus arrêter l'engrenage de la division et des guerres : après un échec de Maastricht, nul à l'Ouest ne pourrait plus donner des leçons d'unité et de tolérance. Aucune voix morale ne pourrait se faire entendre face aux barbaries des autres.

Au total, un rejet de Maastricht par la France signifierait bien plus que l'enterrement d'un traité parmi d'autres. Il ouvrirait la voie à la tribalisation du continent.

Mais ce traité est bien loin d'être parfait dans bien des domaines politiques et sociaux. En particulier, la Communauté, au-delà de ce que rend possible l'Union européenne, devra *rapidement* se doter d'une vision plus juste de ses propres intérêts à long terme. Pour ne pas apparaître comme un club de riches, ne pas devenir le bouc émissaire des échecs de la transition, elle ne pourra laisser la moitié d'elle-même hors du destin commun.

Déjà ces pays sont membres de la Banque européenne, qui les prépare à une adhésion à la Communauté. Mais la Banque ne peut faire ce que les *nations l'empêchent d'entreprendre.* Or, aujourd'hui, la politique commerciale de la Communauté considère ces pays comme des rivaux, non comme des partenaires. Et ils jouissent des avantages accordés au candidats à l'adhésion. Par exemple, dans leur état actuel, les accords d'association avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie aident plus la Communauté à pénétrer les marchés de ces pays que ceux-ci à se développer.

Pour un Marché commun continental

Ils restreignent leurs exportations dans des domaines vitaux pour eux, tels que les produits chimiques, les textiles, le charbon et l'acier. Si l'on veut que ces pays se développent et accueillent nos entreprises, ces accords devront être vite renégociés, en traitant ces pays comme de futurs membres à part entière de la Communauté.

Plus encore, je propose la création d'un véritable marché commun continental, s'étendant aussi loin vers l'est que possible. Un tel ensemble rassemblera tous les peuples de l'Europe dans une aventure nouvelle, sans leur faire subir l'humiliante file d'attente à la porte de Bruxelles.

Un tel marché commun continental, dont la Communauté serait un des membres, sera une chance pour l'Europe toute entière, le seul continent au monde à pouvoir doubler la taille de son marché, et développer des territoires immenses, riches en ressources naturelles, en main-d'œuvre bien formée. La Russie, par exemple, pourrait, si son infrastructure était modernisée, exporter son pétrole vers l'ouest et, en conséquence, *devenir le plus grand client* solvable de l'Union européenne. L'Europe pourrait alors devenir le moteur d'une croissance planétaire retrouvée.

Tout cela serait impossible si Maastricht n'était pas ratifié. Par contre, si l'obstacle est franchi, restera à accomplir l'œuvre la plus grandiose jamais proposée à une seule génération d'Européens. Une œuvre qui leur permettrait, s'ils s'y lancent, de retrouver un rêve de fraternité et de liberté, et d'éviter de s'endormir, pour longtemps, en un nouveau cauchemar.

► Jacques Attali est président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

TRAIT LIBRE

FOP
BVA
SOFRES
IPSOS

Malgré tout, oui

par Denis Baudouin

CETTE consultation sur le référendum de Maastricht ouvre un champ de réflexion sur le principe du référendum. Le président de la République, François Mitterrand, et le gouvernement ont dit et répété que seule était en cause dans la question posée le 20 septembre aux citoyens français l'acceptation de la ratification du traité de Maastricht. Constitutionnellement exacte, la politique met en cause psychologie et passion et ne fonctionne pas comme un ordinateur. La pierre référendaire est toujours sertie *dans un support* politique. Ainsi, quels que soient les arguments qui nous sont prodigués par le camp des « oui » et le camp des « non », il y a dans tout référendum un aspect plus ou moins plébiscitaire. En 1958, ou 1969, les électeurs n'ont pas uniquement voté pour la Constitution ou la décentralisation mais pour ou contre de Gaulle. Si le « oui » l'emporte ce sera une victoire pour François Mitterrand, qui a décidé du référendum, relative certes dans la mesure où les « oui » d'une grande partie de l'opposition l'auront beaucoup aidé ; la vérité, au reste, est que sans l'opposition Mitterrand aurait mordu la poussière. Si le « non » l'emporte, la défaite ne sera pas seulement celle du traité, mais aussi celle du président de la République.

A qui peut-on faire croire que, le vote émis par tout citoyen ne sera pas aussi influencé par la conjoncture actuelle : les paysans exaspérés par la PAC, qu'ils trouvent détestable, les routiers par le permis à points, les gardiens de prison par le manque de sécurité dans les établissements pénitentiaires, de nombreux malades par le scandale monstrueux de la transfusion, et l'on pourrait multiplier les exemples : enseignement, politique de santé, et surtout progression du chômage.

Combien de Français se disent dans leur for intérieur : « Après tout, en votant « non », plus vite on censure la *politique socialiste* du gouvernement et du président de la République. » De même, les leaders ont beau répéter que le président de la République a bien indiqué qu'en cas de victoire du « non » il resterait et ne se considérerait pas comme touché, bref, qu'*« il ferait avec »*, cela est juridiquement exact, mais pas politiquement. Nous nous trouvons devant une alchimie complexe qui existe entre le sujet du référendum, ratification par « oui » ou *par* « non » du traité de Maastricht, et le climat politique actuel. La bataille pour *ou contre Maastricht se complique* d'un rejet devant le spectacle de l'exercice quotidien du pouvoir par des socialistes contestés.

Cela dit, compte d'abord pour moi la construction européenne, une œuvre de longue haleine, seul grand dessein qui nous a été proposé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'Europe s'est toujours faite difficilement mais *elle ne s'est jamais arrêtée, même* si le train européen a avancé souvent en « bringuebalant ». Cette opération met en jeu douze pays, Danemark compris ! et l'espoir d'une dizaine d'autres dont quatre tenants de la neutralité inconditionnelle !

Nombre d'Etats européens frappent à la porte pour s'intégrer dans la Communauté européenne. Or, sans faire de chauvinisme, il faut reconnaître que la France a été à l'origine de ce rêve *messianique* devenu au fur et à mesure des années réalité. Rappel : la France n'a pu lancer un tel projet que grâce à la volonté politique de deux hommes hors du commun ; le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, qui avaient compris que le moteur capable de donner à l'Europe l'énergie nécessaire exigeait une alliance indissoluble entre la France et l'Allemagne. Une lecture honnête du traité de Maastricht montre bien que le plus grand effort visant l'union économique et monétaire est consenti par l'Allemagne. Mais l'Allemagne, depuis la réunification, a des problèmes complexes et ardus à résoudre. Elle a tout à la fois à affronter de grandes difficultés et, en même temps, elle a l'immense satisfaction de retrouver un rôle politique de première *grandeur. Restent* les autres nations avec leur génie propre mais des moyens financiers souvent limités, et nous savons tous que de nombreux Allemands voient d'un mauvais œil la fusion du mark avec d'autres monnaies moins puissantes. Si vous reprenez les Mémoires de Bismarck, qu'y dit-il aux Allemands ? : l'Allemagne doit regarder vers l'Est pour sa protection, son expansion économique, sa sécurité qui sera dans des accords avec la Russie.

Le chancelier Kohl, dont la détermination européenne est manifeste et permanente, ne sera pas toujours à la tête de l'Allemagne.

Voter les yeux ouverts

Les raisons qui incitent à voter « non » sont tout de même légères en fin de compte face au danger du « non ». Je voterai donc « oui », car je *ne voudrais pas* que le « non », *s'il l'emportait*, serve d'alibi aux Allemands et aux Anglais qui rêvent sans trop l'avouer d'une zone de libre-échange, non pas pour arrêter, *mais pour freiner la marche en* avant de l'Europe, qui exige des sacrifices. Il est aussi assez piquant que nous, les tenants de l'opposition, UPF et RPR, ou RPR et UPF, nous soyons en fait les plus à l'aise pour voter la ratification de ce traité, car l'Europe de Maastricht est une Europe de tendance libérale.

Ne désespérons pas la Rue de *Solférino, mais il est vrai que les* socialistes abandonnent beaucoup de leurs prétentions d'autrefois pour imposer cette Europe libérale. Il ne faut pas voter « oui » du bout des lèvres, le 20 septembre, mais voter les yeux ouverts en faisant un pari raisonné sur l'avenir de l'Europe et en pensant que Maastricht est une marche qui devrait permettre de monter plus haut pour la prospérité de tous, si le traité est bien appliqué et si le gouvernement de demain qui pourrait être l'opposition d'aujourd'hui l'applique avec rigueur et dynamisme.

► Denis Baudouin est l'ancien porte-parole de Georges Pompidou puis de Jacques Chirac.

Les jeunes UDF sans états d'âme

LA jeunesse, que l'on pourrait qualifier de « progressiste », semble elle-même vouloir, avec plus ou moins de succès, se mobiliser au travers de campagnes estivales et de l'avalanche des inévitables pétitions.

Dans les rangs RPR-UDF les leaders des partis préparent avec conscience – et quelquefois acharnement – le référendum, mais les divisions entre les tenants du « oui » et de ceux « non » nuisent à l'expression de l'engagement européen des libéraux.

Cela aboutit à abuser quelque peu les électeurs quant aux sentiments et aux convictions des militants de l'opposition.

Car, au moins en ce qui concerne les jeunes de l'UDF, leur approbation aux principales dispositions du traité est déterminée et sans états d'âme.

– Parce que réalistes, nous *sommes conscients que l'unification* économique de l'Europe n'est pleinement efficace qu'à condition de mettre en place une *monnaie unique* et des politiques économiques coordonnées, de manière à empêcher les déséquilibres régionaux et les égoïsmes nationaux ;

Mettre enfin l'Europe face à ses responsabilités

– parce que libéraux de conviction, nous nous félicitons de l'instauration d'une banque centrale européenne indépendante *du pouvoir* politique (comme en Allemagne, aux Etats-*Unis ou en Suisse) qui pourra* donner à l'Europe les moyens de la stabilité monétaire dont elle a besoin, à l'image des succès remportés dans ce domaine par nos voisins d'outre-Rhin ;

– parce que démocrates, nous approuvons la limitation des pouvoirs de la Commission inscrite dans le traité comme la confirma*tion du rôle prédominant du* Conseil européen et du conseil des ministres (qui regroupent les représentants des gouvernements de l'Union) et la promotion du Parlement européen (composé pour partie de députés élus par les Français) ;

– *parce que soucieux de la* sécurité de notre pays, nous ne pouvons qu'encourager la naissance d'une politique étrangère et de sécurité commune qui mette enfin l'Europe face à ses responsabilités, au Liban occupé comme ailleurs, alors que demain l'ensemble du sous-continent européen peut verser dans la tourmente.

Un choix décisif

La construction européenne nous a jusqu'à présent permis de vivre à l'écart des conflits et dans une zone de grande prospérité comparée à la situation des pays d'Europe orientale et du tiers-monde.

On nous demande aujourd'hui d'approuver un traité qui n'est certes pas parfait mais dont l'objectif est de renforcer les liens existants entre les pays de la Communauté dont nous nous sentons déjà solidaires.

Il s'agit d'un choix décisif car il modèlera directement notre environnement politique, économique et professionnel pour les prochaines années.

L'Europe libérale a été jusqu'à présent une chance pour la France, et le traité de Maastricht permet d'envisager une intégration véritable à l'heure où les Etats-Unis et le Japon tentent *eux aussi d'organiser autour* d'eux des ensembles cohérents.

Alors, sans hésitation, *nous* voterons « oui » au référendum.

FRÉDÉRIC BECCARIA,
PIERRE CASANOVA,
ARNAUD DUHAMEL,
PHILIPPE LAUZERAL,
jeunes adhérents directs de l'UDF.

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

« Buba »

LA « Buba » vote « oui ». Les partisans du « non » s'en réjouissent. En fait, on les a mal compris : loin de vouloir casser l'Europe, ils sont en train de renégocier Maastricht à ciel ouvert. La baisse des taux d'intérêt décidée par la banque fédérale allemande est, à leurs yeux, un premier succès. *« C'est bien la pression du « non » qui a fini par décider le gouvernement français à être ferme au point de faire céder la Bundesbank »*, ont déclaré, lundi 14 septembre, MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin. *« Ce que ni M. Delors, ni M. Bérégovoy, ni M. Mitterrand n'avaient obtenu, l'opinion française vient de l'obtenir »*, a assuré Mme Marie-France Garaud, invitée de France-Inter.

Forts de ce que M. Séguin a appelé, devant mille cinq cents personnes réunies à Nantes, *« une belle victoire des partisans du « non »*, ceux-ci entendent pousser leur avantage. Le réajustement monétaire et la baisse des taux d'intérêt allemands font, selon Mme Garaud, *« la démonstration de la qualité du système européen, tel qu'il fonctionne actuellement, et des inconvénients que pourrait avoir une monnaie unique »*. M. Séguin : *« Dans le contexte de rigidité que cette monnaie unique créera par définition, comment pourra-t-on régler des problèmes analogues aux problèmes italiens ? Faute de réajustement, cela se réglera, dans le pays considéré, par une baisse des revenus et une hausse du chômage. »*

LES défenseurs du « oui » font, naturellement, un autre usage des décisions monétaires du week-end. *« Je ne crois pas qu'il faille ramener cela à des manœuvres électorales »*, a indiqué M. Raymond Barre au « Club de la presse d'Europe 1 », afin d'écarter les soupçons. *« La mesure tombe bien*, a-t-il concédé, *mais il y a une signification plus profonde. »* Pour l'ancien premier ministre, *« le système monétaire européen a bien fonctionné »* ; *« il y a une amorce de baisse des taux d'intérêt »*, qui pourrait être suivie en France parce que *« les conditions économiques le permettent »* ; la Bundesbank *« a pris conscience de son rôle au sein du SME »*.

Tout cela est du meilleur augure pour la future union économique et monétaire. Le traité *« a une base concrète »*, a affirmé M. Valéry Giscard d'Estaing. Plus directement, Mme Simone Veil a tiré du réajustement monétaire une réponse aux arguments des adversaires de Maastricht sur l'indépendance de la future banque centrale européenne. *« Ce sont les autorités politiques qui ont été capables de peser sur les taux d'intérêt »*, a souligné l'ancienne présidente du Parlement européen lors d'une conférence de presse. Ceux qui affirment que ce sont *« les organes monétaires qui s'imposent aux politiques lorsqu'existe une banque centrale »* ont donc, selon elle, tort.

PUISQUE ce sont les politiques qui décident, pourquoi se gêner ? L'ampleur de la baisse des taux d'intérêt français sera *« le reflet de la détermination des Français à rentrer dans l'union économique et monétaire »*, a affirmé, sans ambages, M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, au cours d'une conférence de presse, M. Pierre Bérégovoy ayant indiqué lundi matin que la Banque de France attendrait le lendemain du référendum pour profiter éventuellement de l'assouplissement allemand (*le Monde* du 15 septembre). *« Chantage éhonté »* pour M. Séguin, *« proprement scandaleux »* pour Mme Garaud, ces propos ont amené le député (RPR) des Vosges et M. Pasqua à se demander, en outre, si le « franc fort » est vraiment si fort que cela.

Il est dommage que la campagne pour le référendum n'ait plus que quelques jours devant elle. Après avoir exclu du territoire national les déchets domestiques venus d'ailleurs et fait baisser les taux d'intérêt allemands, que de miracles ne pourrait-elle encore produire ?

PATRICK JARREAU

M. Giscard d'Estaing : « sauver l'image de la France »

Au cours d'un dîner-débat rassemblant, lundi 14 septembre, au parc floral de Vincennes près de deux mille militants UDF de Paris et d'Ile-de-France, M. Valéry Giscard d'Estaing a appelé les Français à *« voter « oui » pour sauver l'image de la France. » « Votre Europe*, a-t-il déclaré, *vous rendra la fierté d'être Français. (...) Il y a trop d'éléments négatifs dans cette campagne. On fait appel à la peur, on propose le repli sur sol. Où est donc la capacité de la France ? Cette affaire de l'Europe vient de chez nous. Imaginez l'image de la France si notre pays détruit de ses mains sa propre œuvre. »* Le président de l'UDF a souligné qu'un vote négatif *« sera la mort du traité de Maastricht »*. *« Il n'y aura pas de renégociation*, a-t-il dit, *parce qu'il n'y aura plus personne pour négocier et nous ne verrons pas la monnaie unique de notre vivant. »*

Présente aux côtés de M. Giscard d'Estaing, Mme Simone Veil a affirmé *« que si le « non » l'emporte, on ne reparlera plus de l'Europe mais des batailles qui se sont déroulées au cours des siècles passés. »* L'ancienne présidente du Parlement européen a fustigé le comportement des partisans du « non » qui *« s'amusent beaucoup »*, parce que *« détruire est beaucoup plus amusant que de construire patiemment »*. Représentant, en compagnie de MM. Jean Tibéri et Roger Romani, les élus RPR de Paris, M. Edouard Balladur a expliqué que *« le vrai choix est entre une France isolée en Europe, et donc affaiblie, et une France associée à ses partenaires dans l'Europe, et donc fortifiée »*. Voulant croire à la victoire du « oui », l'ancien ministre d'Etat a estimé que *« l'application du traité d'Union européenne sera une bonne manière de démontrer à tous nos compatriotes que nous avons tiré tous les enseignements du passé, que nous comprenons les préoccupations qu'ils sont nombreux à éprouver, et que nous sommes désireux ensemble d'y répondre »*.

« Aucune majorité nouvelle ne peut naître d'un cartel des « non », déclare M. Chirac

CAEN

de notre correspondant

« Merci, André, de ton chaleureux accueil. » M. Jacques Chirac n'est pas rancunier. Invité, lundi 14 septembre, à Caen, d'un dîner-débat rassemblant six cent cinquante personnes, il remercie vivement, avant de regagner Paris, M. André Fanton, ancien secrétaire d'Etat, président de la fédération RPR du Calvados et partisan du « non ».

Pédagogue, M. Chirac explique le traité de Maastricht, qui, dit-il, *« ne porte pas atteinte à la souveraineté et à l'indépendance de la France »*. Technicien, l'ancien ministre de l'agriculture détaille volontiers, devant les paysans normands, les avantages de la politique agricole commune. Plus politique, le maire de Paris rappelle que, *« dans l'esprit même d'un référendum, voter « oui » ou voter « non » n'est en aucun cas voter pour un homme, quel qu'il soit »*. *« L'expérience et l'Histoire*, ajoute-t-il, *montrent à l'évidence que l'on fait toujours une erreur et que l'on affaiblit son pays en intégrant des préoccupations ou des arrière-pensées de politique intérieure lorsqu'il s'agit de décider dans le domaine de la politique extérieure. »*

Sans citer MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua, il affirme : *« Aucune majorité nouvelle ne peut naître d'un cartel des « non » émanant de modérés, des communistes, de certains socialistes et de l'extrême droite. Le « oui » et le « non » sont aujourd'hui porteurs d'une certaine vision de l'Europe. Ils ne peuvent en aucun cas être porteurs d'une force politique cohérente, déterminée et capable de redresser la France. L'union UDF-RPR sera demain la seule force politique en mesure de rassembler les Français. Soyez attentifs à ne rien faire qui puisse déstabiliser cette force. »*

L'ambiance est partagée, à l'image peut-être des deux fédérations RPR du Calvados et de la Manche. Les deux présidents, MM. André Fanton et François Digard, appellent à voter « non », les deux secrétaires fédéraux, MM. Yves Lessard et Henri-Louis Vedie, appellent à voter « oui ».

JEAN-JACQUES LEROSIER

M. Chevènement mène le « combat du peuple contre ceux d'en haut »

M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire de Belfort, a déclaré, lundi 14 septembre à Dijon, devant plus de cinq cents personnes, que le « non » au traité de Maastricht *« ferait respecter le peuple français »*. L'ancien ministre de la défense, qui, pour son seul meeting en province, avait choisi le département d'un de ses principaux partisans, M. Roland Carraz, député (PS) de la Côte-d'Or et maire de Chenôve, a expliqué que *« le texte du traité est le meilleur argumentaire en faveur du « non »*, que choisissent déjà, selon lui, *« une majorité d'artisans, d'agriculteurs, d'ouvriers, d'employés »*.

Analysant les conséquences d'un « oui » au référendum, M. Chevènement a affirmé que *« ce traité va transférer des pans entiers de notre souveraineté à des instances que les citoyens ne pourront pas contrôler »*. Il a prédit un *« marasme »* et, comme conséquence, un mouvement des *« petites gens »* vers *« Le Pen, enfant naturel de la politique de chômage que Maastricht tendrait à perpétuer »*.

Refusant *« le choix entre la droite et l'extrême droite »*, le maire de Belfort a affirmé que *« Maastricht, c'est le combat de la démocratie contre l'oligarchie, du peuple contre ceux d'en haut »*. Aussi plaide-t-il pour *« le « non » de la gauche »*. Le rejet du traité, selon lui, *« ferait réfléchir ceux qui, dans d'autres pays, n'ont pas eu la parole et permettrait au peuple français d'entrer la tête haute dans la construction européenne pour la réorienter »*. *« Ce serait un « non » positif, constructif, d'espoir, un « non » refondateur*, a-t-il affirmé. *Ce serait une grande victoire de la démocratie, pas seulement pour la France, mais pour l'Europe. »*

Le conseil régional de Franche-Comté organise un débat

BESANÇON

de notre correspondant

Le conseil régional de Franche-Comté s'est réuni lundi 14 septembre pour débattre du traité de Maastricht. Les porte-parole des différents groupes ont exposé leurs raisons de voter pour ou contre un texte dont la plupart des intervenants ont choisi de ne pas disséquer les articles pour s'en tenir aux grands principes. Ainsi est-ce pour éviter que *« le grand principe patriotique ne se dégrade en crispation nationaliste »* que M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, s'appuyant sur Victor Hugo, né à Besançon, et sur Edgar Faure, qui présida aux destinées de la région, entend soutenir le traité de Maastricht. Au contraire, M. Christian Proust, président socialiste du conseil général du Territoire de Belfort, proche de M. Jean-Pierre Chevènement, voit dans la *« super Europe »* un *« bunker »* dressé face aux Etats-Unis et au Japon et fermé à toute idée généreuse vis-à-vis du tiers-monde.

Tous les orateurs, y compris M. Proust, se sont pourtant déclarés en faveur de l'Europe – du Front national, qui ne veut pas d'une Europe *« lieu de rassemblement des Turcs, des Maghrébins et des Tamouls »*, aux Verts et Alternatifs, qui appellent de leurs vœux une *« Europe large et ouverte »*.

Aucune surprise donc dans cet échange où l'UDF s'est montrée plus résignée qu'enthousiaste, le RPR et le PS divisés, Génération Ecologie fidèle aux positions de M. Brice Lalonde et le représentant des Chasseurs résolument *« contre une Europe cosmopolite »*. Mais en prenant l'initiative d'une telle discussion, le Conseil régional a tenu à marquer sa volonté de voir les régions jouer un rôle dans la construction européenne, notamment à travers le Comité des régions prévu par le traité de Maastricht.

CLAUDE FABERT

« La » raison de voter « oui »

Suite de la première page

De tous les arguments avancés par les partisans du « non », le plus séduisant pour l'opinion est sans doute celui qui consiste à dire : « Nous sommes pour l'Europe, bien sûr, mais pas pour l'Europe de Maastricht ! En disant « non » au traité de Maastricht, vous donnerez sa chance à une meilleure union de l'Europe. »

Il se trouve que le fil des jours a vidé cet argument de sa substance : il n'existe pas à l'heure actuelle de solution alternative aboutissant à une « meilleure Europe ». Et la réponse du peuple français aura pour conséquence directe, et unique, de permettre l'avancée, ou de provoquer le recul, de l'union de l'Europe.

La seule avenue qui nous soit ouverte

L'état actuel d'organisation de la Communauté européenne représente une sorte de tronc commun, autour duquel se sont rassemblées, au bout de quatre décennies, les conceptions initialement divergentes des Etats participants. Des rameaux morts s'en sont successivement détachés : l'idée confédérale selon laquelle les Etats européens pouvaient se contenter de resserrer leur coopération ; le projet fédéraliste intégriste, où les Etats participants auraient accepté de voir leur identité se dissoudre au sein d'un ensemble fortement structuré et centralisé. Peu à peu, pas à pas, le projet d'union européenne se décante : il devient celui d'une union intime de nations, préservant chacune son identité et sa culture, et gérant sur le mode fédéral celles de leurs compétences qu'elles décident d'exercer en commun.

Cette avenue est large : on peut progresser sur l'un ou sur l'autre de ses trottoirs. Mais, à la réflexion et à l'expérience, je ne crois pas qu'il en existe d'autre : il n'y a pas de « meilleure union de l'Europe ». Et le traité de Maastricht représente un pas en avant dans la seule avenue qui nous soit ouverte.

Aujourd'hui, l'Europe est fragile. Elle côtoie la crise. Les partisans du « non » agissent comme s'ils pensaient que l'Europe résisterait à n'importe quel coup qui lui serait porté.

Regardons-la : la plupart de ses gouvernements sont en difficulté. L'opinion publique est hésitante vis-à-vis des sacrifices qu'on lui demande : l'opinion britannique concernant sa liberté de manœuvre, l'opinion allemande concernant son renoncement au deutschemark. L'Italie est déchirée par une crise économique, politique et morale, dans laquelle l'union de l'Europe offre une lueur d'espoir, que sa situation budgétaire rend difficilement accessible. La Belgique met en doute son identité. Quant aux institutions européennes, la paralysie les guette, en raison du nombre croissant des pays participants : elles se montrent incapables de régler, depuis trois ans, le problème du lieu où elles siègent...

Et la France, pays fondateur de la Communauté européenne, s'apprête à répondre « oui » ou « non » au progrès envisagé de l'union européenne.

Puisqu'il n'existe pas de proposition alternative, puisque l'Europe est aujourd'hui fragilisée, la réponse du peuple français aura des conséquences directes et fortes sur la poursuite de l'union de l'Europe : le « non », comme l'a déclaré excellemment Hans-Dietrich Genscher, déclenchera la marche en arrière d'une Europe incapable de se mettre d'accord sur un nouveau traité et renonçant pour longtemps à son projet d'union monétaire. Alors que le « oui » permettra d'avancer, modestement, mais sûrement, sur la voie de l'union.

Et voici que nous rencontrons « la » raison de voter oui : la poursuite de l'union de l'Europe dépend aujourd'hui, en réalité, du vote des Françaises et des Français.

L'idée initiale, rappelez-vous, est venue de chez nous. A projet d'origine française, aujourd'hui réponse française. Puisse-t-elle avoir la force du « oui » !

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

M. Pasqua dénonce le « piège » tendu par M. Mitterrand

GRENOBLE

de notre correspondant

Près de deux mille personnes ont accueilli lundi 14 septembre à Grenoble deux des chefs de file du « non », MM. Charles Pasqua et Philippe de Villiers. Trois jours plus tôt dans la même salle, son maire, M. Alain Carignon (RPR) qui était entouré de responsables économiques, comme lui partisans du « oui » au traité de Maastricht, n'avait réuni que trois cents personnes.

M. Pasqua a dénoncé vigoureusement les défenseurs du traité en affirmant notamment : *« Nous ne pouvons pas accepter les allégations de certains membres de l'opposition qui tendent à faire croire que nous nuirions à celle-ci en faisant battre Mitterrand lors du référendum, tandis qu'eux, en apportant des voix pour le « oui », rendraient l'opposition plus forte. Les Français auront du mal à le comprendre. (...) Qu'un certain nombre de nos propres amis soient tombés dans le piège tendu par Mitterrand, c'est inouï. »*

Le président du groupe RPR du Sénat a estimé que la baisse des taux d'intérêt en Allemagne constituait *« la première victoire du « non »*. *« Voilà que la perspective de la victoire du « non » a déjà amolli un peu la rigueur de la Bundesbank*, a-t-il dit. *C'est aussi une manière de donner un petit coup de main aux partisans du « oui »*. Il a, par ailleurs, estimé que, en dévaluant l'Italie a pu conserver, grâce au « serpent monétaire européen » (SME), la *« maîtrise de sa décision »*. *« Si Maastricht était passé*, a-t-il ajouté, *une politique économique et sociale aurait pu lui être imposée, à l'image de celle que décide le Fond monétaire international pour les pays en difficulté. C'est contre ça que nous luttons. »*

« Le « non » progresse et il est solide, a souligné, pour sa part, M. de Villiers. *Rien n'y fait, que ce soit les manipulations, les insultes ou les mensonges. »* Répondant à ceux qui, au Parti socialiste, s'interrogent sur l'origine des fonds qui lui permettent de mener une campagne particulièrement active, il a lancé : *« Suivez mes meetings et vous verrez comment ils sont financés. Quand à nos comptes de campagne ils seront normalement publiés. Ce n'est pas au PS à poser ce genre de question. Et puis Maastricht c'est la dernière fausse facture de François Mitterrand. »*

CLAUDE FRANCILLON

Un manifeste d'économistes pour le « non »

Vingt-huit professeurs d'économie et de gestion ont rendu public, lundi 14 septembre, un manifeste pour le « non à Maastricht ». *« Dire « non » aux accords de Maastricht*, précisent-ils, *ce n'est pas dire « non » à l'Europe, c'est dire « non » à une vision centralisatrice, bureaucratique et conflictuelle de l'Europe, c'est ouvrir la porte à une autre Europe, celle de la diversité des hommes et de leurs institutions, de la liberté des échanges, de la défense et de la garantie des droits individuels. (...) Au lieu de poursuivre l'établissement d'échanges paisibles entre citoyens européens, les accords de Maastricht ouvrent la voie à des conflits continuels entre les défenseurs d'intérêts corporatifs divergents, aussi bien qu'entre les tenants de nationalismes étroits. »*

Les signataires sont MM. et Mmes Florin Aftalion, Paule Ameller, Gérard Bramoullé, Dominique Cariofillo, Jean-Pierre Centi, Nguyen Huu Chau, Alain Cotta, Liliane Debruas, Jean Fericelli, Denise Flouzat, Sylvain Gallais, Georges Gallais-Hamonno, Jacques Garello, Pierre Gregory, Jean-Pierre Jobard, Christian Labrousse, Georges Lane, Pierre Lassègue, Robert Le Duff, Bertrand Lemennicier, J. Magnan de Bornier, Françoise Marnata, Jean-Yves Naudet, Philippe Navatte, Marie-Claude Oury, Patrice Poncet, Pascal Salin, Serge Schweitzer.

□ **L'abbé Pierre demande d'« oser » le « oui ».** – L'abbé Pierre a lancé, lundi 15 septembre, un appel à voter « oui » au référendum sur Maastricht. Jugeant *« fragiles »* les arguments des partisans du « non », il demande d'*« oser en foule le oui »*. Le fondateur des Compagnons d'Emmaüs, qui a reçu la visite, lundi 14 septembre, au siège de son association à Charenton (Val-de-Marne), de M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a ajouté : *« Le traité nous ferait plus forts. C'est de nous que dépendra que cette force soit d'abord au service des souffrants. »*

□ **M. Christian Boiron se démet de ses fonctions d'adjoint au maire de Lyon.** – Adjoint délégué au maire de Lyon, chargé du développement économique et international, M. Christain Boiron a annoncé, jeudi 10 septembre, qu'il démissionnait de ses fonctions pour *« raisons personnelles »*.

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

La Corse craint de perdre sa «spécificité» dans l'Union européenne

Le traité de Maastricht ne dit rien qui vaille à la Corse. Du RPR aux nationalistes, l'inquiétude, voire la franche hostilité, sont aujourd'hui de règle face une Union européenne dont chacun redoute qu'elle ne fragilise une économie insulaire déjà lourdement handicapée.

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Lors du comité interministériel du 19 août, l'hôtel Matignon a eu beau souligner *«l'importance de la contribution»* communautaire au développement de l'île – évaluée à 962 millions de francs entre 1989 et 1993, – la majeure partie de la classe politique locale reproche au gouvernement de ne pas avoir suffisamment plaidé la cause de *«l'île de Beauté»* lors des négociations préalables à la signature du traité du 7 février.

La critique essentielle porte sur l'absence de toute référence à la Corse dans la «déclaration numéro 26» du traité, relative aux régions ultra-périphériques – telles que les DOM français, les Açores, Madère et les îles Canaries – auxquelles est reconnu le droit à des *«mesures spécifiques»*. L'alignement sur le droit commun fait donc craindre aux élus locaux que leur île ne soit dépourvue de toute protection face aux mesures d'harmonisation induites par l'avènement du marché unique. La disparition annoncée du différentiel de TVA dont la Corse a toujours bénéficié par rapport au «continent», au titre du handicap de l'insularité, est sans conteste le dossier le plus sensible. Prenant les devants, l'Assemblée territoriale a déjà adopté à l'unanimité une délibération réclamant un *«statut fiscal dérogatoire»*.

Tiraillements et états d'âme

Cette inquiétude conduit les élus et les militants du RPR à adhérer davantage aux mots d'ordre de M. Charles Pasqua qu'à ceux de M. Jacques Chirac, suivant en cela la position de M. Jean-Paul de Rocca-Serra, président (RPR) de l'Assemblée de Corse. Fidèles aux consignes parisiennes, le Parti communiste et le Front national sont également sur cette ligne du «non».

Symétriquement, les socialistes appellent à voter «oui».

Les autres formations sont en proie à des vifs tiraillements. A l'UDF, le «oui» franc de M. José Rossi, président du conseil général de Corse-du-Sud, est nuancé par le «oui, mais» de M. Jean Baggioni, président du conseil exécutif de la nouvelle collectivité territoriale, qui avoue *«respecter»* la position officielle de son parti tout en *«regrettant»* que ne soit pas prise en compte de la spécificité corse. *«Le pourcentage d'électeurs UDF qui voteront «non» en Corse sera plus élevé que sur le continent»*, prédit M. Baggioni.

Le MRG, historiquement bien implanté en Haute-Corse, connaît les mêmes états d'âme. Si M. Emile Zuccarelli, maire de Bastia, ministre des postes et des télécommunications, mène campagne en faveur de la ratification du traité en sa qualité de président du comité corse pour le «oui», deux autres fortes personnalités radicales de l'île font grise mine : M. François Giacobbi refuse de se prononcer clairement et M. Nicolas Alfonsi dit «oui» du bout des lèvres.

La mouvance nationaliste, elle, offre toute la palette d'attitudes. Le «oui» a la faveur du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), organisation dite modérée, qui affiche *«l'européanité»* de la Corse et se réjouit que l'Europe de Maastricht, *«même imparfaite»*, entraîne *«la disparition des Etats-nations et la fin du jacobinisme»*. Refusant le *«tête-à-tête politicien franco-français»*, les autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC), les nationalistes «durs» de la Cuncolta Naziunalista et les écologistes de I Verdi Corsi prêchent, pour leur part, le *«ni oui ni non»*. Les seuls à militer clairement pour le «non» sont les membres de l'Accolta Naziunale Corsa (ANC) qui récusent toute perspective d'un droit de vote accordé aux ressortissants communautaires *«alors que le corps électoral corse n'est pas reconnu»*.

Après avoir empoisonné les rapports entre la Corse et le continent, l'insularité domine à nouveau le débat. Le traité de Maastricht va-t-il émousser les vertus curatives d'un «statut Joxe» en pleine phase de rodage?

FRÉDÉRIC BOBIN

Les nationalistes basques entre le «oui» et le «non»

BAYONNE

de notre correspondant

A l'image de la plupart des formations politiques nationales, les partis nationalistes basques sont divisés sur la réponse à donner au référendum sur le traité de Maastricht.

Le mouvement EMA, nationaliste de gauche, appelle à l'abstention. *«Les Basques savent depuis longtemps que la CEE n'a apporté aucune réponse à leurs légitimes revendications et se rendent compte que ce qui leur a été proposé avec ce référendum ne peut rien leur apporter de positif»*, explique-t-il. Mais EMA, *«tout en refusant la logique de Maastricht»*, tient à rappeler *«ses convictions européennes»*.

Euskal Batasuna, autre parti nationaliste de gauche, affirme son *«oui à l'Europe»* sans faire mystère de ses méfiances. Il condamne *«le déficit démocratique et social»* de l'Europe de Maastricht, mais la crainte d'un *«repli crispé sur les Etats-nations fermés et rétrogrades»* si le «non» l'emportait l'incite à répondre favorablement.

Il trouve aussi dans ce traité une ouverture sur le fédéralisme de nature à favoriser le rassemblement du pays basque. *«Tout ce qui peut modifier notre tête-à-tête avec l'Etat français, l'un des plus réfractaires aux directives européennes concernant les droits identitaires, ne peut que faciliter l'avancée de nos revendications»*, affirme ce parti. Pour le mouvement Patxa-Oldartzen, nationaliste basque libertaire, il faut rejeter Maastricht. *«Nous nous opposons aux valeurs et aux modèles de société prônés par le traité de Maastricht : une Europe des Etats, riche, blanche, chrétienne, puissante, pacifiée, une Europe du fric et des flics»*. Pour Patxa-Oldartzen, *«il faut voter «non» parce que, depuis longtemps, les luttes et réalisations en Pays basque portent un projet politique qui est en totale opposition avec l'Europe que le traité voudrait formaliser»*.

La branche basco-française du PNV, parti conservateur au pouvoir dans la communauté autonome basque d'Espagne, appelle à voter «oui». *«Pour un fédéraliste, pour un nationaliste, pour un homme de raison et de progrès, pour un humaniste, voter «oui» à Maastricht est un impératif*, affirme ce mouvement. *Notre devenir basque ne pourra trouver de solution que dans le cadre institutionnel de l'Europe.»*

Eusko Alkartasuna, parti nationaliste social-démocrate, appelle également à voter favorablement le 20 septembre. Il estime certes que *«les choses ne vont pas aussi vite»* qu'il le voudrait, mais se réjouit de la substitution d'une monnaie unique aux monnaies nationales, *«symboles de la sacro-sainte souveraineté»*.

PATRICK BUSQUET

□ **M. Strauss-Kahn n'exclut pas la démission de M. Mitterrand si le «oui» l'emporte.** – M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, a déclaré, mardi 25 septembre, sur Radio J, que si le «oui» l'emorte le 20 septembre, M. François Mitterrand *«considérera peut-être que sa tâche est accomplie et (...) qu'il préfère arrêter son mandat»*. Il a ajouté : *«Mon hypothèse principale est que le président est très attaché au respect des institutions et des calendriers et qu'il les respectera.»*

Maastricht, vu d'Auvergne

II. – *Les petits contre les gros*

THIERS (Puy-de-Dôme)

de notre envoyé spécial

Fébrilement, M. Guy Pailler survole ses notes. *«Maastricht, c'est plus de chômage, plus de précarité, et plus d'inégalité.»* L'étique Union locale de la CGT n'aura donc aucun scrupule à s'opposer à ce traité fait sur mesures, si on en croit son secrétaire, pour les «gros» et les «nantis». Le syndicaliste jubilerait s'il pouvait entendre le plaidoyer européen de M. Léo Mallinjouh, président-directeur général de la plus grosse entreprise thiernoise installée au bas de la ville et spécialisée dans le décolletage.

«Pour l'industrie, il faut que l'Europe se fasse. La monnaie unique, ça va nous faire gagner du temps», affirme ce patron rubicond, le visage barré d'une grosse moustache de gendarme, ami de M. Michel Charasse et qui regrette amèrement le choix de M. Charles Pasqua, *«le meilleur ministre de l'intérieur qu'on ait jamais eu, enfin, un très bon»*. *«S'il était au courant de ce qui se passe dans l'industrie, il ne pourrait pas voter autrement que pour l'Europe*, affirme-t-il. *Un vrai patron ne peut que voter pour Maastricht.»* Magnanime, M. Mallinjouh admet que tout n'est certainement pas parfait dans ce traité soporifique. *«Raison de plus pour voter «oui»*, assure-t-il, l'index pointé, en sautant sur son siège, avant d'expliquer : *«Ce qu'il faut, c'est ouvrir la porte, on fera le ménage après.»*

«Plutôt petit et fort que grand et faible»

Le responsable CGT exulterait tout autant s'il écoutait M. Jean-Loup Becquevort, président-directeur général de Wichard, leader mondial de l'accastillage, expliquer, dans son langage froid et précis de manager modèle, les avantages de l'Union européenne. *«J'ai expliqué à mes garçons*, dit-il, *à la fin d'un comité d'entreprise, que la libre circulation des marchandises et la liberté de s'installer partout dans la Communauté constituaient déjà des avancées considérables pour nous, et que la monnaie unique constituerait un nouveau «plus» en supprimant des tracasseries et en nous mettant à l'abri des fluctuations du deutschemark.»* C'est dit. Reste à savoir si c'est efficace.

Ce discours «patronal», un jeune retraité de l'entreprise de M. Mallinjouh, venu se rappeler avec des amis le temps des écrevisses et des goujons dans la Durolle au foyer des vieux travailleurs, ne trouve rien à y redire. Malgré l'agriculture, malgré *«des sujets qui ne sont pas très clairs»*, *«l'Europe, c'est bien, y'a pas d'histoire, c'est la seule façon de contrer les Américains et les autres»*.

Dans la vieille ville, un artisan coutelier récuse, pourtant, les progrès supposés de Maastricht selon les mêmes critères de compétitivité et de rentabilité. *«On nous dit qu'avec l'Europe on va être les plus forts, mais on est le plus fort seulement quand on fait les meilleurs produits*, affirme-t-il. *On attend toujours des collectivités qu'elles comblent nos lacunes, mais le salut viendra de nous-mêmes, pas de l'Europe.»*

Le cadre d'une coutellerie plus importante renchérit : *«Ce n'est pas parce que cela ne se passe pas très bien en France qu'il faut faire l'Europe à la va-vite, en pensant régler ainsi tous les problèmes. L'Europe réglera quoi?»* *«La monnaie unique, c'est peut-être très bien, mais est-ce qu'on pourra toujours lutter contre l'inflation comme on voudra? Est-ce qu'on pourra relancer le marché intérieur si on en a envie? Tous les pays européens n'ont pas les mêmes problèmes, pourquoi y aurait-il une solution unique?»* ajoute l'artisan, avant d'énoncer gravement sa maxime : *«C'est plus facile de régler un problème dans un espace petit que dans un grand.»*

Les griefs d'ordre économique ne sont pas les seuls qu'il oppose à ces responsables politiques *«qui veulent qu'on vive un de leur fantasmes, celui d'une Europe où tout le monde se ressemblerait, où tout le monde serait pareil»*. *«Chaque pays a sa culture*, dit-il. *On n'a pas les mêmes idées, et c'est très bien.»* Le citoyen bafoué prend alors le relais du petit patron pour pointer du doigt des abominations : les décisions communautaires prises à la majorité. *«Que les administrations soient un peu harmonisées, je le comprends, mais je redoute le fait majoritaire : cela n'amènera que des crispations et des exaspérations.»* Non, décidément, il vaut mieux être *«petit et fort»* que *«grand et faible»*. Un bon sens aussi imparable qu'imprécis.

Petit et fort, M. Jacques Chazalet, installé à Celle-sur-Durolle, près de Thiers, ne croit pas que ce serait bien pour l'agriculture française. Ancien président du Centre départemental des jeunes agriculteurs du Puy-de-Dôme, il était à la grande moisson des Champs-Elysées, puis à la manifestation parisienne des Terres de France, en septembre 1991. La suite fut moins rose. Il y aura bientôt un an, M. Chazalet était aux côtés des agriculteurs en colère qui jetaient à bas «la guillotine», surnom donné par les Thiernois à la monumentale sculpture contemporaine dressée au bas de la ville. Le happening paysan a laissé des traces. La «guillotine» porte encore au flanc un large *«La culture, on s'en fout!»* marqué à la peinture blanche.

Un pied de nez à la politique

Et pourtant, pour une fois minoritaire dans son camp, M. Chazalet va voter «oui». Les «petits» contre les «gros», c'est, décidément, un peu trop simple. *«Je n'ai pas été convaincu par les arguments de M. Philippe Séguin»*, avoue-t-il avec une pointe de regret. *«Pour les matières premières agricoles, au niveau international, il n'y a qu'une vérité : les prix sont fixés à la suite de rapport de forces, et, à douze, on est plus fort que tout seul.»* *«Fondamentalement, les institutions ne seront que ce que les hommes en feront. Il faut créer la maison; pour l'habillage, on verra»*, ajoute le producteur d'ovins, qui regrette *«l'amalgame»* fait par la plupart des siens entre Maastricht et la réforme de la politique agricole commune. Celle-ci, d'ailleurs, ne lui paraît pas être *a priori* une stupidité. *«C'est sûr que les céréaliers, qui voient leurs prix de vente en chute libre, n'ont pas de raison de voter «oui», mais il vaut toujours mieux améliorer un système que le casser»*, conclut-il.

Tout casser, c'est ce que les partisans du «non» affirment ne pas vouloir faire. Et l'artisan coutelier d'ironiser sur le *«catastrophisme»* des responsables favorables à Maastricht, suspect même aux yeux de sa jeune employée pourtant décidée, au départ, à voter «oui». *«Si le «non» l'emporte, cela ne changera pas grand-chose. Il y aura une renégociation, et ce ne sera pas si terrible. Au niveau politique, cela amènera les gens à réfléchir un peu au lieu de faire un traité dans leur coin et de dire après : voilà comment il faut voter»*, ajoute le cadre de l'entreprise de coutellerie, qui ne s'attend pas à des bouleversements dans les états-majors politique, ni à la tête de l'Etat.

Pourtant, on sent bien qu'elle démange, cette envie rentrée *«de faire un pied de nez à la politique»*. *«La presse, c'est pareil. A la télé, on ne passe que ceux qui correspondent à ce qu'on a décidé être l'idée générale des gens»*, se moque l'artisan. Les partisans du «oui» ne sous-estiment pas l'impopularité de l'équipe actuelle. *«Les patrons qui votent «non» me disent : «Mitterrand, il va prendre sa claque tout de suite, avec un peu de chance, il peut même partir. Quand un gosse fait tomber un pot de confiture, on ne lui donne pas sa correction une semaine plus tard.» Qu'est-ce que vous voulez que je leur réponde?»*, constate M. Becquevort.

«Des politiciens, il en faut bien, même s'ils ne pensent qu'à leurs places», assure, philosophe, le retraité, *«mais l'Europe, c'est l'Europe»*. *«Le Français, c'est un mythique, il faut toujours qu'on lui raconte des histoires»*, sourit l'artisan. Le problème, dans l'immédiat, c'est qu'il y a deux façons de les raconter.

GILLES PARIS

Prochain article :
III. – PETITE HISTOIRE D'UN COMITÉ

M. Le Pen : «Il n'y a pas de majorité alternative au socialisme sans le Front national»

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a affirmé, lundi 14 septembre, sur RTL, qu'il ne voyait pas *«comment on pourrait reconstituer d'une façon crédible l'UPF* [l'Union pour la France, qui rassemble le RPR et l'UDF]*»* après le référendum. *«Je ne vois pas comment on pourra mettre dans le même parti et sur les mêmes listes les amis de M. Pasqua et les amis de M. Chirac, les amis de M. de Villiers et les amis de M. Giscard d'Estaing»*, a-t-il souligné, ajoutant : *«Je crois qu'il va y avoir une redistribution des cartes et que l'on va enfin prendre en considération»* le fait qu'*«il n'y a pas de majorité alternative au socialisme en France sans le Front national»*. Interrogé sur la baisse des taux d'intérêt en Allemagne, il l'a qualifiée de *«manipulation politicienne et électoraliste cynique»*, ajoutant : *«Cette semaine, la démagogie va couler à plein bord. Les électeurs peuvent s'attendre à toutes les promesses, y compris les plus folles»*.

Mardi matin, sur France 2, M. Le Pen a déclaré notamment : *«Les partis ne correspondent plus aux aspirations des électeurs et une secousse populaire comme celle de ce référendum va faire s'écrouler un certain nombre de vieilles bâtisses.»*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

M. René Dumont : le «oui» nous mène à la mort

«Le «oui» nous mène à la mort dans le délai d'une génération», a affirmé, lundi 14 septembre à Paris, M. René Dumont, signataire, parmi une centaine de personnalités de différents pays européens, d'un *«appel pour une Europe démocratique et écologique»*. Pour l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 1974, le traité d'union européenne n'aborde aucun des problèmes essentiels à venir tels que l'écart croissant de richesse entre le Nord et le Sud, l'effet de serre ou la diminution des terres agricoles. Cet appel est notamment signé par Mme Dominique Voynet, porte-parole des Verts, et MM. Roger Garaudy, philosophe, Paul Lannoye, président du groupe des Verts au Parlement européen, et Edouard Goldsmith, directeur de *The Ecologist*.

En revanche, un *«comité pour le «oui» à l'Europe de l'environnement»* s'est constitué, mardi 15 septembre, à l'initiative de l'association Environnement sans frontières. Il compte dans ses rangs la plupart des animateurs des grandes associations de protection de l'environnement, parmi lesquels MM. Patrice Legrand, président de France Nature Environnement, Philippe Lequenne, président des Amis de la Terre, Alain Bougrain-Dubourg, président de la Ligue pour la protection des oiseaux, ainsi que MM. Alain Bombard et Haroun Tazieff. Ce comité devait organiser le 16 septembre à Paris une réunion publique avec le ministre de l'environnement, Mme Ségolène Royal, MM. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, et Antoine Waechter, porte-parole des Verts.

La préparation des élections sénatoriales
Moselle : l'effet Rausch

METZ

de notre correspondant

Chacun pour soi. Avec dix listes au moins, c'est-à-dire cinquante candidats et peut-être plus pour cinq sièges, la Moselle (où est en vigueur le scrutin proportionnel) est un cas d'école. Ce constat de dislocation politique poussée à l'extrême s'explique. La politique d'ouverture avec l'entrée du maire de Metz, M. Jean-Marie Rausch, dans le gouvernement de M. Michel Rocard en 1988, a ouvert des brèches, dans la majorité comme dans l'opposition. Elles ne se sont pas refermées. Aux secousses de l'ouverture, il faut ajouter celles d'un passage de témoin difficile entre plusieurs générations d'élus. Le RPR est, à cet égard, le plus touché depuis le retrait de la vie politique mosellane de l'ancien premier ministre, M. Pierre Messmer, dont l'autorité fait aujourd'hui défaut.

Bref, le paysage politique du département ressemble à une mosaïque. A preuve, chacun des cinq sénateurs sortants conduit sa propre liste. Quel contraste par rapport à la situation de 1983! Il y a neuf ans, l'UDF et le RPR, rassemblés derrière M. Rausch, obtenaient trois sièges tandis que la liste d'union de la gauche, conduite par M. Jean-Pierre Masseret (PS), profitait de la présence de deux listes dissidentes de droite pour enlever deux sièges, une première pour la Moselle.

Cette année, le maire de Metz, qui souhaite quitter le gouvernement pour retourner au palais du Luxembourg, et du même coup effacer son échec des régionales du printemps dernier, voit chacun de ses anciens colistiers voler de ses propres ailes. M. André Bohl (CDS), qui a toujours été un de ses fidèles, conduit l'une des deux listes UDF.

La gauche désunie

Officiellement, il ne veut pas se présenter avec un ministre d'un gouvernement dont il réprouve la politique. Mais il n'ignore pas, dans le contexte actuel, qu'être deuxième de liste, même derrière M. Rausch, ne donne que très peu de chances d'être élu.

MM. Roger Husson (RPR) et Jean-Eric Bousch (RPR), qui a succédé au Sénat à M. Rausch en 1988, ne raisonnent pas autrement. C'est la raison pour laquelle aucun des deux sénateurs sortants n'a voulu être le second de l'autre. M. Husson a le soutien de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR. La division du mouvement chiraquien est accentuée par la présence d'une troisième liste, celle du député RPR, M. Jean-Louis Masson qui veut rajeunir la représentation sénatoriale mosellane. *«Jean-Eric Bousch et Roger Husson ont cent cinquante ans à eux deux. Il est temps qu'ils s'arrêtent»*, lance-t-il.

M. Masson n'est pas le seul député tenté par le Sénat. M. Jean Seitlinger (UDF) a décidé, lui aussi, de courir sa chance, affirmant que la désunion de l'opposition l'a incité à s'engager.

Résultat : cinq listes UDF et RPR sont engagées, contre une seule il y a neuf ans. Les élus de l'opposition, qui souhaitent barrer la route de M. Rausch à qui ils reprochent d'avoir joué la politique de l'ouverture, voient leurs chances se réduire à la mesure de leurs divisions. *«On lui facilite bien le travail au maire de Metz»*, reconnaît M. Husson.

A gauche, l'heure n'est pas davantage à l'union. M. Masseret (PS) n'a cependant *«aucun regret»*. En 1983, il s'est battu pour obtenir *in extremis* une liste d'union. Ses efforts avaient été largement récompensés par l'obtention de deux sièges, dont un pour le PC, empêchant du même coup M. Rausch de réaliser le grand chelem qu'il avait pronostiqué prématurément. Depuis, la situation s'est transformée avec l'entrée du maire de Metz dans le gouvernement. M. Masseret, qui a vécu difficilement cette période, sait que lorsque M. Rausch quittera son portefeuille ministériel, le PS mosellan, dont il est le premier secrétaire, trouvera un ballon d'oxygène.

M. Paul Souffrin (PC), sénateur et maire de Thionville, n'a pas non plus d'état d'âme face à la fin de l'union de la gauche. De la guerre du Golfe à la position sur le traité de Maastricht, tout sépare les deux anciens colistiers.

MM. Masseret et Souffrin ne sont pas les seuls à défendre les couleurs de la gauche. M. Daniel Delrez, ancien conseiller général socialiste de Metz, présente également une liste. Sa candidature est l'expression de rivalités internes à la fédération de Moselle du PS.

La multiplication des candidatures n'a pas découragé le Front national. Bien qu'il ne compte que dix grands électeurs en Moselle, il mise sur un phénomène de rejet des divisions politiques. Si les maires ruraux, qui se disent eux aussi prêts à se lancer dans la bataille, tout comme les écologistes, confirment leur intention, le nombre de listes en présence augmentera encore.

JEAN-LOUIS THIS

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

Un entretien avec Mme Elisabeth Guigou

Suite de la première page

– Ce sont les arguments des partisans du «non» qui vous ont obligé à apporter des précisions sur le traité lui-même?

– Comme beaucoup d'autres, j'ai conscicace de certaines dérives de la Communauté. Les unes sont imputables à la Commission, les autres au fonctionnement global de la Communauté. Nous devrons donc réformer certaines choses. Ce n'est pas une découverte de la campagne. Nous le savions et nous avions réagi à plusieurs reprises. A cause de l'ignorance, du silence et du manque d'intérêt général, j'ai toujours pensé que la seule façon de mener cette campagne, *c'était* d'expliquer.

– Vos adversaires l'ont aussi compris...

– Pas tous. C'est Philippe Séguin qui a compris le premier que c'était la seule méthode. Il a dit quelques mensonges sur le traité, instruit beaucoup de procès d'intention et commis – mais c'est son droit – pas mal d'erreurs de jugement.

» La montée du «non» s'est nourrie des peurs et des craintes que l'Europe cristallise. Plus les diverses catégories sociales sont inquiètes pour elles-mêmes, plus elles ont tendance à voter «non». Plus on a du mal à envisager son propre avenir, plus on dit «non» à l'Europe, parce que l'Europe c'est l'avenir. Les partisans du «non» ont exploité ces peurs, avec beaucoup de constance, quelquefois avec talent, et souvent avec mauvaise foi.

«L'Union européenne respecte l'identité nationale»

– Y-a-t-il un point commun entre les «non» de gauche et ceux de droite?

– Oui, c'est le passéisme. En matière économique, les partisans du «non» manifestent de l'indulgence pour la dévaluation, quand ils ne la prônent pas ouvertement. Ils sont, à des degrés divers, favorables au protectionnisme. Sur le plan politique, ils invoquent les vieilles lunes. Ils parlent du complot que l'Europe ourdirait contre la France. C'est un débat qui a été tranché dans les années 60. Depuis trente ans, on ne peut plus imaginer faire l'Europe autrement que dans le respect de nos vieilles nations, de nos cultures anciennes.

– Michel Charzat soulignait récemment que la question nationale était le point aveugle de la pensée socialiste et qu'une réflexion s'imposait à ce sujet.

– C'est très vrai. Mais nombreux sont les partisans du «non», à droite comme à gauche, qui disent que l'Europe se construit contre la France. Je récuse absolument cette affirmation. Le traité de Maastricht confirme de façon éclatante – sept ou huit fois dans son texte – que l'Union européenne respecte l'identité nationale des Etats membres, leur diversité culturelle et linguistique, leur patrimoine.

» Les vieilles nations d'Europe ne changeront pas de nature. Elles mettront en commun, pour l'essentiel, ce sur quoi la souveraineté nationale est déjà, dans les faits, entamée, notamment la monnaie ou les taux d'intérêt. C'est en effet un sujet dont il faut parler. Mais on ne peut pas le traiter de façon lapidaire. L'Europe ne se construit pas contre la France, ni contre l'Allemagne, ni contre l'Italie, tout simplement parce qu'on ne fera jamais les Etats-Unis d'Europe. On n'est pas le Kansas ou le Nebraska.

» Il y a une autre façon aujourd'hui de concevoir la souveraineté nationale, que nous pourrons d'autant mieux exprimer que nous entraînerons les autres avec nous. Au fond, la France a toujours été un pays qui a porté des projets allant au-delà d'elle-même. La France n'a



jamais été un pays replié sur lui-même, dans son bunker – comme l'illustrait un superbe dessin de Plantu qui montrait un donjon avec à l'intérieur tous les partisans du «non».

» La France n'a jamais été cela. On a chanté *la Marseillaise* dans les pays de l'Est, la Déclaration des droits de l'homme a fait le tour du monde. Pour moi, la France, c'est un pays qui arrive à rester lui-même tout en donnant aux autres des idées, en les entraînant. Le poids de la France, considérable en Europe, sera infiniment accru si le «oui» l'emporte au référendum.

» Le vrai mérite du référendum aura été d'avoir provoqué un grand débat national. Nous aurions pu choisir la ratification parlementaire. Nous aurions été assurés d'une ratification massive. Si nous avions fait cela, les Français auraient vivement rejeté l'Europe un jour ou l'autre, j'en suis convaincue.

«Notre pays est dans la situation d'un étudiant qui bachote»

– Le référendum n'a-t-il pas aussi été choisi parce qu'il paraissait sans risques?

– Non. Depuis le premier jour, nous avions mesuré les risques. Nous savions que les «non» allaient se mobiliser. On était sûr des «non» du PC et du Front national – c'était moins évident au RPR, – on savait que les «non» seraient très combatifs. Parce que ce référendum était une occasion pour des gens en minorité dans leur proppre parti de se remettre sur le devant de la scène. C'est ce qui se passe. Les risques ont été pris en connaissance de cause.

– Un échec du «oui» serait-il un grave revers pour François Mitterrand et, à l'inverse, un succès du «oui» une victoire pour le président?

– Je refuse d'envisager l'hypothèse d'un échec du «oui». Si par malheur le «non» l'emportait, ce serait un cataclysme pour beaucoup de monde, pour tous les grands ténors politiques français. Si le «oui» gagne, ce sera la victoire de tous les partisans du «oui».

» Le président de la République a eu l'immense mérite de se rendre compte qu'on ne pouvait plus continuer à faire l'Europe en circuit fermé. A cet égard, rien ne sera plus comme avant. Dès lors que les Français auront pris la parole, ils ne supporteront plus que leurs élus continuent à rester aussi passifs.

» On nous reproche de ne pas avoir assez expliqué les enjeux. Mais on a quand même eu quatre débats à l'Assemblée nationale – deux en 1990, deux en 1991 – sur les négociations en cours. Il y avait peut-être dix députés en séance, et encore, quand ils restaient jusqu'au bout. Les Français ne supportent plus cela, ils demanderont des comptes à leurs parlementaires, et ils auront raison.

– Pourquoi, malgré tous ces efforts d'explication, de nombreux Français déclarent-ils mal saisir les enjeux européens?

– Vous ne pouvez pas, en quelques semaines, corriger quarante ans de non-dit. Notre pays est dans la situation d'un étudiant qui bachote à la veille de l'examen. Les Français se posent deux grandes questions. Pourquoi ce traité? Et que va-t-il changer?

» Pourquoi ce traité? Il est indispensable de montrer que ce traité s'inscrit dans le droit-fil du traité de Rome. Il exprime, comme le traité de Rome, la volonté de faire une Europe qui ne soit pas seulement une grande zone de libre-échange. Quand les partisans du «non» rejettent le traité d'Union européenne, en réalité ils disent «non» à quelque chose qui corrige et qui complète à la fois le traité de Rome et l'Acte unique.

» Que va – ou ne va pas – changer ce traité? Dans mes réunions publiques, je dis aux gens : vous resterez français, vous resterez occitan, je resterai provençale. Je leur démontre que ce traité préserve la France, et que surtout l'Europe ne se mêlera pas de tout. Que nous ne mettrons en commun que ce sur quoi nous n'avons plus de prise seuls. Je leur dis : l'Europe ne vous enlèvera rien. Et surtout pas vos avantages sociaux. Le traité comporte dans ce domaine une clause de non-recul. On tirera seulement vers le haut les pays socialement les moins avancés. C'est notre intérêt puisqu'on les amènera à avoir, petit à petit, les mêmes rémunérations, les mêmes réglementations du travail. Cela réduira l'impact de leur concurrence.

» Je leur dis aussi que le traité apportera des garanties supplémentaires. Exemple : le chômage. Je dis clairement que le traité ne sera pas le remède miracle au chômage. Mais se priver de ce traité, c'est se priver d'une arme supplémentaire pour le combattre. La monnaie unique permettra de nous protéger contre les effets des désordres monétaires internationaux et des récessions chez les autres. Pas totalement, bien sûr, mais bien davantage qu'aujourd'hui.

» Refuser le traité, c'est en outre remettre en cause les débouchés que le grand marché a apportés à nos entreprises. L'entrée de l'Espagne et du Portugal nous a apporté 60 milliards de francs supplémentaires en recettes d'exportation, et les emplois correspondants. En France aujourd'hui, un salarié sur deux travaille pour l'exportation. L'agriculture exporte les deux tiers de ce qu'elle produit, les automobiles françaises sont exportées pour moitié, et d'abord en Europe. Je trouve suicidaire, pour l'industrie automobile d'imaginer qu'elle puisse se replier derrière ses frontières nationales. Voilà ce que je dis, au passage, à M. Calvet.

«L'Europe a toujours été une dynamique, un engrenage»

– Où passent les clivages psychologiques et sociaux entre les partisans du «oui» et du «non»?

– Ils passent entre, d'une part, ceux qui peuvent maîtriser leur vie, qui ont prise sur les événements, et, de l'autre, ceux qui se sentent laissés au bord de la route, qui ont l'impression d'être impuissants. C'est aussi pour cette raison que ce référendum va être important pour la vie politique française. Les Français sont bien mieux informés qu' il y a dix ou quinze ans. Le monde entier arrive chez eux tous les soirs. Ils ont envie et besoin de prendre la parole. On ne peut donc plus faire de la politique comme avant. Il va falloir inventer une forme de communication moderne entre gouvernants et gouvernés.

– Etes-vous surprise que les Français se passionnent soudain pour l'Europe?

– J'ai ressenti cela comme un choc dès janvier lorsque nous avions organisé les rencontres nationales pour l'Europe avec quatre mille personnes enthousiastes pendant trois jours au Palais des congrès. J'ai eu confirmation de ce climat au printemps avec le succès de l'opération «l'Europe à l'école».

– Les gens ont-ils conscience que pour la première fois dans l'histoire contemporaine la France va décider de l'avenir de l'Europe?

– Les Français vont décider du sort des autres Européens mais aussi de leur propre avenir. S'ils votent «non», c'est d'abord eux-mêmes qu'ils puniront. Se priver du traité, ce serait casser le ressort de l'Europe. L'Europe a toujours été une dynamique, pas un engrenage. Si la France ne ratifie pas ce traité, elle donnera l'impression à nos voisins et au monde de tourner le dos à l'Europe.

» L'Allemagne, la première, le ressentira comme cela, puisque l'Europe c'est d'abord une affaire franco-allemande. Si nous tournons le dos à l'Allemagne, il sera légitime qu'elle reprenne ses billes, parce que c'est elle qui a mis le plus dans la corbeille de mariage de Maastricht. Avec sa monnaie, elle y a mis en quelque sorte son drapeau. L'Allemagne continuera-t-elle à payer?

» N'oublions pas qu'elle finance la Communauté à hauteur de 63 milliards de francs par an contre 15 à 20 milliards pour la France. 60 % de cet argent va à l'agriculture et le tiers des subventions aux exportations agricoles va à la France. L'Allemagne risque d'arrêter de payer pour les aides aux régions, dont la France profite largement. La Corse et les quatre départements d'outre-mer en France touchent dans les mêmes conditions que les régions les plus pauvres de Grèce ou d'Irlande. Il y a déjà en Allemagne un vrai débat sur le financement de la Communauté.

«Aucun de nos partenaires ne veut renégocier»

– Que dites-vous aux agriculteurs qui veulent voter «non»?

– C'est vrai que notre agriculture est en crise, spécialement dans certains secteurs – comme les fruits et légumes. Mais le traité n'aborde pas la question de l'agriculture. Cela ne veut pas dire qu'on s'en désintéresse. Mais la politique agricole commune (PAC) découle du traité de Rome. Etre mécontent de la PAC ne concerne en rien Maastricht. De toute manière, on ne pouvait pas ne pas réformer la politique commune, car elle aurait implosé. On ne pouvait plus continuer à financer 28 millions de tonnes d'excédents de céréales et 900 000 tonnes de viande bovine. Les organisations agricoles le reconnaissent. Au demeurant, la crise la plus profonde touche les domaines qui n'ont pas bénéficié, ou seulement très peu, de la PAC.

– Certains partisans du «oui» brandissent, comme argument, la peur de l'Allemagne. Qu'en pensez-vous?

– C'est une erreur. D'une part, l'Allemagne est un pays profondément démocratique depuis quarante-cinq ans. D'autre part, elle veut être européenne. C'est pour cela que si nous tournons le dos à l'Allemagne, qui a consenti le plus de sacrifices pour l'Union européenne, il ne faudra pas s'étonner qu'elle fasse ensuite cavalier seul, car elle en a les moyens économiques.

» On ne voit pas au nom de quoi on pourrait alors lui contester la possibilité de mener son jeu au centre de l'Europe. A moins que les partisans du «non» veuillent revenir au vieux système des alliances qui nous a fait tant de mal. Or, dans le conflit de l'ex-Yougoslavie, si la Communauté n'est pas parvenue à arrêter la guerre, elle a au moins réussi à éviter le retour des alliances.

– Pourrait-on renégocier le traité?

– Toute idée de renégociation est une illusion. Avec qui? Aucun partisan du «non» n'a répondu. Un traité européen, cela se conclut par définition entre Européens. Mais aucun de nos partenaires ne veut renégocier. Et, d'ailleurs, renégocier quoi? Une monnaie commune au lieu d'une monnaie unique? Les Anglais eux-mêmes ont abandonné cette idée qu'ils avaient proposée, la jugeant ingérable.

» Faire adhérer les pays de l'Est? Mais le traité dit explicitement que les accords d'association préparent l'adhésion. Que peut-on leur donner de plus? Leur ouvrir tout grand nos marchés? Si c'est ce que veulent MM. Marchais, Pasqua, de Villiers ou Le Pen, ils n'ont qu'à le dire.»

Propos recueillis par
THOMAS FERENCZI
et JEAN-PIERRE LANGELLIER

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

Le choix des élus d'une région à l'autre

Nous avons recensé, région par région, les prises de position des élus – députés, sénateurs, parlementaires européens, présidents de conseils généraux et régionaux – sur le référendum du 20 septembre. Nous publions la première partie de cette liste.

ALSACE

BAS-RHIN

Oui : Emile Koehl (UDF-CDS, d.), Marc Reymann (UDF-CDS, d. et p. e.), Jean Oehler (PS, d.), André Durr (RPR, d.), Germain Gengenwin (UDF-CDS, d.), Jean-Marie Caro (UDF-CDS, d.), Adrien Zeller (UDF-CDS, d.), François Grussenmeyer (RPR, d.), Bernard Schreiner (RPR, d.), Daniel Hoeffel (UDF-CDS, s., président du groupe de l'Union centriste, et prés. cons. gén.), Louis Jung (UDF-CDS, s.), Joseph Ostermann (RPR, s.), Marcel Rudloff (UDF-CDS, s. et prés. cons. rég.), Catherine Trautmann (PS, p. e.).

Non : Yvan Blot (FN, p. e.), Francis Wurtz (PC, p. e.).

HAUT-RHIN

Oui : Edmond Gerrer (UDF-CDS, d.), Jean-Paul Fuchs (UDF-CDS, d.), Jean-Luc Reitzer (RPR, d.), Jean Ueberschlag (RPR, d.), Jean-Marie Bockel (PS, d.), Jean-Jacques Weber (UDF-CDS, d., prés. cons. gén.), Jean-Pierre Baeumler (PS, d.), Henri Goetschy (UDF-CDS, s.), Hubert Haenel (RPR, s.), Pierre Schiélé (UDF-CDS, s.).

AQUITAINE

DORDOGNE

Oui : Bernard Bioulac (PS, d.), Alain Bonnet (MRG, d.), Paul Duvaleix (PS, d.), Michel Manet (PS, s.).

Non : Michel Suchod (PS, d.), Yves Guéna (RPR, s.), Gérard Fayolle (RPR, prés. cons. gén.).

GIRONDE

Oui : Jacques Chaban-Delmas (RPR, d.), Claude Barande (PS, d.), Pierre Garmendia (PS, d.), Pierre Brana (PS, d.), Michel Sainte-Marie (PS, d.), Pierre Ducout (PS, d.), Robert Cazalet (UDF-PR, d.), Pierre Lagorce (PS, d.), Gilbert Mitterrand (PS, d.), Bernard Madrelle (PS, d.), Marc Bœuf (PS, s.), Bernard Dussaut (PS, s.), Philippe Madrelle (PS, s., prés. cons. gén.), Pierre Lataillade (RPR, p. e.).

Non : Jean Valleix (RPR, d.), Gérard César (RPR, s.), Jacques Valade (RPR, s., prés. cons. rég.).

LANDES

Oui : Alain Vidalies (PS, d.), Jean-Pierre Pénicaut (PS, d.), Henri Emmanuelli (PS, prés. de l'Assemblée nationale et prés. cons. gén.), Yves Goussebaire-Dupin (UDF-PR, s.), Philippe Labeyrie (PS, s.).

Ne se prononce pas : Louis Lauga (RPR, p. e.).

LOT-ET-GARONNE

Oui : Paul Chollet (UDF, d.), Gérard Gouzes (PS, d.), Marcel Garrouste (PS, d.), Jean François-Poncet (UDF, s. et prés. cons. gén.), Raymond Soucaret (UDF-rad., s.).

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Oui : René Cazenave (PS, d.), François Bayrou (UDF-CDS, d . et prés. cons. gén.), André Labarrère (PS, d.), Alain Lamassoure (UDF, d. et p. e.), Michèle Alliot-Marie (RPR, d. et p. e.), Jacques Moutet (UDF-rad., s.), Nicole Péry (PS, p. e.).

Non : Michel Inchauspé (RPR, d.), Auguste Cazalet (RPR, s.), Franz Duboscq (RPR, s.).

AUVERGNE

ALLIER

Oui : François Colcombet (PS, d.), Jean-Michel Belorgey (PS, d.), Bernard Barraux (UDF-CDS, s.), Jean Cluzel (UDF-CDS, s.), Claude Malhuret (UDF-PR, p. e.).

Non : Pierre Goldberg (PC, d.), André Lajoinie (PC, d.).

Ne se prononce pas : Gérard Dériot (div. d., prés. cons. gén.).

CANTAL

Oui : Yves Coussain (app. div. d., d.).

Non : Pierre Raynal (RPR, d.), Roger Besse (RPR, s. et prés. cons. gén.), Roger Rigaudière (RPR, s.).

Ne se prononce pas : Alain Marleix (RPR, p. e.).

HAUTE-LOIRE

Oui : Jacques Barrot (UDF-CDS, d. et prés. cons. gén.), Jean Proriol (UDF-PR, d.), Jean-Paul Chambriard (UDF-PR, s.), Adrien Gouteyron (RPR, s.).

PUY-DE-DÔME

Oui : Maurice Pourchon (PS, d.), Alain Néri (PS, d.), Claude Wolff (UDF-PR, d.), Jacques Lavédrine (PS, d.), Maurice Adevah-Pœuf (PS, d.), Edmond Vacant (PS, d.), Gilbert Belin (PS, s.), Marcel Bony (PS, s.), Roger Quilliot (PS, s.), Valéry Giscard d'Estaing (UDF, p. e. et prés. cons. rég.), Michel Debatisse (UDF, p. e.). Georges Chometon (UDF-CDS, prés. cons. gén.).

BOURGOGNE

CÔTE-D'OR

Oui : Robert Poujade (RPR, d.), François Patriat (PS, d.), Henri Revol (UDF, s.), Jean-François Hory (MRG, p. e.).

Non : Louis de Broissia (RPR, d.), Roland Carraz (PS, d.), Gilbert Mathieu (UDF-PR, d.), Bernard Barbier (CNI, s.), Maurice Lombard (RPR, s.), Henry Berger (RPR, prés. cons. gén.).

NIÈVRE

Oui : Marcel Charmant (PS, d.), Jacques Huyghes des Etages (PS, d.), Bernard Bardin (PS, d. et prés. cons. gén.), Robert Guillaume (PS, s.), René-Pierre Signé (PS, s.).

SAÔNE-ET-LOIRE

Oui : Jean-Pierre Worms (PS, d.), Jean-Marc Nesme (UDF-PR, d.), André Billardon (PS, d.), Didier Mathus (PS, d.), Dominique Perben (RPR, d.), René Beaumont (UDF-PR, d. et cons. gén.), Marcel Lucotte (UDF-PR, s., président du groupe UREI).

Non : André Jarrot (RPR, s.), André Pourny (div. d., s.).

YONNE

Oui : Serge Franchis (Fr. u., d.), Léo Grezard (PS, d.), Philippe Auberger (RPR, d.), Jean-Pierre Soisson (Fr. u., prés. cons. rég.)

Non : Jean Chamant (RPR, s.), Henri de Raincourt (UDF-PR, s., prés. cons. gén.).

BRETAGNE

CÔTES-D'ARMOR

Oui : Yves Dollo (PS, d.), Jean Gaubert (PS, d.), Didier Chouat (PS, d.), Maurice Briand (PS, d.), Pierre-Yvon Trémel (PS, d.), René Régnault (PS, s.), Claude Saunier (PS, s.), Charles Josselin (PS, prés. cons. gén.).

Non : Félix Leyzour (PC, s.).

FINISTÈRE

Oui : Bernard Poignant (PS, d.), Joseph Gourmelon (PS, d.), Marie Jacq (PS, d.), Jean-Yves Cozan (UDF-CDS, d.), Ambroise Guellec (UDF-CDS, d.), Gilbert Le Bris (PS, d.), Alphonse Arzel (UDF-CDS, s.), Alain Gérard (RPR, s.), Edouard Lejeune (UDF-CDS, s.).

Non : Jean-Louis Goasduff (RPR, d.), Charles Miossec (RPR, d. et prés. cons. gén.), Jacques de Menou (RPR, s.).

ILLE-ET-VILAINE

Oui : Jean-Michel Boucheron (PS, d.), Edmond Hervé (PS, d.), Yves Fréville (UDF-CDS, d.), Alain Madelin (UDF-PR, d.), Pierre Méhaignerie (UDF-CDS, d. et prés. cons. gén.), Michel Cointat (RPR, d.), René Couanau (UDF-CDS, d.), Yvon Bourges (RPR, s. et prés. cons. rég.), Marcel Dannay (UDF-CDS, s.), André Egu (UDF, s.), Jean Madelain (UDF-CDS, s.).

MORBIHAN

Oui : Raymond Marcellin (UDF-PR, d. et prés. cons. gén.), Loïc Bouvard (UDF-CDS, d.), Pierre Victoria (PS, d.), Jean Giovannelli (PS, d.).

Ne se prononcent pas : Aimé Kerguéris (UDF-PR, d.), Jean-Charles Cavaillé (RPR, d.), Christian Bonnet (UDF-PR, s.), Henri Le Breton (UDF-CDS, s.), Josselin de Rohan (RPR, s.).

CENTRE

CHER

Oui : Alain Calmat (div. g., d.), Jacques Genton (UDF-CDS, s.).

Non : Jacques Rimbault (PC, d.), Serge Vinçon (RPR, s.).

Ne se prononce pas : Jean-François Deniau (UDF-PR, d. et prés. cons. gén.).

EURE-ET-LOIR

Oui : Georges Lemoine (PS, d.), Bertrand Gallet (PS, d.), Maurice Dousset (UDF-PR, d. et prés. cong. rég.).

Non : Marie-France Stirbois (FN, d.), Jean Grandon (div. d., s.), Martial Taugourdeau (RPR, s. et prés. cons. gén.).

INDRE

Oui : Jean-Yves Gateaud (PS, d.), Jean-Claude Blin (PS, d.), Jean-Paul Chanteguet (PS, d.), Daniel Bernardet (UDF-PSD, s . et prés. cons. gén.).

Non : François Gerbaud (RPR, s.).

INDRE-ET-LOIRE

Oui : Christiane Mora (PS, d.), Jean Proveux (PS, d.), Jean-Michel Testu (PS, d.), Jean Delaneau (UDF-PR, s. et prés . cons. gén.).

Non : Jean Royer (div. d., d.), Bernard Debré (RPR, d.), Marcel Fortier (RPR, s.), André-Georges Voisin (div. d., s.).

LOIR-ET-CHER

Oui : Michel Fromet (PS, d.), Jeanny Lorgeoux (PS, d.), Jean Desanlis (UDF-CDS, d.), Jacques Bimbenet (UDF, s.), Jacques Thyraud (UDF-PR, s.).

Ne se prononce pas : Roger Goemaere (RPR, prés. cons. gén.).

LOIRET

Oui : Claude Bourdin (PS, d.), Jean-Pierre Lapaire (PS, d.), Paul Masson (RPR, s.).

Non : Eric Doligé (RPR, d.), Xavier Deniau (RPR, d.), Jean-Paul Charié (RPR, d.).

Ne se prononcent pas : Louis Boyer (UDF-PR, s.), Kléber Malécot (UDF-CDS, s. et prés. cons. gén.).

CHAMPAGNE-ARDENNE

ARDENNES

Oui : Roger Mas (PS, d.), Gérard Istace (PS, d.), Jean-Paul Bachy (PS, d.), Maurice Blin (UDF-CDS, s.), Jacques Sourdille (RPR, s. et prés. cons. gén.).

AUBE

Oui : Michel Cartelet (PS, d.), Bernard Laurent (UDF-CDS, s.).

Non : Pierre Micaux (UDF-PR, d.), Robert Galley (RPR, d.), Philippe Adnot (div. d., s. et prés. cons. gén.).

MARNE

Oui : Jean Falala (RPR, d.), Georges Colin (PS, d.), Jean-Claude Thomas (RPR, d.), Bruno Bourg-Broc (RPR, d.), Jean-Pierre Bouquet (PS, d.), Bernard Stasi (UDF-CDS, d.), Jean Amelin (RPR, s.), Jacques Machet (UDF-CDS, s.), Albert Vecten (UDF-CDS, s. et prés. cons. gén.).

HAUTE-MARNE

Oui : Charles Fèvre (UDF-PR, d.), Guy Chanfrault (PS, d.), Georges Berchet (UDF-rad., s.), Simone Martin (UDF-PR, p. e.), Jean Kaltenbach (RPR, prés. cons. rég.).

Non : Jacques Delong (RPR, s.).

Ne se prononce pas : Pierre Niederberger (UDF-PR, prés. cons. gén.).

CORSE

CORSE-DU-SUD

Oui : José Rossi (UDF-PR, d. et prés. cons. gén.), Jean Baggioni (UDF-PR, prés. conseil exécutif régional).

Non : Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR, d. et prés. assemblée de Corse), Charles Ornano (div. d., s.).

Ne se prononce pas : François Musso (RPR, p. e.).

HAUTE-CORSE

Oui : Roger Franzoni (MRG, d.).

Non : Pierre Pasquini (RPR, d.), Paul Natali (div. d., prés. cons. gén.).

Ne se prononcent pas : François Giacobbi (MRG, s.), Max Siméoni (autonomiste, p. e.).

FRANCHE-COMTÉ

DOUBS

Oui : Robert Schwint (PS, d.), Michel Jacquemin (UDF-CDS, d.), Guy Bêche (PS, d.), Huguette Bouchardeau (div. g., d.), Jean Pourchet (UDF-CDS, s.), Nora Mebrak-Zaidi (PS, p. e.).

Non : Roland Vuillaume (RPR, d.), Georges Gruillot (RPR, s. et prés. cons. gén.), Louis Souvet (RPR, s.).

JURA

Oui : Alain Brune (PS, d.), Jean-Pierre Santa-Cruz (PS, d.), Pierre Jeambrun (UDF-rad., s.).

Non : Jean Charroppin (RPR, d.), André Jourdain (RPR, s. et prés. cons. gén.).

HAUTE-SAÔNE

Oui : Pierre Louvot (UDF, s.), Michel Miroudot (UDF-PR, s.), Pierre Chantelat (UDF-PR, prés. cons. rég.).

Non : Christian Bergelin (RPR, d. et prés. cons. gén.), Jean-Pierre Michel (PS, d.), Philippe Legras (RPR, d.).

TERRITOIRE DE BELFORT

Oui : Raymond Forni (PS, d.), Michel Dreyfus-Schmidt (PS, s.).

Non : Jean-Pierre Chevènement (PS, d.), Christian Proust (PS, prés. cons. gén.).

Nous publierons dans notre procain numéro la seconde partie de cette liste.

ILE-DE-FRANCE

PARIS

Oui : Jacques Dominati (UDF-PR, d.), Jean Tiberi (RPR, d.), Alain Devaquet (RPR, d.), Pierre de Bénouville (RPR, d.), Jean-Marie Le Guen (PS, d.), Jacques Toubon (RPR, d.), Edouard Balladur (RPR, d.), René Galy-Dejean (RPR, d.), Georges Mesmin (UDF, d.), Gilbert Gantier (UDF-PR, d.), Bernard Pons (RPR, d.), Françoise de Panafieu (RPR, d.), Alain Juppé (RPR, d.), Daniel Vaillant (PS, d.), Jean-Christophe Cambadélis (PS, d.), Michel Charzat (PS, d.), Camille Cabana (RPR, s.), Jean Chérioux (RPR, s.), Roger Chinaud (UDF-PR, s.), Claude Estier (PS, s., président du groupe socialiste), Bernard Guyomard (UDF-CDS, s.), Nicole de Hauteclocque (RPR, s.), Roger Romani (RPR, s.), Pierre-Christian Taittinger (UDF-PR), Jean-Paul Benoit (maj. p., p. e.), Claude Cheysson (PS, p. e.), Nicole Fontaine (UDF-CDS, p. e.), Robert Hersant (UDF, p. e.), Jean-Thomas Nordmann (UDF-rad., p. e.), Alain Pompidou (RPR, p. e.), André Sainjon (maj. p., p. e.), Léon Schwartzenberg (maj. p., p. e.), Simone Veil, (div. d., p. e.). Yves Verwaerde (UDF-PR, p. e.).

Non : Edouard Frédéric-Dupont (div. d., d.), Gabriel Kaspereit (RPR, d.). Claude-Gérard Marcus (RPR, d.), Jean-Yves Autexier (PS, d.), Nicole Catala (RPR, d.), Michel Caldaguès (RPR, s.), Maurice Couve de Murville (RPR, s.), Philippe de Gaulle (RPR, s.), Christian de La Malène (RPR, s., p. e.), Max Gallo (PS, p. e.), Philippe Herzog (PC, p. e.), Jeannou Lacaze (div. d., p. e.).

Ne se prononce pas : Jean-Pierre Raffin (Verts, p. e.).

ESSONNE

Oui : Jean Albouy (PS, d.), Michel Berson (PS, d.), Julien Dray (PS, d.), Claude Germon (PS, d.), Thierry Mandon (PS, d.), Michel Pelchat (UDF-PR, d.), Jean-Claude Ramos (PS, d.), Yves Tavernier (PS, d.), Pierre-André Wiltzer (UDF, d.), Jean-Luc Mélenchon (PS, s.).

Non : Xavier Dugoin (RPR, d. et prés. cons. gén.). Jean-Jacques Robert (RPR, s.), Paul Simonin (RPR, s.), Robert Vizet (PC, s.), Sylvie Meyer (PC, p. e.).

Ne se prononce pas : Paul Loridant (PS, s.).

HAUTS-DE-SEINE

Oui : Jean-Yves Haby (UDF-PR, d.), Michel Thauvin (PS, d.), Nicolas Sarkozy (RPR, d.), André Santini (UDF-PSD, d.), Philippe Bassinet (PS, d.), Jean-Pierre Foucher (UDF-CDS, d.), Patrick Devedjian (RPR, d.), André Fosset (UDF-CDS, s.), Jean-Pierre Fourcade (UDF-PR, s.), Paul Graziani (RPR, s.), Françoise Seligmann (PS, s.).

Non : Jacques Brunhes (PC, d.), Georges Tranchant (RPR, d.), Patrick Balkany (RPR, d.). Jacques Baumel (RPR, d.), Claude Labbé (RPR, d.). Georges Gorse (RPR, d.). Jacqueline Fraysse-Cazalis (PC, s.). Michel Maurice-Bokanowski (RPR, s.), Charles Pasqua (RPR, s. et prés. cons. gén.).

SEINE-ET-MARNE

Oui : Jean-Jacques Hyest (UDF-CDS, d.), Alain Peyrefitte (RPR, d.), Guy Drut (RPR, d.), Robert Le Foll (PS, d.), Jean-Paul Planchou (PS, d.), Jacques Heuclin (PS, d.), Jacques Larché (UDF-PR, s. et prés. cons. gén.), Robert Piat (UDF-CDS, s.).

Non : Jean-Claude Mignon (RPR, d.), Didier Julia (RPR, d.), Eienne Dailly (UDF-rad., s.), Philippe François (RPR, s.).

SEINE-SAINT-DENIS

Oui : Gilbert Bonnemaison (PS, d.), Claude Bartolone (PS, d.), Jacques Delhy (PS, d.), Jacques Mahéas (PS, d.), Ernest Cartigny (UDF, s.), Claude Fuzier (PS, s.), Gérard Fuchs (PS, p. e.).

Non : Marcelin Berthelot (PC, d.), Muguette Jacquaint (PC, d.), Louis Pierna (PC, d.), Jean-Claude Gayssot (PC, d.), Jean-Pierre Brard (PC, d.), Robert Pandraud (RPR, d.), Roger Gouhier (PC, d.), François Asensi (PC, d.), Eric Raoult (RPR, d.), Danielle Bidard (PC, s.), Robert Calmejane (RPR, s.), Paulette Fost (PC, s.), Jean Garcia (PC, s.), Georges Valbon (PC, prés. cons. gén.).

Blanc ou nul : Aline Archimbaud (Verts, p. e.).

VAL-DE-MARNE

Oui : Christiane Papon (RPR, d.), David Bohbot (PS, d.), Roger-Gérard Schwartzenberg (MRG, d.), Jean-Jacques Jegou (UDF-CDS, d.), Michel Giraud (RPR, d. et prés. cons. rég . d'Ile-de-France), René Rouquet (PS, d.), Patrick Sève (PS, d.), Jacques Carat (PS, s.), Jean Clouet (CNI, s.), Alain Poher (UDF-CDS, prés. du Sénat).

Non : Robert-André Vivien (RPR, d.), Roland Nungesser (RPR, d.), Alain Griotteray (UDF-PR, d.), Jean-Claude Lefort (PC, d.), Georges Marchais (PC, d.), Lucien Lanier (app. RPR, s.), Charles Lederman (PC, s.), Hélène Luc (PC, s., président du groupe communiste). Michel Germa (PC, prés. cons. gén.).

VAL-D'OISE

Oui : Alain Richard (PS, d.), Jean-Pierre Bequet (PS, d.), Francis Delattre (UDF-PR, d.), Jean-Pierre Delalande (RPR, d.), Marie-France Lecuir (PS, d.), Bernard Angels (PS, d.), Michel Coffineau (PS, d.), Louis Perrein (PS, s.), Yves Galland (UDF-rad., p. e.), Jean-Philippe Lachenaud (UDF, prés . cons. gén.).

Non : Robert Montdargent (PC, d.), Marie-Claude Beaudeau (PC, s.), Hélène Missoffe (RPR, s.), Michel Poniatowski (UDF-PR, s. et p. e.).

YVELINES

Oui : Paul-Louis Tenaillon (UDF-CDS, d. et prés. cons . gén.), Pierre Lequiller (UDF-PR), Michel Péricard (RPR, d.), Jean Guigné (RPR, d.), Bernard Schreiner (PS, d.), Guy Malandain (PS, d.), Louis de Catuélan (UDF-CDS, s.), Jacques Bellanger (PS, s.).

Non : Etienne Pinte (RPR, d.), Franck Borotra (RPR, d.), Alain Jonemann (RPR, d.), Henri Cuq (RPR, d.), Christine Boutin (UDF, d.), Jacques Masdeu-Arus (RPR, d.), Gérard Larcher (RPR, s.), Marc Lauriol (RPR, s.), Nelly Rody (RPR, s.), Martine Lehideux (FN, p. e.).

Abréviations et sigles

CNI : Centre national des indépendants.
div. d. : divers droite.
div. g. : divers gauche.
FN : Front national.
FU : France unie.
Maj. p. : majorité présidentielle.
MRG : Mouvement des radicaux de gauche.
PC : Parti communiste français.
PS : Parti socialiste.
RPR : Rassemblement pour la République.
UDF : Union pour la démocratie française.
UDF-CDS : Centre des démocrates sociaux.
UDF-PR : Parti républicain.
UDF-PSD : Parti social-démocrate.
UDF-rad. : Parti radical.
Verts : Verts.
d. : député à l'Assemblée nationale.
s. : sénateur.
p. e. : membre du Parlement européen.
prés. cons. rég. : président du conseil régional.
prés. cons. gén. : président du conseil général.

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

La recrudescence des combats compromet les pourparlers de Genève

Les combats ont repris, lundi 14 septembre, à Sarajevo ainsi que sur les principaux fronts de Bosnie-Herzégovine. Cette recrudescence des conflits remet désormais en cause les pourparlers de paix qui devaient s'ouvrir, vendredi 18 septembre à Genève, dans le cadre de la conférence permanente sur l'ex-Yougoslavie. Dénonçant l'absence de volonté de paix des belligérants, le colonel Armel Davout, commandant du contingent français de la force de protection de l'ONU (FORPRONU) à Sarajevo, a déclaré, lundi, que la Bosnie allait vers *« une guerre encore plus violente (...), elle est en passe de devenir totale car les parties en conflit veulent prendre l'avantage sur le terrain avant l'hiver »*.

BELGRADE

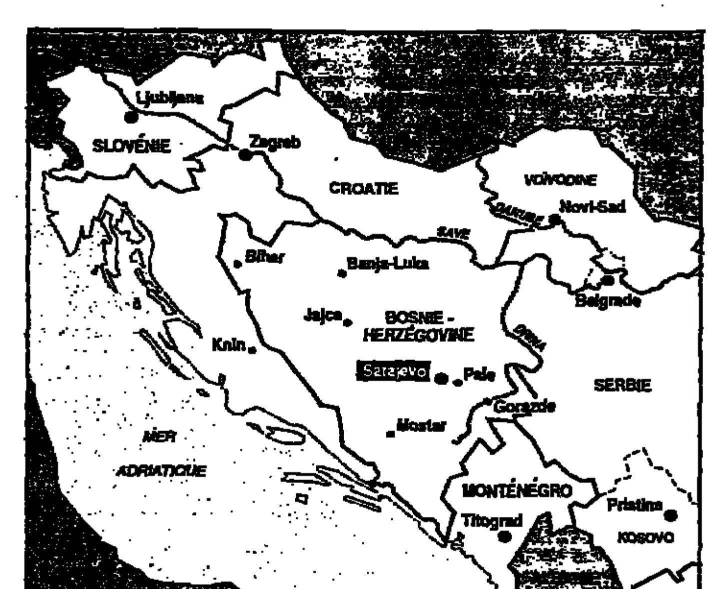
de notre correspondante

Alors que les dirigeants serbes de Bosnie affirmaient avoir respecté les délais fixés en plaçant, samedi 12 septembre, toutes leurs armes lourdes sous le contrôle de la FORPRONU, le colonel Davout déclarait, lundi soir, que *« la majeure partie des tirs serbes* [enregistrés dans la journée] *venait d'au moins dix positions d'artillerie autour de Sarajevo qui échappent au contrôle de l'ONU »*. Selon les officiels de la FORPRONU, les forces serbes avaient également refusé de leur notifier leurs positions d'artillerie autour de Jajce et de Bihac, deux villes du nord-ouest de la Bosnie, assiégées par les Serbes. L'accord portait sur la mise sous contrôle de l'ONU des armements lourds autour de quatre villes : Sarajevo, Gorazde, Jajce et Bihac. Arguant du refus de la partie serbe de regrouper son armement lourd – conformément aux accords de Londres – la présidence collégiale bosniaque (d'ou se sont retirés les représentants serbes), avait, dimanche après midi, annoncé son retrait des négociations, prévues vendredi à Genève. Dans le communiqué officiel, publié lundi par la presse locale, la présidence invoquait une reprise des agressions serbes et affirmait détenir la preuve que l'ex-armée fédérale yougoslave acheminait cent blindés en Bosnie-Herzégovine pour soutenir les forces serbes locales.

Selon le document, *« l'agression serbe se poursuit* (contre Sarajevo, Gorazde, Mostar et plusieurs autres villes stratégiques de Bosnie-Herzégovine) *avec, parfois, l'intervention de l'aviation »*. Pour conclure qu'*« aussi longtemps que la situation actuelle prévaudra, les conversations de Genève paraîtront absurdes »*.

« Choqué » par l'annonce du boycottage des pourparlers, le coprésident de la conférence, M. Cyrus Vance avait aussitôt sommé le président bosniaque, Musulman Alija Izetbegovic, de reconsidérer sa décision. Ce dernier s'était engagé *« solennellement et sans aucune condition »*, jeudi dernier, lors de la visite de M. Vance à Sarajevo, à participer aux prochaines conversations de Genève.

Le dirigeant autonomiste serbe, Radovan Karadzic, président de la *« République serbe »* autoproclamée en Bosnie-Herzégovine, avait également menacé, dimanche soir, de se retirer des négociations si l'Occident imposait une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie-Herzégovine. Cette zone, approuvée par les Douze, *« constituerait une violation directe de l'équilibre stratégique en Bosnie-Herzégovine »*, avait souligné M. Karadzic, qui refuse de voir ses forces ne plus pouvoir *« assurer la couverture aérienne de leur infanterie »*.



Opérations de guérilla

Disposant de vingt-quatre avions de combat particulièrement adaptés au terrain et d'une taille qui leur permet d'échapper aux contrôles radar et de plusieurs hélicoptères cédés par l'armée yougoslave lors de son retrait fin mai, les Serbes sont accusés par les autorités bosniaques de procéder à de nombreux raids aériens. Radio Sarajevo dénonçait notamment, lundi, le pilonnage de la ville de Jajce (centre-ouest) et de plusieurs villages autour de Bihac. Cette région, peuplée à 80 % de Musulmans, est l'objet depuis plusieurs jours d'une offensive des forces serbes.

Par ailleurs, une contre-offensive croate et musulmane se poursuit dans la vallée de la Drina, qui longe la frontière avec la Serbie ainsi que dans la vallée de la Save, limitrophe de la Croatie, toutes deux contrôlées par les Serbes. Le couloir septentrional qui relie la Serbie aux Krajinas serbes de Bosnie (Banja Luka) et de Croatie (Knin) a été temporairement coupé en fin de week-end à la suite d'une percée croate et musulmanee au niveau de Brcko et de Gradacac . De même, le corridor qui conduit de Belgrade à Pale, place forte serbe surplombant Sarajevo avait été coupé ces derniers jours, suite à de véritables opérations de guérilla menée par des troupes musulmanes dans les montagnes.

Ces raids ont mis en difficulté les forces serbes dans l'un des territoires qu'elles contrôlaient le mieux. Apparemment préoccupé par les revers essuyés par ses forces dans la région de Zvornik, Visegrad et Gorazde, M. Radovan Karadzic avait fait, dimanche, une visite sur le front et déclaré que *« la vallée de la Drina avait un intérêt vital pour la République serbe de Bosnie-Herzégovine et que l'armée serbe récupérerait à tout prix les territoires d'où elle avait été repoussée »* .

A Sarajevo, Musulmans et Serbes s'accusent mutuellement de la recrudescence des combats. Alors que le président musulman, M. Alija Izetbegovic, ne nourrit plus d'illusion quant à une éventuelle intervention militaire étrangère ou des négociations politiques qui ne lui rendront jamais ce qu'il a perdu sur le terrain – à savoir une Bosnie unitaire et indivisible – les Serbes réclament une paix qui gèlerait autour de la table des négociations des conquêtes sans doute trop vastes, qu'ils auraient du mal à contrôler pendant un hiver rude.

Ces divergences, auxquelles s'ajoute l'ambigüité de la stratégie des Croates, amenuisent les chances de réussite de la Conférence de Genève ou les trois parties devaient parvenir à un arrêt réel et durable des hostilités afin de faciliter une solution politique. Les perspectives d'un règlement qui entérinerait le partage de la Bosnie-Herzégovine en cantons ethniques inquiète les Musulmans qui tentent de déstabiliser les Serbes, là où ceux-ci pensaient avoir créer des entités territoriales sûres.

FLORENCE HARTMANN

L'escapade chinoise de M. Panic

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a exprimé son *« inquiétude »* devant la poursuite des combats dans ce qui fut la Yougoslavie, mais a aussi montré son impuissance diplomatique dans la recherche d'un règlement du conflit, à l'occasion d'une visite éclair du premier ministre M. Milan Panic à Pékin. Sans craindre l'humour noir, le premier ministre chinois, M. Li Peng, a réitéré l'appel chinois à l'ouverture de *« consultations amicales »* entre les belligérants. Au cours d'une conférence de presse, mardi 15 septembre, M. Panic a confirmé que la Chine avait l'intention de fournir du pétrole à Belgrade mais s'est abstenu de donner des précisions à ce sujet.

Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la Chine avait voté l'embargo commercial contre Belgrade mais s'était abstenu, le 13 août, lors du vote sur l'usage de la force pour faciliter les distributions d'assistance humanitaire à Sarajevo. La Chine avait également condamné la politique de *« nettoyage ethnique »* dans le conflit, tout en souhaitant, pour des raisons intérieures, que la communauté internationale n'y voie pas un risque sérieux pour la sécurité régionale.

Le voyage de M. Panic, qui était déjà venu à Pékin en 1989 en qualité d'homme d'affaires américain mais qui, en deux jours, a trouvé le temps d'aller admirer la Grande Muraille de Chine, paraissait surtout destiné à lui permettre d'être reçu en chef de gouvernement par un pays dont les médias communistes se réfèrent encore couramment à *« la Yougoslavie »* sans trop nuancer le sens de ce mot. Pour ce service diplomatique, M. Panic a payé la Chine par un éloge appuyé de la politique de développement de Pékin, balayant les objections concernant les droits de l'homme et affirmant qu'il comptait s'inspirer des recettes chinoises pour créer *« les Etats-Unis des Balkans »*.

FRANCIS DERON

□ **GÉORGIE : mise en garde russe contre le non-respect du cessez-le-feu en Abkhazie.** – La Russie a mis en garde, lundi 14 septembre, contre *« la poursuite des hostilités en Abkhazie, malgré l'accord du 3 septembre »* signé à Moscou par la Géorgie, la Russie et les représentants abkhazes. Un communiqué diffusé par Tass dénonce l'usage de blindés et d'hélicoptères géorgiens contre des civils, la multiplication des pillages et la paralysie des transports, vitaux pour toute le Transcaucasie (notamment l'Arménie). Des centaines de soldats russes d'unités parachutistes sont arrivés la semaine dernière en Abkhazie pour participer à la surveillance de l'application de l'accord de Moscou. – *(AFP.)*

هكذا من الأصل

EUROPE

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Le Conseil de sécurité approuve le renforcement des « casques bleus » en Bosnie

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Approuvant le récent rapport remis par le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali qui recommandait de multiplier *« par quatre ou cinq »* le nombre de «casques bleus» présents en Bosnie-Herzégovine, le Conseil de sécurité a autorisé, lundi 14 septembre, l'envoi de ces forces supplémentaires de l'ONU pour protéger les convois humanitaires destinés à approvisionner les civils. Cette résolution 776 a été approuvée par douze voix sur quinze, la Chine, l'Inde et le Zimbabwe s'abstenant. Ces trois pays n'ont pas voulu entériner l'allusion à la possibilité de recourir à *« tous les moyens nécessaires »* pour assurer l'aide humanitaire, contenue dans la précédente résolution n° 770 du 13 août dernier et à laquelle se réfère le texte.

Un profond désaccord américano-chinois a provoqué une longue suspension de séance au Conseil avant le vote. Les Chinois ont menacé d'utiliser leur droit de veto et les représentants américains à l'ONU ont dû entrer en contact avec le Département d'Etat à Washington.

Dans le texte finalement voté, le Conseil se réfère aux engagements pris par les parties, lors de la récente conférence de Londres afin de faciliter l'acheminement de l'aide en Bosnie, pour autoriser l'élargissement du mandat et des effectifs de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), *« y compris la protection des convois de détenus libérés si le Comité international de la Croix-Rouge en fait la demande »*. Réaffirmant *« sa détermination d'assurer la protection et la sécurité de la FORPRONU et des personnels des Nations unies »*, la résolution souligne aussi *« l'importance de mesures aériennes telles que l'interdiction des vols militaires à laquelle toutes les parties à la conférence de Londres se sont engagées et dont la mise en œuvre rapide pourrait renforcer la sécurité de l'action humanitaire »*.

Ce dernier point ne semblait pas acquis d'avance : cette notion d'interdiction de vol en Bosnie pour tous les appareils autres que ceux de la FORPRONU et des avions à mission humanitaire suscitait des réserves parmi les membres du Conseil avant la réunion, notamment sur ses modalités d'application.

Au total, ce sont 6 000 à 7 000 soldats de l'ONU supplémentaires qui prêteront main-forte aux 1 500 «casques bleus» français, ukrainiens et égyptiens déjà sur place, outre les quelque 15 000 stationnés en Croatie. Ces contingents seront fournis par plusieurs pays dont la France, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège. La résolution 776 prévoit que *« la mise à disposition des Nations unies de ces personnels n'implique aucun coût pour l'organisation »*, ce qui signifie que les frais en seront supportés par les pays d'Europe de l'Ouest engagés dans la tentative de règlement de la crise.

SERGE MARTI

La relève française ne sera pas effective avant la fin du mois

Après la mort de deux « casques bleus » à Sarajevo, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a tenu à assister, lundi 14 septembre, au camp de Mourmelon (Marne), aux derniers préparatifs de la relève du contingent français qui sert dans l'ex-Yougoslavie sous les couleurs de l'ONU.

« La sécurité de nos propres troupes est un objectif premier », leur a-t-il dit. Pour l'instant, cette relève achève ses trois semaines dites de cohésion, à Mourmelon, pour le bataillon de soutien logistique, qui sera surtout basé à Zagreb et à Belgrade, et au camp de Mailly (Aube) pour le bataillon d'infanterie, qui sera principalement stationné en Krajina du Sud.

« L'imprévu et l'invraisemblable »

Les neuf cents hommes du bataillon d'infanterie, sous les ordres du colonel Gérard Macquet, proviennent en majorité de la 10e division blindée (en garnison à Châlons-sur-Marne) et ils sont composés pour 30 % d'appelés ayant signé un contrat pour un service long. Les mille cent cinquante hommes du bataillon de soutien logistique, commandés par le lieutenant-colonel Patrick Koely, relèvent pour l'essentiel du 2e corps d'armée (en Allemagne) et ils comprennent 56 % d'appelés volontaires.

A Mourmelon, les hommes du bataillon de soutien logistique subissent un entraînement toutes armes (protection des déplacements, sécurité des personnels, tirs respectant les consignes « onusiennes » de légitime défense, secourisme), des cours de langues (serbo-croate et anglais) et une instruction propre à la mission (transmissions et entretien du matériel).

A la différence des « casques bleus » qu'elle remplace et qui servent dans l'ex-Yougoslavie depuis le 15 avril, cette relève aura à connaître une situation encore plus dégradée : sur les plans politique, en raison des missions de l'ONU qui ont évolué et se sont développées sous la pression des événements, et climatique, avec la proximité d'un hiver rigoureux.

Les mandats de l'ONU sont de six mois dans l'ex-Yougoslavie. *« La France*, a reconnu M. Joxe, *doit faire face à l'imprévu et à l'invraisemblable. L'action de l'ONU dans l'ancienne Yougoslavie se prolongera peut-être durant plusieurs semestres et nous ne savons pas à quoi nous risquons d'être affrontés »*.

Contrairement à ce qui était envisagé il y a encore quelques jours (*le Monde* du 4 septembre), la relève française ne doit pas commencer à être mise en place avant la fin du mois, soit avec une quinzaine de jours de retard sur les prévisions.

Ce délai est lié aux difficultés que rencontre l'ONU pour acheminer ses « casques bleus » par avions. Dès cette semaine, un comité de coordination opérationnelle sera instauré à New-York entre les différents pays qui contribuent à fournir des « casques bleus », pour envisager des dispositions concrètes à partir de l'expérience acquise depuis six mois.

Cette relève française est indépendante du renfort de cinq mille à six mille hommes qui pourrait être envoyé par plusieurs pays européens en Bosnie-Herzegovine, pour protéger les convois humanitaires et contrôler le regroupement des armes lourdes. Dans cette éventualité, la participation de la France serait à hauteur de mille deux cents hommes, issus de la 15e division d'infanterie (à Limoges) et de la force d'action rapide, et appuyés par dix-huit blindés Sagaie et neuf hélicoptères Puma.

J. I.

ALLEMAGNE : pour avoir battu à mort un Angolais

Trois « skinheads » sont condamnés à quatre ans d'emprisonnement

BERLIN

de notre correspondant

Dans le contexte de violences racistes qui secouent actuellement l'Allemagne, l'issue du procès des «skinheads» d'Eberswalde, devant le tribunal de Francfort-sur-l'Oder, avait valeur de symbole. Le 25 novembre 1990, la petite ville d'Eberswalde, située au nord-est de Berlin, était le théâtre d'une chasse à l'homme contre les habitants d'un foyer d'Africains, venus travailler sous contrat dans l'ex-RDA.

Ce soir-là, de nombreux habitants sont apparemment au courant de ce qui se prépare, mais la police est-allemande préfère «ne rien faire». Prévenus de l'arrivée imminente d'une cinquantaine de «skins» et de *«heavy metal» à leur foyer*, trois Africains tentent de prendre la fuite. Dans la rue, ils font face à leurs assaillants, qui les frappent sauvagement. L'une des victimes, Amadeu Antonio, originaire d'Angola, dont l'amie allemande est enceinte, succombera deux semaines plus tard à ses blessures. Ses deux camarades seront hospitalisés.

Le procès a donné lieu à de nombreux incidents autour du tribunal. Cinq des agresseurs figuraient dans le box des accusés. Trois «skins», âgés de dix-neuf, vingt et vingt et un ans, ont été finalement condamnés, lundi 14 septembre, à des peines de quatre ans d'internement pour jeunes. Un quatrième, âgé de vingt ans, a été condamné à deux ans avec sursis. Un cinquième «skin», âgé lui aussi de vingt ans, a été condamné à trois ans et demi d'emprisonnement pour avoir porté un coup de couteau à l'un des autres Africains et menacé de son arme plusieurs personnes assistant à la scène.

Le jugement suscite des critiques. Certains auraient souhaité un verdict plus dissuasif. Le juge s'est justifié en expliquant qu'il n'était pas là *« pour faire un exemple »*. La semaine dernière déjà, un tribunal avait prononcé des peines relativement clémentes contre des jeunes arrêtés au cours d'une des récentes manifestations anti-immigrés. La justice semble avoir quelque mal, à l'est de l'Allemagne, à savoir comment réagir à cette flambée de violences. Malgré la multiplication des interpellations, les procédures traînent, renforçant le sentiment d'impunité des bandes de jeunes extrémistes qui engrangent au contraire les succès : lundi, le gouvernement du Land de Saxe-Anhalt a lui aussi décidé, après cinq jours d'échauffourées, de faire évacuer le centre d'accueil de Quedlinburg, dont les demandeurs d'asile ont été conduits à Magdebourg.

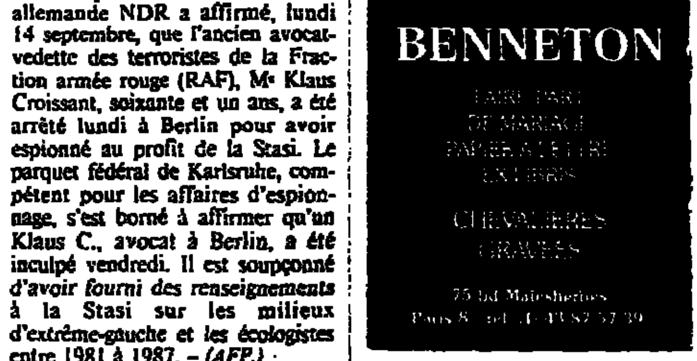
HENRI DE BRESSON

□ **L'avocat Klaus Croissant aurait travaillé pour la Stasi.** – La radio allemande NDR a affirmé, lundi 14 septembre, que l'ancien avocat-vedette des terroristes de la Fraction armée rouge (RAF), Me Klaus Croissant, soixante et un ans, a été arrêté lundi à Berlin pour avoir espionné au profit de la Stasi. Le parquet fédéral de Karlsruhe, compétent pour les affaires d'espionnage, s'est borné à affirmer qu'un Klaus C., avocat à Berlin, a été inculpé vendredi. Il est soupçonné d'avoir fourni des renseignements à la Stasi sur les milieux d'extrême-gauche et les écologistes entre 1981 à 1987. – *(AFP.)*

La Turquie et l'Iran devraient développer leur coopération dans la lutte antiterroriste

A l'issue d'une visite à Téhéran, M. Ismet Sezgin, ministre de l'intérieur turc, a estimé, lundi 14 septembre, après une dernière rencontre avec son homologue iranien, M. Abdallah Nouri et un entretien avec le président iranien, M. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, qu'il existait *« une volonté politique des deux pays de coopérer dans la lutte contre le terrorisme »*.

M. Sezgin a affirmé avoir reçu des *« garanties »* quant à l'engagement de Téhéran dans la lutte contre les séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste). Le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, pourrait se rendre à Téhéran dès la fin octobre, indique-t-on dans l'entourage de M. Sezgin. Le problème des bases du PKK en Iran et des activités de Moudjahidines du peuple (iraniens) en Turquie est à l'origine des difficultés entre les deux capitales. – *(AFP.)*



PROCHE-ORIENT

Au moment de la reprise des négociations israélo-arabes à Washington

M. Roland Dumas a effectué une mission de médiation à Damas

Créant la surprise, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a annoncé mardi 15 septembre sur Europe 1 qu'il avait effectué la veille une mission à Damas, au moment où reprenaient à Washington les négociations de paix israélo-arabes.

Cette visite a été décidée après que le chef de la diplomatie israélienne, M. Shimon Pérès, eut demandé la semaine dernière à la France de jouer un rôle plus actif dans le processus de paix, a précisé M. Dumas, qui s'est entretenu avec le président syrien Hafez El Assad.

Celui-ci a souligné qu'*« il existe beaucoup de difficultés sur la route de la paix »*, mais que *« toutes les difficultés »* peuvent être examinées. M. Dumas estime qu'*« il existe du côté syrien une certaine disposition d'esprit qui permet d'espérer que les choses s'orienteront dans une bonne direction »*, et qu'*« il peut y avoir à distance relative une perspective de paix au Proche-Orient »*. *« Si la France peut encore être utile, elle le sera »*, a encore dit le ministre, qui a l'intention de se rendre en octobre *« dans la région du Golfe, probablement en Arabie saoudite »*.

Après les déclarations d'intention d'Israël et de la Syrie la semaine dernière, Israéliens et Arabes, qui se sont retrouvés à la table des négociations à Washington, sont revenus à la difficile réalité de toute négociation. La délégation israélienne a présenté aux Syriens un document jugé *« décevant »* par ces derniers, qui ont souhaité qu'il soit remanié. Le chef de la délégation israélienne, M. Itamar Rabinovitch, a admis que le texte souffrait une autre formulation, tout en faisant valoir que la négociation était un processus de *« donnant donnant »*.

Les Palestiniens ont eux aussi jugé que la réponse israélienne à leurs propositions sur l'avenir des territoires occupés n'était *« pas satisfaisante »*, mais elle *« sera étudiée attentivement »*, a indiqué le chef de la délégation palestinienne, M. Haïdar Abdel Chafi, qui a réclamé une nouvelle fois *« l'arrêt immédiat et total de la colonisation juive des territoires occupés »*. – *(AFP.)*

Le Golan est-il « pur » ou « impur » ?

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le fertile plateau du Golan, enlevé à la Syrie lors de la guerre de six jours est-il, au regard de la loi juive, «pur» ou «impur»? Et ses 1 000 kilomètres carrés ont-ils été promis au peuple d'Israël par Dieu lui-même? La religion, dans l'Etat hébreu, n'étant jamais très loin du politique, il eût été surprenant que le débat national qui s'instaure en ce moment sur l'opportunité de rendre ou non un territoire conquis pour avoir la paix ne prenne pas une dimension théologique.

Après les politiques qui se déchirent et s'insultent autour de ce dilemme, après les militants qui en viennent parfois aux poings, voici le tour des rabbins. *« La Transjordanie et le Golan ne sont pas les terres de lait et de miel promises aux juifs par Dieu »*, a lancé rabbi Schlomo Goren. Et l'ancien aumônier en chef de l'armée d'ajouter qu'en conséquence, les régions susdites *« devant être considérées comme impures »* peuvent être rendues sans dommage à Damas, *« en échange de la paix »*.

« Coup de poignard dans le dos ! », s'est exclamé en retour le rabbin Amnon Shupperman qui, lui, vit là-haut avec les douze mille Israéliens qui se sont installés depuis vingt-cinq ans sur le plateau annexé. *« Que je sache,* a-t-il poursuivi, *il n'y a pas eu de jugement rabbinique réglementaire à propos de l'impureté supposée du Golan. D'ailleurs on y a retrouvé des ruines de synagogues. » « Cela ne prouve rien,* rétorque l'autre, *on trouve d'anciennes synagogues partout. »*

L'affaire risquant de dégénérer en querelle religieuse majeure, le grand rabbin Avraham Shepiro, en sa qualité de leader spirituel des Ashkénazes – les juifs de souche européenne, – décidait une intervention en forme de compromis. Certes, déclara-t-il, le Golan ne fait pas partie de *« la terre sacrée d'Israël »*. Cependant, *« il existe un précepte religieux selon lequel il est de notre devoir de développer nos colonies. Ces territoires sont israéliens, il est interdit d'en déraciner les points de peuplement juif »*.

On n'en est pas là

Le rabbin Goren, qui braderait volontiers le Golan à ses anciens propriétaires, mais qui milite en faveur du « Grand Israël » biblique, lequel inclut tous les autres territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza – avec plus de cent mille colons aujourd'hui, – n'a plus rien dit depuis trente-six heures. Il est vrai qu'une bande de colons de Neve-Ativ, l'une des trente-trois localités juives du Golan, a menacé l'ancien aumônier de faire cerner sa maison par un troupeau de truies, animaux «impurs» s'il en est.

La polémique enflait toujours lundi soir, les rabbins de toute obédience se succédant à la radio et à la télévision pour dire leur mot et interpréter la loi. Le vice-ministre des cultes lui-même tenta une feinte colère contre ces messieurs de la religion qui osent se mêler de politique. L'adresse, comme on s'en doute, n'eut aucun effet. Faut-il ou non abandonner le Golan? Le débat redouble chaque jour d'intensité.

Tout juste si l'on se souvient qu'à aucun moment, jusqu'ici, le gouvernement de M. Itzhak Rabin, qui joue un jeu serré aussi bien chez lui, en ce moment, qu'à Washington, n'a encore proposé à ses partenaires syriens ni la restitution du territoire contesté, encore moins un quelconque retrait. *« A ce point des négociations,* a déclaré lundi le premier ministre en partance pour l'Allemagne, *la Syrie doit nous démontrer sa volonté de paix. Personne,* a-t-il ajouté, *ni dans mon gouvernement ni dans notre délégation à Washington, n'est autorisé à dessiner des cartes et des frontières. »*

Sous-entendu : on n'en est pas là. D'ailleurs, dans la capitale fédérale américaine, où les pourparlers du processus de paix ont repris après dix jours de relâche, les négociateurs de Damas n'allaient pas tarder à s'en rendre compte. Lundi soir, ils se plaignaient amèrement du fait que le mot même de «retrait» ne figure pas dans le document que leur ont remis leurs homologues israéliens.

PATRICE CLAUDE

Pour la possession d'une île

Tension dans le Golfe entre l'Iran et ses voisins arabes

Le Conseil ministériel de la Ligue arabe a décidé, lundi 14 septembre, de saisir les Nations unies du conflit territorial qui oppose l'Etat des Emirats arabes unis (EAU) à l'Iran à propos de l'île d'Abou-Moussa, ainsi que des îlots de la grande et de la petite Tomb. C'est une attitude *« irresponsable »*, a aussitôt commenté le ministère iranien des affaires étrangères.

Une fois de plus, dans cette zone aussi volatile que stratégique qu'est la région du Golfe, c'est un conflit de souveraineté qui est à l'origine de la crise entre les Emirats et l'Iran. Mais les arrière-pensées ne manquent pas et si l'attitude de la Ligue arabe reflète les craintes que suscitent les velléités de puissance de l'Iran, notamment après l'affaiblissement de l'Irak, Téhéran entend de son côté signifier indirectement aux pays arabes riverains du Golfe, – au moment où se négocie laborieusement un système de sécurité collective pour la région qui à ce jour exclut Téhéran et où le Koweït a déjà conclu des accords de défense avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France – que sans lui, la sécurité de la région ne saurait être assurée.

Un incident, interprété par les Emirats comme une annexion pure et simple de l'île d'Abou-Moussa, a fait rebondir le conflit sur les îles vieux de vingt ans. Le 22 août, les autorités iraniennes ont empêché un bateau, le *Khater*, transportant des enseignants accompagnés de leurs familles, une centaine de personnes au total, de jeter l'ancre au port de l'île. Selon le quotidien saoudien *al Chark al Aousat*, l'Iran a exigé des passagers des visas de séjour, ce que les autorités émiraties considèrent comme *« une infraction au statut juridique de l'île, qui est une partie de l'émirat de Charjah »*, l'un des sept qui forment la fédération de l'EAU. Riposte immédiate de l'Iran : *« Nous exerçons notre souveraineté et rien de plus. »*

Or c'est précisément là que le bât blesse. En 1971, alors que la Grande-Bretagne se prépare à se retirer du Golfe, l'Iran revendique des droits sur l'île d'Abou-Moussa, située à l'entrée du détroit d'Ormouz, qui commande l'entrée du Golfe. La fédération de l'EAU n'existait pas encore et Abou-Moussa dépendait de Charjah.

« Un complot américain »

L'émir, cheikh Khaled, consulte l'ensemble des pays arabes, dans la mesure où l'Iran du chah, qui était alors l'Etat le plus fort de la région, risquait de mettre en danger tous les autres. Ses missives étant restées sans réponse, il engage des négociations avec l'Iran par l'intermédiaire de l'envoyé spécial britannique, Sir William Bruce, qui aboutissent en novembre à un accord en vertu duquel les deux pays administreront l'île conjointement, l'Iran s'engageant par ailleurs à verser 1,5 million de livres sterling par an à Charjah jusqu'à ce que les revenus pétroliers de l'émirat aient atteint 3 millions de livres sterling.

Contrairement à ce qui s'était passé en 1971, aujourd'hui ce sont tous les pays arabes qui se solidarisent avec l'EAU, dont ils soutiennent toute *« mesure »* visant à *« consolider sa souveraineté sur l'île d'Abou-Moussa et les îlots voisins »*. On aura noté au passage que la Syrie, un allié de longue date de l'Iran, qu'il n'avait pas hésité à soutenir lors de la guerre Irak-Iran, s'est alignée sur l'attitude des autres Etats arabes. Dimanche, le président égyptien Hosni Moubarak, avait accusé Téhéran de *« visées hégémoniques »* sur les Etats du Golfe, alors qu'à Téhéran la presse dénonçait d'une même voix un *« complot américain »* dont l'objectif est d'empêcher des relations harmonieuses entre Téhéran et ses voisins arabes.

Car il est vrai que depuis la crise du Golfe, consécutive à l'invasion du Koweït par l'Irak, les relations étaient allées en s'améliorant entre un Iran qui semblait acquis à une certaine modération, et les monarchies pétrolières arabes, en particulier l'Arabie saoudite ; au point qu'il était question d'un sommet entre le roi Fahd et le président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani. Ce projet n'est certes pas enterré et le conflit entre l'EAU et l'Iran peut encore être réglé par les voies diplomatiques. La Ligue arabe s'est bien gardée de préciser à quel niveau l'ONU serait saisie et le quotidien saoudien *al Hayat* affirmait mardi que le sultanat d'Oman s'y employait déjà. Mais de part et d'autre on aura averti. Pour les pays arabes, en particulier, l'affaire aura servi de mise en garde contre toute tentative de l'Iran de tenter de profiter de la mise en place dans le sud de l'Irak d'une zone d'exclusion aérienne, pour encourager d'éventuelles velléités sécessionnistes des populations de cette région.

MOUNA NAIM

AFRIQUE

NIGÉRIA : les élections « primaires »

Les différences ethniques marquent la course à la présidence

La première tranche des « primaires », qui doivent sélectionner les deux candidats à la succession du président Ibrahim Babangida, s'est déroulée, samedi 13 septembre, sous haute surveillance et sans trop d'accrocs, dans dix des trente Etats de la fédération. Après un « faux départ », début août, marqué par des fraudes à grande échelle, le régime militaire est condamné à réussir ces primaires de septembre, sauf à compromettre son propre calendrier de retour graduel à un régime civil, qui doit se conclure en décembre par l'élection au suffrage universel du chef de l'Etat.

LAGOS

correspondance

La consultation – qui ne concernait que les membres inscrits des partis – a déjà permis de faire un tri dans le peloton des vingt-trois aspirants à l'investiture : douze pour le Parti social démocrate (PSD) et onze pour la Convention nationale républicaine (CNR), les deux mastodontes façonnés sur le modèle américain dans l'espoir d'éviter l'écueil du tribalisme.

Bien sûr, on a d'abord voté pour le « fils du pays » (il n'y a aucune femme parmi les candidats), surtout s'il a les mains pleines. Dans l'Etat d'Imo, le « Bernard Tapie » ibo (les Ibos, chrétiens, constituent l'une des trois grandes communautés du pays, les deux autres étant composées des Yoroubas et des Haoussas), *Chief* Emmanuel Iwuanyanwu, propriétaire, entre autres, d'une compagnie aérienne, d'un club de football et d'un des principaux quotidiens nigérians, a écrasé tous ses concurrents de la CNR, tandis que son rival, *Chief* Arthur Nzeribe, autre prototype du Ibo richissime, devançait largement les autres candidats sociaux-démocrates.

Les trente Etats de la fédération nigériane



Scénario semblable dans les Etats d'Ogun et d'Ondo, régions de culture yorouba assez fortement islamisées, où c'est encore un *Chief* (chef coutumier du sud), M. Olu Falae, qui l'emporte haut la main. Mais son principal concurrent au sein du PSD, le général Shehu Yar'Adua, quarante-neuf ans, ministre de la défense sous le régime du général Obasanjo (1976-1979), présente le profil du vainqueur. Originaire de Katsina, aux confins désertiques du Niger, il s'est placé samedi en deuxième, voire en première position dans les Etats du Sud et de l'Est, fiefs traditionnels des chrétiens.

A la lumière des résultats partiels, il ne fait guère de doute désormais que le futur président du pays le plus peuplé d'Afrique appartiendra à la communauté musulmane (les « Alhadjis » abondent parmi les candidats), et viendra du Nord ou de la région de la « Middle Belt », où s'est stabilisé, depuis l'arrivée au pouvoir du général Babangida, il y a sept ans, le centre de gravité politique du Nigéria. Côté républicain, c'est un trio de Nordistes (MM. Adamu Ciroma, Umaru Shinkafi et Bamanga Tukur) qui a émergé lors de ces primaires. Cela ne va pas sans grincements de dents. Fait plutôt rare dans un pays où les élites, comme la presse, jouissent d'une assez large liberté de parole, l'écrivain Wole Soyinka a été brutalement censuré la semaine dernière lors d'une émission de radio en direct, parce qu'il mettait en cause la règle d'or du consensus actuel au nom d'une conception plus ouverte du jeu démocratique.

En échange de la stabilité, le pouvoir sait offrir des compensations : le gouvernement vient de décider la privatisation complète, avant la fin de l'année, de douze banques dont il est le plus souvent l'actionnaire majoritaire.

Or, comme le montre cette semaine l'*African Guardian*, la vague de privatisations menée depuis 1988 a essentiellement profité aux riches Ibos – et aux militaires envoyés à la retraite, – au détriment des « Nordistes » qui paient ainsi le prix économique de leur alliance avec le Sud-Est.

Véritable Maradona du jeu interethnique, le président Babangida a cédé, en revanche, aux instances du Conseil suprême des affaires islamiques, qui l'a contraint de châtier sévèrement les instigateurs chrétiens des sanglantes émeutes de Zango-Kataf, les 15 et 16 mai dernier (quelque 300 morts et 1 000 blessés, parmi lesquels beaucoup de Haoussas musulmans). *Six édiles* et une haute personnalité de la communauté Kataf (ethnie du Nord, chrétienne et animiste), libérés il y a trois semaines par le tribunal de Kaduna, doivent y être à nouveau jugés à partir du 6 octobre pour meurtres et troubles de l'ordre public.

L'accusé vedette, le général Zamani Lekwot, qui fut sous l'actuel régime gouverneur de l'Etat de Rivers et ambassadeur au Sénégal, avait la réputation d'un homme tranquille et peu soucieux de « politique tribale ». De nombreux témoins l'ont d'ailleurs rencontré à Kaduna le jour où il était censé *avoir distribué armes et munitions* aux chrétiens de Zango-Kataf.

Ce nouveau procès, où les inculpés risquent la mort, suscite une certaine émotion dans la hiérarchie militaire, car le général Lekwot appartenant à l'influent groupe de Langtang, une ville de l'Etat du Plateau qui a fourni à l'armée nigériane de nombreux officiers. *Mais* dans la perspective de l'élection présidentielle, l'appartenance religieuse ou ethnique semble peser plus lourd que les solidarités de corps.

MICHÈLE MARINGUES

□ **AFRIQUE DU SUD : les syndicats vont « *intensifier* » leurs actions.** – La puissante Confédération des syndicats sud-africains (COSATU) a annoncé, lundi 14 septembre, son intention d'« *intensifier* » ses actions, notamment dans les bantoustans. A l'occasion des funérailles des victimes de la fusillade du Ciskei, prévues pour vendredi, la COSATU a appelé à une journée chômée dans toute la région du Cap oriental et à deux heures d'arrêt de travail dans le reste du pays. – (*AFP, Reuter.*)

TOGO

Retour en force de l'ancien parti unique

Le Haut Conseil de la République (HCR, assemblée législative de transition) a approuvé, lundi 14 septembre, la composition du troisième gouvernement de transition de Mᵉ Joseph Kokou Koffigoh, marqué par la présence à des postes-clés de six ministres du Rassemblement du peuple togolais (RPT, ex-parti unique).

Le RPT – fondé en 1969 par le général Gnassingbé Eyadéma – a obtenu notamment les portefeuilles de la défense (M. Inoussa Traoré Bouraïma), des affaires étrangères (M. Ouatara Fambaré Natachaba), de l'administration territoriale et de la sécurité (M. Messan Agbéyomé Kodjo) et de la justice (*M. Arégba Polo*). *Les principales* formations de l'opposition radicale ont refusé de participer à ce gouvernement. La formation de ce cabinet découle de la conclusion d'un accord entre l'opposition et la présidence, qui avait redonné l'essentiel de ses prérogatives au général Eyadéma, fin août. – (*AFP.*)

CÔTE-D'IVOIRE

Visa nécessaire pour les Français

Les Français auront désormais besoin d'un visa pour se rendre en Côte-d'Ivoire, a annoncé le ministre ivoirien des affaires étrangères, M. Amara Essy, cité lundi 14 septembre par le quotidien *Fraternité-Matin*.

Cette mesure, prise au titre de la réciprocité (depuis 1986, les Ivoiriens ne peuvent entrer en France que munis d'un visa), sera officialisée « *dans quelques jours* » par la signature d'une convention entre *les deux pays, selon le ministre.*

D'autre part, quatre autobus ont été incendiés lundi à Abidjan par des étudiants qui manifestaient contre la suppression de la gratuité des transports pour les élèves de l'enseignement supérieur. Policiers et gendarmes sont intervenus dans deux cités universitaires. Au moins une dizaine de jeunes gens ont été interpellés. – (*AFP, Reuter.*)

EN BREF

□ **GAMBIE : reprise des relations diplomatiques avec Israël.** – Israël et la Gambie ont rétabli leurs relations diplomatiques, a annoncé le ministère israélien des affaires étrangères, dimanche 13 septembre, à l'occasion d'une visite à Jérusalem du chef de la diplomatie gambienne, M. Omar Sey. La Gambie avait rompu avec l'Etat hébreu au moment de la guerre israélo-arabe de 1973. – (*Reuter.*)

□ **NIGER : vingt-sept Touaregs auraient été libérés.** – Le chef d'état-major de l'armée, le lieutenant-colonel Issa Mazou, a fait état, lundi 14 septembre, à Niamey, d'un nouveau bilan des arrestations récemment opérées parmi la communauté touarègue. Celui-ci s'élève désormais à cent cinquante-neuf détenus officiels, soit vingt-sept de moins que n'en recensaient les précédents bilans. Ces vingt-sept « manquants » ont vraisemblablement été libérés, ont estimé certains observateurs. – (*Reuter.*)

□ **TANZANIE : annulation de la condamnation d'un opposant.** – La Haute Cour de justice a annulé, lundi 14 septembre, la sentence rendue contre un dirigeant de l'opposition, M. Christopher Mtikila, qui avait été condamné, en août, avec trois autres militants, à neuf *mois de prison. La Haute Cour* a estimé que le procès n'a pas été équitable, les droits de la défense n'ayant pas été respectés. – (*AFP.*)

□ **ALGÉRIE : explosion d'une bombe à Constantine.** – Une bombe de forte puissance a explosé, lundi 14 septembre, dans les bureaux de la radio nationale à Constantine, sans faire de victimes. La déflagration, entendue dans un rayon de 2 kilomètres, a provoqué d'importants dégâts matériels, a rapporté la radio. – (*Reuter.*)

AFRIQUE

SOMALIE : arrivée d'un premier groupe à Mogadiscio

Les « casques bleus » auront une tâche difficile et périlleuse

Les premiers « casques bleus » de l'ONU sont arrivés, lundi 14 septembre, à Mogadiscio. D'ici à la fin du mois, ils devraient être cinq cents, déployés dans la capitale, afin de protéger le déchargement et l'acheminement de l'aide humanitaire.

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Le sourire aux lèvres, M. Mohamed Sahnoun, représentant spécial *du secrétaire général des Nations* unies en Somalie, regarde passer les soldats pakistanais, coiffés du casque bleu de l'ONU, sur la piste de l'aéroport international de Mogadiscio, où deux appareils de l'armée de l'air américaine viennent de les déposer. Quelques centaines de Somaliens, *sans armes*, suivent la scène de loin, visiblement impressionnés.

Arrivés d'Islamabad, lundi 14 septembre, avec leurs armes individuelles et quelques véhicules, ce premier groupe de quarante militaires sera rejoint, dans les tout prochains jours, par vingt autres « casques bleus » pour préparer le terrain au gros du contingent, attendu, *en principe*, avant le 25 septembre. Une fois au complet, les cinq cents militaires devraient se déployer dans le port et sur l'aéroport de la capitale. *« Les Somaliens ont compris qu'il leur faut le soutien d'une force étrangère pour remettre de l'ordre dans le pays »*, assure M. Sahnoun.

Mais la satisfaction affichée par le diplomate algérien, qui a réussi à faire accepter par le général Aïdid, « l'homme fort du Sud », l'envoi de soldats de l'ONU à Mogadiscio, *n'est pas partagée par* toutes les organisations non gouvernementales (ONG) présentes en Somalie. Les inquiétudes portent sur le fait que les deux chefs de guerre rivaux de la capitale, le général Aïdid et le *« président par intérim »* Ali Mahdi, ne contrôlent pas réellement leurs troupes, alors que le général Aïdid a refusé le déploiement de quelque 3 500 hommes supplémentaires, initialement prévu par l'ONU. *« Sans notre consentement, aucune force étrangère ne sera déployée dans le pays. Nous voulons que l'intégrité territoriale de la Somalie soit respectée »*, a répété, samedi, dans son quartier général de Bardera (à 300 kilomètres à l'ouest de Mogadiscio), le puissant général somalien.

A en croire le président de Médecins sans frontières, M. Rony Brauman, les soldats pakistanais pourraient bien faire les frais de cette hostilité : *« Sans l'accord de toutes les parties, on risque d'avoir à faire face à des agressions qui se solderont par le retrait des « casques bleus » et l'écroulement du dispositif humanitaire. Il faudrait différer l'arrivée des militaires onusiens, jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé »*, estime-t-il.

Le racket des camionneurs

Métier oblige, le général Imtiaz Shaheen, chef du contingent pakistanais, semble plutôt préoccupé par le mandat de ses hommes – mandat qui ne leur autorise qu'une *« autodéfense limitée »* en cas d'attaque. L'installation des militaires de l'ONU dans le port fera sans doute l'objet de patientes négociations. Sur les quais se côtoient près de neuf cents miliciens, issus de différents clans et sous-clans, davantage enclins à piller qu'à *assurer la sécurité. Tous sont*, à des degrés divers, sous les ordres de commerçants locaux, alléchés par les arrivages de vivres et de médicaments.

Jusqu'à présent, le « président » Ali Mahdi avait interdit aux navires marchands d'approcher le port – qu'il ne contrôle pas –, de crainte que le trafic profite à son rival. *« La présence des Nations unies pourrait le faire changer d'avis et relancer l'activité commerciale. Cela pourrait permettre de freiner le racket des camionneurs, chargés du transport de l'aide humanitaire »*, avance M. Willy Huber, dirigeant de l'association SOS-Villages.

A l'issue de la tournée d'une délégation de la CEE en Somalie, M. Manuel Marin, *vice-président* de la Commission de Bruxelles, a préconisé une approche plus radicale et a ouvertement dénoncé les *« petits chefs de guerre, qui se servent de la famine pour s'enrichir ou accéder à la scène internationale »*, alors qu'ils ont eux-mêmes contribué à *« pulvériser l'Etat somalien »*. La CEE a proposé à l'ONU de financer l'envoi d'un contingent belge *de cinq cent cinquante* militaires pendant douze mois, en utilisant les fonds inutilisés de la convention de Lomé III. Il est vrai qu'on ne saurait penser au développement du pays avant d'avoir la paix. Reste à savoir si les efforts des Nations unies suffiront.

JEAN HÉLÈNE

Chaque semaine

Les réfugiés meurent par centaines

Des centaines de réfugiés somaliens, fuyant la famine et la guerre civile, continuent à mourir, victimes des conditions catastrophiques qui prévalent, faute de sécurité et de secours *suffisants, dans les camps de* réfugiés du nord du Kenya.

Selon un représentant du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), M. Philippe Chicheau, *« les médicaments sont en quantité très limitée et l'eau potable fait défaut à des milliers de personnes déplacées »*, provoquant, chaque semaine, la mort *« d'environ quatre cents réfugiés somaliens et de quelque quarante réfugiés éthiopiens »*.

M. Chicheau, qui a fait ces révélations, lundi 14 septembre, à Mandera, localité kényane située à la frontière de l'Ethiopie et de la Somalie, estime que ces décès sont dus, aussi, aux attaques meurtrières, régulièrement lancées contre les camps de réfugiés, par des bandes armées. – *(Reuter.)*

DIPLOMATIE

Les Nations unies, arbitre trop sollicité

L'organisation internationale, dont l'assemblée annuelle s'ouvre le 15 septembre n'est pas en mesure de régler les nombreux conflits dont elle est saisie

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Présidée cette année par le ministre bulgare des affaires étrangères, M. Stoyan Ganev, la quarante-septième assemblée annuelle des Nations unies s'est ouverte le 15 septembre à New-York en présence de *179 délégations*.

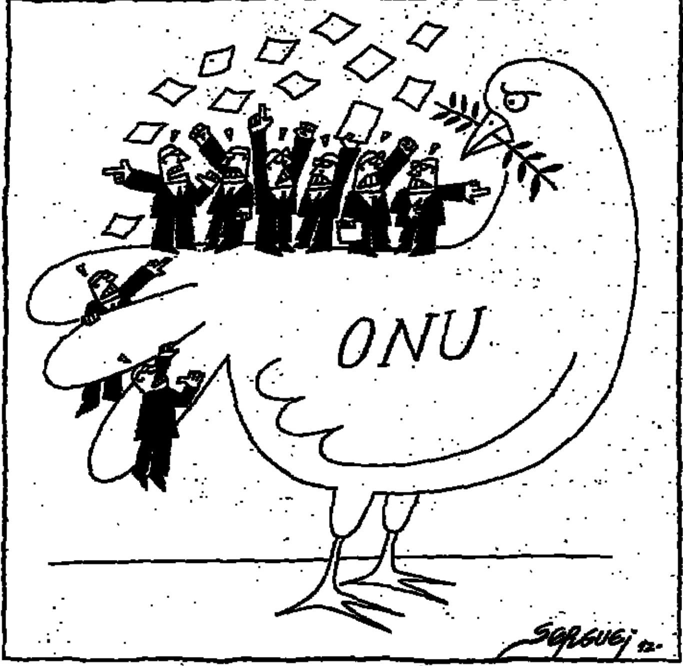
Après avoir *été* paralysée pendant plus de quarante ans par la guerre froide, la machine onusienne est aujourd'hui mise à l'épreuve par son trop grand succès : *« On demande trop à l'ONU »*, aime à répéter son secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali. L'ancien vice-premier ministre égyptien devait donner le coup *d'envoi d'une session qui rassemble* cette année les délégations de *179* Etats – chiffre record – dont 38 seront conduites par des chefs d'Etat ou de gouvernement.

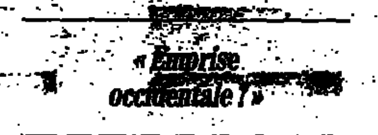
Epaulée par un Conseil de sécurité qui siège quasiment en permanence pour régler les affaires de la planète depuis que le droit de veto est tombé en désuétude, l'ONU donne l'impression d'être sollicitée partout sans être en mesure d'éteindre les incendies. De plus en plus nombreux, les nouveaux dossiers s'entassent sans que les anciens aient eu le temps d'être réglés.

Désavouées depuis le coup d'Etat de septembre dernier en Haïti, *un pays où elles avaient* participé à l'organisation d'élections libres, en butte au Cambodge à l'opposition des Khmers rouges, engagées dans l'ex-Yougoslavie dans une mission extrêmement complexe et en Somalie dans des luttes tribales qui semblent d'un autre âge, menacées de voir bientôt s'ouvrir d'autres fronts en Afrique et dans l'ex-Empire soviétique, les Nations unies ont bien du mal à tracer le chemin de la paix.

Si l'on fait abstraction des ren[illegible] bientôt [illegible]nés en Bosnie-Herzégovine, où se déroule ce que M. Boutros-Ghali [illegible] guerre de riches », et en Somalie où la famine fait *bien plus de victimes que les balles* des factions rivales, ce sont plus de 40 000 « casques bleus » qui participent actuellement à des opérations dites « de maintien de la paix » *dans le monde*. Leur nombre a triplé ou quadruplé et des opérations très ambitieuses, du type Cambodge ou Croatie, représentent, à elles seules, l'engagement de plus de 15 000 soldats chacune.

Un rapport du secrétaire général *sur les orientations de l'organisation*, axé sur la diplomatie préventive et la coopération avec les organisations régionales (une idée chère à M. Boutros-Ghali qui lui a consacré sa thèse de doctorat en 1949...) sera abondamment discuté au cours de l'Assemblée *générale*. Tout le monde est d'accord sur les grands principes, mais la discussion risque d'être serrée dans le détail. Ainsi, la proposition de mettre à la disposition des Nations unies des *« forces d'imposition de la paix »*, fournies par les Etats membres et placées sous commandement de l'ONU, se heurte-t-elle à une opposition catégorique des Américains.





« Emprise occidentale ? »

De même, au chapitre de la crise *financière que traverse l'institution*, les propositions visant à permettre à l'ONU de recourir à l'emprunt ou de faire payer des intérêts de retard aux pays qui ne se sont pas acquittés de leur *contribution*, soulève de vives oppositions. En attendant, les sommes dues par les mauvais payeurs *représentent* actuellement 1,8 milliard de dollars soit près du double du budget général annuel des Nations unies. La moitié de cette dette incombe à deux membres permanents, les Etats-Unis pour l'essentiel, et la Russie.

Parmi les nombreux autres sujets à l'ordre du jour (la dette des pays en voie de développement, la question de Chypre et du Moyen-Orient, le désarmement,...), figure le suivi de la conférence de Rio sur *le développement* et l'environnement, un sujet symbolique pour tous ceux qui veulent réhabiliter *une amorce de dialogue Nord-Sud*. C'est notamment sur ce point et sur les questions économiques que devraient intervenir à plusieurs reprises les pays non-alignés, que l'*on disait en quête d'identité* et qui ont retrouvé à leur sommet de Djakarta au début de septembre une surprenante volonté de rester en ligne face à ce qu'ils perçoivent comme une « emprise occidentale » croissante sur l'ONU.

La décision prise par le Conseil de sécurité d'instaurer un « droit d'ingérence humanitaire » dans le nord de l'Irak, la mise en place, *plus récente, d'une zone d'interdiction* de vol dans le sud de ce même pays, l'embargo aérien et militaire *instauré à l'encontre* de la Libye, démontrent pour certains non-alignés que les affaires du monde *sont désormais conduites par trois* pays (les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne) tandis que les *176 autres, y compris ceux qui siègent* au Conseil en tant que non-permanents, ne font que de la figuration. Ce *malaise entre* l'Assemblée générale et le Conseil devrait apparaître à propos de ce qui sera *l'un des sujets-clés* de cette session, même s'il n'est pas inscrit à l'ordre du jour : l'élargissement ou non *des membres permanents* du Conseil de sécurité pour tenir compte de ce « nouvel ordre mondial » *qui* a servi de *mot* d'ordre éphémère au renouveau de l'ONU.

Le principal demandeur est le Japon qui ne veut plus se contenter du rôle de deuxième contributeur au budget de l'ONU et des opérations de maintien de la paix (derrière les Etats-Unis) sans avoir voix au chapitre. L'Allemagne a elle aussi changé de ton et pourrait bien saisir l'occasion de l'assemblée générale pour faire part de son « vif intérêt » pour un siège de *membre permanent*. D'autres candidats suivront (Brésil, Inde, Italie, par exemple...). Toute réforme de la composition du Conseil suppose l'accord des cinq membres permanents qui pour l'instant se contentent soit d'éluder la question, soit de s'abriter derrière les textes pour ne rien changer. En privé, pourtant, certains *permanents* reconnaissent qu'il sera difficile de rester longtemps sur la défensive sur ce *sujet sensible et* que la solution passe peut-être par une réforme d'ensemble de l'organisation, avec *un calendrier qui pourrait se fixer* comme date-butoir le cinquantième anniversaire de la création de [illegible]

SERGE MARTI

□ **Le dalaï-lama en Russie.** – Le *dalaï-lama* est *arrivé dimanche* 13 septembre à Moscou. Le chef en exil des Tibétains, qui s'était déjà rendu en Russie lorsque M. Gorbatchev était au pouvoir, doit visiter cette fois plusieurs centres bouddhistes en Extrême-Orient. – *(AFP.)*

ASIE

JAPON : après l'annonce du voyage de M. Eltsine en Corée

La presse critique le gouvernement pour sa gestion de l'affaire des Kouriles

TOKYO

de notre correspondant

L'annonce qui vient d'être faite à Moscou d'une nouvelle date pour la *visite* de M. *Boris* Eltsine en Corée du Sud – les 12 et 13 novembre – n'a suscité qu'un laconique *« pas de commentaire »* au ministère japonais des affaires étrangères, où l'on est pourtant toujours sous le coup de l'annulation *soudaine*, au dernier moment, du voyage du président russe.

Mais cette initiative de Moscou – alors qu'aucune date n'a été avancée pour un nouveau voyage de M. Eltsine à Tokyo – fait ici grincer les dents : les Russes, observe-t-on, dédaignent le Japon pour *privilégier* leurs relations avec Séoul, et avec Pékin !

Selon *les grands journaux*, les relations nippo-russes sont dans une passe difficile. Les affaires étrangères ont rejeté, lundi 14 septembre, une proposition que venait de lancer, *dans une interview*, le vice-premier ministre russe, *M. Mikhaïl Poltoranin*, d'une rencontre à Okinawa, entre M. Eltsine, en route pour la Corée, et le *premier ministre Kiichi Miyazawa*.

L'annonce récemment faite par les autorités russes de Sakhaline de la signature avec une *société* de Hongkong d'un contrat de location, pour un demi-siècle, de 278 hectares *de l'île contestée de Shikotan* (Kouriles) en vue d'y installer un complexe touristique avec casino, a provoqué ici de vives réactions – encore que l'affaire demeure mystérieuse, ladite société ayant récemment déménagé sans laisser de traces.

L'approfondissement des liens, notamment économiques, de la Russie avec la Corée du Sud, que *marquera la visite à Séoul de* M. Eltsine, a relancé les critiques dont la presse japonaise a inondé *le gouvernement* après l'échec des pourparlers avec Moscou.

« Les relations nippo-russes ne peuvent rester bloquées par une question territoriale qui peut attendre », déclare ainsi l'*Asahi Shimbun* du 14 septembre. Pour sa part, le *Tokyo Shimbun* écrit : *« La Russie ne constitue plus pour le Japon la « menace du Nord » et le problème territorial n'a pas d'importance vitale pour l'économie. »* La presse n'en reconnaît pas moins le bien-fondé de la revendication nippone sur les Kouriles.

Ph. P.

□ *PHILIPPINES* : **neuf morts lors d'accrochages avec des guérilleros communistes.** – Deux accrochages entre forces de l'ordre et militants de la Nouvelle Armée du peuple (NAP, communiste), ont fait neuf morts *le dimanche* 13 septembre aux Philippines. Un premier affrontement a eu lieu dans la province *de Bataan, à 80 kilomètres* au nord-ouest de Manille, lorsque des guérilleros ont ouvert le feu sur *une patrouille* de police. Un autre accrochage a eu lieu dans la province de Misami, à 800 kilomètres *au sud-est de la capitale*. – *(AFP.)*

THAÏLANDE : après les élections du 13 septembre

Les partis démocratiques proposeront M. Chuan comme premier ministre

Les quatre formations favorables à un éloignement des militaires de la vie publique ont annoncé lundi 14 septembre leur accord de principe pour proposer au roi la désignation de M. Chuan Leekpai comme futur premier ministre. Avocat âgé de cinquante-quatre ans, d'origine sociale modeste, connu en Thaïlande pour son *honnêteté maintenue au long* d'une carrière politique de vingt-quatre années, M. Chuan est le chef du vieux Parti démocrate, arrivé en tête, avec 79 sièges, lors du scrutin *du* 13 septembre.

Les formations associées au Parti démocrate sont : le Parti de la nouvelle aspiration (NAP), de l'ancien commandant en chef des forces armées, le général à la retraite Chaovalit Yongchaiyuth *(51 sièges)*; le Palang Dharma (Parti de la force morale), du général à la retraite, ancien gouverneur de Bangkok, Chamlong Srimuang (47 sièges); et le Parti de la solidarité (8 sièges).

Ces quatre partis ont ainsi une courte majorité (185 sièges) dans *une assemblée de 360 députés*. Des discussions sont en cours pour un éventuel élargissement de la base gouvernementale, *par une participation* du Seritham (Justice et liberté), nouvelle formation de l'ex-président de l'Assemblée nationale Arthit Urairat, forte de 8 ou 9 sièges. – *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

□ **BANGLADESH : quarante blessés lors d'affrontements entre étudiants.** – Au moins quarante personnes ont été blessées dans des affrontements qui ont eu lieu lundi *14 septembre au collège médical de* Chittagong entre deux formations d'étudiants bangladeshisks, l'une et l'autre hostiles au *gouvernement* de Mme Khaleda Zia : l'islami Chatra Shibir, fondamentaliste, et le BCL, aile étudiante de la Ligue Awami. – *(AFP.)*

□ **INDE : douze militants séparatistes sikhs tués.** – Treize personnes dont un policier et douze militants séparatistes sikhs ont été tuées *lors* de plusieurs incidents violents le samedi 12 septembre au Pendjab. Ces dernières semaines, les forces de l'ordre indiennes ont *infligé des coups* très durs aux groupes en lutte depuis 1983 pour l'indépendance du Khalistan. – *(AFP.)*

□ **Rectificatif.** – Des imprécisions et une erreur se sont glissées dans le quatrième *paragraphe* de l'article « Thaïlande, les partis démocratiques l'emportent de justesse aux législatives », publié dans *le Monde* du 15 septembre. Il convenait de lire : *« Le général à la retraite Chatichai Choonavan, ex-premier ministre (1988-1991), chef du nouveau parti Chat Pattana (60 ou 62 sièges), donné favori par les sondages avant le scrutin du 13 septembre, a souhaité bon vent au chef des démocrates, M. Chuan – ce qui laisse penser qu'il ne se battra pas pour trouver une combinaison gouvernementale différente associant, par exemple, outre sa propre formation, son ancien parti le Chat Thaï (77 élus) et le Parti de l'action sociale (22 députés). »*

هكذا من الإعلام

DIPLOMATIE

arbitre trop sollicité

ASIE

Les partis démocratiques ... M. Chuan ... premier ...

هكذا من الأصل

Après son inculpation de recel et complicité de trafic d'influence

M. Henri Emmanuelli dénonce « un procès politique à l'encontre du Parti socialiste tout entier »

M. Emmanuelli a été inculpé, lundi 14 septembre, de recel et complicité de trafic d'influence par le juge rennais Renaud Van Ruymbeke en tant qu'ancien trésorier du PS. Tandis que le président de l'Assemblée nationale contre-attaquait immédiatement en dénonçant *« un procès politique à l'encontre du Parti socialiste tout entier »*, M. Bérégovoy, s'exprimant dans la soirée sur France 2, s'est refusé à toute critique du comportement du magistrat rennais, se déclarant *« partisan d'une séparation du pouvoir judiciaire du pouvoir exécutif »*.

RENNES

de notre correspondant

Pour empêcher toute prise de vue de nature à illustrer la nouvelle situation d'inculpé de M. Henri Emmanuelli, le parquet général de la cour d'appel de Rennes avait donné des consignes strictes aux forces de l'ordre. Résultat : *lundi 14 septembre*, dès 13 heures, une soixantaine de policiers interdisaient systématiquement l'accès du palais de justice de Rennes à tous les journalistes.

Arrivé en voiture, le président de l'Assemblée nationale est entré discrètement par le porche arrière de l'ancien Parlement de Bretagne. Le juge Renaud Van Ruymbeke, arrivé seul, à pied, a quant à lui emprunté, comme tous les jours, la grande porte du palais. Les deux hommes sont restés seuls dans le bureau du juge une vingtaine de minutes – *« vingt-quatre minutes, vingt-cinq secondes et trois dixièmes »*, selon le décompte ironique de M. Emmanuelli.

Après avoir été tenue à distance, la presse a été conviée à entendre les explications de l'ancien trésorier national du PS dans les salons d'un traiteur réputé de Rennes. Selon ses propres dires, M. Emmanuelli aurait récusé les chefs d'inculpation notifiés par le juge, *« car ils ne reposent sur aucun élément »*.

Affirmant que l'instruction avait été ouverte sur *« un document tronqué »* par le juge Thierry Jean-Pierre (dont il a offert le livre, *Bon appétit, messieurs*, au conseiller Van Ruymbeke), M. Emmanuelli aurait poursuivi : *« S'agissant des relations du Parti socialiste avec les sociétés Urba et Gracco, vous ne pouvez ignorer les déclarations que j'ai faites sous serment devant la commission d'enquête sur le financement des partis et des campagnes électorales sous la V[e] République que je vous prie également de verser au dossier. »*

Le président de l'Assemblée nationale aurait encore déclaré au juge : *« Votre dossier est si vide que je crois savoir que vous déployez des efforts considérables auprès des témoins ou inculpés que vous avez entendus pour qu'ils m'impliquent. »*

« Une construction intellectuelle »

Il s'agit là d'une référence implicite au dernier interrogatoire de l'ancien patron d'Urba, M. Gérard Monate, également inculpé. *« J'ai donc le sentiment qu'il s'agit d'une instruction politique dans laquelle mon inculpation a pour objectif d'obtenir un retentissement maximum »*, a ajouté M. Emmanuelli, avant de préciser qu'il avait refusé de signer le procès-verbal de son audition.

Selon M. Emmanuelli, les motifs d'inculpation du magistrat rennais *« ne reposent pas sur une analyse juridique, mais sur une construction intellectuelle qui lui est propre. Il refuse de reconnaître la gestion autonome des sociétés Urba et Gracco »*. Le nouvel inculpé a rappelé que, avant les lois de 1988 et 1990, *« tous les partis politiques ont eu recours à des sources de financement qui se situaient non pas en dehors de la loi mais à côté d'elle. Il n'y a dans ce domaine rien à apprendre et rien à démontrer. La procédure en cours à Rennes est donc artificielle, sinon artificieuse »*.

Assumant *« la responsabilité politique d'une situation qui était celle de tous les partis et singulièrement du Parti socialiste »*, M. Emmanuelli a annoncé : *« Il est de mon devoir d'agir et non de me soumettre. »* Certes, Urba et Gracco réglaient des factures et prenaient en charge des frais de congrès, secrétariat, salaires de permanents ou matériel de bureau et dépenses immobilières, mais il n'y avait, selon lui, *« aucune relation hiérarchique avec le Parti socialiste »*. Quant au trésorier, *« il n'a jamais eu connaissance des activités d'Urba dans tel ou tel département, y compris – naturellement – dans le département de la Sarthe »*.

Au cours de sa conférence de presse, le président de l'Assemblée nationale, qui était assisté de ses trois avocats, M[es] Philippe Lemaire, Gérard Welzer et Patrick Maisonneuve, a affirmé qu'il n'avait *« pas été informé par qui que ce soit de la décision du magistrat instructeur de me convoquer pour inculpation »*. *« Il n'a jamais été dans mes intentions de demander le dessaisissement de ce magistrat »*, a-t-il souligné. Assailli par les journalistes à son arrivée au palais de justice, en début d'après-midi, le conseiller Van Ruymbeke s'était pour sa part contenté de déclarer : *« J'instruis mes dossiers en-dehors de toute agitation. »*

CHRISTIAN TUAL

Procédure et polémique

par Roland-Pierre Paringoux et Edwy Plenel

Un juge d'instruction inculpant le président de l'Assemblée nationale, l'histoire était déjà inédite. Le président de l'Assemblée nationale accusant publiquement le même magistrat d'arrière-pensées politiques, elle continue de l'être. *La guerre serait donc déclarée* entre pouvoir législatif et pouvoir judiciaire, à armes différentes et inégales : la contre-attaque publique et le prestige d'un haut personnage de l'Etat pour M. Henri Emmanuelli, l'inculpation annoncée et le devoir de silence pour M. Renaud Van Ruymbeke. Tel est donc le spectacle avec lequel le premier ministre, représentant le premier des trois pouvoirs, l'exécutif, a pris ses distances, quelques heures après l'inculpation de son *« ami »* Emmanuelli.

« Partisan d'une séparation du pouvoir judiciaire du pouvoir exécutif », M. Pierre Bérégovoy s'est bien gardé de suivre M. Emmanuelli sur le sentier de la guerre. Il a même insisté sur la nécessité d'une *« justice sereine »*, ce qui exigeait, à la place qui était la sienne, de ne pas commenter ses décisions. La réserve n'était pas simplement diplomatique ou tactique : en privé, M. Bérégovoy ne cache pas son agacement devant l'attitude du président de l'Assemblée nationale, également critiquée plus qu'à demi-mot au cabinet du ministre de la justice, où l'on estime que M. Emmanuelli ne simplifie pas la tâche du garde des sceaux.

Les uns et les autres regrettent que M. Emmanuelli n'ait pas accepté, à l'instar du député socialiste Jean-Claude Boulard, le report au lendemain du référendum de son inculpation, proposé cet été par M. Van Ruymbeke. Ils redoutent l'effet de l'inévitable battage médiatique sur les *« affaires »*, accru cette fois par les propos de M. Emmanuelli lui-même, à quelques jours d'une consultation sur laquelle pèsent des réactions de rejet du pouvoir.

Egale pour tous

Mais, au-delà de ce qu'ils considèrent comme une faute tactique, ils s'inquiètent du pari risqué pris par l'ancien trésorier du Parti socialiste. Que nombre de magistrats aient un compte à régler avec les gouvernants actuels, pour cause d'amnistie mal venue, d'affaires étouffées et de dossiers enterrés, chacun le sait depuis l'équipée du juge Thierry Jean-Pierre contre Urba au printemps 1991. Mais, déjà à l'époque, la contre-attaque politique menée avec vivacité, notamment par M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice, qui avait dénoncé un *« cambriolage judiciaire »*, avait produit un résultat inverse de celui escompté : pour l'essentiel, la procédure du juge Jean-Pierre avait été validée par les plus hautes instances judiciaires – en appel et Cour de cassation – et l'instruction actuelle du juge Van Ruymbeke en est l'héritière. Attaquer les juges, confie-t-on à la chancellerie, même s'ils le méritaient, est politiquement maladroit, suscitant des réflexes de solidarité et de défense dans un corps professionnel éprouvé par les *« affaires »* et déçu par la gauche.

L'argument principal de M. Emmanuelli est que le juge rennais le poursuit de sa vindicte au nom d'une *« construction intellectuelle »* sans base juridique. Vue du camp d'en face, la décision d'inculper M. Emmanuelli procède d'une stricte lecture juridique d'un dossier politique. Inculper un politique de mon niveau, c'est faire de la politique, affirme M. Emmanuelli ; inculper le politique responsable de la trésorerie nationale dans un dossier de financement politique, c'est appliquer une justice égale pour tous, répond-on à Rennes. En ce sens, la démarche de M. Van Ruymbeke n'est guère différente de celle de ces juges proches du Syndicat de la magistrature qui, dans les années 70, estimaient qu'une information judiciaire sur les responsabilités dans un accident de travail ne pouvait s'arrêter au contremaître mais devait aussi atteindre le patron de l'entreprise.

La décision d'inculper M. Emmanuelli relève d'un souci semblable de faire un exemple en affirmant que, dans les dossiers de financement délictueux des partis politiques, il est logique que les responsables nationaux – et non plus seulement les collecteurs de fonds ou les élus bénéficiaires – aient à s'expliquer sur des pratiques qu'ils étaient chargés de contrôler. De ce point de vue, il n'est pas certain qu'en terme de bataille d'opinion M. Emmanuelli soit gagnant, au-delà de la solidarité militante du PS.

En tout cas, dans le monde judiciaire, le combat lancé par le président de l'Assemblée nationale contre le *« petit juge »* rennais ne trompe pas. Si politisation il y a, affirment toutes les organisations de magistrats, elle vient de là : du PS, et non de Rennes. Chacun sait, à la chancellerie, que le procureur de Rennes y fut convoqué dans les semaines qui précédèrent la fuite, d'origine socialiste, dont bénéficia *le Monde* début juillet, annonçant la décision d'inculper M. Emmanuelli. Communiquée aux responsables du parti, bien avant que l'opinion publique n'en soit informée, la nouvelle fut étudiée par le *« groupe du suivi »*, chargé auprès du premier secrétaire, en liaison avec la chancellerie, les élus concernés et leurs avocats, d'organiser la contre-attaque socialiste.

Longuement mûrie, cette contre-attaque commença au congrès de Bordeaux, où le magistrat rennais fit figure d'accusé, les uns et les autres dénonçant un *« complot contre la République »* ou un *« gouvernement des juges »*. Curieusement, dans les coulisses du congrès socialiste, alors même que l'on évoquait une possible requête en suspicion légitime contre le juge Van Ruymbeke, les hypothèses allaient bon train sur l'origine... socialiste des fuites à la presse, le sens de la manœuvre, les revanches internes, etc. Le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes ne s'y trompera pas qui, dans une lettre adressée au procureur, soulignera alors : *« Encore une fois, les informations que nous vous avons communiquées et qui ont été transmises à M. le garde des sceaux et à la chancellerie ont été divulguées à la presse à des fins évidentes. »* Un scénario qui se reproduira, une semaine avant l'inculpation de M. Emmanuelli, la divulgation d'un échange de correspondance entre ce dernier et le juge rennais étant utilisée par les socialistes pour mettre en cause le magistrat.

En somme, la guerre ne fait que commencer. Mais, plus M. Emmanuelli se dira victime de l'acharnement politique de la magistrature rennaise, plus celle-ci rétorquera que les politiques au pouvoir s'en prennent à son indépendance. A ce petit jeu-là, qui gagnera ?

trafic d'influence

procès politique … entier »

SOCIÉTÉ

Le mouvement de protestation des surveillants de prison

Les syndicats de policiers protestent contre le recours aux forces de l'ordre

Quarante-quatre compagnies républicaines de sécurité (CRS) et escadrons de gendarmerie mobiles ont été engagés, lundi soir 14 septembre, pour prendre la place des surveillants de prison en grève. Une cinquantaine d'établissements pénitentiaires sont ainsi encadrés par des *effectifs correspondant à environ* 3 300 policiers et militaires. Cette utilisation des forces de l'ordre suscite des protestations parmi les responsables syndicaux de la police.

Les missions confiées à ces forces de l'ordre concernent la sécurité à l'intérieur des établissements et la surveillance des détenus, assure-t-on au ministère de l'intérieur. *A priori*, les CRS et les gendarmes mobiles ne sont donc pas chargés d'assurer les promenades des détenus ou les visites de leurs familles. Çà et là, des CRS ont pourtant été amenés à s'occuper de la distribution de nourriture – *« et ce n'est pas de gaieté de cœur »*, précise un responsable syndical.

Dans chaque département, les préfets peuvent en outre réquisitionner des appelés du contingent pour des tâches de logistique (la distribution de nourriture ou le nettoyage, par exemple). Enfin, des réquisitions préfectorales peuvent mobiliser des fonctionnaires des polices urbaines ou départementales, ainsi que des membres de la gendarmerie départementale. A la maison d'arrêt de Villepinte, une centaine de policiers de Seine-Saint-Denis sont ainsi intervenus, lundi soir, pour déloger des détenus montés sur les toits.

Le rôle assigné aux forces de l'ordre dans la gestion du mouvement social de leurs collègues surveillants de prison a suscité des protestations du côté des syndicats policiers. *« Rien ne vaut une bonne négociation sociale »*, a déclaré la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire chez les policiers en tenue, proche de la gauche), qui s'est émue de *« l'utilisation des policiers pour répondre aux derniers conflits sociaux ». « On assiste au détournement de nos missions de voie publique : les policiers sont déguisés en camionneurs lors du conflit des routiers, puis interviennent contre les agriculteurs, et maintenant il nous faut prendre la place des surveillants »*, regrette M. Richard Gerbaudi, secrétaire général de la FASP (qui se trouve aux côtés de l'UFAP, premier syndicat chez les surveillants, au sein de la Fédération générale autonome des fonctionnaires). *« Cette confusion des missions est grave : il est dangereux que les policiers, qui ont arrêté des délinquants, se retrouvent face à eux dans les prisons »*, poursuit-il.

Les responsables CRS de l'Union des syndicats catégoriels de la police (USC, près de 30 % des voix chez les gardiens de la paix, proche de la droite) a condamné *« énergiquement l'emploi des CRS dans les prisons »*. A l'extrême droite, la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, 7 %) a estimé que *« les fonctionnaires de police nationale ont vocation de neutraliser les auteurs des troubles à l'ordre public, et non pas d'en assurer la garde et l'entretien »*.

Enfin, la Fédération nationale autonome de la police (FNAP), majoritaire chez les policiers en civil, a regretté que *« le gouvernement ait préféré une procédure autoritaire à la négociation »*.

A Nancy et à Bayonne, certains surveillants ont observé une nouvelle forme d'absentéisme en se mettant en congé-maladie et en se déclarant *« stressés par la présence des CRS »*.



A Saint-Paul, à Lyon

« Vie de gardien vie de chien »

LYON

de notre bureau régional

Bien sûr, il y a la banderole – *« Adieu Marc, plus jamais ça ! »* – déployée devant une gerbe de glaïeuls, un regroupement « anormal » de chemises bleues et une demi-douzaine de fourgons de police stationnant là, pour la relève des forces de sécurité « suppléantes ». Pourtant, devant la porte principale de la prison Saint-Paul, à Lyon, lundi après-midi, l'atmosphère est étrangement calme. On est loin de la tension et de la fièvre, perceptibles lors d'autres mouvements, en 1989 notamment.

Les surveillants qui forment le piquet, de deuil autant que de grève, sont pour la plupart des jeunes. Leur tranquillité, derrière laquelle couve plus d'amertume sans doute que de colère, favorise la conversation sinon les épanchements et, sous les platanes du cours Suchet, c'est sans agressivité que Thierry, vingt-trois ans, et Bruno, trente-et-un ans, de la 126e promotion, évoquent leur vie de gardien qui, pour eux, rime trop souvent avec « vie de chien ».

L'un rêvait d'être marin-pompier, l'autre aurait voulu devenir cheminot : ils ont l'un et l'autre un CAP de mécanicien qui ne les prédestinait pas vraiment à la pénitentiaire. Ils y sont venus pour trouver la sécurité (de l'emploi) et l'ironie de la situation ne leur échappe pas qui les amène aujourd'hui à battre le pavé pour obtenir plus de sûreté. Pas un concept abstrait, ni un slogan, car la peur, ils la connaissent déjà, concrètement, avec ses bouffées de mauvaise sueur, cette impression de froid qui tombe sur l'échine, au détour d'un couloir ou au moment d'ouvrir une cellule.

Le refrain de la sécurité

« La semaine dernière, j'ai été agressé, pour la première fois, par un détenu qui sortait juste du mitard, confie Thierry. *En quittant le parloir familles, il a lancé sur moi une chaise que j'ai pu détourner avec une porte. Le lendemain, il m'a menacé de mort... Et moi, je ne suis quand même pas payé pour me faire plomber. »*

Bruno, qui pense tout le temps à ses enfants, une fille de quatre ans, un garçon de dix-huit mois, semble redouter plus encore les mauvais coups des détenus que les sanctions administratives dont les grévistes « sauvages » sont aujourd'hui menacés. Les provocations, les insultes seraient le lot quotidien des « matons » – particulièrement des jeunes, plus vulnérables et très vite jaugés de l'autre côté des grilles, – qui se plaignent de n'avoir pas les moyens de se faire respecter, y compris par certaines familles en visite. *« L'autre jour, un portier s'est fait gifler, sans pouvoir réagir. »*

Pour Thierry comme pour Bruno, la revendication prioritaire est bien celle de la sécurité qui passe par un renforcement des effectifs. Afin qu'ici, à Lyon, – l'un des établissements les plus vétustes et les plus saturés de France –, un fonctionnaire ne se retrouve plus seul avec son encombrant trousseau de clés pour surveiller la quarantaine de détenus d'un étage, équipé d'un seul bouton d'alarme, inaccessible en cas d'incident grave. Pour que les portiques de détection cessent de se déclencher inopinément et réagissent enfin en présence d'objets métalliques. Pour que certains va-et-vient de personnel extérieur soient mieux contrôlés, que les fouilles et les sondes soient réhabilitées et généralisées.

Sur ce registre de la sécurité, plusieurs de leurs collègues, plus anciens, renchérissent vivement : *« Faute de moyens et d'effectifs, le code de procédure pénale n'est appliqué que dans deux services : le greffe et la comptabilité*, affirme un gréviste plutôt échauffé. *Mais ailleurs, chacun fait sa sauce, comme il peut. Pour faire taire ces messieurs, on leur donne ce qu'ils veulent. Allez fouiller sérieusement une cellule de 9 mètres carrés où s'entassent quatre bonshommes. Vous n'allez pas démonter la télé ou faire dégivrer le bac à glaçon du frigo... Non, si vous avez 100 kg de bidoche d'un côté, il faut pouvoir répondre avec 200 kg de l'autre... »*

Quatre mois de formation

Thierry est brun et costaud, Bruno blond et dégingandé. Ces arguments musclés ne semblent pas trop les concerner. S'ils n'avaient pas la vocation, ils sont prêts à jouer sérieusement le drôle de jeu pour lequel la société les paye. Médiocrement : 6 600 francs pour débuter, primes de sécurité et d'habillement comprises. Et après une bien courte formation.

Parce qu'ils en avaient tous deux *« marre »* à la perspective *« d'être surexploités pendant quinze ans dans le privé »*, Thierry et Bruno, provinciaux, se sont retrouvés à Paris, trois mois après avoir passé quelques tests, comme élèves-surveillants pour une formation de... quatre mois (la prochaine promotion bénéficiera de huit mois). Thierry, dans le groupe A, commençait par deux mois de théorie, à l'école de Savigny-sur-Orge. Bruno, dans le groupe B, plongeait dans la pratique en maison d'arrêt, *« en doublure pendant quelques jours, mais très vite lâché seul, paniqué comme un dompteur dans la cage aux fauves »*. Ce baptême, c'est à la prison parisienne de la Santé que Thierry l'a vécu. Seul avec cent trente détenus, une angoisse difficilement maîtrisable, avec *« la pression, le bruit des clés, l'odeur de la détention à laquelle on ne s'habitue jamais »*.

« La théorie n'a rien à voir avec la réalité. Les films et les exemples qu'on nous propose datent de dix ans et sont dépassés », s'accordent à remarquer les deux nouveaux « titularisés », depuis juillet. A Lyon, où ils ont choisi d'être affectés en 1991, les conditions de travail sont parmi les plus ingrates, même si *« l'ambiance entre collègues est correcte »*.

Un métier « tellement méprisé »

Outre la sécurité et la dignité – *pas seulement à l'intérieur*, car *« auprès de l'entourage, il est difficile d'annoncer qu'on fait ce métier tellement méprisé »*, note Bruno, – c'est à des conditions de vie décentes qu'aspirent les deux hommes. *« Sur une semaine, on travaille un après-midi, puis une matinée, puis une nuit complète de douze heures, avant d'avoir un repos de garde, un RG, qui est en fait une descente de garde*, explique Bruno. *Le repos hebdomadaire, le RH de vingt-quatre heures qui, normalement, vient après, est supprimé dès qu'il y a un trou à boucher. Dans le meilleur des cas, on dispose d'un vrai week-end toutes les six semaines. Pour les congés c'est un peu pareil, on bénéficie d'une bonne période, juillet ou août, tout les cinq ou six ans. Avec ça la vie de famille en prend un sérieux coup. »*

La caractère aussi, paraît-il. *« Notre entourage l'a déjà remarqué. On s'endurcit, on devient soupe au lait, irritable voire agressif. Il faut que la pression ressorte par une soupape... »*. Bruno a le sentiment d'avoir *« signé pour trente ans »*, Thierry espère pouvoir bifurquer, peut-être vers les gardiens de la paix. *« En principe, ce métier ça ouvre des portes »*, remarque-il, sans la moindre envie d'ironiser.

ROBERT BELLERET

SOCIÉTÉ

Le mouvement de protestation des surveillants de prison

M. Bérégovoy : « Le gouvernement a fait son devoir »

M. Pierre Bérégovoy a rejeté tout *« chantage »* syndical visant le boycottage des négociations, lundi soir lors du journal télévisé de France-2. Le premier ministre a réagi aux propos de M. Gilles Sicard, secrétaire général de l'UFAP (35 % des voix aux élections), qui, au cours de cette émission, l'interpellait en affirmant que son organisation refuserait de participer aux discussions prévues mardi matin avec le ministre de la justice, *« si toutes les sanctions* [n'étaient] *pas levées »* et si le gouvernement ne prenait pas *« l'engagement écrit »* de créer 2 500 postes dans les prisons.

M. Bérégovoy a remarqué qu'*« un gouvernement digne de ce nom ne peut pas vivre sous la pression »* et a affirmé que le nombre des surveillants était passé d'à peu près *un pour quatre détenus*, en 1980, à un pour moins de trois détenus aujourd'hui. *« Le gouvernement a fait son devoir et il le fera, mais la loi doit être égale pour tous*, a répété M. Bérégovoy. *Les surveillants n'ont pas le droit de grève. Ils doivent donc respecter la loi »*.

De son côté, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a demandé au ministre de la justice d'annoncer la suspension de toute sanction en ouvrant les négociations, mardi matin, entre les autorités et les syndicats pénitentiaires. Appelant à *« une réforme en profondeur »* du secteur pénitentiaire, M. Blondel a estimé que trois réflexions doivent guider les discussions : *« Est-il nécessaire qu'il y ait autant de détenus préventifs ? Est-il nécessaire qu'il y ait 10 000 détenus condamnés à des peines de moins de trois mois qui cohabitent avec des condamnés à des peines plus sévères ? Il faut enfin*, a dit M. Blondel, *classifier les prisons d'une manière différente et attribuer les moyens financiers et en hommes pour rendre la vie acceptable pour tous »* .

MÉDECINE

Malgré l'apparition d'effets secondaires bénins

Le ministère de la santé ne modifiera pas la vaccination contre les oreillons

Le ministère de la santé a décidé, lundi 14 septembre, de ne pas modifier la politique vaccinale actuellement préconisée en France contre la rougeole, les oreillons et la rubéole. Cette décision fait suite à la diffusion d'informations en provenance de Grande-Bretagne signalant des effets secondaires bénins

Des informations venant de Grande-Bretagne indiquaient que le vaccin contre les oreillons, fabriqué à partir de la souche Urabé AM9, provoquerait des réactions méningées bénignes (maux de tête, raideur de la nuque, réactions fébriles) avec une fréquence plus grande (dans un cas sur 10 000 à 20 000) que ce qu'on pensait jusqu'à présent. Selon le ministère français de la santé, ces données, à paraître dans *The Lancet*, *« méritent d'être confirmées »*. A la différence de ce qui se passe dans plusieurs pays où sont commercialisés deux types de vaccins – l'un fabriqué par Merck, Sharp and Dohme (MSD) à partir de la souche Jeryl Lynn, l'autre par Pasteur-Mérieux et Smithkline-Beecham à partir de la souche Urabé AM9 – la situation française se trouve compliquée du fait que seul le vaccin Mérieux est disponible. Or, comme le précise le ministère de la santé, des réactions méningées consécutives au vaccin contre les oreillons *« ne sont que très rarement observées après vaccination par le vaccin fabriqué à partir de la souche Jeryl Lynn »*.

« Il serait donc souhaitable, précise le ministère de la santé, *d'utiliser cette souche dans le vaccin triple* (le vaccin ROR, contre la rougeole, les oreillons et la rubéole). *Toutefois cette souche vaccinale n'est pas actuellement disponible en France. Des contacts ont été pris avec des fabricants afin de pouvoir disposer d'un vaccin offrant un meilleur confort aux enfants. »* On précise au ministère de la santé que le laboratoire MSD n'a jamais, jusqu'à présent, déposé de demande d'autorisation de mise sur le marché en France et que les dirigeants de cette firme y ont été encouragés ces derniers jours.

Négociations entre les laboratoires

Les oreillons sont une maladie infantile en général bénigne, mais pouvant parfois avoir des complications sévères (surdité, orchite, méningo-encéphalite). Depuis 1989, les pouvoirs publics encouragent la vaccination contre ces trois maladies. De 1988 à 1991, la couverture vaccinale est passée de 50 % à 80 % et on a, dans le même temps, enregistré une diminution sensible du nombre des complications. Exceptionnelles, les réactions méningées induites par le vaccin contre les oreillons sont spontanément réversibles et sans séquelles, survenant en général deux à trois semaines après la vaccination.

Après avis du comité technique des vaccinations, le ministère de la santé a donc décidé de poursuivre la politique vaccinale en œuvre depuis 1989, cette vaccination ayant montré *« son efficacité par une diminution notable du nombre de cas et du nombre de complications survenant après la rougeole, les oreillons et la rubéole, en particulier des méningo-encéphalites et des orchites dues aux oreillons »*. On insiste au ministère de la santé sur le caractère bénin des réactions méningées induites par le vaccin et l'on ajoute que le pis serait un arrêt de cette vaccination qui, pour le coup, serait responsable de la survenue de plusieurs cas de méningites ou d'orchites autrement plus graves. *« L'objectif*, précise-t-on, *est dans un premier temps de parvenir à un taux de couverture vaccinale de 90-95 % ; dans un deuxième temps, nous nous efforcerons progressivement de remplacer le vaccin actuel par un autre, fabriqué à partir de la souche Jeryl Lynn. »*

Chez Pasteur-Mérieux on indique que des discussions sont actuellement en cours avec MSD en vue d'une éventuelle association de la souche Jeryl Lynn au vaccin français. Ces négociations interviennent alors qu'un accord plus global entre ces deux firmes est actuellement soumis à la commission de Bruxelles (*le Monde* du 1er août). Depuis 1983, vingt-cinq millions de doses de ROR ont été commercialisées par Mérieux dans le monde, sans le moindre incident grave. En France, un million de doses sont commercialisées chaque année.

F. N.

Les conséquences de l'épidémie de listériose

Des précautions alimentaires pour les personnes âgées et les femmes enceintes

L'épidémie de listériose apparue en France en mars 1992, se poursuit. Au total, 214 cas ont été recensés dans 70 départements. 31 % touchent des femmes enceintes ou les nouveau-nés, 69 % des adultes dont la moitié âgés de plus de 64 ans. 48 décès et 13 avortements sont survenus à la suite de cette épidémie. La souche de *listeria* isolée dans les analyses est identique à celle qui avait été à l'origine de bouffées épidémiques en Suisse (1983-1987), en Californie (1985) et au Danemark (1987).

Les 5 000 analyses d'ores et déjà effectuées en France, sous le contrôle des ministères de la santé et de l'agriculture, du secrétariat d'État à la consommation et de l'Institut Pasteur de Paris, ont montré que les produits les plus à risque sont d'origine animale et que des contaminations entre différents aliments peuvent survenir sur les lieux de distribution dans les rayons à la coupe.

En conséquence, le ministère de la santé vient de rendre publiques des *« recommandations pour la prévention de la listériose chez les personnes à risque »*, c'est-à-dire les femmes enceintes, les patients immunodéprimés et les personnes âgées. Ceux-ci sont invités à consulter un médecin tout de suite en cas de poussée de fièvre isolée sans cause évidente ou accompagnée de syndromes méningés et à prendre des précautions alimentaires, jusqu'à ce que l'origine de la source de contamination soit identifiée.

Ces précautions alimentaires sont les suivantes :

1. Cuire soigneusement les aliments d'origine animale.
2. Eviter la consommation de lait cru (non pasteurisé).
3. Eviter les fromages à pâte molle ou persillée et les bleus ; leur préférer les fromages à pâte cuite ou fondue.
4. Eviter la consommation en l'état de produits de charcuterie cuite (jambons et épaules cuits tranchés sur les lieux de vente, rillettes, pâtés, produits en gelée).
5. Les restes alimentaires ou les plats cuisinés devraient être réchauffés soigneusement avant consommation.
6. Se laver les mains, nettoyer couteaux et planches à découper après la manipulation d'aliments non cuits.
7. Laver soigneusement les légumes crus et les herbes.
8. Conserver les viandes non cuites séparément des légumes et des aliments cuits ou prêts à consommer.

SOCIÉTÉ

SPORTS

La fin des IX[es] Jeux paralympiques

La compétition chemin d'intégration

La cérémonie de clôture des IX[es] Jeux paralympiques de Barcelone a été perturbée, lundi 14 septembre, par plusieurs milliers de nationalistes catalans qui ont longuement sifflé un groupe andalou de flamenco. Le roi Juan Carlos a alors momentanément quitté la tribune d'honneur. Près de 1,3 million de spectateurs ont suivi, pendant dix jours, les compétitions. Avec cent cinq médailles (dont trente-six d'or), la France s'est classée au quatrième rang par nations derrière les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

BARCELONE

de notre envoyée spéciale

Médaille d'or du 400 mètres aux Jeux paralympiques de Barcelone, Patrice Gerges s'entraîne tous les jours avec Stéphane Caristan à Fontenay-sous-Bois. *« Lui avec les haies, moi sur le plat. On arrive à peu près en même temps. Cela le stimule, moi aussi. »* Patrice Gerges a été privé d'une partie du bras droit par un accident à l'âge de deux ans. Son record personnel de 48 secondes 60 centièmes – non reconnu chez les handicapés car obtenu dans une compétition non spécialisée – le place parmi les cinquante meilleurs de l'athlétisme français sur 400 mètres.

A Barcelone, Patrice Gerges a également remporté l'argent sur 800 mètres. Et le bronze au saut en longueur, alors qu'il ne s'était entraîné que *« deux fois dans l'année »* dans cette discipline. Autant dire qu'il s'est baladé. *« Maintenant, je vais retomber sur terre,* dit-il. *Il va falloir que je bosse. »* Parmi ses projets, figure la création d'une section handisport, où les heures d'entraînement seront *« les mêmes que pour les valides »*, à Fontenay-sous-Bois. Le coureur, animateur en maternelle, ne constitue pas une exception. En athlétisme, toute l'équipe de France *« debout »* s'entraîne avec des non-handicapés. Il en va de même pour l'équipe de tir à l'arc. Quant au Nigérian Ajibola Adeoye, qui a survolé le 100 mètres en *10 secondes 72 centièmes – un* temps qui l'aurait conduit aux huitièmes de finale fin juillet, – il court avec l'équipe olympique de son pays.

A la recherche de performances, les sportifs handicapés commencent à essayer de forcer la porte des clubs ordinaires. En escrime, épreuve où les concurrents tirent, *assis sur leurs fauteuils et donc,* soulignent-ils, *« sans possibilité de fuir »*, la fédération handisport a obtenu la signature d'une convention prévoyant l'ouverture de toutes les salles d'armes françaises aux handicapés. Sur les quarante-deux médailles en jeu, les escrimeurs tricolores en ont remporté dix-huit à Barcelone. Sans compensation matérielle. *« Ici, le seul enjeu financier, c'est le pot qu'on se paie à la fin. Contrairement aux Jeux olympiques, c'est la performance pour la performance »*, indique l'entraîneur de l'équipe, Michel Salesse. En fauteuil roulant – vitesse de pointe de 33 km/h et *« effet vélo »*, comme dit Jean-François Poitevin en parlant des *« suceurs de roue »* – les compétitions pourraient êtres ouvertes aux valides, selon le coureur, d'autant que certains marathons – comme celui de Boston – sont dotés de prix. Une équipe suisse s'est d'ailleurs intéressée à la discipline.

Pas d'anneaux ni d'hymne olympique

En dix jours de compétition, les Jeux paralympiques de Barcelone ont montré une nette progression des performances, grâce à une meilleure préparation sportive et technologique. Et témoigné aussi d'un début de reconnaissance du sport handicapé. *« Depuis Séoul, on savait que plus rien ne serait comme avant »*, dit M. André Auberger, président de la Fédération française de handisport. Pour la première fois, les athlètes ont été logés dans le même village que les concurrents olympiques. Et le comité organisateur – le COOB – était le même pour les deux événements.

Les handicapés ne sont cependant pas encore membres de la grande *« famille olympique »*. Ils n'ont pas [illegible] anneaux, ni à l'hymne olympique. Le président du CIO, M. Juan Antonio Samaranch, [illegible] engagé, néanmoins, à imposer aux villes candidates à l'organisation des Jeux olympiques celle des paralympiques, ce qui n'est pas encore le cas. Et à favoriser, selon l'un de ses interlocuteurs espagnols, l'intégration de certaines épreuves d'athlétisme et de natation aux Jeux olympiques d'Atlanta.

CORINE LESNES

REPÈRES

ENVIRONNEMENT

Plan antibruit pour les cantines scolaires

En prélude au projet de loi *qu'elle doit déposer en* octobre prochain pour lutter contre le bruit, M[me] Ségolène Royal, ministre de l'environnement, a présenté, lundi 14 septembre, un plan antibruit pour les cantines scolaires. Pour 1992 et 1993, le ministère de l'environnement va mobiliser environ 15 millions de francs pour aider les collectivités locales, responsables en la matière, à engager rapidement des travaux d'insonorisation et de *« rattrapage acoustique »* partout où cela est nécessaire. Les subventions ministérielles pourront atteindre jusqu'à la moitié du total des frais, et M[me] Royal a invité les maires, les parents et les enfants eux-*mêmes à lui faire* connaître directement les cas les plus urgents.

L'Allemagne interdit toute exportation d'ordures ménagères

En Allemagne, le ministre de l'environnement, M. Klaus Töpfer, s'est mis d'accord, lundi 14 septembre, avec les responsables des Länder pour mettre un terme à l'exportation des ordures ménagères. Seront seules autorisées les exportations de proximité, dans les agglomérations *frontalières*. Les contrôles seront renforcés sur les sociétés de transport et d'élimination. Cette décision des autorités allemandes a été prise à la suite de la découverte, en août dernier, d'un trafic de déchets hospitaliers, mélangés à des ordures ménagères allemandes, importés en France. – *(AFP.)*

DÉFENSE

Le char Leclerc a été présenté *aux Emirats arabes unis*

Durant trois semaines, au mois d'août, le char français AMX-*Leclerc a subi une série* de tests d'évaluation dans les Emirats arabes unis (EAU), qui envisagent d'acquérir quelque trois cents blindés. *Ces tests étaient destinés à* évaluer les performances du Leclerc en ambiance désertique et par de très fortes températures (entre 45 et 50 degrés à *l'extérieur*).

Au cours de ces essais, qui ont eu lieu du 8 au 26 août, le char français a parcouru 900 kilomètres et procédé à quelque cent vingt tirs – dont un certain nombre en roulant – sur des cibles mobiles ou statiques situées à des distances entre 700 et 3 000 mètres. Selon des précisions de source industrielle, 95 % des coups ont atteint *leur objectif. Le char Leclerc est,* d'autre part, climatisé de façon à permettre à l'équipage de demeurer à 28 degrés à l'intérieur du blindé. Il semble, en revanche, que des améliorations, qualifiées de mineures, doivent être apportées au comportement du Leclerc lorsqu'il roule à très grande vitesse sur des terrains rocailleux.

En principe, une décision sur le marché des EAU est attendue *pour 1994. Les Etats-Unis* espèrent vendre leur Abrams et les Britanniques leur Challenger. Les Français escomptent proposer leur *Leclerc au Koweït, en profitant du* fait que l'Abrams et le Challenger, durant des essais à la fin d'août, n'ont pas obtenu les résultats que leurs constructeurs avaient promis. L'Arabie saoudite, de son côté, a choisi le char américain.

CARNET DU Monde

Décès

– Le docteur et M[me] Roger Besson,
M. et M[me] Jean-Pierre Chanaud,
ses enfants,
Marie-Christine, Olivier et Christiane
Jean-Marie, Claudine et Kartsen,
Sylvie et Pascal,
Anita et Didier, Olivia,
ses petits-enfants,
Céline, Marie-Laure, Delphine, Benjamin, Sébastien et Angela,
ses arrière-petits-enfants,
ont la grande tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M[me] Lucien CHANAUD,
née Suzanne Collard,

dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le vendredi 11 septembre 1992, en l'église Saint-Nicolas de Maisons-Laffitte, dans l'intimité familiale, suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

94, rue de la Tour,
75116 Paris.
220, rue Robert-Schuman,
59200 Tourcoing.

– M[me] Jean Dabezies,
née Anne-Marie Lejeune,
Geneviève et Patrick Werner,
Guillaume, Nicolas et Anne-Laure,
Chantal Dabezies,
Anne et Claire,
Elisabeth Dabezies,
François et Marie-Paule Dabezies,
Jean-Baptiste, Gabriel, Emmanuel et Paul,
Et toute la famille,
font part du rappel à Dieu, le 11 septembre 1992, de

M. Jean DABEZIES,
chevalier de la Légion d'honneur,

à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 septembre, à 9 heures, en *l'église Saint-Maurice de Bécon*, 218, avenue Armand-Silvestre, à Courbevoie.

27, passage Hanriot,
92400 Courbevoie.

– Kinou et Gilles Charpentier,
Jean-René et Marie-Geneviève Farthouat,
Jean-Louis et Marie-Madeleine Farthouat,
ses enfants,
Ses douze petits-enfants,
Ses neuf arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M[me] Jacques FARTHOUAT,
née Madeleine Dubuisson,

survenu le 11 septembre 1992, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église de Chaniers (Charente-Maritime).

– M[me] Andrée Galichet,
Ses *enfants*,
Et petits-enfants,
font part du décès de

M. Georges GALICHET,
directeur honoraire de l'Ecole normale de Limoges,
docteur ès lettres, grammairien,

survenu dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu à Vernet-les-Bains, le 9 septembre 1992.

4, avenue de l'Alzina,
66820 Vernet-les-Bains.

– Pierre et Françoise Weill,
Sa famille,
Et tous ses amis,
ont la peine de faire part du décès de

Marius GIRAUD,

le 7 septembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Il fut un grand militant ouvrier, un homme de caractère et de générosité.

L'inhumation a eu lieu le 10 septembre, dans son village natal, à Saint-Dizier-Leyrenne (Creuse), en toute simplicité.

10, rue de Sèvres,
75007 Paris.

– M[me] Claude Hau,
née Latzarus,
son épouse,
M. et *M[me] François Léger*,
M. et M[me] Emmanuel Hau,
M. et M[me] François Rouchard,
ses enfants,
M. et M[me] Bertrand Perrin,
Sylvain, Isabelle, Vanessa, Clément, Valentine, Jean, Julien,
ses petits-enfants,
Toute sa famille,
ont la douleur d'annoncer le décès dans sa quatre-vingt-cinquième année de

M. Claude HAU,

survenu *le 10 septembre 1992.*

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Notre-Dame-de-Lorette, dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

Cet avis tient lieu de faire-part.

51, rue des Martyrs,
75009 Paris.
201, rue Lecourbe,
75015 Paris.
51, avenue Bugeaud,
75116 Paris.
5, rue Joseph-de-Maistre,
75018 Paris.

– M[me] Jean Hurard,
son épouse,
M. et M[me] Jean-Marie Roulet,
Le docteur et M[me] Marcel Salle,
M. François Hurard,
ses enfants,
Violaine, Delphine, Fabienne, Julien, Benjamin,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la grande peine de faire part du *rappel à Dieu* de

M. Jean HURARD,

dans sa soixante-douzième année.

La *cérémonie religieuse* aura lieu le 18 septembre 1992, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), suivie de *l'inhumation au cimetière* de Montmartre.

1, rue Marc-Sangnier,
92290 Châtenay-Malabry.
Château de Bougettin, Dingé,
35440 Montreuil-sur-Ille.
26, avenue Jean-Jaurès,
92290 Châtenay-Malabry.
1, place Rodin,
75016 Paris.

– M[me] Brigitte Joli,
son épouse,
Florence, Isabelle, Nathalie,
ses *filles*,
Le contre-amiral et M[me] André Joli,
ses parents,
Bernard, Etienne, Philippe, Pierre,
ses frères,
Les familles Joli et Tribes,
font part de leur douleur en raison du décès, le 13 septembre 1992, à l'âge de trente-cinq ans, de

François JOLI.

L'inhumation aura lieu le jeudi 17 septembre, à 15 h 15, au cimetière communal nouveau d'Ivry-sur-Seine, 13, rue Gaston-Monmousseau.

Un culte à la mémoire de François sera célébré au temple de l'Eglise réformée de Charenton-le-Pont, 12, rue Guérin, le vendredi 18 septembre, à 15 h 30.

6, place des Bouleaux,
94200 Ivry-sur-Seine.

– M. Roland Schär,
son compagnon,
M. et M[me] Bernard Lesage,
ses parents,
M. et M[me] François Small,
M[lles] Florence et Brigitte Lesage,
ses sœurs et beau-frère,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Alain-René LESAGE,
ingénieur EPFZ,
fondateur de Potentiel-Energie,
ancien secrétaire général
d'AIDES-Paris,

survenu le 14 septembre 1992, des suites du sida, à l'âge de trente-six ans.

On se réunira au Buc, le 18 septembre, à 15 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Florentin (Tarn).

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons à l'association AIDES, 247, rue de Belleville, 75020 Paris.

Le Buc,
81150 Marssac-sur-Tarn.

– Le 10 septembre 1992,

Henri-François LISSAC,

âgé de cinquante-trois ans, a quitté

Jacqueline Lissac,
sa femme,
Raphaël Lissac,
son fils,
Dorothée Lissac,
sa fille,
Sa famille
Et ses amis.

Il a été inhumé à Paris, le 14 septembre.

32, rue Dareau,
75014 Paris.

– Jean-Luc Lissac,
président du directoire de la SA Les Frères Lissac,
a la douleur de faire part du décès de son frère

Henri-François LISSAC,
directeur général de la société,

qui s'est éteint le 10 septembre 1992, à l'âge de cinquante-trois ans, au terme *d'une longue maladie.*

Les obsèques ont eu lieu à Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

[En 1969, à la disparition de son père, Henri-François Lissac avait repris avec son frère Jean-Luc l'affaire, renommée dans la lunetterie. Directeur général de la société Les Frères Lissac et président de Lissac France, il s'occupait plus particulièrement au sein du groupe des contacts avec les magasins et des relations avec les médecins.]

– M[me] Marie-Louise Passelaigue,
son épouse,
Manon et Max Michaud,
Annie et Jacques Billard,
Jean-Paul et Danièle Passelaigue,
Françoise Passelaigue,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur André PASSELAIGUE,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 28 août 1992, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

– Panazol. Limoges.

M. Jules Tintou,
M. Max Eyrolles,
M. et M[me] Jean-Benoit Legay,
M. et M[me] Jean-Marie Sainsot,
Valérie et Christophe,
Marie et Patrick Rouilhac,
M[me] Chantal Clarisse,
Aurélien et Lucie,
M. et M[me] Michel Tintou
Et Françoise,
ont la douleur de faire part du décès de

M[me] Claudette PAULIAT,
née Tintou.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 15 septembre 1992, en la cathédrale Saint-Etienne à Limoges.

Des dons pourront être adressés à APREC (service du professeur Izrael, hôpital Tenon, rue de la Chine, 75020 Paris).

– Les amis de

Lê-Quang RANG,
maître de conférences de physiques,
à l'université Paris-VI,

ont la tristesse de faire part de son décès survenu le 3 septembre 1992.

Un service religieux suivi de l'inhumation aura lieu le jeudi 17 septembre, à 10 h 30, au funérarium d'Antony, 106-110, rue de Châtenay, Antony (Hauts-de-Seine).

– M[me] Isidore Rosengart,
M[me] Nina Dembo,
M[me] Dora Feuerstein,
Et leur famille d'Amérique,
ont la profonde tristesse d'annoncer la disparition prématurée de leur fils et neveu

Lucien ROSENGART,

le vendredi 11 septembre 1992.

La levée du corps aura lieu à l'hôpital Tenon, rue de la Chine, le mercredi 16 septembre, à 14 heures, et les obsèques à 14 h 30, au cimetière parisien de Pantin, 164, avenue Jean-Jaurès.

55, boulevard de Charonne,
75011 Paris.

(Le Monde daté 13-14 septembre.)

– Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont le regret *d'annoncer le décès, dans* sa quatre-vingt-sixième année, de

Charles de SELVA,

survenu le 14 août 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une cérémonie religieuse sera célébrée ultérieurement lors de l'inhumation au cimetière de Beuzec-Conq.

Cet avis tient lieu de faire-part.

287, avenue du Prado,
13008 Marseille.

Remerciements

– Sabine Zlatin, très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de son amie, le

docteur Yvette RUTSCHMANN,

remercie très sincèrement toutes les personnes et les amis qui se sont associés à sa peine par leur présence, leurs messages et leur infinie affection.

Anniversaires

– Il y a dix ans disparaissait

Alexandre ARNAOUTOVITCH,
docteur ès lettres,
officier de la Légion d'honneur,
lauréat de l'Académie française.

Professeur, critique littéraire. Né à Pirot (Serbie) en 1888. Maître ès lettres de la faculté de Belgrade. Docteur ès lettres en Sorbonne avec une thèse *sur Henry Becque, auteur dramatique*, et sur le mouvement dramatique en France dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Il a publié en outre en français : *le Français, langue internationale ; les Phares ; De la Serbie à la Yougoslavie*, etc. Il a collaboré à la *Revue des Deux Mondes*, au *Monde slave* et à d'autres revues et journaux français. Ses œuvres en serbocroate sont également nombreuses. Après l'exode d'Albanie en 1915-1916, il arrive en France, où il est nommé secrétaire général de la Ligue des universitaires yougoslaves en France et rédacteur en chef de la *Revue yougoslave* paraissant en français à Paris (1920-1921) comme organe de la Ligue. Il a participé activement à la fondation de l'institut d'études slaves de l'Université de Paris. Directeur de la section yougoslave dans cet institut et en même temps directeur de l'Office scolaire yougoslave à Paris. Comme inspecteur du ministère de l'éducation nationale (direction pour la langue et la littérature françaises), il a rendu de signalés services à l'enseignement du français en Yougoslavie. En 1939, *directeur des archives nationales yougoslaves*. Pendant la seconde guerre mondiale, arrêté par la Gestapo. Après la guerre, conseiller scientifique de l'Académie yougoslave.

– Il y a cinquante ans,

Robert GOLDENBERG

était déporté à Auschwitz pour y mourir martyrisé, victime de la barbarie *nazie* et de ses valets du gouvernement français de Vichy.

Afin que nul n'oublie.

« La pitié pour le méchant fait tort aux justes. »

(Talmud.)

– Le 16 septembre 1987,

Jean-Henri GRANIER

nous quittait.

Que ceux qui l'ont aimé et estimé se souviennent.

– Que ceux qui ont estimé et aimé

Bernard LAMBLIN

aient pour lui une pensée en ce quatorzième anniversaire de sa mort.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence

Avis de messe

– Une messe sera célébrée à la mémoire du

professeur
Jean-Louis LORTAT-JACOB,

le vendredi 2 octobre 1992, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris-7[e].

– Une messe sera célébrée samedi 19 septembre 1992, à 11 h 30, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place Sainte-Geneviève, Paris-5[e], à l'intention de

Anne-Marie SZALAY,

décédée le 14 août.

M. Michel Carmona,
M[me] Marie Szalay
et ses enfants.

109, rue du Bac,
75007 Paris.

Communications diverses

– *Jeudi 17 septembre 1992*, à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3[e], soirée spéciale : « Les juifs et l'Europe », avec Joël Rocard (CBL), Serge Cwajgenbaum (secrétaire général du Congrès juif européen) et L. Azoulay (Socialisme et judaïsme) avec la participation de l'URDJ.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5868

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II						■		■	
III			■						
IV						■			
V					■				
VI			■						
VII				■					
VIII							■		
IX	■			■					■
X		■			■				
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Atteint celui qui prend trop de coups. – *II. Devait être inspiré par* les combats. – III. Note. Se lève pour jouer. – IV. Son activité justifie l'emploi de pinces. Sort de terre *après un certain temps.* – V. Chef de tribu. Ce n'est tout de même pas être ouvert à tout. – VI. Participe. Aller dans une direction opposée. – VII. Ont du monde chez eux. Est porté par des « bergers ». – VIII. Donne mauvais air. Est battue par les flots. – IX. Implique l'avenir. Témoigne d'une certaine peine. – X. Mis en soi. Commune belge. – XI. Quand c'est cuit pour lui, ce n'est pas fichu pour les autres.

VERTICALEMENT

1. Procède par élimination. Apportait une réponse. – 2. Susceptibles de nous faire perdre nos moyens. – 3. Note. En avant. Moyen d'éviter la charge. – 4. Personne servile. Affaires d'habitudes. – 5. Liquide étranger. Réalise de nombreux objectifs. – 6. C'est à l'eau qu'il se jette. – 7. Ne montre pas le principal. Homme de combats. – 8. Anglaise à prendre. Agréable à l'œil. – 9. *Reçoit un* homme seul. En entier.

Solution du problème n° 5867

Horizontalement

I. Nettoyage. – II. Inhalés. – III. Eleusis. – IV. Bure. Soc. – V. Elme. Emir. – VI. Ta. – VII. Liliacées. – VIII. Amendée. – IX. Ré. Né. On. – X. Réalisé. – XI. Epieu. Las.

Verticalement

1. Nimbe. Large. – 2. En. Ultime. – 3. Thermale. Ri. – 4. Talée. Innée. – 5. Olé ! Cadeau. – 6. Yeuse. Ce. – 7. Assommée. Il. – 8. Ici ! Osa. – 9. Ers. Résines.

GUY BROUTY

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Portraits de la terreur

L'exposition sur les victimes de la répression stalinienne est l'événement du Festival de Perpignan

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Dans l'espace solennel du couvent des Minimes de Perpignan, un immense mur d'images glace le visiteur. Soixante visages bien alignés, photographiés en gros plan, le fixent. Les regards sont vagues, dramatiques ou sereins. Impossible de détourner l'œil. Il y a des hommes et des femmes, des jeunes et des vieux. Sur leur chemise est épinglé un petit carton blanc sur lequel on peut lire un numéro ou des initiales : « 591 », « AB », « 2XA ». Sur le côté de chaque cliché géant, on peut lire difficilement un nom. Ils s'appellent Fortounatov, Latse ou Li-Hao-Chou. Ils viennent d'être interpellés à Moscou ou dans ses environs et portent les habits qu'ils avaient au moment de leur arrestation. Ils seront jugés sommairement, qualifiés de *« contrerévolutionnaires »* et condamnés par une troïka à *« la peine la plus élevée »*. Dans les heures qui ont suivi la prise de vue, parfois quelques jours, ces anonymes seront fusillés dans la forêt de Boutova, à une dizaine de kilomètres au sud de la ville.

Pour la première fois, une exposition photographique permet de mettre des visages sur quelques unes des millions de victimes anonymes du stalinisme. Les clichés, qui s'apparentent aux photos d'identité judiciaire, ont été pris entre 1930 et 1938, à Moscou. Elles ont été récupérées par l'association Mémorial, créée en 1988 par des intellectuels soviétiques dont Andreï Sakharov, Iouri Afanassiev, le directeur des archives de Moscou, et Elem Klimov, président de l'Institut du cinéma. Sa mission est de rassembler les témoignages des parents des victimes du stalinisme et ensuite de reconstituer leur histoire avec les archives du KGB. D'ici quelques mois, Mémorial va publier la liste de toutes les exécutions entre 1931 et 1938 à Moscou.

Ces photographies ont été dénichées au siège du KGB, à Moscou. Elles sont aujourd'hui dans les bureaux de Mémorial, une maison délabrée de trois étages. Elles devraient être montrées dans le futur musée de l'association que dirigera Alexandrovna Tikhanovna. Outre les photographies, ce musée présentera des reliques du goulag, livres, lettres, vêtements et peintures. Mémorial est installé dans le quartier de Karetni Riad, un des plus vieux de Moscou, chanté par Vissotsky, le Bob Dylan russe. Une centaine de bénévoles y font un travail de fourmis, sans aide de l'Etat, au milieu d'armoires et d'étagères sur lesquelles sont entassés des documents que des milliers de personnes leur ont confiés. *« J'ai ouvert un long tiroir en bois rempli de fiches sur lesquelles étaient agrafées des photos d'identité*, explique le journaliste d'*Actuel* Thomas Johnson, qui se rend régulièrement depuis sept ans dans l'ex-URSS et à qui l'on doit l'exposition de Perpignan. *Pour la première fois, j'étais confronté à des regards de victimes du stalinisme. »*



Préservées par l'oubli

On trouve dans ce fichier, mille trois cents fiches de format 9×13 en carton jauni. Le nom de la personne, sa date de naissance, celle de son exécution – mais pas le motif – et trois numéros de classement, à base d'initiales et de chiffres y sont portés à coté de la photo rectangulaire. Les photos sont de bonne qualité, préservées par cinquante ans d'oubli. Si l'exposition a privilégié les portraits de face, pour accentuer la confrontation avec le public, les dossiers contiennent également les vues de profil.

De ces victimes, Mémorial ne connaît pour l'instant que le nom. Sauf pour Pavel Alexandrovitch Florenski, un des grands intellectuels russes de ce début de siècle (mathématicien, philosophe et théologien), condamné à mort pour *« activités contrerévolutionnaires »* le 25 novembre 1937 et exécuté le 8 décembre 1937. Son dossier complet – classé APX n° 212727 – attend dans une des innombrables boîtes rangées sur les centaines de kilomètres d'étagères des sous-sols du KGB, place Dzerjinski, au cœur de Moscou. Personne n'a pu encore le consulter, même pas sa famille. Il est indiqué sur la fiche de Mémorial que ce dossier – et la photo – devait être détruit en 1984. *« Mais le KGB croulait tellement sous la paperasse... »*, affirme Thomas Johnson.

Les clichés sont, en soi, une mine d'informations. Ici un Raspoutine, là un Tolstoï. Des gamins de vingt ans et des vieillards. Des visages d'un autre siècle, d'autres terriblement modernes. Un dénommé Guenkine est torse nu. La figure de Mme Klimova révèle des traces de coups. Aminov est vêtu d'une chemise russe traditionnelle, boutonnée sur le côté.

Tous vont mourir et le savent

D'autres portent l'uniforme militaire ou une veste en cuir. Les traits du visage et les noms viennent de régions différentes. Toutes les professions sont représentées, étudiants, ouvriers, paysans, prêtres, militaires, musiciens, artistes, ingénieurs.

« Ces photos témoignent d'une société structurée que l'on ne retrouve plus aujourd'hui », affirme Thomas Johnson, qui n'a pas cherché à sélectionner un échantillon représentatif des mille trois cents photos. *« J'ai juste évité de privilégier les « belles gueules » ; en fait, je les ai sorties comme elles venaient, parmi les premières fiches »*. Montrer ces images permettra *« de donner un visage à un génocide irréel »*, explique Thomas Johnson, qui a bénéficié de l'aide du ministère français de la culture pour reproduire les clichés et éditer une brochure.

Les clichés, pris sur fond neutre, s'inscrivent dans l'histoire de la photographie signalétique, née avec Eugène Appert, après la répression de la Commune en 1871, et Adolphe Bertillon qui a inventé la méthode signalétique : des portraits strictement documentaires, précis, cadrés serrés, face-profil. Ces portraits font penser à ceux réalisés dans les camps nazis (même matricule sur la veste rayée), aux visages des victimes des Khmers rouges, exposés dans un Mémorial à Phnom-Penh (deux mille personnes en portraits d'identité, de face). Mais aussi aux figures des deux cent quarante-deux Américains morts à la guerre du Vietnam, durant une seule semaine, que l'hebdomadaire *Life* avait publié en 1969 pour dénoncer l'intervention des Etats-Unis.

Mais là, tous vont mourir et le savent. Certains laissent entrevoir un sourire, d'autres un défi, voire un calme incroyable. Un seul ne fixe pas l'objectif. Comme si l'exécution imminente n'avait pas de prise sur le regard.

MICHEL GUERRIN

Les hauteurs de Du Mont

On redécouvre à Versailles les vertus d'un compositeur baroque oublié

Depuis quelques années déjà, les Journées de septembre du Centre de musique baroque de Versailles (CMBV) se concentrent sur l'exploration méthodique d'un auteur, sans complaisance et sans dogmatisme.

Aux côtés de formations reconnues (cette année le Collegium vocale de Gand, le Concert des nations et la Capella reial, le Ricercar Consort), on y découvre des ensembles et des solistes moins connus, comme les Talens lyriques de Christophe Rousset ou les Demoiselles de Saint-Cyr, qu'anime depuis peu l'organiste Emmanuel Mandrin, sans oublier la Maîtrise du CMBV, enfin opérationnelle, et rebaptisée « Les Pages de la chapelle », comme pour mieux signaler ce nouvel essor sous la direction d'Olivier Schneebeli, après quelques années d'atermoiements artistico-administratifs. Les petits solistes et le chœur d'adultes entendus laissent présager des progrès déterminants dans la pratique maîtrisienne dont notre pays était depuis des années privé.

Ces formations étaient réunies, les 11, 12 et 13 septembre, en vue de la célébration d'un musicien dont, pour l'anecdote, on rappellera qu'il passa ses jeunes années à Maastricht. Henry de Thier, dit « Du Mont », venu à Paris vers 1638, y devient un compositeur reconnu, apprécié et bientôt récompensé de quelques privilèges royaux. Lully ne devait pas tarder à prendre ombrage de cet insolent talent : à peine Du Mont nommé à la Chapelle royale, le surintendant répliquait en écrivant son *Miserere* (1664).

C'est cette confrontation que permettait judicieusement d'entendre le concert d'ouverture, au cours duquel Philippe Herreweghe reprenait des musiques qui furent l'objet d'un disque, paru en 1981 (Harmonia Mundi). Outre les motets *Memorare* et *Super flumina*, qu'il révélait alors, il fut donné à découvrir un superbe *Quemadmodum desiderat*, où le génie contrapuntique de Du Mont éclate sans ombre. Face à cette science consommée de la texture et du développement, les *Motets* de Lully, savamment contrastés mais facilement grandiloquents, semblent d'un moindre poids.

La beauté du *Nisi dominus* que dirigeait le lendemain après-midi Olivier Schneebeli ou celle des *Litanies à la Vierge* à cinq voix (dont les dernières mesures sonnent comme du *Lassus*), interprétées par Christophe Rousset puis Jordi Savall, confirment ce sentiment.

Répertoire intime

Christophe Rousset, à la tête de son nouvel ensemble, les Talens lyriques, proposait un répertoire plus intime, essentiellement consacré à de petits motets et à quelques pièces instrumentales de toute beauté. Excellent dans la grande forme, Du Mont l'est également dans le détail expressif : quels bijoux que ce *In lectulo meo* (chanté avec un panache renversant par la jeune Sandrine Piau) ou le motet *In te Domine* pour un trio de voix d'hommes !

Autre pièce maîtresse de ce week-end, le *Dialogus de anima*, oratorio calqué sur le modèle romain de Carissimi, et subtilement mis en parallèle avec le traitement du même texte par le susdit. Dommage, dans les deux cas, qu'une basse d'outre-tombe, semblant chanter la bouche pleine, ait irrémédiablement gâché la crédibilité de ce beau « dialogue ». Avec une rectification de distribution, ce groupe, qui est autre chose qu'une simple redite des Arts florissants à leurs débuts, est promis à un bel avenir.

Tel semble être aussi le cas des Demoiselles de Saint-Cyr, dont le répertoire, centré autour des musiques dévolues aux couvents de jeunes filles « de condition » au Grand Siècle, est un vivier d'érotisme rhétorique. (Madame de Maintenon, dit-on, avait même fait interdire un motet de Nivers, qu'elle jugeait trop « tendre ».) Le concert prenait la forme d'une messe d'orgue avec *plain-chant alterné* : le célèbre modèle de messe en plain-chant de Du Mont retrouvait là son lustre d'origine, après des années de pratique érosive. Les motets furent délicieusement chantés, et le tout glosé par de stupéfiantes improvisations de l'organiste Michel Bouvard, mêlées à des pièces de Couperin, Grigny, Chaumont ou Jacques Boyvin.

Après un concert décevant de l'ensemble Ricercar (aux côtés d'une excellente Greta de Reyghere, que dire d'une seconde soprano au timbre métallique, d'un Ian Honeyman excessivement affecté et du grand Max Van Egmont, simplement inexistant ?), ces journées Du Mont devaient être magnifiquement conclues par Jordi Savall, à la tête de la Capella reial et du Concert des nations.

Après ces sonorités très « françaises » (impression rehaussée par le latin « à la française » pratiqué par la majeure partie des ensembles), cette pâte vocale « méditerranéenne » semblait plus pleine et plus sombre. Du Mont n'en souffrit nullement, même si, chez Savall, on peut relever plus d'attention à un certain hédonisme sonore (Les *Litanies* s'empâtaient quelque peu, alors que, chez Rousset, elles parlaient juste) qu'au texte lui-même.

Peccadille, probablement, tant la lecture de quelques motets inédits et du (justement) plus célèbre *Magnificat* enthousiasma l'assistance. L'éditon discographique (chez FNAC Music) et graphique des œuvres de Du Mont (par le CMBV, dont la cellule de recherche, sous la direction de Jean Duron, est exemplaire) est déjà largement entamée : juste et nécessaire réhabilitation, promise, espérons-le, à un lendemain.

RENAUD MACHART

□ **Le treizième concours international d'orgue « Grand prix de Chartres ».** – Le grand prix d'interprétation du treizième concours international d'orgue de Chartres, d'un montant de 30 000 F, a été attribué à l'organiste français Vincent Warnier, vingt-cinq ans, titulaire du grand orgue de Saint Jean-Baptiste de la Salle à Paris. Vincent Warnier a fait ses études au Conservatoire de Strasbourg puis au Conservatoire national de Paris. Il est maître en musicologie et agrégé de l'université. Le deuxième prix d'interprétation est allé au Britannique Iaim Simcock, vingt-sept ans. Le deuxième prix d'improvisation a été attribué à l'organiste britannique Peter Bannister, vingt-quatre ans. Le premier prix d'improvision n'a pas été attribué.

Une ovation pour Robert Doisneau

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Avec cette quatrième édition, le Festival de photoreportage de Perpignan a atteint sa vitesse de croisière. L'organisation est impeccable, les festivaliers viennent des quatre coins du monde, le public est nombreux, les fabricants montrent leur nouveaux appareils, les photographes, magazines, agences, et laboratoires se rencontrent et font des affaires. *« Un tel festival n'existe nulle part ailleurs »*, affirme un observateur américain.

En revanche, le bilan artistique est mitigé. On trouve de bonnes expositions à Perpignan (les archives du KGB, les vingt-cinq ans du magazine *Rolling Stone*, Luc Choquer, Pierre Boulat, les faits divers du *Petit Parisien*, Steve Rubin, Chris Steele Perkins, Ernesto Bazan, Manuel Litran, Alexis Cordesse) et les accrochages sont plus soignés, mais la boulimie est contestable. Un quart des trente-quatre sujets ne méritaient pas de sortir des magazines pour lesquels ils ont été produits. L'absence de hiérarchisation conduit à banaliser des photographes importants. Ainsi la rétrospective des travaux de George Silk (cinquante ans à *Life*) aurait pu être, à l'instar de celle de Don McCullin à Arles, l'exposition-phare (cent cinquante photographies) qu'on attend depuis quatre ans (*le Monde* du 4 septembre).

Les soirées sont conçues comme des spectacles, longs vidéoclips agréables où l'on parle de moins en moins de photographie, hormis une bonne « Guerre du Vietnam » et la remise des Visas d'or (prix mérités pour David Turnley et Chris Morris) : thèmes qui noient les auteurs (soirée fourre-tout sur « Les tribus »), avalanche d'images cartes-postales (soirées « Barcelone » et « Le Vietnam aujourd'hui »), absence du nom de l'auteur sous la photographie, bandes-sons trop clinquantes (les inévitables Voix bulgares), mauvais choix d'images (Jones Griffiths et Burrows trahis dans la soirée « Vietnam »), animateurs qui n'entendent rien à la photographie. Sans parler de la présence un peu trop voyante de *Paris-Match* au point d'ouvrir une « Histoire de la presse » avec dix minutes consacrées à ce magazine.

Beaucoup regrettent que les questions touchant à l'avenir de la profession ne soit jamais évoquées : l'arrivée de nouvelles technologies, les manipulations techniques des images, les effets de la crise des agences et des journaux, le poids de la télévision (la projection sur les JO de Barcelone était une singerie pâlotte de l'image TV). Mais aussi la difficulté d'imposer certains sujets – et un style – en dehors de reportages standardisés. Par exemple, la Roumanie paysanne d'Anthony Suau, sans doute les plus belles images vues en projection, ont pourtant été très peu diffusées dans la presse.

Aussi, lorsque Michel Polac, animateur d'un soir, pose une question limpide sur *« l'émotion qui peut altérer l'information »*, un malaise flotte dans l'assistance, venue d'abord assister à la célébration de la profession. Heureusement, Robert Doisneau, ovationné, est arrivé à point pour la soirée de clôture. Seul photographe capable de réconcilier une profession – reporters et auteurs – qui n'est jamais apparue autant divisée. Le Festival de Perpignan saura-t-il la rassembler?

M. G.

▶ **Quatrième Festival international du photoreportage de Perpignan. Expositions jusqu'au 20 septembre. Tél. : 68-35-97-00.**

CINÉMA

Les mercredis de la discorde

Le changement de jour pour les réductions sur les places de cinéma suscite des réactions contradictoires

« Le mercredi, le cinéma c'est donné », proclame la publicité. *« Donné »*, n'exagérons rien, mais à partir du 16 septembre toutes les places seront vendues à tarif réduit le mercredi, à la place du lundi. Annoncée par M. Jack Lang et par M. Jean Labbé, président de la Fédération nationale des cinémas de France (le syndicat des exploitants) lors de la Fête du cinéma en juin, cette modification vise à aiguiser un appétit de cinéma qui semble bien émoussé : au premier semestre 1992, la fréquentation a connu une baisse de 6 % par rapport à la période correspondante de 1991, année qui avait vu se poursuivre une chute ininterrompue depuis dix ans.

Le tarif réduit pour tous avait été mis en place en 1981. On avait à l'époque choisi le lundi, jour creux de la fréquentation. Après avoir produit des effets positifs, le rendez-vous du lundi a peu à peu perdu de son attrait : près de 20 % des spectateurs choisissaient ce jour au milieu des années 80, ils n'étaient plus que 14 % (soit exactement un septième) en 1992. Le choix du mercredi repose sur une stratégie inverse, en cherchant à dynamiser la sortie des nouveaux films le jour où les enfants – et de nombreux enseignants – sont en congé.

La décision n'a cependant pas fait l'unanimité. Dans un premier temps, producteurs et distributeurs se sont plaints de n'avoir pas été consultés pour une décision qui concerne leur rémunération, au pourcentage sur les billets vendus. Sur le fond, le danger existe de voir la fréquentation se concentrer sur quelques jours (le mercredi et la fin de la semaine). Surtout, le changement de date risque de favoriser les « gros » films qui bénéficient de budgets de promotion considérables, et sur lesquels se polariserait le jeune public dès le premier jour, creusant avec les œuvres plus modestes, ou ayant besoin de plus de temps pour s'installer, une différence irrattrapable. Un avantage qui profitera surtout à des productions hollywoodiennes. *« Pour le genre de films dont je m'occupe, c'est une catastrophe »*, dit Michel Saint-Jean, distributeur indépendant qui se consacre au cinéma d'auteur.

Même son de cloche du côté de Pascal Rogard, délégué général de l'Association des réalisateurs producteurs, qui craint l'effet boule de neige en faveur des Américains. Et si Brigitte Aknin, responsable de la salle Max Linder à Paris, ne s'attend pas à une modification sensible, elle regrette que la seule initiative médiatique prise pour le cinéma cette année conforte le sentiment qu'il s'agit d'une activité chère, ayant besoin de « soldes » pour attirer le chaland.

Prééminence de l'exploitation

Parmi les défenseurs du mercredi, Jean-Louis Renoux, responsable du circuit de salles Gaumont, considère que le changement de date *« est une bonne chose, la mesure privilégiant ce public-clé que représentent les jeunes et permettant de déclencher un bouche-à-oreille plus important dès le premier jour »*. Alain Sussfeld, PDG d'UGC et donc concerné aussi bien par la production et la distribution que par l'exploitation, défend lui aussi une décision *« permettant d'atteindre plus directement le cœur de cible que constitue le jeune public »*. Et il s'oppose aux réactions *« frileuses »* d'autres professionnels : *« On ne peut pas aller contre les goûts du public. Au lieu d'avoir peur des Américains, il vaudrait mieux produire des films susceptibles d'attirer eux aussi les jeunes. »*

Surtout, les supporters de la décision soulignent que l'urgence est d'enrayer la baisse du nombre total des entrées (passé pour la première fois en dessous du seuil des 120 millions en 1991). Une décision qui a peut-être des motivations conjoncturelles (le choix du jour de congé scolaire a suivi de peu la réunion des ministères de l'éducation nationale et de la culture sous la houlette de Jack Lang), mais qui traduit surtout la prééminence de plus en plus visible de l'exploitation dans la stratégie des grands groupes, prééminence déjà visible lors de l'échange de salles Gaumont-Pathé (*le Monde* daté 5-6 avril 1992).

Enfin ce changement du jour de réduction pourrait préfigurer la modification du jour de sortie des films, qui passerait du mercredi au vendredi. Mais ces modifications de date ne permettront pas indéfiniment aux exploitants de faire l'économie d'une véritable politique tarifaire, et de la mise en place de systèmes d'abonnements unifiés qui faciliteraient la vie des spectateurs, à commencer par les plus assidus.

JEAN-MICHEL FRODON

CULTURE

DANSE

Les premiers pas de Skite

Un « laboratoire » d'expérimentation chorégraphique qui laisse du temps à la réflexion, aux rencontres et aux confrontations

HOW TO APPROACH A DOG
à la Cité internationale

Skite : sous ce mystérieux label (c'était le nom de communautés spirituelles dans la Russie du quinzième siècle), difficile de deviner que se cache un nouveau laboratoire de recherche et d'expérimentation chorégraphiques, qui devrait, si tout se passe bien, renaître chaque saison à la même époque. Mais un brin de mystère ne déplaît pas à Jean-Marc Adolphe, son directeur artistique, écrivain et critique de danse pointu, pile d'enthousiasme militant sous des airs de lutin goguenard.

« Skite, dit-il, *est né d'un constat, que j'ai pu faire surtout dans les festivals : en France comme ailleurs, chorégraphes et danseurs se plaignent de la pression des producteurs, qui réclament sans cesse des créations et ne leur laissent pas de temps pour la réflexion, les rencontres, les confrontations. C'est cette possibilité que voudrait leur offrir Skite, un mois par an, d'abord à la Cité internationale – rencontrant là le désir de Nicole Gautier, directrice de ce théâtre depuis un an, et qui souhaitait y faire revenir la danse – puis à Londres, au théâtre The Place. La danse contemporaine, aujourd'hui, c'est quoi ? Il n'y a plus de grands courants, on assiste à des éclatements, des surgissements plus ou moins durables de tendances multiples : il me semble qu'il faut réfléchir en commun là-dessus. C'est ce que tentent de faire les dix chorégraphes que j'ai invités, venant de dix pays. Un choix forcément subjectif, dans lequel j'ai essayé de tenir compte à la fois de l'intérêt de leur travail et de leur ouverture d'esprit. «Sans la pensée, il n'y a que des exploits physiques», dit Trisha Brown... »*

Chaque chorégraphe invité pouvait amener cinq ou six collaborateurs de son choix, danseurs mais aussi musiciens, scénographes, etc. Les ateliers (musique, cinéma, scénographie, arts plastiques, dramaturgie, improvisation), qui ont commencé le 7 septembre, constituent, avec un programme interne de conférences, films et rencontres-débats, la partie immergée de l'iceberg; la partie émergée consiste en six spectacles.

Manipulation du son et des lumières

Les Ballets C. de la B. (encore une devinette : Ballets contemporains de la Belgique), *qui s'étaient* fait remarquer au concours de Bagnolet 1990 en brocardant ce concours, ouvraient le feu, le 10, avec *How to Approach a Dog*, de Hans Van den Broack. Une pièce plus théâtrale que chorégraphique, inspirée par le livre de Truman Capote *In Cold Blood*. Sans doute pas tout à fait maîtrisée sur la distance, mais intéressante par ses recherches sur la manipulation du son, des lumières et des voix en relation avec le mouvement (grâce à un nouveau système intégré), la frustration du regard (des choses se passent derrière les murs en lattes de bois blanc, qu'on essaie de deviner à travers les interstices), les rapports danse-narration. La séquence finale, laborieuse tentative de démonstration sur la difficulté de classer actes et gens entre Bien et Mal, apparaît superflue. On le dit, après le spectacle, à Jean-Marc Adolphe : *« Justement, la question « Comment finir une pièce ? » figure à l'un de nos ateliers »*, répond-il.

SYLVIE DE NUSSAC

► **Prochains spectacles de Skite au Théâtre de la Cité internationale, chorégraphies de Heddy Maalem (France) et de Meg Stuart (Etats-Unis), le 17 à 19 heures; de Jocelyne Montpetit (Canada), le 17 à 21 heures. Tél. : 45-89-38-69.**

FESTIVAL

La lune grande ouverte

A l'occasion de la Feria des prémices du riz à Arles : flamenco, conférences, colloques, concerts autour de Maurice Ohana

ARLES
de notre envoyé spécial

« Je me souviens d'une brise triste au milieu des oliviers. » C'est le dernier vers du *Llanto por Sanchez Mejias*. Au collège des traducteurs d'Arles, Rafael Martinez Nadal, vieil ami de Lorca, en a donné un intéressant commentaire plein de courtoisie (au sens de l'amour courtois) que traversaient, fugitives, les ombres du torero mort, de Jean Prevost, de Saint-John Perse, de l'Argentinita, la danseuse, l'amante impérieuse de Sanchez Mejias, et enfin celle de l'autre femme du roman, la femme qui fait les romans être.

Prélude parfait, un rien byzantin et de *fine amor*, pour une retraduction *(le Llanto* chez Actes Sud), sa lecture à deux voix par Florence Delay et Rodolfo de Souza, et l'interprétation éclatante, tranchante comme un coup d'épée, de l'œuvre que Maurice Ohana en a tirée en 1950. D'un coup d'épée, il fit un coup de maître : le jeune pianiste qui avait commencé par être l'accompagnateur de l'Argentinita décline dans son *Llanto* tous les traits, toutes les *« images de marque »* (Leiris), qui le feront reconnaître comme compositeur.

Noces d'argent de la modernité et de la tradition, copeaux d'archaïsme, grondements des timbales ou syncopes de la caisse claire, l'oratorio tragique de sinistre mémoire (*« A la cinco de la tarde »* il sonne comme un glas) est réellement cet étouffement de souffrance du clavecin dans le *« déluge de lis »* dont parle le poème, parfaitement exécuté en plein air à Arles (Roland Hayrabédian et l'ensemble Musicatreize) sous le clocher de Saint-Trophime.

Dans l'encre du ciel, la lune – les nuits de *« lune grande ouverte »*, cette déesse froide, sont les nuits des chiens et des fous – la lune ronde comme une arène (*« la plaza redonda de la luna »*) dont on parvenait, pour peu qu'on s'en donnât la peine, à distinguer nettement les sombres cérémonies.

Pour parapher cette intimité, chez Ohana, de la voix noble et de la sauvagerie populaire, la Feria des prémices du riz a été trouée par l'irruption brutale d'Inès Bacan, son beau visage de Vierge andalouse et ce corps lourd et dansant des femmes d'autrefois, les femmes de Maillane, des campagnes ou de la marisma qui vont désormais s'appliquer à maigrir. Son frère est Pedro Bacan. C'est un des très grands guitaristes flamencosactuels, ils viennent tous deux des gitans de Lebrija, et c'est sans hésitation le meilleur accompagnateur de l'heure. Autant dire l'âme du *cante*. Toute ambition bue – l'incertain spectacle de cet été, – les Bacan ont joué pour Ohana dans l'amour pur, celui qui lie, une *solea* qu'on n'oubliera jamais, des *bulerias* à déchirer le cœur comme celui de Montoliu, avec des mots simples, vous savez, des mots de tous les jours, pour Lorca, Sanchez Mejias, Ohana et la lune...

Le 16 décembre 1936, Michel Leiris note dans son *Journal* : *« Mort de Lorca : destin sublime d'un sublime poète ; ce que précisément je crains ! »* Ce soir de 1936, Maurice Ohana – il a vingt-deux ans – est en train de jouer avec l'Argentinita à Londres. Elle lui montre le manuscrit du *Llanto* qu'elle détient. Son destin est en train de s'écrire.

FRANCIS MARMANDE

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Moraliser

« **S***eigneur, je vais encore réparer vos bêtises !* » Ainsi priait un chirurgien catholique avant d'opérer. Les matins de pur scandale (devant un enfant condamné, par exemple), il disait carrément : *« Je vais réparer vos conneries ! »* Il est des colères philosophiques que n'apaisent ni l'habitude professionnelle ni les méditations de toujours sur le « mystère du mal ».

C'est le cas en découvrant sur place la folie fratricide des ex-Yougoslaves et l'impuissance générale à la contenir, alors que minarets, clochers romains et bulbes orthodoxes dressent, dans le même ciel rayé de balles traçantes, leur promesse d'œcuménisme. De quoi maudire le Créateur, comme s'y autorisent les *hassidim*, ou de quoi perdre toute foi ! *« C'est en effet une tentation,* admettait l'autre nuit un jeune moine, *devant ce qui ressemble à une fatalité de la barbarie. « Le doute fait partie,* ajoutait-il, *des tentations que le* Pater *tend à conjurer »*.

Si le ciel se vide, craignait Dostoïevski, tout est permis. Si le paradis politique n'existe plus non plus, *quelle économie de crimes ! Mais aussi quel vide éthique, tout à coup !*

Le siècle finissant se réveille de ses cuites à l'utopie, et réclame, bouche pâteuse, de la morale, cet Alka Seltzer...

∴

Le 7 juin 1944, Pierre Dunoyer de Segonzac, qui va prendre la tête d'un « corps franc » dans le Tarn, reconnaît, dans son wagon, le chef de la Milice, Darnand. Des résistants ayant stoppé le train, le commandant n'aurait qu'un mot à dire pour faire arrêter son vis-à-vis. Il s'y refuse, au motif *qu'« on ne dénonce jamais »*.

C'est Jean-Marie Domenach qui rapporte cette anecdote peu connue dans *Une morale sans moralisme* (Flammarion, 266 p., 120 F). Sur le moment, le jeune résistant Domenach désapprouva son chef, en termes d'efficacité guerrière. Après-coup, il a jugé au contraire que ce réflexe hérité de l'éducation et érigé instantanément en règle universelle constituait un antidote exemplaire aux méthodes de l'ennemi.

Ce cas de conscience illustre la contradiction où se débattent les dernières générations du siècle et que Domenach tente de cerner, en philosophe engagé : partout, l'effondrement des idéologies fait ressentir terriblement le manque de prescriptions morales, mais il n'a jamais été aussi vrai qu'aucun système ne peut répondre à pareille demande.

Il ne sert plus à rien de prêcher, sinon à faire *sourire*. Le discours global sur les « *valeurs* » a subi la crise de confiance de tous les langages, dont il ne peut se passer. Politique et culture ont remplacé le support fléchissant de la religion, avant de subir son sort. Sartre butait, avec raison, sur cette *évidence* : la morale n'est possible que si tout le monde est moral. Or il ne lui reste, à ce monde, qu'un vague instinct du Bien (encore une chance !) et des réflexes individuels difficilement « universalisables », tel le refus « vieille France » de toute délation chez Dunoyer de Segonzac.

Il est toujours possible de rédiger un décalogue au goût du jour, comme s'y emploient certains petits maîtres à penser nés de leur propre condamnation des maîtres à penser d'avant eux : *un zeste d'écologie, un coulis de bon cœur*, des œillades aux *french doctors*, etc. Cela ne coûte pas cher et peut rapporter gros, tant est grande la nostalgie des devoirs catalogués et indiscutables. Domenach trouve plus honnête, comme il l'a toujours fait lors de ses engagements contre le nazisme ou le colonialisme, de réviser à la baisse les prétentions d'un moralisme opposable à tous et de s'en tenir à des éthiques parcellaires, confrontées au concret de nos situations.

Descartes avait montré la voie, qui prônait une morale « provisoire ».

∴

SAUF exceptions d'inspiration vichyssoise, la *consigne des élites n'est plus de proférer* le Bien, mais de corriger les effets pervers de l'individualisme libéral, désormais seul en lice. Le verbe « moraliser » ne veut plus dire : « faire la morale », comme c'était encore le cas chez Sainte-Beuve, Balzac ou Hugo, mais *« rendre un peu moins scandaleux »*. Cette acception prévaut dans les exhortations de dirigeants et les dissertations de futurs cadres. La modestie, en l'occurrence, prend la force d'un universel. Elle en a l'utopisme.

Jamais les soutiers de la morale au quotidien que sont les enseignants, les gardiens de prison, ou les policiers de base n'ont été à ce point condamnés au bricolage par la société, qui leur achète, à bas prix, sa tranquillité. Faute d'idéaux clairs et de moyens pratiques, ces infirmiers du champ de bataille ne peuvent qu'éviter vaguement le pire en se gardant, par l'humour, des deux maux qui les menacent, – outre les boules puantes ou les balles perdues : les grands mots et le découragement.

Tel est le sens du film impressionnant de Bertrand Tavernier, *L.627*. Apparemment cynique et amorale, cette plongée dans la routine des brigades anti-drogue renvoie à notre propre lâcheté de citoyens devant ce qui, tel du linge douteux aux fenêtres d'en face, nous gâche la vue et le sommeil.

∴

PUISQUE tout est si noirâtre et inexorable dans le monde que les adultes ont conçu, ou laissé pourrir, pourquoi ne pas « moraliser » définitivement la vie en figeant en valeur suprême, perpétuelle, diamantine, la sainte et folle enfance, ses absolus, ses audaces, ses jeux et *ses ris* ?

On dirait que les jeunes romanciers de la rentrée 1992 se sont donné le mot, et pas seulement Jardin, Marie Nimier ou Modiano, tant ils se rejoignent dans cette revendication aussi irresponsable que charmeuse : avoir le droit de ne pas grandir, jamais.

Même les plus vieux écrivains ont rêvé, jusque tard, de prolonger les virtualités solaires du jeune âge. Le *Journal* de Michel Leiris (Gallimard, 956 p., 250 F) reprend sur tous les tons la plainte toujours actuelle d'Oscar Wilde : *« Le terrible, de vieillir, c'est qu'on reste jeune »*.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ÉCONOMIE

Le réaménagement du Système monétaire européen

Une cause technique

La décision d'abaisser ses taux directeurs, prise dimanche par la Bundesbank et qualifiée soit de vote en faveur du traité de Maastricht par les partisans français du « oui », soit de capitulation devant les pressions de toutes provenances, nationales et internationales, a peut-être une cause de nature beaucoup plus technique. La Bundesbank a toujours eu horreur d'intervenir massivement pour soutenir une monnaie, surtout lorsque ce soutien est statutairement illimité, si cette monnaie appartient au système monétaire européen (SME).

La Bundesbank redoute, à juste titre, le gonflement de sa masse monétaire par l'afflux de liquidités en deutschemarks, créés en contrepartie des achats portant sur la devise soutenue, même si une partie de ces marks peuvent être neutralisés ou recyclés. En mars 1983, par exemple, c'est le président de la Bundesbank qui exigea presque et obtint la réévaluation du mark d'un premier ministre allemand qui voulait attendre les élections législatives en RFA. La banque centrale avait dû acheter en quelques jours 36 milliards de francs français, et créer des marks à due concurrence.

Cette fois-ci, M. Helmut Schlesinger, son président, a révélé lundi 14 septembre, dans sa conférence de presse, que les interventions allemandes en faveur de la lire avaient représenté 24 milliards de deutschemarks (plus de 80 milliards de francs), pour la semaine dernière, plus, dit-on, un certain nombre de milliards de marks en swaps (contrats d'échange de devises à terme).

Trop, c'est trop, et la Bundesbank a fini par proposer à la Banque d'Italie, à la veille du week-end, de troquer une réévaluation du mark et une dévaluation de la lire contre une baisse des taux d'intérêt allemands. C'est M. Giulano Amato, premier ministre italien, qui l'a déclaré dimanche, à la télévision de la Péninsule.

Cet accord explique que, de façon tout à fait inhabituelle, ce soient les autorités allemandes et italiennes qui aient annoncé conjointement leur décision, et non le comité monétaire de la CEE. Pour la Bundesbank, il est vrai, c'était aussi l'occasion de montrer que les mécanismes d'assistance du SME pouvaient fonctionner efficacement en cas de difficultés graves, à l'avantage de tous, et à commencer par celui de l'Allemagne. Charité bien ordonnée commence par soi-même.

FRANÇOIS RENARD

La détente des taux d'intérêt alimente l'espoir d'une amélioration de la conjoncture économique

Le réalignement monétaire au sein du SME (Système monétaire européen), qui a vu lundi 14 septembre la lire dévaluée par rapport à toutes *les autres monnaies du SME, en* même temps que la Bundesbank – fortement incitée par Bonn – baissait ses taux d'intérêt à court terme, a un *peu calmé la tempête qui soufflait* depuis quinze jours sur les marchés des changes. Mais la livre et surtout la lire continuent d'être sous pression, *preuve que les marchés attendaient* une dévaluation plus *importante de la monnaie italienne.* Le franc était faible et le dollar reperdait une partie de ses gains.

La décision allemande de réduire son taux Lombard (le plus pratiqué) *a été rapidement suivie par une salve* de baisses des taux décidées par les banques centrales européennes : la Suisse, dont le taux de l'escompte a *été ramené* de 7 % à 6,5 %, l'Autriche (8,50 % à 8,25 % pour l'escompte, 9,75 % à 9,50 % pour le taux Lombard), *les Pays-Bas (baisse générale* de 0,25 % des taux directeurs), la Belgique (baisse de l'escompte de 8,50 à 8,25 %), la Suède, qui a ramené ses taux à 20 %. Mais ni la France, ni la Grande-Bretagne, ni l'Italie, ni l'Espagne n'ont suivi. Le ministre des finances japonais, M. Tsutomu Hata, a exclu un *prochain abaissement du taux de l'escompte* actuellement fixé à 3,25 %.

L'espoir d'une amélioration de la conjoncture provoqué par cette détente des taux à court terme a redonné confiance aux *marchés* financiers : les Bourses de Francfort, Paris, Milan, Madrid, Amsterdam, Londres et New-York ont progressé dès que la nouvelle a été connue.

Politiquement, la décision allemande a été unanimement approuvée. En France, le premier ministre a affirmé que le report après le référendum d'une baisse éventuelle des taux *directeurs de la Banque de France* *« n'était pas un chantage »* et que la décision allemande *« était une grande victoire pour l'économie mondiale »* car l'investissement *« allait repartir »*. M. Raymond Barre, au Club de la presse d'Europe 1, a confirmé qu'il ne s'agissait pas d'une manœuvre et que la décision *« tombait bien et était d'une importance considérable du point de vue psychologique »*. M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a également approuvé le geste allemand comme *« une bonne contribution »*, tandis que, en Allemagne, M. Theo Waigel, le ministre des finances, déclarait que les perspectives de croissance économique étaient améliorées.

La « Buba » et la politique

Y aurait-il quelque chose de pourri au royaume du mark? Le réalignement du Système monétaire européen (SME) *et la baisse des taux allemands provoquent* de vives critiques en Allemagne. Elles ont été présentées en France comme allant dans le sens de Maastricht (*le Monde* du 15 *septembre*). *Il en va tout* autrement en Allemagne, où il ne saurait être question de bâtir une Europe monétaire dans laquelle la Banque centrale serait mise sous *la dépendance des gouvernements,* comme cela s'est visiblement passé ce week-end. *« Si Maastricht c'est-ça,* résume un banquier, *alors c'est non. »*

FRANCFORT

de notre correspondant

Sans doute y a-t-il des raisons techniques propres au fonctionnement du Système monétaire européen (*SME*) pour expliquer la double décision de dévaluation de la lire et de baisse des taux *(lire le billet de François Renard)*. La Bundesbank les invoque pour se défendre d'avoir cédé à des pressions politiques. Mais ce démenti ne trompe pas. Il suffit aux Allemands de souligner que les informations sur la baisse des taux allemands sont venues dimanche soir de Bruxelles et non de Francfort pour conclure à la véracité de ces pressions et à leur effet. *La visite du* chancelier Kohl, accompagné du ministre des finances, à la Bundesbank, vendredi, révélée par le *Financial Times* du 15 septembre, apporte confirmation. *« De quelque façon qu'on prenne* [la décision] : *il s'agit d'une baisse des taux politiquement arrachée »*, conclut l'éditorial de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

Le gouvernement de Bonn et les syndicats se sont félicités de la détente du loyer de l'argent qui va permettre une amélioration de la conjoncture. Beaucoup d'économistes, qui avaient trouvé excessive *la hausse des taux par la Bundesbank* à la mi-juillet, l'accueillent aussi avec faveur d'un point de vue économique. Mais il n'en est pas du tout de *même pour le principe de la « politisation »*. Si, dans l'immédiat, la « concertation » monétaire européenne peut *servir les intérêts du* « oui », tant mieux, estiment les milieux économiques allemands, qui restent favorables au traité. Mais, pour la suite, ce qui vient de se passer va compliquer le chemin vers la monnaie unique de *1997 ou 1999*. Déjà l'intervention de M. Mitterrand sur TF 1, parlant de *« directives »* adressées à la Banque Centrale européenne *par le conseil européen*, avait inquiété. Il va falloir lever un malentendu qui semble complet sur la compréhension de la philosophie économique qui est à la base du traité.

Vaccinés contre l'inflation

L'idée fondamentale du traité, inscrite dans les « principes », dès l'article 2, est la promotion d'une croissance *« durable et non inflationniste »* dans la Communauté. Cela *signifie* que la lutte contre l'inflation est considérée comme le seul moyen d'obtenir une croissance durable. Il n'y a *pas opposition* entre l'une et l'autre, entre la surveillance des prix et la lutte contre le chômage. Un peu plus d'inflation, comme on le réclame encore régulièrement en France, ne permet pas un peu plus de croissance autrement que très provisoirement. *Craindre, comme le* disent les adversaires du traité ou même le FMI (Fonds monétaire international), que Maastricht ne provoque *durablement (au-delà de la* phase intermédiaire d'ici à 1997) une « déflation » et donc un accroissement du chômage, est jugé comme *une ineptie, puisque moins d'inflation* donne moins de chômage.

Les Allemands ont-ils raison? Les économistes sont-ils unanimes? Non. Rien n'est définitivement avéré. Le débat théorique entre les deux grandes écoles de la pensée économique (les classiques et les keynésiens) se poursuit sur ce *point. C'est* ce qui fait problème et empêche le ralliement général. Mais on peut affirmer désormais de façon empirique que les vingt *dernières années ont donné* raison aux partisans de la désinflation. Inflation et chômage croissent ensemble et non pas en sens opposé comme le prétendait l'économiste keynésien Phillips.

Vaccinés contre l'inflation sous la République de Weimar, entre *les deux guerres, lorsque l'écroulement* de leur monnaie les a conduits à Hitler, les Allemands se sont ralliés à cette *philosophie dès 1945. Ils estiment* ainsi posséder ce qu'ils appellent une *« culture de la stabilité »*. La France en a rallié le principe dès le gouvernement Barre puis y est retournée en 1983, après un intermède *de deux ans. La Grande-Bretagne* y est venue en rejoignant le SME en 1990, c'est-à-dire en abandonnant la politique dite de *fine-tuning* (jeu couplé des politiques monétaires et budgétaires) qu'elle conduisait depuis la guerre. L'Italie essaie, à grand-peine, de s'y conformer. Espagne et Portugal le font avec succès. La Suède s'est collée au SME pour préparer son entrée dans la *Communauté*.

Dans cette logique de « désinflation » que toute l'Europe rejoint, le statut de la monnaie a changé du tout au tout. Hier, les taux d'intérêt *étaient des instruments* de la politique de croissance aux mains des autorités. En France, ils ont même été au service de *la politique* industrielle! Aujourd'hui, la stabilité de la monnaie est l'objectif primordial. Le gouvernement doit délaisser toute *politique de relance artificielle pour* ne plus penser qu'aux prix (objectif de stabilité interne) et doit s'interdire les dévaluations (stabilité externe, *c'est-à-dire celle des taux de change*). Concrètement, cela signifie qu'en Europe on va ancrer la monnaie au repère le plus fixe que l'on trouve, en l'occurrence le mark. En ce sens, le traité est un prolongement naturel du SME : celui-ci laissait encore des marges de fluctuation qu'il faut supprimer en 1997 ou 1999 lors du passage à la fixité des taux de change et à la monnaie unique.

Indépendance totale

Or la pierre de touche de cette politique, selon la conception allemande, est l'indépendance *totale* de la Banque centrale. La monnaie est une chose trop sérieuse pour la laisser aux hommes politiques qui, *légitimement inquiets du chômage, sont* tentés d'en revenir aux politiques de relance par la manipulation des taux.

Tels sont les fondements économiques du traité. Tous les signataires les ont acceptés en connaissance de cause, y compris la France. Et tel est le point central de la critique des *partisans du « non » au référendum*. Malgré leur diversité politique, les opposants à Maastricht (pas seulement en Europe *mais* aussi aux Etats-Unis) ont ceci de commun *qu'ils rejettent* en bloc cette philosophie. *« Ils veulent en revenir aux années 70*, explique M. Ernst-Moritz Lipp, économiste en chef de la Dresdner Bank. *Les incertitudes de l'évolution mondiale les poussent à un retour conservateur aux politiques purement nationales. Comme si rien ne s'était passé depuis quarante ans. Ils croient encore aux politiques de protectionnisme et de dévaluation dont on sait qu'elles n'améliorent pas l'emploi. »*

Abaisser les taux en Allemagne, alors que l'inflation y menace toujours et sous la pression politique, est donc contraire à l'esprit de Maastricht. Crier victoire d'avoir *« fait céder la Buba »* révèle une mauvaise compréhension et une inquiétante conception monétaire. D'où un premier malentendu, de fond, entre l'Allemagne et la France.

Il en est un second qui tient à l'application du principe. Comment contenir l'inflation? Par la rigueur budgétaire et salariale : sur ce point l'accord théorique se fait mais se heurte, *dans la réalité, aux faiblesses* de Bonn et des partenaires sociaux allemands incapables de tenir les salaires. La France a ici raison de *reprocher aux Allemands de faire* reposer entièrement la lutte contre l'inflation sur la seule politique monétaire.

Quelle politique monétaire? *Depuis quinze ans triomphe* le « monétarisme » ou théorie dite « quantitative » de la monnaie. Il affirme que la quantité de monnaie en *circulation dans une économie* détermine directement le niveau des prix. Le recul de l'inflation viendra d'un contrôle étroit par la Banque centrale des billets et des crédits de toutes sortes. Il a été mis en application aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne avec *une extrême rigidité* (contingentement) au tournant des années 80. Ce fut l'échec : le remède fut pis que le mal. Mais la Bundes*bank, en en faisant une application* pragmatique, a réussi. Du moins, avant que la réunification ne vienne tout remettre en cause. *C'est* d'ailleurs M. Helmut Schlesinger, le président actuel, qui a établi la façon de calculer cette masse monétaire sous *la définition M3*.

La Bundesbank, contrairement à ce que croient ses opposants, n'est donc pas une monétariste pure et dure. *Elle se laisse* une marge d'appréciation assez large de la situation qui fait l'objet de débat denses et très argumentés entre les dix-sept membres de son conseil central, l'organe décisif. Entre M. Tietmeyer, le vice-président, ami *du chancelier Kohl*, et les « pur sucre » comme M. Müller, directeur de la Banque centrale de Bavière, M. Issing, l'économiste du directoire, ou encore M. Schlesinger lui-même, l'accord est *disputé* mais la décision collégiale.

La Bundesbank s'est fixée un objectif d'inflation de 2 % *« à moyen terme »*, volontairement imprécis. Elle indique publiquement une fourchette annuelle *d'évolution de la* masse monétaire (une croissance de 3,5 % à 5,5 % cette année) afin de prévenir par avance les agents économiques et leur permettre d'anticiper. *Mais elle laisse le flux déborder* (M3 a grossi au rythme de 9 % ces derniers mois), sans jamais en venir à un contingentement strict des crédits, comme le fit la Réserve fédérale américaine. *En revanche, elle utilise* l'arme des taux.

Le problème dans la situation économique hors d'Allemagne est que les politiques salariales ou budgétaires n'ont plus de marge de manœuvre nulle part. Les Etats ont accumulé des déficits et les salaires ont atteint un plancher qu'il est devenu malaisé de gratter encore sans remettre en cause la productivité. *Tout se focalise* donc sur la politique monétaire. D'où une dépendance mondiale vis-à-vis de la pauvre Buba, qui n'en peut mais. De plus, la mondialisation financière donne aux *moindres décisions un* écho considérable et instantané sur les écrans des cambistes de Hong-kong, de Londres ou de New-York. Dans ces conditions, les pressions sont insurmontables. Même pour une Bundesbank indépendante et forte, il n'est pas facile de faire son métier, qui n'est que de défendre le mark.

Faut-il réformer vite le SME? Faut-il accélérer la marche vers la monnaie unique ou au contraire la ralentir? Il y a en Allemagne une certitude : la monnaie doit rester hors d'atteinte des « directives » politiques. *L'Europe* de ce week-end est une mauvaise Europe.

ÉRIC LE BOUCHER

Les réactions des marchés : surprise et prudence

Si la dévaluation de la lire, jugée *inévitable*, a *modérément étonné* les marchés, ces derniers, en revanche, ont été totalement surpris par la baisse des taux directeurs de la banque *fédérale d'Allemagne qu'ils* n'attendaient qu'à la fin de l'année au mieux, et plutôt pour le printemps 1993. *Divine* surprise certes, à laquelle ces marchés ont réagi très favorablement, mais aussi avec prudence. La diminution du taux d'escompte *allemand – un demi-point* – et surtout celle du véritable taux directeur, le Lombard – ramené de 9,75 % à 9,50 % – ont fait naître *l'espoir d'un abaissement supplémentaire* dans les deux prochains mois, c'est-à-dire un véritable renversement de tendance, que certains, néanmoins, considèrent comme très *aléatoire*, puisque le président de la Bundesbank, lui-même, affirme qu'elle s'en tiendra là.

Cette divine surprise a en tout cas fait bondir les cours de la Bourse de *Paris*, de près de 4 %, ceux du marché à *terme* des taux d'*intérêt* (MATIF) limitant leur hausse à 1 point, à 107,92 sur décembre. Dans ce dernier cas, le maintien des taux d'intervention de la Banque de *France* à 9,60 % *et* 10,50 %, dans l'attente des résultats du référendum *du 20 septembre*, a *tempéré les* enthousiasmes, tout prêts à se déchaîner au lendemain de la consultation si le « oui » l'emporte. En Allemagne, évidemment, la Bourse a progressé de 4,4 %, ce pourcentage étant ramené à 2,16 % pour Londres et 2,14 % *pour New-York*. En Italie enfin, les taux ont fléchi de 3 à 4 points.

Sur les marchés des changes, *l'abaissement du Lombard*, et surtout des taux des pensions à court terme octroyés par la Bundesbank (un demi-point à *9,20 %* contre 9,70 %), a *réduit l'écart* entre les taux à Francfort et ceux à New York, ramenés de 6,75 % à 6,25 %, ce qui a *affaibli* le mark et dopé *le dollar* dont le cours est passé de 1,45 deutschemark à 1,48 deutschemark après une pointe à 1,49 deutschemark contre 1,45 deutschemark vendredi 11 septembre et à 4,99 francs après 5,05 francs contre 4,90 francs à la veille du week-end. Quant au franc *français*, l'abaissement, peut-être temporaire, des tensions au sein du SME lui a été particulièrement favorable, puisque le cours du mark est revenu de *3,40 francs* à *3,3880 francs*, un véritable succès.

F. R.

Un verrou a sauté

Suite de la première page

Les taux d'intérêt allemands, relevés à *onze reprises* depuis 1988, pèsent sur l'activité en Europe, contribuent à l'affaiblissement *du dollar* et déstabilisent le système monétaire européen (SME). Après cinq années de hausse de ses taux, la banque centrale allemande annonce *une* réduction de ses trois taux à court terme : l'escompte, le Lombard et les *prises en pension*.

Attendu avec impatience et depuis longtemps, ce revirement est spectaculaire. La semaine dernière encore, lors de la réunion des ministres des finances de Bath (Grande-Bretagne), les responsables de la « Buba » excluaient *toute nouvelle hausse mais* déclaraient qu'il était encore trop tôt pour envisager une décrue de leurs taux directeurs. Ce qui vient de se *passer ne peut donc être accueilli* qu'avec satisfaction par tous ceux qui le demandaient, convaincus que c'est le fruit de leurs pressions *conjuguées sur le conseil de la* « Buba ».

La baisse des taux allemands a, de fait, été suivie d'une rafale de déclarations satisfaites des dirigeants économiques des grands pays industriels *(le Monde* du *15 septembre). Elle a en outre* permis d'enclencher dans les pays de la « zone mark » une baisse des taux d'intérêt. Les marchés financiers ont eux aussi *réagi* très favorablement : une baisse des taux doit favoriser une reprise de la *consommation et de l'investissement* et une amélioration des profits des entreprises. De fait, les *marchés boursiers ont tous connu* lundi une journée faste. La réduction de l'écart des rendements entre *l'Allemagne* et *les Etats-Unis* a enfin contribué à redonner force au dollar, revenu à un cours proche de 1,50 deutschemark et de 5,05 francs français.

Réalimenter la croissance

Incontestablement, un verrou important à la *reprise* de la croissance dans le monde industriel a sauté. Les grands argentiers du G 7 qui se retrouveront au cours du prochain *week-end* à Washington ne devraient pas manquer d'exprimer leur satisfaction. Sous *la* pression internationale, les deux ex-locomotives de l'économie mondiale, le Japon et l'Allemagne, viennent d'annoncer une réalimentation de leurs moteurs de la croissance, Tokyo avec un plan budgétaire important (l'engagement de plus de 82 milliards de dollars de dépenses budgétaires nouvelles) et Francfort avec un premier assouplissement de sa politique monétaire.

Ces deux coups d'accélérateur *laissent pourtant* sceptique. Tardif, le plan japonais apparaît insuffisant et orienté vers un soutien *trop exclusif* de l'investissement, à l'exclusion de la consommation des ménages (*le Monde* du 5 septembre).

Quant à la décision allemande, elle reste modeste et *n'assure pas* de l'irréversibilité du mouvement enclenché. La réduction d'un *demi-point* de l'escompte et d'un quart de point du Lombard (qui, il est vrai, n'avait pas été relevé le *16 juillet*) a quelque peu déçu, par sa faible ampleur.

Les raisons qui ont conduit la « Buba » à réduire ses taux semblent relever davantage et toujours de *préoccupations internes* bien plus que de *« considérations d'intérêt général »*. Francfort a sans doute voulu réagir au ralentissement *plus fort que prévu* de la conjoncture en Allemagne bien plus qu'à *« des données plus générales »*, comme la croissance en Europe ou la situation des marchés de l'argent.

Avec sa décision, la banque centrale allemande fait donc d'une pierre deux coups. Elle satisfait, dans un premier *temps, ses partenaires, Paris en particulier*. M. Sapin a annoncé lundi que si la France se réjouissait du reflux des taux allemands, elle ne pourrait en *tirer parti* qu'après avoir dit *« oui à l'Europe, oui à Maastricht »*. Pas de baisse des taux avant le 21 ou le 23 septembre. Un chantage *« éhonté »* selon M. Séguin, *mais pourtant bien* naturel. Il serait totalement irresponsable pour les autorités monétaires françaises de baisser la garde *alors* que le franc pourrait être attaqué au lendemain d'un éventuel « non ».

Mais la « Buba » poursuit en priorité ses objectifs internes : maintenir l'activité en Allemagne sans alimenter l'*inflation*. Aussi rien ne permet d'affirmer que la baisse des taux de lundi soit la première étape d'une désescalade continue.

Les besoins gigantesques de moyens financiers pour la réunification – ils atteindront leur sommet en 1993-1994 – continueront inévitablement à peser sur les taux d'*intérêt outre-Rhin. Et donc* dans toute l'Europe. C'est aussi cela, *« l'esprit de Maastricht »* : faire partager à tous les pays membres de l'Union européenne les chocs *externes susceptibles* d'affecter l'un d'entre eux.

ERIK IZRAELEWICZ

...ment du Système monétaire euro...

...térêt alimente ...conjoncture économi...

...la politique

ÉCONOMIE

et la baisse des taux allemands

Le gouvernement Amato traverse sa première grande épreuve

« Le temps des choix est venu. » Le diagnostic sévère du journal télévisé de la troisième chaîne publique Rai Tre, lundi soir 14 septembre, rejoint le sentiment dominant des milieux dirigeants, patronat comme gouvernement. Au surlendemain de la dévaluation de la lire de 7 % par rapport aux autres devises européennes, le président du conseil, M. Giuliano Amato, va devoir prendre des mesures d'économie rapides et lutter sans merci contre les dérapages des tarifs et des prix, s'il ne veut pas aller au désastre.

ROME

de notre correspondant

Après un peu plus de trois mois à la tête du gouvernement, celui que d'aucuns appellent le « Docteur Subtil » vit avec amertume sa première grande épreuve. D'abord, le pilier de la défense de la lire – sur lequel il avait fondé sa politique – s'est écroulé après des semaines d'efforts coûteux. M. Amato, qui, selon des rumeurs dans les milieux proches du palais Chigi, siège de la présidence du conseil, se serait déclaré prêt à démissionner plutôt que de porter la responsabilité d'une dévaluation, a finalement compris qu'il n'avait pas d'autre choix et que la baisse des taux directeurs allemands pourrait aider l'Italie. Parallèlement, l'annonce selon laquelle M. Amato s'apprête à demander au Parlement les *pleins pouvoirs économiques* pour trois ans – afin de prendre des mesures de sauvetage de l'économie chaque fois que le gouverneur de la banque centrale, *M. Carlo Azeglio Ciampi*, le requiert – provoque des remous dans les milieux politiques italiens, jusque dans les rangs de sa majorité parlementaire.

Cette annonce a donné lieu à un rappel à l'ordre du pointilleux président de la République, M. Oscar Luigi Scalfaro, qui a exhorté le premier ministre à consulter longuement le Parlement avant la présentation du projet.

« Encore dans la panade »

Plus que jamais, M. Amato a besoin de la bonne collaboration des Chambres pour voter rapidement les réformes nécessaires, notamment une loi-cadre sur la refonte des systèmes sociaux. *M. Luigi Abete, président de la* Cofindustria – le patronat italien, – a réclamé que soient engagées *« dans les prochains jours »* des réformes profondes de ces systèmes ainsi que de nouvelles privatisations. A la Banque d'Italie, on souligne que la dévaluation doit être accompagnée immédiatement d'actions décisives, notamment fiscales. Les syndicats, eux, s'inquiètent d'une reprise de l'inflation – 5,3 % en rythme annuel – et réclament *« un contrôle rigide sur les prix »*. La CISL (la deuxième centrale syn*dicale*, proche de la Démocratie chrétienne) préconise de *« surveiller »* en taxant les revenus qui échappent à tout contrôle. « Nous sommes encore dans la panade », titrait mardi matin, 15 septembre sur toute sa « une » *la Repubblica*, reflétant l'inquiétude générale face aux premiers effets, mitigés, de la dévaluation : alors que la Bourse avait légèrement repris la veille à Milan (+3,61 %), le deutschemark s'était fixé à 793,32 lires (+3,5 %, la moitié des 7 % prévus par le *réaménagement monétaire)* et le dollar remontait à 1 170 lires (+7 %). La hausse du billet vert pourrait alourdir la facture pétrolière et avoir un effet sur la spirale des prix.

Alors que le gouvernement, soutenu par les industriels, affirmait qu'il fallait surtout éviter de se payer *le luxe d'une crise politique*, cette éventualité n'est plus tout à fait exclue. Le Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-PCI), qui ne fait pas partie de la majorité de M. Amato, a observé que le gouvernement *« constitué sur la promesse : pas de dévaluation »* s'était dédit. Le PDS avance un pion pour ouvrir la voie à une coalition d'alternance.

A l'issue d'une réunion de sa *task force*, mise en place la semaine dernière pour analyser quotidiennement la conjoncture économique de la Péninsule, le PDS s'est proposé, par la voix du coordinateur du groupe, M. Alfredo Reichlin, de guider *« un gouvernement du changement »* ouvert à tous. L'ex-PCI estime que l'accord du 31 juillet entre l'exécutif et les partenaires sociaux sur l'abandon de l'échelle mobile des salaires, la *scala mobile*, devrait être renégocié en raison des nouveaux développements financiers.

En outre, après les attaques contre le projet de pleins pouvoirs économiques – *« danger fasciste »* pour la Ligue lombarde ou *« terrorisme économique »* pour l'ex-Parti communiste – l'opposition reproche au chef du gouvernement socialiste d'avoir retardé une dévaluation inévitable, faisant perdre une partie de ses réserves à l'Etat dans une défense inutile de la lire. Pour le secrétaire du petit Parti républicain (PRI, centriste), M. Giorgio La Malfa, *« ce retard »* a été *« exemplaire de l'incapacité du gouvernement à évaluer correctement la dimension des problèmes du pays »*.

Ces remous inquiètent la Démocratie chrétienne, principal parti de la coalition de M. Amato. Comme les milieux d'affaires, encore confiants dans la détermination et le savoir-faire du président du conseil, le secrétaire de la DC, M. Arnaldo Forlani, s'est rangé aux côtés de M. Amato en qualifiant son gouvernement *« courageux »* de *« meilleur possible »*.

(Intérim.)

Dans son rapport annuel sur le commerce et le développement

La CNUCED demande aux pays riches d'adopter des politiques de relance

Dans son rapport annuel, publié mardi 15 septembre, la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) demande aux pays riches d' *« adopter des politiques keynésiennes d'accroissement des dépenses publiques »* pour relancer l'activité et sortir le monde du *« risque de déflation par la dette »* dans lequel il se trouve. Le secrétariat de la CNUCED estime que *« la présente récession* [dans les pays industrialisés] *est la première de la période d'après-guerre où la déflation par la dette joue un rôle crucial »*. L'économie mondiale se trouve, de ce fait, *« dans une impasse, le secteur privé* [surendetté] *étant, dans la plupart des principaux pays, incapable d'impulser une reprise de la croissance »*.

Cette situation inquiète la CNUCED car elle pèse aussi sur les pays en développement. Le rapport souligne qu'en 1991 la production mondiale a stagné, le commerce mondial a crû de 3 % en volume – la progression *« la plus faible depuis 1983 »* – et de 2 % seulement en valeur, compte tenu en particulier de la baisse des prix des matières premières. Pour éviter une déflation généralisée et une *« autre décennie perdue »*, la CNUCED demande aux pays riches d' *« adopter des politiques keynésiennes »* et d'augmenter leurs dépenses budgétaires, notamment sociales et d'infrastructure. Cela ne risque-t-il pas d'accroître le déficit budgétaire, déjà important dans les pays où *« le syndrome de la dette est déjà le plus marqué »*, comme aux Etats-Unis ? La CNUCED conteste cette analyse : *« En encourageant une croissance du revenu, une hausse des dépenses entraînerait probablement une réduction plutôt qu'un accroissement de ces déficits »*.

Libéralisation du commerce extérieur

Estimant que malgré les progrès enregistré pour certains pays, *« il serait prématuré de déclarer le problème de la dette* [du tiers-monde] *résolu »*, le rapport juge nécessaire *« de revoir encore l'ampleur et les modalités d'une réduction de la dette des pays les plus pauvres »*. A propos des réformes engagées dans les pays en développement, le secrétariat de la CNUCED plaide en faveur *« d'une libéralisation du commerce extérieur (...) progressive et mesurée »*. Jugeant que *« réforme du secteur public n'est pas synonyme d'abandon de toute forme d'intervention publique »*, il écrit notamment que *« la méthode appliquée avec succès par de nombreux pays a été d'intégrer les politiques de concurrence dans une politique industrielle de plus vaste portée »*.

E. I.

Espoirs d'une diminution du loyer de l'argent

Aux Etats-Unis : un souhait ténu

Les marchés financiers américains ont réagi en forte hausse, lundi 14 septembre, à la légère baisse des taux d'intérêt allemands qui, selon eux, ravive l'espoir d'une meilleure coopération économique internationale. Le dollar s'est sensiblement redressé alors que la stagnation de l'économie américaine reste préoccupante.

NEW-YORK

de notre correspondant

Même si son manque d'ampleur a un peu déçu la communauté financière, la légère réduction du taux d'escompte allemand et du taux lombard, opérée le 14 septembre par la Bundesbank, a eu un effet salutaire dès le lendemain sur les marchés américains où certains espèrent déjà que *la Réserve fédérale fasse bientôt* de même aux Etats-Unis.

A Wall Street, l'indice Dow Jones, plutôt hésitant depuis deux mois et franchement maussade ces derniers jours compte tenu d'une révision à la baisse des résultats escomptés des entreprises américaines, tant pour cette année que pour 1993, a reçu un coup de fouet à l'annonce de la décision allemande. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a clos la séance du 14 septembre à 3 376,22 *points en hausse de 2,1 % sur le* vendredi précédent. Le même mouvement a été observé sur les autres marchés *tels* que l'AMEX et le NASDAQ. Sur le marché des changes, le dollar – qui était en chute libre depuis le 21 août lorsqu'il avait frôlé son plus bas niveau historique face à la monnaie allemande, – s'est nettement repris et a clos la séance de lundi à 1,4960 deutschemark contre 1,4550 deutschemark précédemment.

Conscients de l'impact psychologique qu'aurait la décision de la Bundesbank sur les marchés financiers, le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, s'était empressé de saluer cette initiative avant l'ouverture des places boursières en indiquant que cette réduction des taux allemands constituait *« un développement positif pour les marchés mondiaux et allait aider le président Bush dans son entreprise à long terme visant à renforcer la croissance mondiale »*. De quoi ruiner les efforts entrepris par l'Allemagne pour faire admettre que sa décision était dictée par un simple souci de solidarité internationale et par la situation de fortes turbulences constatée sur les marchés des changes, sans lien avec les échéances électorales.

Le dollar en hausse

A présent que le dollar a repris un peu de couleurs, la question que se posent *les milieux d'affaires* américains est de savoir si la Réserve fédérale va, après un délai de décence destiné à conforter son image *« d'institution indépendante »*, procéder elle aussi à un abaissement de ses taux, compte tenu de l'écart exceptionnel de près de 6,50 points qui continue à séparer le taux de l'eurodollar à trois mois du taux de l'euromark sur la même période.

En dépit de vingt-quatre réductions des taux d'intérêt à court terme opérées en l'espace de trois ans (ramenant le loyer de l'argent au jour le jour de 10 % à 3 % depuis le 4 septembre) et d'un mouvement identique sur le taux d'escompte réduit le 2 juillet à 3 %, son plus bas niveau depuis vingt-neuf ans, le grand bénéficiaire de cette baisse n'est pas le secteur de la consommation, comme on l'avait espéré, mais le système bancaire qui a absorbé à chaque fois la détente monétaire pour reconstituer *ses marges bénéficiaires*.

Une nouvelle baisse des *federal funds*, comme cela a été le cas début septembre lorsque la Réserve fédérale a, une fois de plus, voulu manifester sa bonne volonté, n'aurait guère d'effet sur la machine économique, désormais totalement rétive à toute utilisation de l'arme monétaire pour la faire repartir.

SERGE MARTI

Au Japon : la demande des milieux d'affaires

TOKYO

de notre correspondant

Les autorités financières japonaises ont accueilli favorablement *l'abaissement du taux d'escompte* en Allemagne, précisant néanmoins qu'elles n'entendaient pas suivre la Bundesbank sur cette voie. Elles n'excluent cependant pas que, si les *Etats-Unis* emboîtent le pas à l'Allemagne, le Japon soit soumis à de fortes pressions pour qu'il relâche davantage sa politique de crédit. Le taux d'escompte japonais a déjà été ramené de 6 % en 1989 à 3,25 % en juillet. Et, pour l'instant, la banque centrale estime qu'il faut attendre l'effet de cette dernière réduction, conjugué à celui du plan de stimulation économique annoncé fin août, avant de revoir sa politique monétaire.

Malgré ce plan de stimulation de l'économie, les milieux d'affaires demandent avec insistance une nouvelle réduction du taux d'escompte. Les instituts privés de recherches économiques estiment que le loyer de l'argent pourrait être abaissé jusqu'à 2,75 % d'ici à la fin de l'année : il serait alors l'un des plus bas du monde. La remontée du marché *boursier encourage le ministère des* finances à ne pas céder à ces pressions. La reprise du marché boursier, consécutive à l'effet psychologique de l'annonce du plan de stimulation économique, reste cependant précaire.

Estimant que la réduction du taux d'escompte allemand est trop *faible pour se traduire par* une dévalorisation du cours du deutschemark, les analystes financiers japonais pensent, en ce qui concerne le yen, que le cours de celui-ci devrait s'affermir davantage et atteindre une valeur record avant la fin de l'année en raison des excédents de la balance commerciale et de la balance des paiements courants.

Ph. P.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• **Prix de gros : – 0,7 % en août.** – Les prix de gros dans la partie ouest de l'Allemagne ont baissé en août de 0,7 % par rapport à juillet, a annoncé lundi 14 septembre l'Office fédéral des statistiques. Par rapport au mois d'août 1991, la baisse est également de 0,7 %. En juillet, les prix avaient diminué de 0,9 % en glissement annuel (juillet 1992 par rapport à juillet 1991) alors qu'en juin, toujours en glissement annuel, ils avaient progressé de 1,2 %.

SUÈDE

• **Balance des paiements courants : déficit de 458 millions de francs en juillet.** – La Suède a enregistré un déficit de 500 millions de couronnes *(458 millions de francs) de sa balance* des comptes courants en juillet, contre un solde négatif de 6 milliards de couronnes (5,5 milliards de francs) en juillet 1991, selon des données publiées lundi 14 septembre par la Banque royale de Suède. Le déficit cumulé *sur les douze derniers mois* est de *18,3* milliards de couronnes.

COMMUNICATION

Un projet de journal destiné aux jeunes lecteurs urbains

Le quotidien national « Lexpresso » devrait paraître au printemps prochain

Comme les trois Mousquetaires, ils sont quatre. Passionnés par l'écrit, ils cumulent une expérience de la presse, de la régie ou des études médias. A force de travailler pour le compte des éditeurs clients de leur société, le Centre d'observation des médias (COM), ils sont passés de l'autre côté du miroir. MM. Alain Carlier, Patrick Dutheil, Philippe Robinet et Alain Schott travaillent ainsi en secret, depuis un an et demi, à un projet de quotidien national, baptisé du nom de code *Lexpresso*.

Le quotidien qu'ils comptent lancer au printemps prochain est fondé sur un postulat : la facilité d'accès, en terme de traitement de l'information, de forme et de prix. Les études menées par le COM les ont convaincus qu'un lectorat potentiel existait. *« Ces lecteurs ont de 18 à 45 ans, sont urbains et lisent occasionnellement la presse nationale*, résume M. Philippe Robinet. *Ils souhaitent un journal qui sépare nettement faits et commentaires et qui situe, même brièvement, l'événement dans son contexte historique et politique. Ils veulent comprendre autant qu'apprendre. Enfin, ils souhaitent un journal rapide et complet, d'un format pratique. »*

Ce quotidien du matin, *« de petit format et à pagination réduite »* – 16 à 24 pages en quadrichromie, de la dimension du *Nouvel observateur*, – qui ferait largement appel à l'iconographie et à l'infographie, proposerait à ses lecteurs un *« contrat de lecture rapide »* mais ne serait pas pour autant indigent. *« Ce sera un vrai quotidien national d'informations générales, de la famille des « journaux de qualité ». Pas question d'en faire un France-Info de la presse écrite ni de nous substituer aux quotidiens nationaux existants »*, confient les promoteurs de *Lexpresso*.

Ce titre tirerait ses recettes de sa vente (la publicité y sera marginale). Pour un tirage de 250 000 exemplaires, le prix de vente serait de 3,50 francs à 4 francs. Les fondateurs de *Lexpresso* négocient avec des imprimeries de presse quotidienne mais aussi de labeur (presse périodique). Toutefois, ils restent discrets sur le montant de l'investissement, ainsi que sur les actionnaires. *« Le tour de table est dans sa phase finale, nous en sommes aux formalités juridiques »*, glissent-ils, en indiquant que l'identité de ces industriels de presse français et étrangers, institutions et banques, serait bientôt dévoilée. *Le Point*, la Macif, ou Bayard-Presse s'intéresseraient de près à ce projet original.

YVES-MARIE LABÉ

هكذا من الأصل

VIE DES ENTREPRISES

Dans un accord signé par tous les syndicats

Pechiney-Rhenalu aménage la fin de carrière de ses salariés

A force de voir partir en préretraite leurs camarades au gré des plans sociaux successifs, les salariés les plus âgés de Pechiney-Rhenalu avaient envie d'en bénéficier à leur tour. Restait à répondre à cette aspiration dans un contexte économique qui ne justifiait plus de tels départs. C'est ce que vient de réaliser la direction de cette filiale de Pechiney spécialisée dans le laminage, qui devait présenter, mardi 15 septembre, l'accord signé début juillet avec l'ensemble des syndicats (CGT, CFDT, CFTC, FO, et CFE-CGC) et portant sur l'aménagement de la fin de carrière des salariés.

En vertu de cet accord, tous les salariés volontaires âgés de plus de cinquante-sept ans se verront proposer de travailler à mi-temps, puis de s'arrêter six mois avant leur retraite. Toutes les formes d'alternance sont possibles, de la demi-journée au trimestre. En contrepartie, la direction s'engage à embaucher un salarié à temps plein pour deux emplois à mi-temps ainsi créés; 50 % de ces embauches devront être réservées à des chômeurs en difficulté de placement tandis qu'une priorité d'embauche est accordée aux salariés du groupe Péchiney pour pourvoir l'autre moitié des emplois.

Cet accord, entré en vigueur pour trois ans à compter du 1er septembre, peut concerner en 1993 près de 450 des 5 300 salariés et près de 800 d'ici à 1995. Sous réserve toutefois du renouvellement de la convention annuelle de préretraite signée avec le ministère du travail, par laquelle la direction s'engage à maintenir ses effectifs pendant deux ans, à l'exclusion des départs naturels.

Par cet accord, les salariés se voient garantir 80 % de leur salaire brut et même 100 % durant les six mois de congé de fin de carrière. Car *«cet accord est aussi un accord de réduction du temps de travail, dans la mesure où ce congé accordé au bout de vingt ou vingt-cinq ans de carrière équivaut à une réduction de trois quarts d'heure par semaine»*, précise M. Philippe Aron, directeur des affaires sociales de Pechiney-Rhenalu.

Les partants qui ne pourront pas conserver leur poste seront employés à des tâches de tutorat vis-à-vis de leurs remplaçants. Et plus de la moitié des postes occupés par ces préretraités potentiels ont fait l'objet de *«tableaux de remplacements»*, ce qui crée aussi *«un appel d'air»* dans les déroulements de carrière des autres salariés de Pechiney-Rhenalu. Financièrement, la direction apparaît gagnante. Selon M. Aron, le surcoût entraîné par ces départs progressifs, évalué à 10 % de leur masse salariale, est compensé par l'économie réalisée sur les salaires des nouveaux embauchés mécaniquement *«inférieurs de 15 à 20 %»*.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISES

□ **Le sidérurgiste néerlandais Hoogovens va supprimer un emploi sur trois.** – Conjoncture défavorable, exportations en baisse, surcapacité de production aggravée par la concurrence accrue en provenance des ex-pays de l'Est : telles sont les raisons qui sous-tendent la réorganisation draconienne, lundi 14 septembre, du sidérurgiste néerlandais Hoogovens, numéro un du secteur aux Pays-Bas. Cette réorganisation, de loin la plus importante jamais décidée, va se traduire par la suppression d'ici à 1995 de 4 500 emplois sur 14 000, soit une réduction des effectifs de presque 33 %! L'essentiel de cet assainissement sera opéré en 1993 et se traduira par le départ de 2 300 salariés, dont un millier à la suite de licenciements secs. Hoogovens a perdu 228 millions de francs au premier semestre et s'attend à un second semestre pire. La prime fixe de fin d'année (2 %) aux salariés devrait servir à financer une partie des frais de restructuration, évalués à 900 millions de francs. Les syndicats considèrent que les plans de la direction sont *«inacceptables»*. – *(Corresp.)*.

□ **Fiat : fin de la grève à l'usine automobile polonaise FSM de Tychy.** – La grève à l'usine automobile FSM de Tychy en Pologne, qui avait commencé le 22 juillet, a été *«interrompue* sine die*»* dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 septembre, a-t-on appris de source syndicale. L'assemblée générale des grévistes a pris cette décision à la suite d'un accord préliminaire conclu avec la direction, à l'issue de la médiation engagée lundi par l'archevêque de Katowice (*le Monde* du 15 septembre). L'usine FSM de Tychy, qui fabrique la Cinquecento, appartient depuis mai à Fiat, mais la passation des pouvoirs n'avait toujours pas eu lieu, en raison du conflit social.

□ **Adidas pourrait reporter son plan de licenciements dans les Landes.** – Au cours d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire à Landersheim (Bas-Rhin), le directoire d'Adidas France s'est dit prêt, lundi 14 septembre, à reporter au 31 décembre le plan de licenciements prévu sur les sites de Saint-Vincent-de-Tyrosse et Tosse (Landes), comme le demandaient les délégués landais. La direction s'est dite prête à retarder la mise en œuvre des restructurations à condition que le report soit *«entériné par les parties en présence dans les Landes»*, lors du prochain comité d'établissement. Annoncée en août, la fermeture des deux usines landaises d'Adidas, employant 307 personnes, avait suscité une vive réaction du ministère du travail. Celui-ci s'était déclaré *«surpris»*, estimant ces fermetures non *«conformes aux engagements»* pris en juillet par Bernard Tapie Finances, lors de l'annonce de la suppression de 450 à 500 postes de travail dans les unités alsaciennes.

ALLIANCES

□ **GTM-Entrepose s'associe à trois entreprises pour des projets européens.** – GTM-Entrepose, filiale du groupe Lyonnaise des eaux-Dumez, va s'associer à trois autres entreprises de bâtiment et travaux publics, la britannique John Laing, l'allemande Strabag et la suédoise Nordic Construction Company, pour créer une société «européenne», de droit belge et siégeant à Bruxelles, a-t-on appris le lundi 14 septembre. Elle aura pour objectif de promouvoir une approche commune pour les projets d'infrastructures dans la CEE. GTM-Entrepose est déjà associée à John Laing Holdings Ltd dans la société Severn River Crossing (SRC), pour la conception et la construction d'un pont reliant Cardiff à Bristol, au Pays de Galles.

MANAGEMENT

□ **IBM France change de structure et de président.** – IBM France s'est officiellement dotée, lundi 14 septembre, d'un conseil de surveillance avec directoire, et a nommé M. Claude Andreuzza numéro un de la nouvelle structure, en remplacement de M. Pierre Barazer. Entérinés par l'assemblée générale des actionnaires, ces changements doivent permettre à IBM France de mieux «coller» aux nouvelles méthodes de management définies au siège du géant informatique américain dans l'Etat de New-York, actuellement en pleine restructuration. Le directoire d'IBM France sera présidé par M. Andreuzza, jusqu'ici directeur général d'IBM France. Il sera chargé de la direction opérationnelle de la filiale. Conformément aux objectifs fixés par le conseil de surveillance, qui sera dirigé par M. Pierre Hessler, directeur général des opérations d'IBM Europe. M. Pierre Barazer, 58 ans, qui dirige IBM France depuis 1986, est nommé au comité exécutif d'IBM Europe.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 15 septembre ↓

Prises de bénéfice

L'euphorie suscitée lundi 14 septembre par la baisse des taux d'intérêt allemands est retombée mardi à la Bourse de Paris, qui a subi des prises de bénéfice dans un marché nettement plus calme que la veille. En recul de 0,42 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,28 %. En début d'après-midi, les valeurs françaises accentuaient leurs pertes en abandonnant en moyenne 0,8 %.

Saluée comme il se devait, la baisse des taux d'intérêt allemands – jugée par de nombreux opérateurs comme trop modeste – ne produit pas encore d'effet à Paris. Le loyer de l'argent au jour le jour est remonté mardi, au cours de la matinée, de 3/16 de point pour atteindre 10 % pour le haut de la fourchette. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, avait bien indiqué lundi que la baisse des taux serait répercutée seulement la semaine prochaine si le «oui» l'emporte au référendum du 20 septembre. Mais les analystes s'interrogent sur la marge de manœuvre de la France dans ce domaine à six mois des élections législatives.

Les opérateurs sont donc prudents avant le scrutin de dimanche. Si le «oui» l'emporte, le marché peut encore gagner un peu de terrain. Au contraire si le «non» sort vainqueur des urnes, la cote peut dégringoler de 10 % ..., affirme un expert boursier.

De toute façon, précisent encore les analystes, les données fondamentales de l'économie ne sont pas modifiées du jour au lendemain. «Il faut que cette détente des taux produise des effets immédiats sur la croissance»; or, ajoutent-ils, la baisse rapide des taux aux Etats-Unis ces derniers mois n'a apparemment pas réussi à relancer de manière spectaculaire la machine économique.

NEW-YORK, 14 septembre ↑

Vive progression

Wall Street s'est envolée lundi 14 septembre, dans le sillage des places étrangères, après l'annonce d'une baisse des taux d'intérêt allemands par la Bundesbank. Au terme des transactions, l'indice Dow Jones a gagné 70,52 points soit 2,1%, pour s'établir à 3.376,22 points. Le volume des transactions a été très élevé, dans une atmosphère active où quelque 252 millions de titres ont été échangés. Le nombre de valeurs en hausse a doublé celui des titres en baisse : 1 278 contre 573, alors que 483 actions sont restées inchangées.

Une baisse d'un quart de point du taux Lombard, bien que modeste, a eu un impact psychologique très fort sur les places financières américaines, et a permis une nette reprise du dollar, qui s'échangeait dans l'après-midi à New-York à 1,49 deutschemark.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,25% contre 7,28% vendredi soir.

VALEURS	Cours du 11 sept.	Cours du 14 sept.
Alcoa	68 1/4	70
ATT	43 3/4	45 1/4
Boeing	37 1/8	37 3/4
Chase Manhattan Bank	22 1/4	23
Du Pont de Nemours	47 1/4	48 3/4
Eastman Kodak	44 5/8	45 1/4
Exxon	63	62 3/4
Ford	40 1/4	42 7/8
General Electric	75 1/8	77 1/2
General Motors	33 5/8	34 7/8
Goodyear	65 7/8	68 7/8
IBM	88	88 3/8
ITT	64 5/8	65 3/4
Mobil Oil	64 3/4	64 3/8
Pfizer	78 3/8	79 7/8
Schlumberger	68 7/8	69
Texaco	64 3/8	64 7/8
UAL Corp. ex-Allegis	111 1/8	109 3/4
Union Carbide	13 1/2	13 5/8
United Tech.	54 5/8	56 3/8
Westinghouse	16 1/4	16 5/8
Xerox Corp.	76 7/8	77 1/2

LONDRES, 14 septembre ↑

Nette hausse

Les valeurs ont terminé en forte hausse lundi 14 septembre au Stock Exchange, encouragées par la réduction des taux d'intérêt allemands et par la hausse de Wall Street. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 51,2 points soit 2,1% à 2.422,1 points. Il avait bondi de 99,5 points (4,2%) dans les premiers échanges, ajoutant plus de 9 milliards de livres à la capitalisation boursière. Les fonds d'Etat ont aussi fortement progressé. Le volume des transactions a progressé à 535,4 millions de titres échangés contre 475,4 millions vendredi.

La modeste réduction des taux allemands a initialement un peu déçu les investisseurs, car elle a éloigné les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt britanniques.

Affaire Harrods

Le Takeover Panel inflige un blâme aux frères Al Fayed

L'organisme régissant les fusions et acquisitions dans la City londonienne, le Takeover Panel, a infligé lundi 14 septembre un blâme aux trois frères égyptiens Al Fayed, au terme d'une enquête qui a révélé qu'ils avaient enfreint les règles sur les fusions et acquisitions lors de leur rachat du grand magasin Harrods en 1985. Le Panel a estimé que MM. Mohamed, Salah et Ali Al Fayed ont enfreint l'article 12 du code de conduite en vigueur à l'époque, notamment en donnant l'impression que les fonds consacrés au rachat du groupe House of Fraser, propriétaire de Harrods, provenaient essentiellement de leurs intérêts financiers.

TOKYO, 15 septembre

Clos

Tous les marchés boursiers et financiers japonais ont chômé mardi 15 septembre en raison de la fête des Anciens.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4700	4700	Immob. Hôtelière	1000	1000
Amault Associés	185	....	Internt. Computer	130	....
B.A.C.	23 70	....	I.P.B.M.	53	....
Bque Vernes	700	700	Locamic	75 10	95
Boiron (Ly)	470	464	Matra Comm.	295 70	295 70
Boisset (Lyon)	219	....	Molex	125 20	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	780	780	Publ.Filipacchi	440	445
Calberson	265	....	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	314	314
Cardif	686	711	Select Invest (Ly)	88 20	88
C.E.G.E.P.	163	163	Serbo	225	....
C.F.P.I.	269	269	Sopra	315	315
C.N.I.M.	1083	1075	TF1	467	467
Codetour	289	....	Thermador H. (Ly)	325	330
Conforama	....	....	Unilog	259 80	260
Creeks	95	95	Viel et Cie	95	99
Dauphin	225	....	Y. St-Laurent Groupe	804	796
Delmas	1040	1040			
Demachy Worms Cie	361	....			
Devanlay	1065	1050			
Deville	130	130			
Dolisos	115	120			
Editions Belfond	155	....			
Europ. Propulsion	180	179			
Finacor	105	110			
G.F.F. (group.fon.f.)	54 90	51 55			
G.L.M.	358	358			
Gravograph	168	162			
Guimoli	805	765			
I.C.C.	163 50	162 10			
Idianova	82 50	....			

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 14 septembre 1992
Nombre de contrats estimés : 241 224

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	107,56	107,92	108,36
Précédent	106,52	106,94	107,48

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
107	0,01	1,99	1,23	0,18

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 18 605

COURS	Septembre 92	Octobre 92	Novembre 92
Dernier	1 880	1 906	–
Précédent	1 818,50	1 826	–

CHANGES

Dollar : 4,9985 F ↓

Le dollar fléchissait à Paris, *mardi 15 septembre, s'échangeant* à 4,9885 francs, contre 5,0395 francs la veille à la clôture. La devise américaine était également à la baisse à Francfort, à 1,4702 DM au fixing du mardi 15 septembre contre 1,4780 lundi. *La baisse des taux directeurs allemands* intervenue lundi 14 septembre ne semble avoir eu qu'un effet de courte durée sur le dollar.

FRANCFORT	14 sept.	15 sept.
Dollar (en DM)	1,4855	1,4745
TOKYO	14 sept.	15 sept.
Dollar (en yens)	124,88	Clos

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (15 sept.)	9 7/8-10 %
New-York (14 sept.)	3 3/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	11 sept.	14 sept.
Valeurs françaises	108,88	106,90
Valeurs étrangères	86,30	89,60
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	481,14	495,21
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 801,99	1 873,60

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	11 sept.	14 sept.
Industrielles	3 305,70	3 376,22

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	11 sept.	14 sept.
100 valeurs	2 370,90	2 422,10
30 valeurs	1 729,90	1 775,40
Mines d'or	68	73,10
Fonds d'Etat	88,83	90,11

FRANCFORT

	11 sept.	14 sept.
Dax	1 527,80	1 595,04

TOKYO

	14 sept.	15 sept.
Nikkei Dow Jones	18 471,40	Clos
Indice général	1 383,11	Clos

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	*Offert*	*Demandé*	*Offert*
$ E-U	4,9950	4,9970	5,0805	5,0855
Yen (100)	4,0253	4,0302	4,0858	4,0936
Ecu	6,8430	6,8483	6,8274	6,8379
Deutschemark	3,3932	3,3942	3,3982	3,4021
Franc suisse	3,8223	3,8269	3,8482	3,8560
Lire italienne (1000)	4,2650	4,2670	4,1980	4,2047
Livre sterling	9,5200	9,5275	9,5145	9,5292
Peseta (100)	5,2283	5,2332	5,1811	5,1922

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3	3 1/8	3	3 1/8	3 1/16	3 3/16
Yen (100)	4 1/8	4 1/4	3 13/16	3 15/16	3 5/8	3 3/4
Ecu	10 7/8	11	10 3/4	10 7/8	10 11/16	10 13/16
Deutschemark	9 5/16	9 7/16	9 1/4	9 3/8	9 1/8	9 1/4
Franc suisse	7 1/8	7 1/4	7 1/8	7 1/4	7 1/8	7 1/4
Lire italienne (1000)	18 1/4	18 1/2	16 1/2	16 3/4	16	16 1/4
Livre sterling	10	10 1/8	10 1/16	10 3/16	10 1/8	10 1/4
Peseta (100)	13 1/4	13 1/2	13 1/4	13 1/2	13 5/16	13 9/16
FRANC FRANÇAIS	9 7/8	10	9 15/16	10 1/16	9 7/8	10

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 15 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
4740	C.N.E 3%	4765	....	....	....
830	B.N.P. T.P.	850	850	839	- 1 29
905	Cr.Lyon. T.P.	920	920	905	- 1 63
1532	Renault T.P.	1695	1695	1662	- 1 95
1600	Rhone Poul. T.P.	1680	1671	1671	+ 0 68
1028	Saint Gobain T.P.	1020	....	....	....
795	Thomson T.P.	782	780	780	- 0 26
600	ACCOR	575	575	573	- 0 35
699 93	Air Liquide	794	791	780	- 1 76
620	Alcatel-Alsthom	673	670	667	- 0 89
1530	Als.Superm.	1610	1605	1586	- 1 49
280	A L S P I	250	249	248	- 0 80
390	AGF Sté Centrale	419	414	417	- 0 48
132	Avenir H. Média	126 50	125 10	125 10	- 1 11
755	Axa (ex Cie Midi)	845	841	843	- 0 24
140	Bafip	169 10	169 90	168	- 0 65
97	Bail-Equipem.	98	98	98	....
690	Bail Investiss.	655	655	690	+ 5 34
305	Bancaire	377	377	368	- 2 39
740	Bazar H.-V.	650	675	642	- 1 23
1200	Berger (M)	1257	....	....	....
400	Bertrand Faure	398	398	398	....
775	Bic	821	810	810	- 1 34
1030	B.I.P.	1045	1045	1045	....
190	BIS	200	204	199	- 0 50
330	B N P (CI)	376	370	373	- 0 80
685	Bolloré Tech.	694	694	685	- 1 30
3000	Bongrain	3340	3340	3280	- 1 80
540	Bon-Marché	544	565	538	- 1 10
525	Bouygues	523	525	532	+ 1 72
88	BP France	85 20	89	87 50	+ 2 70
960	B S N	999	999	1000	+ 0 10
1210	Canal Plus	1290	1290	1297	+ 0 54
172 71	Cap Gem.S.	194 50	194 40	186 50	- 4 11
179	Carnaudmetalbox	193	190	189 90	- 1 61
2450	Carrefour	2205	2200	2179	- 1 18
133	Casino	148	147	148	....
89	Casino ADP	93	93	93 40	+ 0 43
435	Castorama D.I.	437	437	449	+ 2 75
165	C.C.F.	192 90	192	194	+ 0 57
35	CCMC Ly.	36	36 10	36 10	+ 0 28
375	C.D.M.E.	393	386	384	- 2 29
142	C.E.G.I.D.	143	140	140	- 2 10
73	Centrest (Ny)	67 50	68	68	+ 0 74
365	C.E.P. Comm.	350	350	344 60	- 1 57
96	Cerus	95	96	92 40	- 2 74
705	Cetelem	788	781	790	+ 0 25
220	CF Int.	225	224	225	....
285	CGI Info.	248	250	247	- 0 40
945	C G I P.	970	985	977	+ 0 72
800	CGP	638	638	638	....
1100	Chargeurs S A	1195	1156	1172	- 1 92
290	Christian Dior	309	302	305 90	- 1 00
570	C I C A (M)	558	557	557	- 0 18
380	Ciments franç.	380	379	379	- 0 26
840	Clarins	650	670	658	+ 1 23
440	Club Méditer.	414	410	409	- 1 21
775	Colas	785	782	782	- 0 38
199	Cpt. Entrep.	188	188	190	+ 1 06
1110	Compt Mod.	1160	1100	1085	- 0 45
225	CPR (Paris Réa.)	248 60	249 50	246	- 1 05

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
750	Créd. Foncier	815	819	820	+ 0 61
280	Crédit Loc France	272 90	270	266	- 2 53
605	Cr Lyon.(CI)	544	522	546	+ 0 18
835	Credit Nat.	960	951	957	- 0 31
350	CSEE	335	339	339	+ 1 19
3200	Damart	3101	3195	3195	+ 3 03
350	Dassault Aviation	370 10	382	371	+ 0 24
163	Dassault Electr.	188	188	188	....
1780	De Dietrich	1701	1699	1671	- 1 76
61	Dév.P.d.C.(Li)	65 10	65	65	- 0 15
100	Dév.R.Sud-Est	90	86	90	....
320	D M C	315	309	303 50	- 3 65
400	Docks France	400	395	390	- 2 50
186	Dynaction	166	174	171 60	+ 3 31
2140	Eaux (Gle)	2280	2269	2267	- 0 57
840	E.B.F.	825	825	825	....
395	Ecco	400	400	400	....
310	Elf Aquitaine	356	356	353 20	- 0 79
1000	ElfSanofi(ExSanofi)	1115	1082	1113	- 0 18
220	Erap-EF (Certif.)	225	228	230	+ 2 22
580	Eridania-Beghin	649	638	640	- 1 39
380	Essilor	416	415 90	408	- 1 92
178	Essil.Int.(DP)	188	199 50	199 50	+ 6 12
780	Esso	730	745	735	+ 0 68
1210	Eurafrance	1193	1189	1193	+ 0 85
540	Eurocom	585	571	582	- 0 50
70	Eurodisneyland	87 40	87 10	86 45	- 1 09
925	Europe 1	819	823	815	- 0 49
35	Eurotunnel	36 50	36 60	36 30	- 0 55
1450	Exor	1450	1450	1450	....
96	Finextel	108	108	108	....
315	Fives Lille	319	319	319	....
3200	Fromager. Bel	3300	3300	3300	....
2040	Gal.Lafayette	2000	2001	2040	+ 2 00
335	G.A.N.	347	350	342	- 1 44
495	Gascogne (B)	490	486	486	- 0 82
1190	Gaz et Eaux	1245	1226	1220	- 2 01
685	Geophysique	682	682	682	....
670	Groupe André SA	720	720	720	....
510	Groupe Cité	532	513	513	- 3 57
380	GTM-Entrep.	389	390	392	+ 0 77
1610	Guyenne-Gas.	1545	1550	1530	- 0 97
112	Hachette	107	108	106 50	- 0 47
480	Havas	482	481 10	488 80	+ 1 41
285	Idia	289	289	289	....
320	Imétal	320	320	316	- 1 25
105	Immob. Phénix	121 80	122	115 50	- 5 17
89	Ingénico	86	87	84	- 2 33
7000	Ins. Mérieux	7500	7500	7370	- 1 73
385	Interbail	382 50	382	383	+ 0 13
860	Intertechnique	601	605	602	+ 0 17
820	J. Lefebvre	867	865	801	- 7 61
460	Klepierre	475	475	475	....
730	Labinal	702	702	678	- 3 42
300	Lafarge	296 90	298 10	288 50	- 2 50
280	Lebon	282	282	280	- 0 71
4300	Legrand	4280	4290	4290	+ 0 23

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2250	Legrand (DP)	2200	2153	2175	- 1 14
305	Legris Industries	264 90	262	265	+ 0 04
635	Locindus	645	645	649	+ 0 62
3670	L.V.M.H.	4048	4016	4000	- 1 19
510	Lyon.Eaux/Dumez	548	545	542	- 1 09
58	Majorette Ly.	62	64	64	+ 3 23
270	Mar. Wendel	271	271	275	+ 1 48
181	Masa	183	180	178 50	- 2 46
65	Metaleurop	75 40	75 30	75	- 0 53
27	Métrologie In.	28 60	28 50	28 50	- 0 35
182	Michelin	214 10	215 10	213	- 0 51
156	Min. Salag (Ma)	158 10	..	.	...
95	MMB	82 60	82 50	84 50	+ 2 30
120	Moulinex	113	116	115	+ 1 77
845	Navig. Mixte	825	820	810	- 1 82
117	Nord-Est	121 90	120	118 60	- 2 71
210	Nordon (Ny)	211	211	211	...
85	Olipar	84	84 80	83	- 1 19
935	Oréal	995	994	991	- 0 40
305	Paribas	362 50	359	365	+ 0 69
160	Pechiney Int.	180	180	177	- 1 67
270	Pechiney (CIP)	295	304	295 90	+ 0 17
405	Pernod Ricard	443	442	442 40	- 0 14
805	Peugeot	646	641	645	- 0 15
350	Pinault	334	330	331	- 0 90
755	Plastic-Omn.	758	760	772	+ 1 85
....	Poliet Ex.Lamb.Fr.	249 90	250 10	250	+ 0 04
795	Primagaz	785	780	760	- 3 18
690	Printemps	719	685	681	- 5 29
605	Promodes	585	577	581	- 0 68
400	Radiotechn.	419	420	423	+ 0 95
5730	Redoute (La)	5660	5620	5650	- 0 18
164	Rémy Cointreau	164	166	167 50	+ 2 13
525	R. Poulenc CIP	579	573	568	- 1 90
56	Rochette(La)	56	57 50	56 50	+ 0 89
405	Roussel Uclaf	401 50	400	412	+ 2 62
2800	R. Imp&Ly *	2800	2760	2820	+ 0 71
156	Sade (Ny)	153	160 10	160 10	+ 4 64
1980	Sagem	2110	2110	2110	....
520	Saint Gobain	546	537	530	- 2 93
1140	Saint Louis	1204	1195	1117	- 7 23
1280	Salomon Ly.	1150	1160	1135	- 1 30
295	Salvepar (Ny)	297 90	289	293	- 1 64
1400	S A T	1415	..	....	...
220	Saut. Chât.	214	215 30	217	+ 1 40
980	Saupiquet (Ns)	979	...	....	...
565	Schneider	634	627	627	- 1 10
14	SCOA	14 05	14	14 30	+ 1 78
325	Scor s.a.	325	315	315	- 3 08
420	S.E.B.	420	420	413	- 1 67
380	Sefimeg	396	393	387 50	- 2 15
115	Selectibanque	119 50	120	119 90	+ 0 33
152	Sextant A.	164	165	166	+ 1 22
675	S F I M	689	683	685	- 0 58
185	S.G.E.	176	178	174	- 1 14
370	Simco	413 90	412	409	- 1 18
620	Sk. Rossignol	590	587	590	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
430	Sligos	415	438	410	- 1 20
475	Société Géné.	561	555	546	- 2 67
46	Sodecco (B)	47	46 20	46 20	- 1 70
96	Sodero (Ns)	98	95	97	- 1 02
1020	Sodexho	960	965	963	+ 0 31
69	Sogenal (Ny)	70	70	71	+ 1 43
380	Sogerap	393	393	397	+ 1 02
1270	Sommer-Allib.	1288	1290	1288	...
370	SOPHIA	380	380	380	..
700	Sovac	773	770	760	- 1 68
265	SPEP	271 20	270	270	- 0 44
275	Spie-Batignol.	291 40	290	285	- 2 20
685	Strafor Facom	695	695	690	- 0 72
230	Suez	268	268 50	261	- 2 61
1020	Synthelabo	1056	1058	1050	- 0 57
122	Thomson CSF	147 90	148 10	146	- 1 28
205	Total	222	223 50	221 60	- 0 18
148	- (certif.)	150	151 10	150	....
174	Truffaut Fin.	162	164	161	- 0 62
370	U.A.P.	437 10	441	429	- 1 85
225	U F B Locab.	226	230	233 40	+ 3 27
215	U.G.C. DA (Robur)	197	194 90	194 90	- 1 07
490	U I C	528	530	545	+ 3 22
395	U I F	410	418	410	...
730	U I S	780	770	740	- 5 13
380	Unibail	361	361	370	+ 2 49
700	Valéo	776	775	772	- 0 52
136	Vallourec	152	150	149 80	- 1 45
210	Via Banque	213	213	213	...
240	Worms et Cie	240	232	234	- 2 50
1150	Zodiac	1200	1200	1170	- 2 50
950	Elf Gabon	975	950	970	- 0 51
88	Amax	93 10	93 70	91 95	- 1 24
138	Amer. Barrick	149	154 20	152 50	+ 2 35
101	Amer. Express	109 10	113 30	113 60	+ 4 12
206	A.T.T.	220	225 60	225 60	+ 2 55
129	Anglo Amer C.	124 50	121 80	119 40	- 4 10
240	Amgold	208	214 40	212	+ 1 92
180	Banco Santander	200	....	....	....
740	B.A.S.F.	745	742	742	- 0 40
890	Bayer	953	952	952	- 0 10
46	Blenheim Plc	46	46	46	....
27	Buffelsfont.	22 60	23 20	22 50	- 0 44
116	Chase Manh.	115	116	114 50	- 0 43
2080	Daimler Benz	2217	2230	2219	+ 0 09
72	De Beers	72 50	71 60	72 90	+ 0 55
2080	Deutsche Bank	2205	2198	2185	- 0 91
1080	Dresdner Bank	1143	1148	1142	- 0 09
48	Driefontein	49	48 45	48 10	- 1 84
245	Du Pont-Nem.	246	243 10	242 50	- 1 02
210	Eastman Kodak	229	227 80	229 50	+ 0 22
10 50	East Rand	9 90	9 95	9 75	- 1 52
30	Echo Bay	31	31 40	31	....
183	Electrolux	194	185	185	- 4 64
106	Ericsson	114	112 50	113 90	- 0 09
310	Exxon Corp.	312 10	313 40	313 40	+ 0 42
199	Ford Motor	212	213 80	213 80	+ 0 85

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
34	Freegold	31	31 10	30	- 3 23
14	Gencor	14 35	15	14 45	+ 0 70
365	Gén. Elect.	380	386 90	387 10	+ 1 87
173	Gén. Motors	170	175 30	175 30	+ 3 12
320	Gén. Belgique	319	301	301	- 5 64
40	Gd. Metropol.	39 30	39	39 75	+ 1 15
50	Guinness	50	51 95	50 50	+ 1 00
18 50	Hanson PLC	19 70	19 50	19 70	...
18 60	Harmony Gold	10 70	11 45	11	+ 2 80
275	Hewlett Packard	292	...	..	....
31	Hitachi	32	31 65	32	...
795	Hoechst	825	838	827	+ 0 24
60	Homestake	68	66 90	68 90	+ 1 36
105	I C I	109	102 10	102 10	- 6 33
420	I.B.M.	443	441 70	442	- 0 23
325	I.T.T.	331	330	330	- 0 30
152	Ito Yokado	161	160 30	160 20	- 0 50
48	Matsushita	49	49 20	49	....
3 55	Maxwell	3 55	0 01	0 01	- 99 7
205	Mc Donald's	225	226 80	227 90	+ 1 29
245	Merck	246	243 50	243 40	- 1 06
480	Minnesota M.	490	513	513	+ 4 69
35	Mitsubishi	38	38 75	38 75	+ 1 97
320	Mobil corp	327 50	320	319 90	- 2 32
285	Morgan J.P.	305	312	312	+ 2 30
3470	Nestlé	3775	3750	3710	- 1 72
108	Norsk Hydro	121	121	118 10	- 2 40
80	OFSIL	70	71	69 50	- 0 71
1540	Pétrofina	1451	1465	1445	- 0 41
385	Philip Morris	430 80	427 40	427 10	- 0 86
70	Philips	73	74 60	74 40	+ 1 92
50	Placer Dome	51 50	52 40	51 20	- 0 58
235	Procter Gamble	250	251	251	+ 0 40
155	Quilmès	162	167	167	+ 3 09
18 90	Randfontein	14 85	14 85	14 40	- 3 03
250	Rhone Poul. Rorer	255	257 80	253 90	- 0 43
430	Royal Dutch	434 10	433	431 60	- 0 58
49	R T Z	52 30	52 50	52 40	+ 0 19
13	Saat.& Saatch.	13 05	13 20	13 35	+ 2 30
25	St Helena	21	21 30	21 10	+ 0 48
325	Schlumberger	346 50	345 80	345 20	- 0 38
44	Shell transp	46	45 30	45 30	- 1 52
2000	Siemens	2085	2080	2062	- 1 10
155	Sony	170	170	170	....
67	Sumitomo Bank	69 50	69 10	70	+ 0 72
135	T.D.K.	138 50	140 30	140 30	+ 1 30
54	Telefonica	55	55	54 70	- 0 55
25	Toshiba	25	25 05	25 35	+ 1 40
545	Unilever	575	568	565	- 1 74
265	Unit.Techn.	266 10	281 20	281 20	+ 5 67
191	Vaal Reefs	179	170	167 50	- 6 42
1090	Volkswagen	1130	1185	1122	- 0 71
255	Volvo	265	270	271	+ 2 26
85	West. Deep.	78 30	81 70	80	+ 2 17
360	Xerox Corp.	375	388 80	388 80	+ 3 88
98	Yamanouchi	108	106 20	106 50	- 1 39
4 41	Zambia Cop.	4 60	4 65	4 67	- 0 65

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8%78		
10,80% 79/94	101 40	0 32
Emp.Etat 13,4%83	104	9 84
Emp.Etat 12,2% 84	100 23	11 43
10,26% mars 86	102 60	5 25
OAT 10% 5/2000	107 35	3 04
OAT 9,9% 12/1997	103 80	7 49
OAT 9,8% 1/1996	101 73	6 13
PTT 11,2% 85	104 60	8 12
CFF 10,30% 86	101 50	6 05
CFF 10,25% nov 90	106 75	5 16
CNA 10 % 1979	99 25	5 13
CNB Bques 5000F	98 01	1 77
CNB Paribas 5000F	98 30	1 77
CNB Suez 5000F	97 20	1 77
CNI 1/82 5000F	98 27	1 77
CNT 9 % 86	95	3 57
CRH 10,90% déc.85	104 30	6 96
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	1048	....
Casus	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	860	....
Ly. Eaux cv 6,5%	785	....
Thom. cv 9,2% 86	761	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	615	610
Applications Hydr.	1580	1580
Arbel	441	422 50
Bains C.Monaco	915	915
B.Hypoth.Europ.	355 50	....
B.N.P. Intercont.	380	380
Bénédictine	2200	....
Bidermann Internat.	450	....
Blanzy Ouest	1400	....
B T P	54	52
Cambodge	1100	1100
Carbone Lorraine	370	370
Case Poclain	4 60	4 60
C.B.C.	270	272
C.E.G.F (Frigor.)	688	685
Centenaire Blanzy	335	331
Caragan	48 60	....
Champex Ny	49 90	....
CIC (CIP)	161 90	159

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.M.	665	....
C.I.T.R.A.M. (B)	2874	....
Comiphos	600	481
Cie Industrielle	3800	....
Cpt Lyon Alemand	321	321
Concorde	544	....
Constr.Mét.Prov.	16 70	17 50
Crédit Gén.Ind.	125	....
Cr Universel (Cie)	430	430
Darblay	580	....
Degremont	1780	1780
Delmas Vieljeux	2310	....
Didot Bottin	540	540
Eaux Bassin Vichy	3090	....
Ecia	345	339
Ent.Mag. Paris	4290	....
Eridania-Béghin CI	480	485
Exor	1740	1740
Fidei	373	370 50
Finalens	300	....
F.I.P.P.	70	....
F.N.A.C.	1800	1800
Foncière (Cie)	455	450
Fonc.Lyonnaise	599	585
Foncina	301	....
Fougerolle	742	779
France I.A.R.D.	549	....
France SA (La)	1599	1555
From. Paul-Renard	2050	....
Gaumont	450	445
Genelin	281	280
Gévelot	495	....
G.F.C.	309	309
Groupe Victoire	875	885
G.T.I (Transport)	195	197
Immobail	334	333
Immobanque	540	545
Im.Marseillaise	4650	....
Invest.(Ste Cle.)	3202	3202
Lambert Frères	....	...
Lille Bonnières	891	891
Locafinancière	470	....
Louis Vuitton	632	....
Louvre	2180	2185
Lucia	490	481
Machines Bull	28 50	30
Mag.Uniprix	190	....
Magnant	559	...
Métal Déployé	405	405
Mors	73 50	70
Navigation (Nle)	189	189
Optorg	314	314
Orial (CI)	520	520
Origny-Desvroise	594	598
Palais Nouveauté	1280	....
Paluel Marmont	590	...
Parfinance	158	162
Paris France	167	196

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paris Orléans	185 50	194 50
Partham Invest.	280	281
Pathé Cinéma	[illegible]	[illegible]
Piper Heidsieck	1000	....
Porcher	460	....
Promodès (CI)	345	328
Publicis	640	626
Rochefortaise	117 50	116 50
Rosario	149 90	148 80
Rougier	223	223
S.A.C.E.R.	430	425 10
S.A.F.A.A.	211	....
S.A.F.I.C Alcan	161	161
Saga	370	370
Saint Dominique (F.I.)	103	104
Salins du Midi	535	529
Savoisienne M.	154	....
S.C.A.C.	885	....
Senelle	421	417
S.Eaud.Part. (M)	118	....
Sfic	540	541
Sinvim	105	103
S.I.P.H.	120	....
S.M.C.I.	100	....
Sofal	608	....
Sofio	275	275
Sofical	1030	1051
Softam (ex Saram)	70	....
Sofragi	2216	....
Soudure Autogène	710	695
Sovabail	330	....
Stami	569	....
Taittinger	2250	2280
Testut-Aequitas	221	....
Tour Eiffel	209	209
Ufiner	1100	....
Vicat	500	500
Viniprix	1500	1500
Virax	125	125
Maroc Sté Brasserie	300	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	530	....
Akzo Nv Sicc.	412 10	....
Alcan Aluminium	92	92 20
American Brands	235	....
Arbed	600	....
Asturienne Mines	82 50	....
Banco Popular Espa.	505	513
B.Reglements Int.	22350	22350
Can.Pacifique	67 80	....
Chrysler Corp.	87 40	....
C I R	6 80	....
Commerzbank	764	....
Dow Chemical	285	...
Fiat	16	....
GBL (Brux Lamb.)	420	420
Gevaert	940	....
Glaxo Holdings Ltd.	76	75
Goodyear Tire	319 60	321
Grace and Co (WR)	170 70	170 60
Honeywell Inc.	356	...
Johannesburg	65 50	...
Koninklijke Pakhoed	83 70	....
Kubota	20	....
Midland Bank	49 60	....
Noranda Mines	70 05	70
Olivetti priv.	8 10	....
Pfizer Inc.	395	398
Ricoh	26	....
Robeco	272 50	275 40
Rodamco NV	128 10	128 10
Rolinco	272 50	274 20
Saipem	5 25	....
Sansa Group	26	...
SKF Aktiebolaget	70 10	...
Tenneco Inc.	174	..
Thorn Electrical	61	..
Toray Ind.	25 30	..
West Rand Cons.	6 50	...

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	284	.
Calophos	83	.
C G H Cogenhor	8	.
Coparex	582	..
Drouot Assurances	. .	..
Electro-Banque	...	..
Europ. Accum.	77 50	..
Europ Soufres Ind.	10 05	..
Gachot S.A.	59 20	..
Guy Degrenne	400 10	..
Lecteurs du Monde	185	.
Nicolas	1050	1050
Paracp. Percier	325	.
Quadral	40	..
Rorento N.V.	224	224 70
St-Gobain-Emballage	1804	.
S.E.P.R.	2050	.
S.M.T Goupil	0 61	.
S.P.R. act. B.	286	.
Waterman	1150	.

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	4 883	5 041	4 6	5 1
Ecu	6 888	6 848	....	....
Allemagne (100 dm)	340 400	339 120	329	349
Belgique (100 F)	16 499	16 460	15 9	16 9
Pays-Bas (100 fl)	301 940	300 990	291	311
Italie (1000 lires)	4 447	4 274	4 2	4 7
Danemark (100 krd)	87 940	88 010	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	9 491	9 532	9 1	9 9
Grèce (100 drachmes)	2 735	2 726	2 4	3 1
Suisse (100 f)	384 340	382 620	372	392
Suède (100 krs)	93 080	92 590	88	96
Norvège (100 k)	86 040	85 790	82	90
Autriche (100 sch)	48 370	48 189	46 7	49 7
Espagne (100 pes)	5 240	5 238	4 8	5 5
Portugal (100 esc)	3 885	3 885	3 5	4 3
Canada (1 $ can)	3 986	4 155	3 8	4 2
Japon (100 yens)	3 955	4 048	3 8	4

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/9
Or fin (kilo en barre)	53700	55950
Or fin (en lingot)	53900	55500
Napoléon (20f)	311	322
Pièce Fr (10 f)	365	.....
Pièce Suisse (20 f)	307	322
Pièce Latine (20 f)	314	317
Souverain	407	411
Pièce 20 dollars	1895	1905
Pièce 10 dollars	915	915
Pièce 5 dollars	545	....
Pièce 50 pesos	2005	2045
Pièce 10 florins	317	330

SICAV (sélection) 14/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Action	188 41	183 37
Améri-gan	7043 43	6772 53
Amplia	273470 15	273470 15•
Amplitude	620 63	602 55
Arbitrages Court.T	7412 89	7412 89
Associc	1119 51	1119 51
Atout Futur	401 50	391 71•
Aurecic	1089 24	1057 51
Avenir Alizes	1599 10	1565 78
Axa Capital	172	166 99
Axa Court Terme	8154 41	8154 41
Axa Cro.Ex.Dr.Inve	895 85	869 76
Axa.Ep.Fr.Ex Agepargn.	776 05	753 45
Axa Europe	126 31	122 63
Axa Investissements	104 01	100 98
Axa NPI	106	102 91
Axa Ob.Fr.Exrans	141 91	137 78
Axa.Ob.In.Ex Mu.U.Se	132 03	128 18
Axa Prem.Ex.Agepre	116 75	113 35
Axa S&LEx.Dr.Sele	141 75	137 62
Axa Valeurs PER	120 88	117 37
Cadence 1	1043 87	1023 40
Cadence 2	1033 87	1013 40
Cadence 3	1024 23	1004 15
Capimonetaire	6455 29	6448 84
Capiobig	6447 73	6321 30
Capitacic	1338 55	1318 77
Cornis	1341 96	1309 23
Comptavalor	3603 08	3597 68
Convertimmo	325 16	318 78
Credinter	431 27	418 71
Credit Mutuel Capital	1301 40	1275 88
Cred.Mut.Ep.Cour.T	686 79	686 79
Cred.Mut.Ep.Indus	95 88	93 32
Cred.Mut.Ep.J	71338 60	71338 60
Cred.Mut.Ep.long.T	188 85	183 80
Créd.Mut.Ep.Monde	1084 41	1055 39
Cred.Mut.Ep.Quatre	1102 46	1072 95•
Dezs	1307 02	1275 14
Drouot France	835 55	811 21
Drouot Sécurité	221 22	214 78
Ecocic	1070 33	1039 18
Ecupar	127 84	124 12
Ecureuil Capitalisation	2615 47	2589 57
Ecureuil Géovaleurs	2306 24	2239 07
Ecureuil Invest.	445 16	432 19
Ecureuil Monepremière	68822 71	68822 71
Ecureuil Monétaire	40451 48	40451 48
Ecureuil Trésorerie	2494 53	2494 53
Ecureuil Trimestr.	2005 86	1986
Elanciel	111 40	108 16
Elicash	2 870989	2 870989•
Energie	265 52	253 48
Eparcic	3696 79	3696 79
Eparcourt-Sicav	4396 13	4385 17
Epargne Associat.	25940 17	25644 81
Epargne Capital	10938 68	10830 38
Epargne Croissance	1656 87	1612 53
Epargne Obligat.	197 12	191 84
Epargne Premiere	14841 80	14532 80
Epargne-Unie	1253 03	1222 47
Epargne Valeur	425 62	414 23
Eufi Cash capi.	8458 56	8458 56•
Eufinvest cap.	582 96	565 97•
Euroc Solidarité	1036 56	1026 30
Eurocc Leaders	1022 63	992 84
Eurodyn	1151 74	1123 65
Euro Gan.	6082 33	5848 39
Europe Nouvelle	531 93	507 81
Fonsicav	14802 73	14802 73
France-gan	9623 27	9253 14

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France Garantie	264 29	263 76
France Index Sicav	111 43	108 17
France Obligations	476 38	471 66
Francic	457 60	444 27
Francic Pierre	96 96	94 13
Francic-Régions	1151 75	1118 20
Fructi-Associations	36 15	36 15
Fructi-Capi	42 64	42 01
Fructidor	234 89	231 22
Fructifrance action C.	884 76	863 18•
Fructifrance action D.	864 38	843 30•
Gestilion	15098 56	15023 44
Gest.Associations	165 82	162 17
Horizon	1197 05	1162 18
HLM Monétaire	14296 83	14296 83
Indosuez Fse.Court.T.	1509 88	1509 88
Interépar	105409 12	102338 95
Interoblig	13901 16	13628 59
Interselection Fce	529 89	519 50
Japacic	145 96	141 71
Jeunepargne	288 32	284 06•
Lattrade	2312 30	2308 84
Laurel C.T.	12870 13	12870 13
Leam L.T.	6599 41	6407 19
Lion Association	11464 21	11484 21
Lion Institution	30194 45	30119 15
Lionplus	996 29	976 75
Lion Trésor	2143 69	2122 47
Lion 20 000	26901 69	26901 69
Livret Bourse Inv.	557 10	540 87
Livret Portefeuil.	691 55	671 41
Méditerranée	167 28	162 41
Mensuel CIC	10125 79	10025 53
Moneden	69834 61	69834 61
Mone.J	74477 90	74477 90•
Monévalor	84205 58	84205 58
Mutualité dépôts	13693 51	13666 18
Natio Court Terme	291716 00	291716
Natio-Epargne	18043 17	17864 52
Natio-Ep. Ret.	122 90	119 61
Natio Epargn.Trésor	7950 89	7935 02
Natio-Imm.	1079 82	1050 92
Natio-Inter	1412 43	1374 63
Natio-Monétaire	25942 92	25942 92
Natio-Patrimoine	1326 48	1290 98
Natio-Placements	65577 93	65577 93
Natio-Revenu	1022 56	1012 43
Natio Sécurité	12364 24	12364 24
Natio-Valeurs	864 46	841 32
Nippon-Gan	4568 32	4390 69
Nord Sud Dévelop.	1579 90	1576 75
Obli-Associations	154 50	152 97
Oblicic-Mondial	2613 38	2574 76
Oblicic-Régions	1029 28	1013 08
Oblifutur	2882 46	2812 16
Oblig. tres cat.	178 53	175 89
Oblilion	1364 80	1351 29
Oblisécurité Sicav	13250 81	13250 81
Oraction	1000 78	976 37
Orvalor	6894 40	6759 22
Paribas Capitalisation	1512 19	1489 84
Paribas Opportunités	121 18	116 24
Paribas Patrimoine	554 94	532 32
Patrimoine Retraite	226 14	221 71
Pervalor	618 31	606 19
Placement A.	1460 44	1431 80
Placement J.	7417 97	7403 16
Placement M.	68787 45	68650 15
Placement Nord	920 84	902 78
Plénitude	136 02	132 06
Poste Croissance	22276 74	22256 48

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Poste Gestion	67559 88	67559 88
Première Oblig.	10806 94	10798 14
Prévoy. Ecureuil	112 57	111 46
Prv'Associations	30220 33	30220 33
Proficius	939 24	916 33
Quartz	130 15	126 98
Réalvalor	692 12	678 55
Rentacic	160 39	158 02
Revenus Trimestr.	5263 41	5211 30
Revenu-Vert	1146 61	1118 64
St Honoré Vie & Santé	977 62	933 19
St Honoré Bons du Tr.	11526 21	11468 87
St Honoré Global	222 30	212 22
St Honoré Invest.	786 63	750 96
St Honoré Pacifique	514 08	490 77
St Honoré PME	498 57	475 96
St Honoré Real	15359 82	15298 63
Sécuricic	1786 81	1786 81
Sécuri-Gan	13149 61	12891 77
Sécuritaux	1428 05	1428 05
Sicadex	709 96	699 47
Sicav Associations	1892 29	1892 29
SFI-CNP Assur.	639 68	621 05
S.G. Fr opportunités	1140 17	1117 81
Sicav 5 000	438 52	426 78
S.I. Est.	1283 98	1246 58
Silvafrance	703 19	684 37
Sivam	384 13	373 85
Sivarente	209 37	205 26
Sivinter	412 53	401 49
S.N.I.	1079 20	1047 77
Sogefrance	1121 93	1099 93
Sogépargne	320 27	313 99
Sogevar	957 05	938 28
Sogimer	1233 58	1208 39
Soleil Investissements	581 70	540 10
Solstice	2180 17	2174 73
State Street Act. Eur.	8863 81	8370 64•
State Street Act. Frce	10678 72	10367 68
St. Str. Act.Japon	10321 45	9972 42
State Street Emer. Mkt	9889 87	9414 40•
St.Street OAT Plus	10423 79	10219 40
Stratégie Actions	826 40	796 54
Stratégie Rendement	1434 31	1389 16
Technocic	1017 79	988 15
Techno-Gan	5549	5335 58
Thesora	671 19	664 54
Trésor Plus	1310 18	1297 21
Trésor Trimestriel	1027 02	1016 85
Trésoricic	133380 73	133380 73
Trilion	5180 66	5124 05
UAP Investissement	417 29	402 21
UAP Actions France	596 33	574 78
UAP Act. Select.	608 51	586 62
UAP Aedificandi	514 04	495 46
UAP Alizés	199 46	192 24
UAP Alto Sicav	158 40	152 67
UAP Moyen Terme	141 19	138 08
UAP Première Cat.	10878 90	10485 69
Uni-Associations	125 95	125 95•
Uni-Foncier	1151 36	1123 28
Unifrance	580 81	568 64
Uni-Garantie	1318 66	1292 77
Uni Régions	1297 02	1265 39
Univar	241 87	241 87•
Univers Actions	1198 53	1169 30
Univers Obligations	1787 32	1743 73
Valorg	2098 53	2096 43
Valrea	54667 86	54640 54

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

MERCREDI

Une histoire du film policier français : le Juge (1983), de Philippe Lefebvre, 18 h 30 ; Un assassin qui passe (1980), de Michel Vianey, 21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

MERCREDI

Rétrospective Mario Camerini : le Souffle du désert (1928), de Mario Camerini, *18 h 30 ; Giallo (1933, v.o. s.t.f.), de* Mario Camerini ; Daro' un milione (1935, v.o.), *de Mario Camerini, 20 h 30.*

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Le Cinéma polonais : Chansons interdites (1947, v.o. traduction simultanée), de Leonard Buczkowski, 14 h 30 ; la Chance (1980, v.o. s.t.f.), de Feliks Falk, 17 h 30 ; Samson (1961, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Wajda, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-76-62-00)

MERCREDI

Portraits de Paris : Mai 68 : le Fond de l'air est rouge (1977) de Chris Marker, 14 h 30 ; Mai 68 : le Fond de l'air est rouge (1977) de Chris Marker, 16 h 30 ; les Années de Gaulle : Tim et de Gaulle (1982) d'Isidro Romero, De Gaulle Première (1975) de Daniel Costelle, 18 h 30 ; Mai 68 : Mikono (1978) de J.-M. Humeau, Mourir à trente ans (1982) de Romain Goupil, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ALBERT SOUFFRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

ALIEN 3 (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

ANTIGONE (Fr.-All., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'ARME FATALE 3 (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 36-65-70-82) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

AU PAYS DES JULIETS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES AVENTURES D'UN HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

BALLAD OF THE SAD CAFE (A.-Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

BALLROOM DANCING (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 36-65-70-68) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45).

BARTON FINK (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BASIC INSTINCT (**) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 36-65-70-68) ; George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 36-65-70-76) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44).

BATMAN, LE DÉFI (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74).

BEETHOVEN (A., v.f.) : Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BOB MARLEY : TIME WILL TELL (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

BOOMERANG (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CÉLINE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LE COBAYE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74).

LE COUP DE FOUDRE (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

DEAD AGAIN (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DELICATESSEN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE DERNIER DES MOHICANS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DIÊN BIÊN PHU (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

L'EUNUQUE IMPÉRIAL (Chin., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

FISHER KING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS II (Hong Kong, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

HOOK (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

IMPITOYABLE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Grand Ecran Grenelle (ex Kinopanorama), 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 36-65-70-61) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis (ex Fauvette bis), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

INDOCHINE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

IP5 (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

JFK (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

KAFKA (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L 627 (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 36-65-70-72) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40 36-65-70-88) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 36-65-70-61) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

LA P'TITE ARNAQUEUSE (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA PESTE (Fr.-Brit.-Arg., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

RESERVOIR DOGS (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 36-65-70-72) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 36-65-70-73) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

LA SENTINELLE (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

LUNA PARK (russe, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 36-65-70-68) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 36-65-70-73) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LA MAIN SUR LE BERCEAU (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 36-65-70-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MY OWN PRIVATE IDAHO (*) (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

NIGHT ON EARTH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

LA NUIT DÉCHIRÉE (**) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

OPENING NIGHT (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 36-65-70-76).

TERMINATOR 2 (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

THE PLAYER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 36-65-70-76).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (42-56-52-78) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 36-65-70-76) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

TRUST ME (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TWIN PEAKS (*) (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

UN COEUR EN HIVER (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 36-65-70-68) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 36-65-70-61) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

UN ÉTÉ SANS HISTOIRES (Fr.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Reflet République, 11e (48-05-51-33).

UN PARAPLUIE POUR TROIS (Esp., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

UNIVERSAL SOLDIER (*) (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

URGA (Fr.-Sov., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

VAN GOGH (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

WARSZAWA ANNÉE 5703 (Fr.-All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE ZÈBRE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; George V, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

Nous publions le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

LES FILMS NOUVEAUX

BOB ROBERTS. Film américain de Tim Robbins, v.o. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 36-65-70-72) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38) ; v.f. : Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

LE CHÊNE. Film roumain de Lucian Pintilie, v.o. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

HORIZONS LOINTAINS. Film américain de Ron Howard, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 36-65-70-73) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 36-65-70-82) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis (ex Fauvette bis), 13e (47-07-55-88) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

J F PARTAGERAIT APPARTEMENT. (*) Film américain de Barbet Schroeder, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 36-65-70-61) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LÉOLO. Film canadien de Jean-Claude Lauzon : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).

LOIN DU BRÉSIL. *Film français de* Tilly, v.o. : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; *Sept Parnassiens*, 14e (43-20-32-20).

NOVEMBRE . Film franco-polonais de Lukasz Karwowski, v.o. : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

TOMORROW. Film américain de Joseph Anthony, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., sam. 13 h 30.

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 19 h, ven. 16 h 30.

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam., lun. 17 h 20.

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 14 h.

BIRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 16 h.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) (copie neuve) mer. 20 h, jeu., ven., sam. 16 h, dim. 20 h 10, lun., mar. 20 h.

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 13 h 30.

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) mer. 10 h 35.

LES CRIMINELS (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) mer., ven., *dim.* 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15 film 5 mn après.

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer., avec. [illegible]

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer. 12 h.

LE DÉCAMÉRON (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 16 h 05, ven. 20 h, dim. 22 h 05, lun. 12 h 15.

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 13 h 15, ven. 17 h 10, dim. 15 h 30, mar. 21 h 20.

DINOSAURES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h.

LES DOORS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 21 h 45, mar. 15 h 30.

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 14 h 30, sam. 16 h 15.

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h 30.

EASY RIDER (A., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer., jeu., ven., mar. 18 h.

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 21 h 15, lun. 19 h.

ELINE VERE (Fr.-Bel.-Hol., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) mer. 16 h, lun. 18 h.

L'ENFANT SAUVAGE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. 12 h.

EUROPA (danois-Su., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. 22 h 15.

FIEVEL AU FAR WEST (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 13 h 30.

FLESH (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) mer. 10 h 55.

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 21 h 15, dim. 19 h.

LES GORILLES DE MONTAGNE) : La Géode, 19e (40-05-80-00) mer., jeu., ven., sam., dim., mar., de 11 h à 21 h (toutes les heures).

LE GRAND BLEU (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) (SR - version longue) mer. 21 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 13 h 30.

JIMI HENDRIX (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) (son SR) mer., mar. 13 h 30.

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) (english subtitles) mer. 10 h 30.

METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h 30, sam. 0 h 30.

LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 21 h 55, jeu. 17 h 20, ven. 22 h, sam. 18 h 15.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 15 h 30, jeu. 16 h, ven. 18 h, dim. 15 h 45, lun. 22 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer., sam. 11 h 50.

MY GIRL (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h, dim. 16 h 45.

LES NUITS DE CABIRIA (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 18 h, dim. 20 h 05, lun. 15 h 30.

PATRICK DEWAERE (Fr.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer., lun. 12 h.

PETER PAN (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam., dim. 13 h 50, 15 h 30 ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 15 h 30 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam., dim. 15 h 15.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) (copie neuve) mer. 17 h 45, jeu. 22 h 30, sam. 0 h 30, lun. 14 h, mar. 18 h 15 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun., mar. 19 h, sam. 21 h 15.

LA PLANÈTE BLEUE (Can.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) mer., jeu., ven., sam., dim., mar., de 10 h à 20 h toutes les heures.

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 11 h 45, dim. 14 h 05.

POINT BREAK (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 17 h 15, ven. 13 h 45, sam. 22 h 15.

PRINCESS BRIDE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 16 h, dim. 16 h 30.

LE QUATRIÈME HOMME (*) (Hol., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 20 h 05, jeu. 22 h, ven. 15 h 20, sam. 20 h 25, lun. 19 h 40.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) (version anglaise) mer. 10 h 40.

ROCK-O-RICO (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 15 h 15, sam. 13 h 30.

SANGO MALO (camerounais, v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) mer. 19 h 55, sam. 14 h, mar. 17 h 40.

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., lun. 14 h, dim. 17 h 30.

LES VALSEUSES (*) (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 19 h, lun. 16 h 30.

LES GRANDES REPRISES

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

AUTOPSIE D'UN MEURTRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

BLOOD SIMPLE (*) (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

BOF... (Fr.) : Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9e (47-70-81-47).

DAVID COPPERFIELD (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 36-65-70-64).

LA FEMME DES SABLES (Jap., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

GILDA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

HUSBANDS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 36-65-70-64).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PETER PAN (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PLEINS FEUX SUR L'ASSASSIN (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

THEMROC (Fr.) : Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9e (47-70-81-47).

UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 16 SEPTEMBRE

« Cités d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures, 15 heures et 17 h 45, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Chapelles et jardins de la montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, façade de Saint-Etienne-du-Mont (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Comédiens et comédiennes célèbres au cimetière du Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (D. Fleuriot).

« Rue de Varenne », 14 h 30, métro Varenne (M.-G. Leblanc).

« La folie Saint-James et sa grotte », 14 h 45, sortie du métro Pont-de-Neuilly, en tête (Monuments historiques).

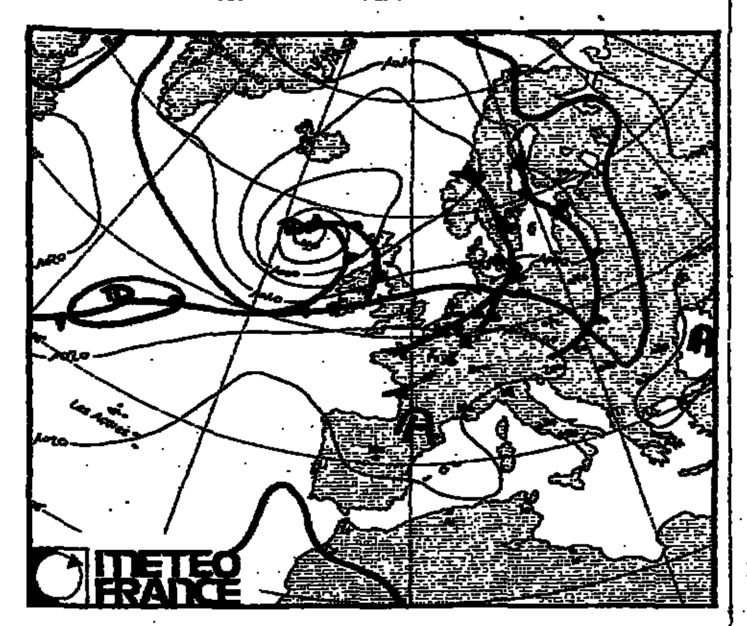
« L'église Saint-Roch et ses œuvres d'art », 15 heures, 296, rue Saint-Roch (Monuments historiques).

« Exposition « Henri Moore » au parc de Bagatelle », 15 heures, entrée de la grille d'honneur du parc (Paris et son histoire).

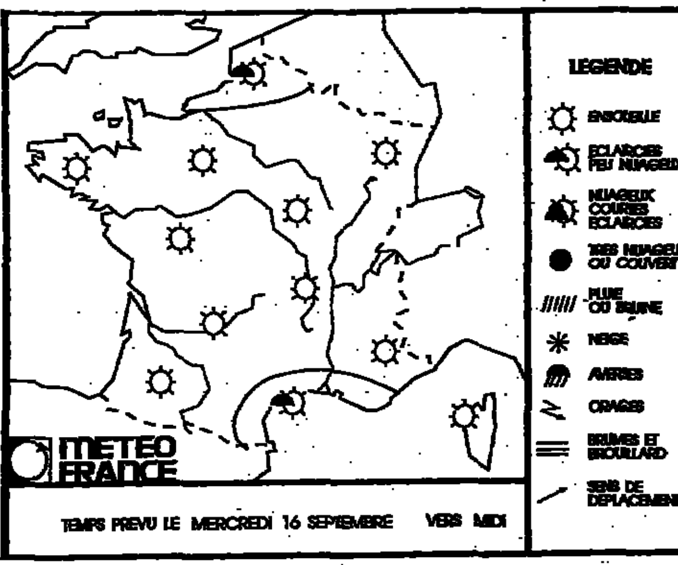
• Le Monde • Mercredi 16 septembre 1992

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 16 SEPTEMBRE 1992

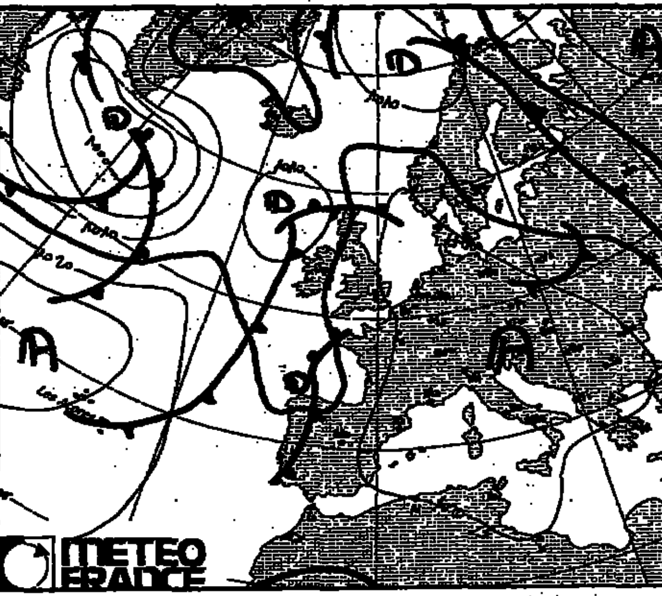


Mercredi 16 : belle journée estivale. – Après la dissipation de nombreux brouillards, le soleil brillera largement. Sur le golfe du Lion, les brises marines apporteront quelques nuages près des côtes.

Les températures matinales seront comprises entre 8 et 10 degrés dans l'intérieur de la moitié nord, 10 et 12 degrés sur les côtes, 12 et 14 degrés dans la moitié sud et 16 à 19 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, les températures seront au-dessus des normales saisonnières avec 22 à 25 degrés sur la moitié nord, 20 degrés près des côtes de la Manche et 25 à 30 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 17 SEPTEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 15-9-91

Valeurs extrêmes relevées entre le 14-9-1992 à 18 heures TUC et le 15-9-1992 à 6 heures TUC

FRANCE

AJACCIO	26	16	N
BIARRITZ	23	14	D
BORDEAUX	23	10	B
BOURGES	19	14	C
BREST	17	12	C
CAEN	18	11	C
CHERBOURG	17	12	C
CLERMONT-FER.	24	12	C
DIJON	21	13	C
GRENOBLE	26	11	D
LILLE	18	12	B
LIMOGES	23	12	N
LYON	23	11	D
MARSEILLE	28	18	D
NANCY	16	13	C
NANTES	20	15	C
NICE	24	19	D
PARIS-MONTS.	18	12	D
PAU	22	11	B
PERPIGNAN	28	15	D
RENNES	20	11	C
ST-ETIENNE	23	9	N
STRASBOURG	18	13	P
TOULOUSE	23	14	D
TOURS	20	13	B
POINTE-A-PITRE	31	25	N

ÉTRANGER

ALGER	32	22	N
AMSTERDAM	17	10	D
ATHÈNES	29	19	D
BANGKOK	35	27	C
BARCELONE	26	18	N
BELGRADE	30	16	N
BERLIN	17	11	N
BRUXELLES	18	14	C
LE CAIRE	32	20	D
COPENHAGUE	17	9	N
DAKAR	31	26	N
DELHI	32	–	D
DJERBA	–	–	–
GENEVE	23	11	D
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	26	15	D
JÉRUSALEM	27	15	D
LISBONNE	31	20	D
LONDRES	18	10	D
LOS ANGELES	22	17	D
LUXEMBOURG	15	12	N
MADRID	34	12	D
MARRAKECH	40	24	D
MEXICO	24	11	P
MILAN	25	10	D
MONTRÉAL	20	9	D
MOSCOU	13	8	D
NAIROBI	24	12	C
NEW-YORK	23	15	D
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	29	22	C
PÉKIN	31	20	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	29	17	D
SEVILLE	38	20	D
SINGAPOUR	33	25	C
STOCKHOLM	13	9	C
SYDNEY	19	12	P
TOKYO	27	19	C
TUNIS	32	18	D
VARSOVIE	22	11	C
VENISE	25	17	N
VIENNE	24	13	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Agacements au « 20 heures »

LA télévision n'en finit pas de réinventer dans la douleur cet exercice impossible : l'interview d'un ministre en exercice. Le ton du questionneur est-il trop incisif ? Le voici soupçonné de *« rouler »* pour l'adversaire, pour l'opposition, et *promptement traité de procureur*. Pour être franc, ce n'est pas à ce travers qu'avait succombé Antenne 2 ces derniers mois.

Les excellences y défilaient pompeusement, cortège carnavalesque de statues confites dans l'autosatisfaction, en terrain conquis. Mais cet écueil opposé n'est pas moins périlleux pour le présentateur. Des millions de foyers sont alors pris à témoin de la connivence de la « classe politico-médiatique », on rigole autour des zincs, les chansonniers affutent des plumes vengeresses. Le souvenir de la foule socialiste réclamant, au soir de 1981, la démission de Jean-Pierre Elkabbach place de la Bastille n'a pas fini de hanter les *mémoires*.

Paul Amar, qui prend les commandes du journal de France 2, est visiblement désireux d'affirmer son ostensible souveraineté sur les lieux. Il était rafraîchissant de le voir multiplier les piqûres d'épingle sur l'épiderme de Pierre Bérégovoy, à propos du juge Van Ruymbeke, des gardiens de prison, de la baisse des taux allemands. Quelques mauvaises nouvelles pour vous, Monsieur le premier ministre, *mais ne vous inquiétez pas*, une bonne va suivre, qui va vous rendre le sourire...

Cette pugnacité durera-t-elle, ou s'en fatiguera-t-il, comme d'autres avant lui ? Ne faut-il y voir qu'une variante supplémentaire de l'éternel *jeu de rôles*, ou des questions douloureuses seront-elles posées, des connivences brisées ?

Le premier ministre, en tout cas, était fort éloigné de sourire. Visiblement venu sa *harangue* dans la poche, il avait la ferme intention de ne pas y ajouter ni en retrancher un point-virgule. Ce qui suscita un exercice d'agacement mutuel dont on avait oublié, au journal de 20 heures, la saveur acide, avant que le *premier ministre, pressé* de conclure rapidement, ne rabroue son interlocuteur d'un *« J'ai tout mon temps, et vous aussi, j'espère »* exaspéré.

Un instant, s'imposèrent les *images subliminales* de Louis XIV *en majesté*, de Fabius balayant Chirac d'un revers de main, de tous ces fantômes blanchis de la « voix de la France » qui poursuivent, grimaçants, la télévision, publique ou privée. Quoi qu'il advienne par la suite, l'expression de ce royal dédain pour les exigences vulgaires du chronomètre ajoutera une saynète au florilège.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 15 septembre

TF 1

- 20.40 **Sport : Football** (et à 21.45). Coupe d'Europe de l'UEFA : Caen-Real Saragosse (Espagne) ; à 21.30, mi-temps et Tiercé.
- 22.40 **Les Films dans les salles.**
- 22.50 **Cinéma : Trois Enfants dans le désordre.** □ Film français de Léo Joannon (1966).
- 0.20 **Divertissement : Le Bébête Show.**
- 0.25 **Journal et Météo.**
- 0.30 **Magazine : Le Club de l'enjeu.**

F 2

- 20.50 ▶ **Cinéma : Les Sept Mercenaires.** ■■ Film américain de John Sturges (1960).
- 23.00 **Variétés : Michael Jackson.** Les meilleurs moments de sa tournée Dangerous World Tour.
- 0.20 **Journal et Météo.**
- 0.35 **Magazine : Le Cercle de minuit.**

F 3

- 20.45 **Série : Les Aventures de Tintin.** Coke en stock, de Stéphane Bernasconi.
- 21.40 **Magazine : Faut pas rêver.** Présenté par Sylvain Augier. Portugal : Olle Tourada, de Julien Meije et Philippe Bigot ; Angleterre : Blackpool's Follies, de Philip Priestley et Frédéric Dézert ; Sicile : la villa des monstres, de Derri Berkani et Philippe Bigot.
- 22.35 **Campagne pour le référendum.**
- 22.50 **Journal et Météo.**
- 23.05 **Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.**
- 23.20 **Téléfilm : La Lune noire.** D'Imanol Uribe, avec Lydia Bosh, Fernando Guillen.
- 0.40 **Continentales.** L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

- 20.35 **Cinéma : Jours de tonnerre.** □ *Film américain de Tony Scott (1990).*
- 22.15 **Flash d'informations.**
- 22.20 **Cinéma : Simple mortel.** ■ Film français de Pierre Jolivet (1991).
- 23.45 **Cinéma : Opération crépuscule.** □ Film américain d'Andrew Davis (1989) (v.o.).
- 1.30 **Cinéma : La Planète des vampires.** ■ Film italo-espagnol de Mario Bava (1965).

M 6

- 20.45 ***Téléfilm* : Papy Joe.** De Jeffrey Melman.
- 22.30 **Cinéma : Commando suicide.** □ Film italien de Camillo Bazzoni (1969).
- 0.10 **Magazine : Culture pub.**

ARTE

- 20.40 **Soirée thématique.** Cosi fan tutte, de Mozart. Soirée proposée par la SEPT.
- 20.41 **Documentaire :** Portrait de Peter Sellars.
- 20.50 **Opéra : Cosi fan tutte.** Direction Craig Smith. Mise en scène : Peter Sellars.

FRANCE-CULTURE

- 21.30 **Spécial référendum.**
- 22.40 **Les Nuits magnétiques.** Le besoin de croire. 1. Apprivoiser le destin.
- 0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Concetta Condemi (les Cafés-concert).
- 0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (donné le 18 mars à Toulouse) : Fantaisie et fugue pour orgue en ut mineur BWV 537, Fantaisie BWV 713, Choral de Leipzig BWV 656, Choral BWV 610, Choral BWV 753, Motet BWV 227 pour quintette vocal et basse continue, de Bach ; Partita pour orgue, de Walther ; Fantaisie et fugue pour orgue en sol mineur BWV 542, de Bach, par Michel Bouvard, orgue, le Quintette vocal, dir. Georges Guillard (Delphine Collot, Anne-Maire Jacquin, sopranos ; *Jean-Louis Comoretto, alto ; Jopël Suhubiette*, ténor ; Jean-Louis Bindi, basse).
- 22.00 **Les Voix de la nuit.** Par Henri Goraleb. Lakmé, extraits, de Delibes.
- 23.09 **Ainsi la nuit.**

Mercredi 16 septembre

TF 1

- 16.25 **Sport : Football** (et à 17.30). Coupe d'Europe de l'UEFA, 1er tour, match aller : Locomotiv Plovdiv (Bulgarie)-Auxerre ; A 17.15 mi-temps.
- 18.20 **Jeu : Une famille en or.**
- 18.50 **Feuilleton : Santa Barbara.**
- 19.20 **Jeu : La Roue de la fortune.**
- 19.45 **Divertissement : Le Bébête Show** (et à 0.55).
- 19.50 **Tirage du Loto** (et à 20.40).
- 20.00 **Journal et Météo.**
- 20.50 **Variétés : Sacrée soirée.** Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Josiane Balasko, un hommage à *Grace Kelly, Michel Delpech*, Marco Masini, Fanny, Bashung.
- 22.45 **Débat : Maastricht, oui ou non ?** Animé par Michèle Cotta et Gérard Carreyrou. Avec la participation de leaders politiques et de plusieurs grands témoins.
- 1.00 **Journal et Météo.**

F 2

- 16.15 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
- 16.40 **Feuilleton : Beaumanoir.**
- 17.05 **Magazine : Giga.** La Fête à la maison ; Reportages ; Quoi *de neuf docteur ? ; Reportages.*
- 18.25 **Série : Magnum.**
- 19.10 **Campagne pour le référendum.**
- 19.30 **Jeu : Que le meilleur gagne plus.**
- 19.59 **Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et Météo.**
- 20.50 ▶ ***Téléfilm* : *L'Impure*.** De Paul Vecchiali, avec Marianne Basler, Ian Stuart Ireland (1re partie).
- 22.35 **Documentaire : *Le Grand Jeu URSS-USA*.** De Jean Labib. Texte dit par Jean Lacouture et Bernard Guetta. 2. La Grande Alliance (1938-1945).
- 23.40 ***Journal et Météo*.**
- 23.55 **Magazine : Le Cercle de minuit.** Présenté par Michel Field. Invités : Claude Chabrol, Stéphane Braunschweig, metteur en scène ; Marcel Gauchet, philosophe.

F 3

- 16.25 **C'est Lulo !** L'Inspecteur Gadget ; Il était une fois les Amériques ; Jeu : Quizako ; Les Enfants de la République ; Moi, Renart ; Les Enfants de la République.
- 17.55 **Magazine : Une pêche d'enfer.** Présenté par Pascal Sanchez.
- 18.25 **Jeu : Questions pour un champion.** Animé par Julien Lepers.
- 18.55 **Un livre, un jour.** *Le Très-Bas*, de Christian Bobin.
- 19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05 **Jeu : Hugodélire.**
- 20.15 **Divertissement : La Classe.**
- 20.45 ▶ **Magazine : La Marche du siècle.** Présenté par Jean-Marie Cavada. Le Peuple des sourds, reportage de Marie-Pierre Courtellement et Daniel Maillot.
- 22.25 **Campagne pour le référendum.**
- 22.40 ***Journal et Météo*.**
- 22.55 **Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.**
- 23.05 **Mercredi chez vous.** Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

- 16.45 **Téléfilm : Rêves de meurtres.** De Tony Bicat.
- 18.20 **Canaille peluche**

En clair jusqu'à 20.30

- 18.30 **Ça cartoon**
- 18.50 **Le Top**
- 19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.** Invitée : Alexandra Kazan.
- 20.05 **Sport : Football.** A 20.30, PSG-PAOK Salonique ; A 21.00, Glentoran-O.M. ; A 22.45, résumé Leeds-Stuttgard.
- 23.00 **Flash d'informations.**
- 23.05 **Cinéma : *Dans la peau d'une blonde*.** □ Film américain de Blake Edwards (1991). (v.o.).
- 0.45 **Cinéma : La Belle Noiseuse.** ■■■ Film franco-suisse de Jacques Rivette (1991) (version courte).

M6

- 16.45 **Magazine : Culture rock.**
- 17.15 **Jeu : Zygopolis.**
- 17.35 **Série : Campus Show.**
- 18.05 **Série : Tonnerre mécanique.**
- 19.00 **Série : Les Routes du paradis.**
- 19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
- 20.00 **Série : Madame est servie.**
- 20.35 **Magazine : Ecolo 6** (et à 1.05).
- 20.45 **Téléfilm : Esprit de suite.** De Jean Hennin, avec Françoise Brion, Jacques François.
- 22.45 **Téléfilm : Un sacré bout de femme.** De Noël Black, avec Patty Duke, Joe Bologna.
- 0.25 **Magazine : Vénus.**

ARTE

- 17.00 **Magazine : Mégamix** (rediff.).
- 18.00 **Documentaire : Histoire parallèle** (rediff.).
- 19.00 **Documentaire L'Art en France.** Extrait de la soirée thématique présentée par Manuel Meyer, diffusée le 14 juin.
- 19.30 **Documentaire : Les Rendille.** De Leslie Woodhead.
- 20.30 **8 1/2 Journal.**
- 20.40 **Documentaire : Manuel de Falla, sa vie et sa musique.** De Larry Weinstein et David New.
- 22.00 **Musique : Gala sevillana.** De *Brian Large.*
- 23.35 **Documentaire : L'Ascèse de la marche.** De Daniel Moreau.

FRANCE-CULTURE

- 21.30 **Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 **Communauté des radios publiques de langue française.** L'esprit des voix ; La voix du diable.
- 22.40 **Les Nuits magnétiques.** Le besoin de croire. 2. Croire et savoir.
- 0.05 **Du jour au lendemain.** Avec Serge Added (le Théâtre en France dans les années Vichy).
- 0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Opéra** (enregistré au Covent Garden de Londres en 1952) : Norma, de Bellini, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra royal de Covent Garden, dir. Vittorio Gui ; sol. : Maria Callas, Ebe Stignani, Joan Sutherland, Mirto Picchi, Giacomo Vaghi, Paul Asciak.
- 23.09 **Concert** (donné au Théâtre Hérode Atticus d'Athènes en 1957) : La Force du destin, extraits, Le Trouvère, extrait, de Verdi ; Hamlet, extraits, de Thomas ; Prélude et mort d'Isolde, de Wagner ; L'Ami Fritz, extrait, de Mascagni ; Lucia di Lammermoor, extrait, de Donizetti ; La Vie brève, de de Falla, par l'Orchestre du Festival d'Athènes, dir. Antonino Votto.

A l'ouverture des discussions sur la sécurité

M. Vauzelle annonce la suspension des sanctions contre les surveillants

Lors de l'ouverture des discussions sur la sécurité des personnels et des établissements pénitenciaire, qui se tenaient mardi 15 septembre au ministère de la justice, le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, a annoncé la suspension des trente-neuf sanctions prononcées contre les surveillants grévistes. Les principaux syndicats de surveillants avaient annoncé que la levée des sanctions était un préalable à leur participation aux discusions. Constatant l'absence de certains syndicats, M. Vauzelle a proposé une nouvelle réunion mardi 15 septembre à 15 heures, place Vendôme.

Les surveillants avaient décidé de faire de la journée de lundi une journée de deuil. Des crêpes noirs avaient été accrochés sur les portes d'entrée des prisons à l'occasion de l'enterrement de M. Marc Dromont, le surveillant tué lors de l'évasion de Clairvaux, et environ un millier de gardiens étaient venus lui rendre un dernier hommage à Tilleux (Haute-Marne). Contrairement à la famille de Francis Caron, le surveillant tué à Rouen au mois d'août, la famille de Marc Dromont avait fait savoir qu'elle ne souhaitait pas que les autorités assistent à la cérémonie.

Mais ce jour de deuil était aussi un jour de colère. Mécontents des sanctions prononcées contre trente-neuf surveillants des prisons d'Osny (Val d'Oise), Montmédy (Meuse), Saint-Quentin-Favallier (Isère) et Brest (Finistère), les surveillants avaient légèrement intensifié leurs blocages : lundi soir, 140 établissements sur 182 étaient touchés, à des titres divers, par le mouvement de protestation. Au fil de la journée, la colère des détenus s'ajoutait peu à peu à celle des surveillants : privés de parloir et de promenades depuis samedi matin, trois semaines à peine après le mouvement du mois d'août dont ils avaient déjà supporté les conséquences, certains détenus cognaient aux portes et incendiaient des matelas. Les forces de l'ordre sont ainsi intervenues à Angers (Maine-et-Loire) et à Ajaccio (Corse-du-Sud) et, dans la soirée, les détenus de Villepinte (Seine-Saint-Denis) ont grimpé sur les toits.

Chez les syndicats de surveillants, chacun préparait cependant les discussions qui devaient se tenir mardi 15 septembre à la chancellerie. Présidée par le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, cette réunion de travail prévue de longue date devait être consacrée à l'étude du relevé de conclusions rédigé au terme du mouvement de protestation du mois d'août. Ce document de trois pages fournit des pistes de travail en matière de sécurité des personnels et des établissements : il propose notamment une révision de la classification des établissements, une mise à plat des régimes de détention, une réforme du régime disciplinaire des détenus, et une refonte de la circulaire sur la prise en charge des détenus particulièrement signalés (DPS) (*le Monde* du 22 août).

Ce document s'accompagnait en outre de mesures qui peuvent à première vue paraître négligeables mais qui changent en profondeur la vie de la détention : un service de nuit à trois et non plus deux agents dans les petites maisons d'arrêt, un plan pluriannuel destiné à équiper les ateliers des prisons de portiques de sécurité et les surveillants d'alarmes individuelles de poche, et l'engagement d'une étude sur la modernisation des techniques de fouilles et de sondages des barreaux. Au mois d'août, Force ouvrière et l'Union des syndicats pénitentiaires avaient jugé ce texte *« insuffisant mais intéressant »*, tandis que la CGT, la CFDT, et surtout le syndicat majoritaire, l'Union fédérale autonome pénitentiaire, avaient refusé de s'y associer. La première réunion de travail avait été fixée au 15 septembre et la chancellerie espérait d'ici là ramener l'ensemble des syndicats à la table des discussions.

La donne a été totalement bouleversée par le mouvement de protestation, et surtout, par les sanctions. La chancellerie a évité d'utiliser la sanction suprême, la révocation, mais en prononçant des exclusions temporaires de trois mois alors que le surveillant tué à Clairvaux n'était pas encore inhumé, elle prenait le risque de durcir le mouvement à la veille d'une réunion importante. Les syndicats ne s'y sont d'ailleurs pas trompés : l'Union fédérale autonome pénitentiaire (35,5 % des surveillants) et l'Union des syndicats pénitentiaires (10,8 % des surveillants) ont accepté de se rendre au rendez-vous mais elles ont posé comme préalable la levée des sanctions. La position de Force ouvrière était plus incertaine, lundi, en fin de matinée : après de longues discussions avec la chancellerie, FO-personnels de direction et FO-personnels de surveillance, qui avaient été les artisans du relevé de conclusions du mois d'août, décidaient d'attendre la levée des sanctions pour se rendre place Vendôme.

Pour sa part, l'UGSP-CGT (11,5 %), qui n'avait pas participé aux réunions du mois d'août, a déclaré qu'elle ne discuterait pas des propositions *« sécuritaires »* contenues dans le relevé de conclusions. Lors de l'ouverture des discussions, M. Vauzelle annonçait la suspension des trente-neuf sanctions. Constatant l'absence, autour de la table de réunion de certains syndicats, le garde des sceaux a proposé un nouveau rendez-vous mardi à 15 heures.

Il n'est pas question, au cours de ces discussions, d'évoquer de nouvelles créations d'emploi. Lors du mouvement du mois d'août, le garde des sceaux, qui disposait, dans le budget 1993, de 530 créations de postes pour la pénitentiaire, avait obtenu dans la soirée une rallonge de 200 postes auprès de M. Pierre Bérégovoy. Ces derniers jours, Matignon a donc clairement fait savoir qu'il était impossible de faire plus. En revanche, la chancellerie souhaite étendre le champ des discussions sur la sécurité et engager une réflexion sur le fonctionnement de l'administration. La décision de faire évacuer la maison centrale de Clairvaux afin de procéder à une fouille générale était interprétée, mardi matin, comme un signe de détente : les syndicats de surveillants demandaient cette mesure avec insistance depuis plusieurs jours et les surveillants de Clairvaux refusaient de reprendre le travail avant évacuation.

ANNE CHEMIN

(Lire nos informations pages 13 et 14).

□ **Grève des pilotes : trafic perturbé sur Air Inter le 16 septembre.** – Air France prévoit d'assurer la *« quasi-totalité »* de ses vols long-courrier, et les deux tiers de ses moyen-courriers, mais Air Inter annonce de *« fortes perturbations »* sur ses lignes mercredi 16 septembre, jour où le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) appelle à une grève de 24 heures pour protester contre le manque de concertation dans les réformes préparées au niveau européen des licences de pilotage, des conditions de travail et des retraites. Les passagers Air Inter qui ne peuvent reporter leur voyage doivent reconfirmer leur réservation, pour Paris au (1) 45-46-90-00 ou au (1) 46-75-13-13, pour la province dans les centres régionaux, ou encore en consultant le Minitel 3615 ou 3616 code AIR INTER. Ceux qui ont prévu de voyager sur Air France peuvent se renseigner au (1) 43-20-15-55 pour les vols au départ, au (16 1) 43-20-11-55 pour les vols à l'arrivée, ou par le Minitel code 3615 ou 3616 code AF.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté de I à XXIV

Le numéro du « Monde » daté 15 septembre 1992 a été tiré à 508 069 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sciences et Médecine »

L'abondance de l'actualité nous oblige à reporter exceptionnellement à demain (numéro daté jeudi 17) nos pages « Sciences et médecine ». Au sommaire : un entretien avec le biologiste Jacques Testart ; l'avenir des enfants psychotiques de l'école de Bonneuil ; l'enregistrement des températures des siècles passés dans la glace du Groenland ; le stockage des déchets radioactifs en Suède.

Festival d'automne

Du 16 septembre au 29 décembre, se tient à Paris le XXIe Festival d'automne sous la direction d'Alain Crombecque. Théâtre, mais aussi musique, danse et cinéma sont au programme. Avec trois ambitions, bien dans la ligne tracée par Michel Guy en 1972 : présenter des spectacles de référence, amener des découvertes maintenir une identité, fragile dans la mesure où Paris n'est pas un désert culturel.

PÉROU : après l'arrestation de leur chef

Les militants du Sentier lumineux multiplient les attentats

Moins de quarante-huit heures après l'arrestation de leur chef mythique Abimaël Guzman, les militants du Sentier lumineux ont commis, lundi 14 septembre, plusieurs attentats meurtriers au cœur de la capitale, qui ont fait un mort et sept blessés graves. Quatre soldats ont été d'autre part tués dans une embuscade en dehors de Lima. Les forces de sécurité redoutent des actions de représailles extrêmement dures, du type de la vague d'explosions de véhicules piégés, qui avait ensanglanté plusieurs quartiers de la capitale en juillet.

Véritable cancer de la société péruvienne se nourrissant de l'extrême misère dans laquelle vivent 70 % de la population du pays et tirant ses revenus de la production de la coca, le Sentier lumineux, avec ses quelque vingt-cinq mille combattants fanatisés, a placé ses pions jusqu'au sein de la police et de l'armée.

Le président Alberto Fujimori s'était d'ailleurs bien gardé de tout triomphalisme, après la capture de celui qu'il a qualifié de *« monstre »* et de *« génie diabolique »*. *« Rien ne serait plus néfaste à présent que de baisser la garde une seule minute »*, a-t-il déclaré dimanche. On ne pouvait toutefois porter coup plus dur au « Parti communiste du Pérou » que de montrer son inspirateur derrière les barreaux. Ne tire-t-il pas depuis 1980 les ficelles d'une sanglante terreur qui a fait quelque vingt-trois mille morts ? Cet indéniable succès arrive à point nommé pour le gouvernement.

Tout au long du mois d'août, des rumeurs de renversement du président Fujimori ont circulé à Lima, alimentées par une sérieuse grogne au sein de l'armée. Les généraux avaient certes appuyé le chef de l'Etat dans son *« autogolpe »* du 5 avril (suspension de la Constitution, dissolution du Parlement et réorganisation de la justice), dont l'ambition officielle était de *« remplacer un système inefficace et corrompu par une authentique démocratie »*, toujours à venir. Il s'agissait aussi de prendre les moyens de combattre la subversion, celle du Sentier lumineux et du moins puissant Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA).

Las ! La guérilla d'Abimaël Guzman a saisi le prétexte de ce coup de force pour accentuer sa campagne de déstabilisation, à Lima mais aussi dans les campagnes, prenant pour cibles policiers, militaires aussi bien que civils. L'arrestation en juin du numéro un du MRTA, Victor Polay, avait vite été reléguée au second plan : la lutte contre le Sentier, menée notamment par quelque cent vingt mille soldats, ne marquait guère de progrès. Démoralisés, les subalternes de l'armée reprochaient à M. Fujimori de ne pas tenir sa promesse d'augmenter leur maigre solde.

Le chef de l'Etat a dû se résoudre en août à injecter 300 millions de dollars dans une économie en récession, devant le mécontentement généralisé, y compris dans les milieux d'affaires. La suspension, après le coup d'Etat civil du 5 avril, d'une grande partie des aides ou prêts promis par la communauté internationale, n'a fait qu'assombrir les perspectives économiques, d'autant que les entreprises d'Etat offertes au secteur privé ne trouvent preneurs.

Fin août aussi, le dialogue entre le pouvoir et les partis politiques sur le fonctionnement de l'Assemblée constituante, dont l'élection est prévue le 22 novembre, s'est enlisé et l'adoption subséquente d'un décret-loi limitant la souveraineté et l'autonomie de cette Assemblée a renforcé les doutes sur la volonté de M. Fujimori de revenir à une *« démocratie authentique »*.

La population péruvienne semble néanmoins disposée à pardonner bien des écarts à celui qu'elle appelle *El Chino* (M. Fujimori est d'ascendance... japonaise), pourvu que le sang s'arrête enfin de couler. Mais il est peu probable que la force et la répression suffisent à faire rentrer les « sentiéristes » dans le rang.

MARTINE JACOT

Abimaël Guzman exhibé à la télévision

LIMA

de notre correspondante

Abimaël Guzman, chef et fondateur du Sentier lumineux, détenu depuis samedi 12 septembre au siège de la direction nationale contre le terrorisme à Lima, est un homme quasiment obèse, qui s'est soumis, hagard, face aux caméras, à toutes les exigences : il a quitté sa veste, puis sa chemise verte. Sa soumission sans la moindre réaction fait penser qu'il était pour le moins en état de choc. Alors que ses compagnons arrêtés avec lui scandaient des slogans en faveur de la lutte armée, il était comme anesthésié, les mains croisées sur le ventre.

Le destin d'Abimaël Guzman est tout tracé : après quinze jours d'interrogatoire par la police secrète, il comparaîtra devant un tribunal militaire, le « conseil de guerre », pour avoir « trahi la patrie », et sa sentence sera rapidement prononcée. Anticipant le procès, le président Fujimori a annoncé qu'il serait passible de la peine maximale, la prison à vie – la peine de mort ayant été abolie. Après l'arrestation du numéro un du Sentier lumineux et celle de plusieurs membres de son comité central, l'organisation des « polpotiens » andins est pratiquement décapitée : quatre d'entre eux, semble-t-il, ont été exécutés en mai, au cours de la répression de la mutinerie de la prison de Canto-Grande, et six autres sont détenus. Seuls dix de ses principales figures seraient au combat.

NICOLE BONNET

Les fausses factures de la SAGES

M. Fabius dément avoir bénéficié de versements de M. Reyt

M. Laurent Fabius *« dément totalement »* avoir bénéficié de financements de la SAGES, comme l'a affirmé le PDG de cette société, M. Michel Reyt, a-t-on indiqué, lundi 14 septembre, dans l'entourage du premier secrétaire du PS. M. Fabius, qui a quitté Paris lundi pour assister au congrès de l'Internationale socialiste, *« ne connaît pas M. Reyt, qu'il n'a jamais rencontré »*, précise son entourage.

Dans un entretien publié le même jour par *le Parisien*, M. Reyt, inculpé de trafic d'influence aggravé, de faux et d'usage de faux par le juge Renaud Van Ruymbecke, affirmait qu'il avait payé des factures de tracts et d'affiches de la campagne de M. François Mitterrand en 1988 pour un montant de 1 800 francs, et il ajoutait : *« J'en ai aussi payé pour Fabius et d'autres membres du PS »* (*le Monde* du 15 septembre).

Le Monde

I N I T I A T I V E S

DOSSIER

Le gisement des métiers verts

Protéger la planète contre la pollution et éviter les gaspillages permet de créer des emplois

DEVENEZ rudologue. Si l'on admet que l'environnement est potentiellement créateur d'emplois, ces personnes qui sont spécialisées dans la gestion des déchets et leur valorisation ont sans doute un bel avenir. Avec les ferrailleurs, les égoutiers, les ingénieurs chimistes et quelques autres, ils sont un des maillons du grand projet de protection de la planète Terre.

Actuellement, environ 400 000 personnes, soit 1,7 % de la population active, occupent un emploi ayant trait à l'environnement. Près de la moitié travaillent dans les activités liées à la distribution et à l'épuration de l'eau (171 000 personnes). Les autres sévissent principalement dans le domaine des déchets (150 000 personnes) et de la récupération (23 000 salariés).

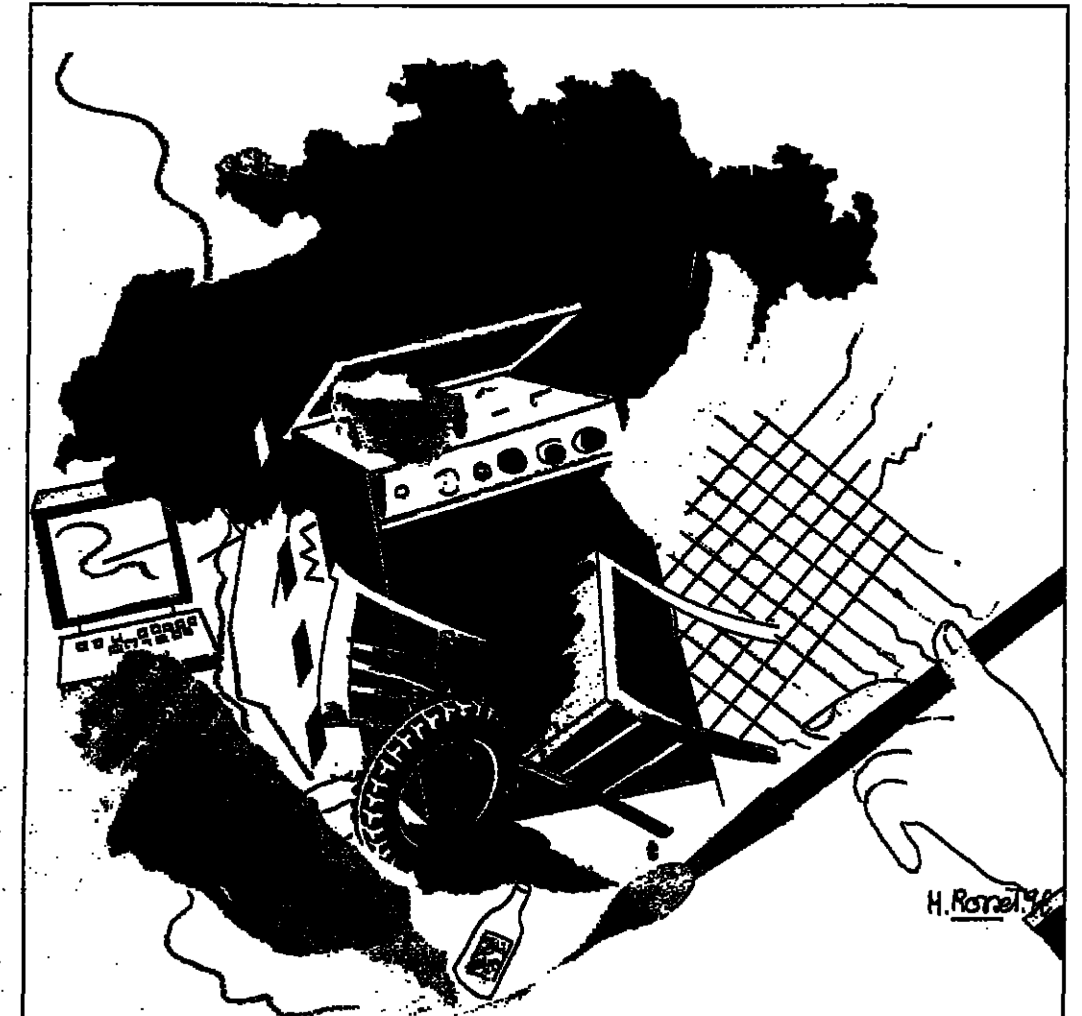
En réalité, les professions de garde forestier, éboueur et goûteur d'eau par exemple ont toujours existé, car l'homme s'est toujours un minimum préoccupé de son environnement. Mais au cours des vingt dernières années, la prise de conscience que les dégâts du progrès exigeaient des efforts plus importants pour la préservation de l'air, de l'eau et des paysages, en a augmenté le nombre.

Les consommateurs deviennent sensibles aux emballages recyclables et font des efforts pour jeter vieux journaux et bouteilles vides dans des endroits réservés. Les industriels les plus pollueurs – chimie, papiers, pétrole, entre autres – modifient leurs systèmes de production. Dans les raffineries ou les usines chimiques où les questions de sécurité et d'écologie sont très liées, des directeurs de l'environnement ou des coordinateurs sont à la tête de services spécialisés. Les collectivités locales se préoccupent de la pureté des eaux, du ramassage des résidus et de l'aménagement des espaces publics. Une myriade de sociétés qui ont fait de la propreté leur métier (fabricants de dépoussiéreurs, constructeurs de stations d'épuration, etc.) se développent.

Autant d'efforts qui sans nul doute se traduiront par des créations d'emplois. Mais dans ce domaine les prévisions manquent de précision. Selon certaines estimations, la politique de l'eau et des déchets devrait entraîner directement et indirectement 10 000 à 20 000 emplois. Certains y voient une aubaine en ces temps où les chiffres du chômage font cauchemarder tous les responsables politiques et économiques.

Pourtant l'examen de ce qui s'est passé au cours de la précédente décennie montre que, les évolutions ne sont pas linéaires. Entre 1980 et 1984, ce secteur perd 8 000 emplois; alors que jusqu'en 1989 17 500 postes sont créés. *« Cette croissance des emplois de l'environnement est imputable à l'amélioration de la conjoncture économique, en particulier éco-industrielle, ainsi qu'à la reprise des investissements des collectivités locales »*, indique une note du ministère de l'environnement. Une manière de dire que pas plus que les autres l'écologie n'échappe à l'économie.

Par ordre d'importance dans la création d'emplois, arrivent en tête toutes les activités liées à l'eau. Viennent ensuite les domaines de l'air, du bruit, des déchets, le patrimoine écologique et le cadre de vie. 3 000 personnes relèvent des différentes administrations qui se préoccupent d'environnement. Les associations qui se consacrent d'une manière ou d'une autre à la défense de l'environnement occupent environ 5 000 personnes. Petit à petit, les préoccupations écologiques sécrètent des spécialisations : avocats des victimes des diverses pollutions et cabinets de conseil par exemple.



Mais d'où viennent ces ingénieurs, ces responsables de maintenance, ces paysagistes et autres salariés de l'environnement ? *« Ces métiers correspondent plus souvent à l'évolution de métiers existants qu'à l'apparition de nouveaux métiers »*, constatent les spécialistes. Et il est vrai que souvent, dans les entreprises, les fonctions environnement ont d'abord été le résultat de formation sur le tas. Des sortes de reconversion ou d'évolution de carrière. Ainsi tel ingénieur chargé de la production s'est plongé dans ces techniques de la propreté et est ainsi devenu auprès de son PDG le spécialiste de l'environnement. Il n'empêche qu'au fil des années des formations spécifiques se sont créées.

Du DUT au troisième cycle universitaire, il existe actuellement 700 formations en France dont 200 sans le baccalauréat, essentiellement dans l'enseignement agricole. Mais peut-on pour autant espérer de ce secteur qu'il représente un gisement comparable à ce qu'a pu être par exemple l'apparition de l'informatique?

Françoise Chirot

LIRE AUSSI

L'éco-marketing

Les firmes ont différemment intégré cet argument de vente

UN jour, peut-être, les entreprises passeront-elles des petites annonces pour recruter des spécialistes en marketing écologique. Pour l'instant, elles ne semblent guère en éprouver le besoin. *« On le considère tout au plus comme un cas un peu particulier, au même titre que le marketing des services publics »*, déplore André Boyer, directeur de l'IECS de Strasbourg, professeur de gestion. *« Aux composantes du « marketing mix » (produits, communication, prix, distribution), on ajoute la variable environnement. »* Relativement récent, le marché des écoproduits (aérosols sans CFC, lessives sans phosphates, emballages recyclables, etc.) se développe à grande vitesse. Estimé entre 200 et 300 milliards de francs au niveau européen, il devrait doubler d'ici la fin du siècle. Ce phénomène pourrait susciter l'émergence de nouveaux métiers.

En attendant, les entreprises font face avec les moyens du bord. La plupart, tout en conservant un service marketing classique, ont créé un poste de détaché auprès de la direction chargé de l'environnement. C'est le cas notamment de Monoprix, le premier distributeur français à lancer une ligne verte, la marque « Momoprix vert ». Une ligne qui est passée de trente-cinq produits en mai 1990 à un peu plus d'une centaine actuellement. *« Au marketing, nous n'avons pas de spécialistes de l'écologie*, explique Joseph de Pirey, le « M. Vert » de Monoprix. *Les acheteurs sont responsables de tous les produits qui relèvent de leur spécialité, que ce soit des produits classiques ou des écoproduits. »*

Actions de sauvegarde

Quant à lui, il joue le rôle de consultant interne en matière d'environnement. *« Lorsque je monte une action autour de l'environnement, cela est imputé sur le budget de la promotion. Je reçois les fournisseurs qui proposent des produits susceptibles d'entrer dans la gamme des produits verts et je les oriente vers les acheteurs. On me consulte sur tout ce qu'il faut mettre ou ne pas mettre sur les emballages. »* Joseph de Pirey s'occupe aussi des relations avec le ministère de l'environnement et des organismes professionnels. Il fait partie d'une dizaine de comités de réflexion sur les emballages.

Chez Tetra-Pak, spécialisé dans les emballages pour liquides alimentaires, le directeur de l'environnement, René Hautin, est chargé de suivre les problèmes techniques et les relations avec le ministère de l'environnement. Quant au service du marketing, depuis 1990, Valérie Roques, y joue le rôle « d'antenne environnement ». *« C'est quelque chose que je fais en plus de ma fonction marketing »*, précise-t-elle. Tant il est clair pour elle que, contrairement à ce que pense André Boyer, *« il faut intégrer l'environnement au marketing et non pas créer de fonction nouvelle »*.

En attendant, Valérie Roques suit avec une belle constance l'évolution de ce marché sur tous les produits de grande consommation, et pas seulement ceux qui concernent son entreprise. *« Cela nous permet de voir où en est le consommateur. »* Par ailleurs, elle est chargée, dans le cadre de la stratégie globale du marketing, de développer des actions spécifiques d'environnement sur les produits et sur la société.

Pour éviter d'être soupçonnées de faire du business avec l'écologie, un certain nombre d'entreprises ont développé des actions de sauvegarde de l'environnement. Monoprix, par exemple, a édité un guide des *« gestes verts »* avec l'aide des Amis de la Terre. Tous les ans, lors des Journées de la Terre, cette chaîne prévoit un action. Elle a ainsi participé, à l'occasion d'une vente d'articles pour enfants, à la restauration du domaine de l'étang d'Orx (Landes). De même, Tetra-Pax a monté, en partenariat avec différentes marques de jus de fruits, une opération sur le thème « Aider la nature à rester intacte » pour aider l'association Les amis de la Terre à financer la lutte contre les incendies dans la forêt varoise. Une opération qui a très bien marché et que Thierry Libaert, dans *la Communication verte* (1), commente en ces termes : *« Tout le monde y gagne. Tetra conforte sa position. Les marques de jus de fruits bénéficient gratuitement des messages écologiques* (...). *Le consommateur se valorise en achetant un emballage recyclable et les Amis de la Terre gagnent, outre le fichier des consommateurs ayant renvoyé la vignette, une somme* (...) *pour financer la lutte contre les incendies de forêt. »* Dans les services marketing, on ne saurait guère oublier, souligne encore Thierry Libaert, que *« l'image fait vendre »* et que *« cette image de l'entreprise se doit d'être en concordance avec les valeurs sociales de l'époque »*.

Catherine Leroy

(1) Editions Liaisons sociales, 1992.

Les éboueurs des mers

Des passionnés de plongée au service de l'environnement



VIEUX pneus, bouteilles plastiques, batteries de voiture, détritus de toute sorte : parce qu'il en avait assez de la « Méditerranée-poubelle », Pierre Bardina, vingt-six ans, étudiant en lettres désenchanté, a créé son entreprise. Sa société, Les éboueurs de la mer, installée depuis avril 1990 à La Seyne-sur-Mer serait selon lui la première société de travail sous-marin du genre en Europe ; tâche aujourd'hui largement diversifiée puisque ces éboueurs font aussi appel aux biotechnologies.

Aujourd'hui, si la mer reste une passion, la jeune PME a les pieds sur la terre quant à sa stratégie : *« Je vends de la dépollution »*, dit son fondateur, qui est conscient des immenses besoins émanant notamment des communes du littoral. C'est ainsi que Les éboueurs de la mer – soit quatre permanents installés sur les friches de l'ancien site du chantier naval Normed en quête de reconversion – se sont fait une spécialité non seulement du relevage des détritus mais encore du nettoyage des plages, de l'intervention rapide en cas de pollution accidentelle et des conseils auprès des collectivités : *« Nous avons trois activités principales : gestion des déchets, études et conseils, intervention sur les sites »*, résume Nicolas Bourreille, vingt-neuf ans, un ancien Sup de co venu de Paris. *« A nos débuts, le problème a été de rendre crédible notre action »*, rappelle Pierre Bardina qui ne cache pas les difficultés rencontrées face à des communes peu réceptives. Aussi le premier contrat de gestion, afin de gérer la propreté de la plage de Marignane, fut-il marqué d'une pierre blanche. L'été prochain, la plage des Sablettes, près de Toulon, sera un marché de plus dans leur escarcelle.

Universités et groupe pétrolier

Afin de développer cette activité de nettoiement des plages mais aussi des zones de mouillage des bateaux de plaisance qui évacuent encore trop souvent leurs déchets par-dessus bord, les éboueurs ont mis au point un engin nettoyeur de plage. Il s'agit d'un mini-tracteur, baptisé « marequad », constitué à partir d'une moto à quatre roues motrices équipée d'une remorque spécifique. Le mobilier marin est pour l'heure une poubelle flottante en polyester résiné inaltérable, mouillée aux endroits *« stratégiques »* : entrées de port, criques et calanques.

Le contrat le plus représentatif de l'évolution de la société, puisqu'il fait appel aux biotechnologies, a été passé cette année avec la municipalité de Saint-Tropez. L'accord stipule en effet que les détritus qui encombrent le fond du port doivent être retirés mais aussi que l'assainissement des eaux chargées de matières organiques et de polluants comme le phénol, les hydrocarbures halogènes, doit être assuré. *« Il s'agit d'une première en Europe, car nous avons épandu des bactéries spécifiques sur 2 hectares en milieu ouvert*, assure Pierre Bardina. *Il y a huit mois, au début de l'expérience, nous avons soulevé un beau tollé chez les marins pêcheurs. »* Les résultats ? Ils se révèlent aujourd'hui probants et c'est le laboratoire d'hydrologie de la faculté de Marseille, sceptique au départ, qui assure le suivi méthodologique.

Qui dit pollution dit intervention rapide. Une mini-marée noire peut en effet compromettre la saison touristique d'une commune balnéaire. De Marignane, les éboueurs prétendent pouvoir intervenir vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur l'ensemble du Bassin méditerranéen et sur la côte ouest de l'Afrique. A cet effet, ils se sont assuré les services d'un avionneur. De même, le groupe Total, convaincu de leurs compétences, a mis à leur disposition des matériels antipollution : *« Nous avons testé leur temps de réaction lors d'un exercice en grandeur nature de marée noire factice, effectué dans le port de Dunkerque*, complimente Francis Trémot, directeur de la cellule anti-pollution marine de Total. *Les éboueurs sont intervenus en trois heures à partir de la base de Marignane. »* Satisfait de cette « souplesse » que ne peuvent avoir les grands dispositifs de lutte, tel le plan Polmar, Total a signé un contrat d'astreinte avec les éboueurs.

Un ingénieur en biologie marine, un expert-comptable, un gestionnaire composent l'équipe dont Pierre Bardina est le responsable. *« Nous ne pouvons naturellement pas tout faire*, convient Pierre Bardina. *Aussi nous nous sommes assurés du maximum de compétences extérieures. »* C'est ainsi que les éboueurs se sont attaché les services de plongeurs professionnels indépendants qu'ils ont organisés en équipe. L'interface avec les laboratoires des universités de Lyon, d'Aix et de Marseille, s'est opérée de manière exemplaire, de même que la coopération avec des entreprises spécialisées dans l'environnement marin.

Pour Georges Klimoff, ancien cadre du chantier naval et directeur adjoint de Marepolis, dont l'objectif est d'organiser la reconversion des 32 hectares du site de La Seyne autour du génie océanographique et de la protection de l'environnement marin : *« Les éboueurs sont le type même de PME que nous ambitionnons d'accueillir. »*

Jean Menanteau

Une défense spécialisée

Elle a été chargée de l'affaire Creys-Malville, lui de l'*Amoco-Cadiz*. Elle est spécialisée dans le nucléaire, lui dans la pollution maritime. Mes Christian Huglo et Corinne Lepage-Jessua sont un peu les avocats-vedettes du droit de l'environnement. Leur cabinet a peu de concurrents : on compte en effet sur les doigts d'une main les membres du barreau spécialisés dans ce domaine. Spécialité reconnue d'ailleurs depuis peu au niveau des universités. Quelques-unes seulement proposent des DEA de *droit de l'environnement* : Paris-I, Paris-II, Lyon, Strasbourg et Poitiers.

« Les choses vont sans doute changer, affirme un enseignant. *D'une cinquantaine de candidats il y a trois ou quatre ans, nous sommes maintenant à plus de 200. Deux raisons à cela : d'une part un engouement certain pour l'environnement et une prise de conscience de l'avenir de la planète ; d'autre part le fait que ces problèmes ont atteint les grandes affaires et qu'il y a de quoi faire vivre largement son homme. »* Le droit de l'environnement recouvre les trois procédures : civile, pénale et administrative et a des dimensions française et internationale. Il existe 190 directives communautaires sur le sujet et plus de 200 conventions internationales alors qu'en France une petite centaine de lois ont été édictées jusqu'à présent. Au départ, Me Christian Huglo n'avait pas une vocation particulière pour l'écologie : il était spécialiste de droit public.

Consulté en 1972 dans l'affaire Montedison – une société italienne qui déversait au large de la Corse des produits chimiques polluants – il a pris la défense des communes déjà atteintes ou menacées : Bastia, Nice, Marseille. Il est devenu ainsi un expert du droit de la mer. Il avait déjà joué le même rôle dans l'affaire de l'*Olympic-Bravery*, un pétrolier américain qui avait percuté l'île d'Ouessant. *Par ailleurs, il défend* la ville de Rotterdam dans les multiples procès sur la pollution du Rhin : les Pays-Bas tirant en effet de ce fleuve leur eau potable, ils attaquent systématiquement tous les pollueurs. Christian Huglo a surtout pris une dimension internationale dans l'affaire de l'*Amoco-Cadiz* où il utilisait une technique qui a fait ses preuves depuis : coordonner les efforts des collectivités locales en créant des unions. Il défend également les intérêts des 600 marins pêcheurs de la Baie de Seine face à la pollution industrielle. Pour lui *« le vrai droit de l'environnement ce n'est pas la réparation mais la prévention. C'est là qu'il faut lutter et sans faiblesse »*.

Lilianne Delwasse

Les grands anciens

Les protecteurs de la montagne, de la forêt et de l'eau

LA pioche au pied, les manches retroussées, ils posent fièrement pour la photo. C'était il y a un siècle et ils avaient réussi à vider la poche d'eau d'un glacier. Treize mille clichés archivés au ministère de l'agriculture montrent ces hommes qui, déjà, exerçaient ce que l'on appelle aujourd'hui des métiers de l'environnement. L'essentiel des efforts concerne alors la restructuration des terrains de montagne : à la suite de grandes crues, des travaux titanesques sont entrepris pour domestiquer les torrents à l'aide de murs de pierre ; des laboratoires en altitude analysent la glace ; on reboise les forêts. Les gardes forestiers doivent désormais établir des rapports précis de leur activité.

Depuis des siècles, on se préoccupe aussi de protéger la forêt, pas seulement par amour de la nature, mais en raison du capital qu'elle représente. Les destructions qui ont suivi les guerres jusqu'au XVIIe siècle, ont permis à l'homme d'en mesurer toute sa valeur. Terrain de chasse à courre, la forêt devint ensuite une réserve de bois de chauffage et de construction. Les gardes forestiers vivaient alors en quasi-autarcie, dotés d'une connaissance instinctive de l'écosystème, ils étaient souvent d'anciens militaires qui trouvaient là un « emploi réservé ». Une partie de la mission de ces « gendarmes de la forêt » consistait en effet à contrôler le travail des bûcherons.

Tronçonneuse et centrales nucléaires

Le garde partait à vélo, muni d'une hachette avec laquelle il marquait le tronc de l'arbre à abattre et sa souche. Ensuite il repassait pour vérifier que l'arbre coupé portait bien son sceau. Dans le cas contraire le bûcheron était sanctionné. Au passage, le garde débroussaillait autour des jeunes arbres pour les aider à grandir ou bien plantait des graines. *« Ils étaient les jardiniers de la forêt*, commente Charles Guillery. *Leur vie était dure, ils étaient très mal payés, mais ils vivaient en communion avec la forêt »*. Aujourd'hui les gardes forestiers habitent dans les bourgs. Ils ont reçu une formation, se déplacent en voiture avec une tronçonneuse. On les appelle des agents techniques.

Les métiers liés à la protection de l'eau naissent plus tardivement. Car autant la forêt apparaît très tôt comme un élément vivant et donc fragile, autant on pensera longtemps que l'eau peut résister à toutes les exactions, qu'elle est inépuisable. En fait, on ne s'intéressait qu'au profit que l'on pouvait en tirer : faire tourner la roue du moulin, même si le système des écluses perturbait fortement le cours des rivières, irriguer les champs, désaltérer la population. Les statistiques du ministère de l'agriculture montrent, jusqu'en 1955, une consommation d'eau bien plus faible qu'aujourd'hui et un degré de pollution minimum. L'industrialisation, la construction de barrages et de centrales nucléaires, l'accroissement de la population viendront rompre cet équilibre vers le début des années 60. Seules quelques voix s'élèvent alors pour donner l'alerte, que l'on n'écoute pas : les pêcheurs et les ingénieurs des Eaux et Forêts. *« C'était le pot de terre contre le pot de fer »*, se souvient Jean-Claude Vinçonneau, ingénieur du GREF. Vers 1965, des mesures de protection de l'eau commencent à être prises, des lois sont votées, les connaissances scientifiques progressent et des Agences de l'eau sont créées. Les ingénieurs limitent les autorisations de pompage, en tenant compte de leur impact sur le parcours entier de la rivière. Et les constructeurs de barrages doivent installer des palliers pour le passage des poissons migrateurs.

Francine Aizicovici

Invention d'emplois

Les opérations « Nouvelles qualifications », une source d'embauche pour jeunes sans formation

MAIS oui! Mylène a trouvé un emploi à la station d'épuration de Mèze (Hérault). Et à temps plein! Elle est au laboratoire et assure le suivi des analyses du traitement des eaux usées. Eric lui aussi a été embauché et, après avoir démarré comme simple *« agent de la qualité de l'eau »*, il est aujourd'hui responsable technique de l'unité de production de micro-algues.

En 1987, pour assurer le bon fonctionnement du processus et faire marcher les unités de production qui tirent parti des boues fertilisantes et du plancton qu'il génère en abondance, il a fallu embaucher et inventer des formations adaptées à ces métiers nouveaux. Il a alors été décidé de faire appel à des jeunes chômeurs sans qualification et de monter à leur intention l'une de ces actions « Nouvelles Qualifications » que s'attache à promouvoir Bertrand Schwartz.

C'est ainsi que Mylène et Eric entrent dans cette histoire. Aujourd'hui 80 % des jeunes ainsi formés ont trouvé un emploi durable. Et les quelques échecs tiennent surtout aux difficultés personnelles de certains. Pourtant, en dépit de son succès, cette formation au traitement de l'eau n'a pas été renouvelée avec la commune de Mèze. Telle est en effet la démarche « Nouvelles Qualifications » qui veut que l'on ne forme qu'en réponse à des besoins exprimés par les futurs employeurs. Une enquête préalable a permis de repérer ces besoins. Donner une qualification et un emploi à 10 ou 15 jeunes, cela paraît dérisoire par rapport à l'ampleur du chômage. Mais une opération « Nouvelles Qualifications » est par nature limitée et temporaire. C'est un laboratoire dont l'efficacité est à juger à deux niveaux : réussit-elle à repérer des métiers nouveaux? Et parvient-elle à en faire un objectif pour des jeunes en difficulté?

Des financements acrobatiques

En réalité, l'opération de Mèze est à relier à tout un maillage d'initiatives qui l'ont précédée et suivie de 1985 à 1987. Une première expérience avait été réalisée à Chambéry (Savoie) où, depuis le début des années 80, Gilbert Bœuf, le proviseur du lycée professionnel Monge, s'efforce de promouvoir un enseignement dans le domaine de l'eau. Enfin, de 1988 à 1990, les collectivités locales et les entreprises du Cher participent à une troisième expérience. Les acquis sont alors suffisants pour que se dessinent clairement les contours du métier. L'éducation nationale prend acte en créant un CAP d'« agent de la qualité de l'eau »; et ce dernier est désormais préparé à travers la France, en particulier dans le cadre du CFI (crédit formation individualisée).

A Mèze d'autres pistes ont été trouvées. Dès 1988, une action de formation d' « animateur scientifique et technique de l'environnement » est mise en place : il s'agit de répondre à l'afflux des visiteurs (actuellement 100 000 par an) – attirés par la beauté des lieux – car l'implantation du dispositif de lagunage a été réalisé dans un souci de respect du paysage. Et par l'intérêt écologique et scientifique de ce qui s'y fait.

Ces animateurs doivent être capables à la fois de gérer ce flux et de piloter les visiteurs. Là encore on va faire le pari de recruter des gens sans formation. Une enquête est menée pour déterminer les besoins à satisfaire dans les organismes de la région qui œuvrent à la protection de l'environnement; et une dizaine de jeunes vont à leur tour trouver un emploi qui a toutes les chances d'être durable même si les financements sont souvent acrobatiques.

En 1990, à la demande d'autres organismes prêts à embaucher, l'ARDAM, l'organisme de formation lié à la station de Mèze lance une opération « Animateurs de culture technologique et industrielle ». Une dizaine de jeunes encore vont en bénéficier. Peu à peu se précisent les contours d'un nouveau métier qu'on finira par appeler « Animation de site scientifique, technique et industriel » (ASSTI).

Par ailleurs, dans le Cher et les autres départements de la région Centre on décide de s'intéresser au traitement des déchets solides, secteur d'avenir s'il en est. Là un important travail préparatoire est à faire car la profession n'est pas prête à former des gens en alternance. A Mèze on pense également aux déchets : une formation conjointe avec l'Italie est en cours d'élaboration.

Cette démarche est également féconde en matière de pédagogie (1). On est tenté d'y voir la formule qui permettrait de reconstruire l'apprentissage sur des bases vraiment adaptées à cette fin de XXe siècle. *« Pendant leurs premières années de travail*, explique Claudette Fareng, de l'ARDAM, *je suis les jeunes qui sont passés par ces formations. Tout le monde constate qu'ils ont acquis une autonomie, une curiosité, un besoin d'apprendre et de progresser en permanence qui font d'eux des gens auxquels on tient. »* Il est donc possible d'acquérir la capacité d'évoluer sans passer par le bac. Si du moins une autre voie pour y parvenir est offerte par un type de formation qui en fait sa préoccupation centrale.

Marie-Claude Betbeder

(1) Lire *Agents de la qualité de l'eau. Histoire de nouvelles qualifications.* Centre INFFO, tour Europe. Cedex 07, 92049 Paris-La Défense.

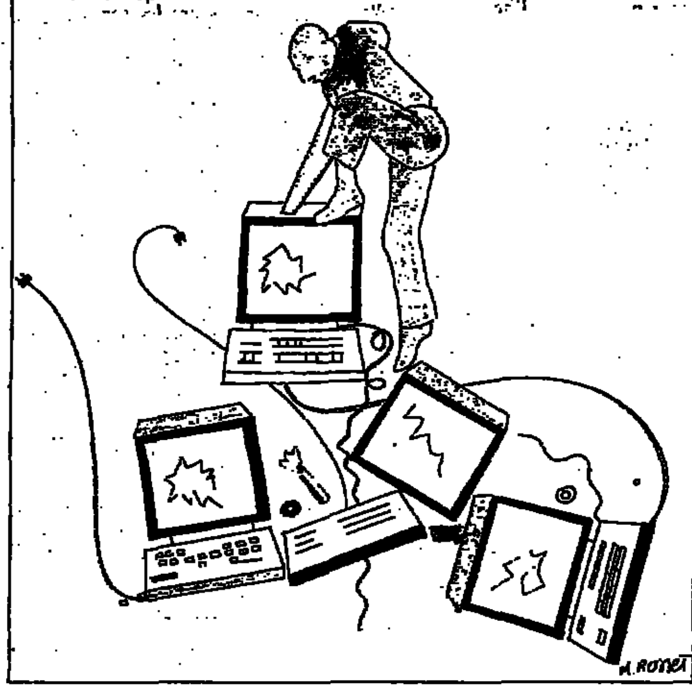
Le démolisseur d'ordinateurs

Une PME du Calvados récupère ainsi de l'or, de l'argent, du platine et du palladium

DEVINETTE : quel rapport peut-il bien y avoir entre le géant américain IBM et une PME de cinquante salariés ancrée à Falaise, une jolie petite ville du Calvados? Réponse : le recyclage de l'électronique.

La société Valme, comme Valorisation des métaux est en effet la société française choisie par le plus important fabricant d'ordinateurs du monde pour traiter la totalité de ses déchets en France. C'est-à-dire, trier le toxique du non-toxique et détruire ce qui est nocif soi-même ou par sous-traitance. La récompense est de revendre ce qui est bon, en l'occurrence quatre métaux précieux : l'argent, l'or, le platine et le palladium.

Valme est la seule entreprise européenne à démanteler, totalement, un ordinateur. Une opération réalisée manuellement. Elle tient la place de numéro un français. Son PDG, Yves Jehanne, estime qu'il traite environ 90 % du volume des déchets électroniques de l'Hexagone. Mais son savoir-faire dépasse les frontières : 25 % des déchets électroniques européens transitent ainsi par Falaise!



Malouin d'origine, Yves Jehanne préfère raconter l'histoire de son entreprise que la sienne. Il rappelle simplement qu'il a été le troisième homme au monde à avoir la bonne idée de s'intéresser aux déchets électroniques. *« Le premier à y avoir pensé, est un Chinois de Hongkong, le deuxième un Américain et moi ensuite, mais dix ans plus tard, en 1981. »* L'électronique est alors en pleine croissance mais personne en France ne se soucie encore du recyclage des déchets. Ingénieur chimiste de formation, le PDG de Valme a commencé sa carrière dans une usine de zinc. Dix années passées dans l'Aveyron, dont il garde un bon souvenir. Au-delà, la vie en province commençait à lui peser, ainsi qu'à ses enfants. Il prend alors la direction de la filiale d'une compagnie allemande de métaux précieux, installée dans la banlieue parisienne. Mais, quelques années plus tard, il ne s'entend pas avec le successeur de son ancien président. En 1981, à quarante et un ans, il décide de se lancer à l'aventure. Deux de ses adjoints, ingénieurs de formation, le suivent *« pour la façon qu'il a d'aller à l'essentiel dans la vie »*, dit en souriant Gérard Plateaux, aujourd'hui directeur technique de Valme, *« et aussi parce qu'il donne carte blanche quand il a confiance »*, ajoute André Praquin, le dernier du trio, chargé de la diversification de la PME.

Les déchets en gare de triage

Tout commence donc le 1er avril de l'année 1981 à Aubervilliers. Yves Jehanne et ses complices louent 700 mètres carrés. Quand il pleut, la photocopieuse fonctionne, mais à l'abri d'un parapluie... *« On achetait aux casseurs les rebuts des producteurs d'électronique. Personne à l'époque ne savait, à l'exception de certains affineurs de cuivre, que les circuits imprimés recelaient des métaux précieux »*, se souvient le PDG. Au début, l'équipe patauge un peu sur la qualité des métaux récupérés ou la toxicité du reste. Gérard Plateaux suit une formation à la Monnaie et passe avec succès un examen qui l'autorise à certifier la valeur de l'or récupéré. Au bout de deux ans, l'affaire s'est bien développée. Les locaux deviennent trop exigus. L'équipe cherche des terrains : Paris s'avère trop cher et surtout pas assez sûr. C'est le départ pour le Calvados. En 1984, le groupe IBM, qui utilisait déjà Valme comme gare de triage de ses déchets, lui confie – les Américains souhaitent ne rien laisser au hasard – le démantèlement complet de ses ordinateurs.

Faire payer le recyclage

A Falaise, il y a trois sites : un centre de démantèlement, une usine de broyage, une usine d'affinage où se côtoient une multitude de métiers : ingénieurs chimistes, fondeurs, affineurs... Au centre de tri, des ouvriers formés sur le tas par la « bande des trois » séparent ce qui a de la valeur et ce qui n'en a pas. Un ordinateur démantelé, c'est essentiellement six choses : de la ferraille, des câbles, des métaux cuivreux, du plastique, de l'électronique à base d'aluminium et des métaux précieux. Valme traite 5 000 tonnes d'ordinateurs par an et récupère ainsi 50 à 100 kilos d'or. Avec les autres déchets électroniques achetés en France et à l'étranger, la production d'or atteint 1 tonne par an.

Pourtant, ce score n'est pas synonyme d'euphorie. Valme vient de licencier vingt-cinq salariés, l'effectif n'est plus de soixante-quinze mais de cinquante personnes. *« Il y a de moins en moins d'or dans un ordinateur en raison des progrès dans la miniaturisation, et puis surtout*, explique Yves Jehanne, *c'est le cours des métaux précieux qui nous pose problème. L'or fin en lingot cote aujourd'hui 53 000 francs. Je l'ai connu à 110 000. La chute du dollar n'arrange rien. Aujourd'hui, une fois les déchets traités, les métaux récupérés ne nous permettent plus de couvrir nos coûts. »*

La seule solution pour Valme est de ne plus acheter les déchets et de faire payer le recyclage. IBM a déjà donné son accord. En outre, il reste beaucoup à faire : notamment sur le traitement du plastique – Valme vient de lancer une opération avec l'IUT de Compiègne, – ou encore pour rendre propres les écrans en verre qui renferment des matières toxiques (arsenic, étain...).

Marie-Béatrice Baudet

PORTRAIT

Le découvreur des décharges

Foi de dénicheur, *« les gens jettent vraiment n'importe quoi! »*, s'exclame Roland, surnommé « Poupou » par ses petits-enfants et « Bindle » par ses amis, qui se souviennent du temps où il était le dessinateur vedette d'un quotidien régional. Sa passion de toujours, qu'il pratique maintenant à longueur de semaine, en retraité heureux, c'est de fureter dans les décharges, publiques ou sauvages, pour y découvrir, au milieu des déchets, ces objets ou ces petits riens qui sont, à ses yeux, autant de trésors.

Cet été, il a trouvé un barbecue en fonte tout neuf, *« avec son bon de garantie »*, et a d'abord ramené la broche chez lui, puisqu'il était à moto. Comme il perdit l'ustensile en route, il proclame, en riant de sa mésaventure, qu'il possède désormais *« une vraie antiquité »*. Il ne compte plus les surprises survenues au cours de ses incessantes pérégrinations : les plaques électriques abandonnées parce qu'un seul fil était à la masse, les derniers symboles de la société de consommation délaissés sans cause apparente ou les engins de toutes sortes qu'une petite réparation suffit à remettre en état de marche.

Des angelots dans un tas fumant

Toute sa famille, ainsi que son gendre, lui aussi bricoleur, partage son attendrissement pour ces merveilles oubliées, promptement réhabilitées et parfois détournées de leur usage. Dans sa grande et belle maison, Roland entasse depuis des années un délicieux bric-à-brac, composé au rythme de ses coups de cœur. Montée sur une perche et actionnée par une chaînette, une vieille cafetière permet d'arroser les plantes dans les balconnières inaccessibles. Sur les tables, les couvercles en verre des bocaux – nous sommes au pays du confit et du foie gras – servent de cendriers. Dans la chambre, une guirlande lumineuse, qui devait auréoler une Sainte Vierge, éclaire maintenant une glace encadrée de bois doré. Au fond d'une grange s'empilent une cinquantaine de vieux vélos – l'embryon d'un *« musée »* ironique.

Plus d'un écologiste pourrait *s'en réjouir*, mais « Poupou » se désole, lui, de la fermeture progressive de ses terrains de chasse préférés. Il lui faut aujourd'hui aller dans l'Aveyron voisin pour pouvoir visiter les décharges de ses rêves, celles où il y a encore des choses à débusquer, comme ce lot de galoches, retrouvées après la réfection du toit de l'école communale. Il regrette le temps où, d'un tas fumant, il avait sauvé des angelots *« de pur style saint-sulpicien »*.

Avec le temps, sa traque l'entraîne de plus en plus loin, à la recherche de lieux qu'on lui promet mythiques et qu'il garde aussi secrets qu'un cueilleur de cèpes. Sa technique? Au volant d'un break *« de paysan »*, une galerie bâchée et la remorque pleine, il s'enquiert d'un site, qu'il s'empresse d'expertiser. Puis il revient, tout excité à l'idée de ce qu'il pourra dénicher.

Une fois, des brocanteurs et des ferrailleurs qui se trouvaient au même endroit que lui l'ont pris pour un collègue. *« Ils m'ont demandé ce que je cherchais, quelle était ma spécialité*, raconte-t-il, très fier. *Ils se partageaient la tâche, chacun ramassant le cuivre, le fer ou le plomb pour le compte des autres. J'ai fait comme eux. »*

Continuellement aux aguets, Roland met à profit le moindre de ses déplacements pour étendre le champ de ses investigations. En fait, il agit, à son modeste niveau, et pour son seul plaisir, comme un nettoyeur de talent de l'environnement. *« J'ai un seul problème*, avoue-t-il, faussement ingénu, *sur le bord de la route, je trouve plus de gants de droite que de gauche, et je ne sais pas pourquoi »*.

Alain Lebaube

INITIATIVES

RENDEZ-VOUS

ÉCHOS

Forum air et espace

■ Le groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS) organise les 20 et 21 novembre à la Cité des sciences et de l'industrie, à Paris, le quatrième Forum air et espace. Une trentaine d'entreprises seront présentes ainsi que les écoles et des universités. Comme en 1991, plus de 10 000 visiteurs sont attendus : étudiants, jeunes diplômés, cadres ou ingénieurs. Cette manifestation vise à valoriser l'image des entreprises aéronautiques et spatiales auprès des étudiants et jeunes diplômés, à informer et orienter les jeunes sur les fillières de formation correspondantes, et à attirer les ingénieurs ou cadres confirmés vers ces secteurs.

▶ GIFAS, 4, rue Galilée. 75782 Paris Cedex 16. Tél : (16-1) 44-43-17-00.

TRIBUNE

Les nomades électroniques

par Denis Ettighoffer

AUX *Etats-Unis*, il s'appellerait peut-être M. Cooper ou Clearwater, il travaille pour le compte d'une compagnie qui l'utilise régulièrement en tant que spécialiste des marchés des réseaux. Il a un contrat de *«retainer»*, la compagnie qui «retient» ainsi ses services lui garantit un minimum *d'honoraires mensuels. Une somme forfaitaire* qui, le cas échéant, sera revue à la hausse à partir d'un seuil maximum de journées travaillées. En contrepartie, il ne travaille pour aucune autre société concurrente et se tient informé, en veille permanente, des événements intéressant sa spécialité. Il n'est ni un salarié, *ni un vrai indépendant*, un seul client assurant l'essentiel de ses revenus.

En à peine quelque vingt ans – entre 1970 et 1990 – la population des cadres en France a plus que doublé, en passant pour l'essentiel de la production aux services tertiaires dans les entreprises; études, développement informatique, commercial. *Dans un secteur qui représente* désormais 70 % des actifs dont 45 % travaillent sur des ordinateurs, la structure du tertiaire s'est complètement transformée. Dès 1982, les actifs y représentaient 12,5 millions pour 2 millions de cadres. Une évolution qui se poursuit. On en devine aisément les conséquences *sur les coûts salariaux. Le tertiaire* étant un gros consommateur de main-d'œuvre, il contribuera à justifier les importants investissements informatiques consentis par les firmes.

Aujourd'hui ces cadres, banalisés, sont chers, et d'autant plus chers qu'en sus des coûts salariaux ils pèsent désormais sur les frais généraux qui incluent de plus en plus de bureaux et de nombreux équipements techniques. Aussi les sièges sociaux se mettent à subir une cure d'amaigrissement, et l'encadrement souffre à son tour des efforts de structuration et des *gains de productivité voulus par les entreprises.* Aux Etats-Unis, plus d'un chômeur sur dix est un cadre. En France, ils sont 132 000 avec une progression de 30 % en un an.

A Londres, dès 1982, Rank Xerox devait *constater que, sur l'ensemble de ses charges de* bureaux, 31 % provenaient des infrastructures, 30 % du personnel et 24 % des frais généraux. D'où la décision d'externaliser une partie des cadres concernés du bureau de Londres sous forme d'un contrat d'essaimage, ce qui impliquait pour ces derniers le statut d'indépendants. *Ils ont été invités à donner volontairement* leur démission et ont été payés sur la base du salaire antérieur. En 1985, ils seront 54 dont 6 femmes, du staff. Les fonctions représentées sont très ouvertes : marketing, pla*nification*, recherche, *formation*, santé, sécurité... En majorité des spécialistes, des managers. Un contrat de partenariat sera mis en place. Le «partenaire» organise son travail avec son «client». La rémunération se fait à prestations réalisées (aux résultats) plus qu'au temps passé. *Rank Xerox a réduit ses besoins* d'espaces de bureaux et les frais d'exploitation correspondants. Il s'est constitué un «bassin de compétences» utilisable à la demande, économiquement. Du point de vue des partenaires, les avantages sont la diminution des allées et venues journalières coûteuses, le sentiment d'une *meilleure efficacité et flexibilité* et enfin des revenus améliorés.

Ce cadre *«partner and co.»* (pour cotraitance) est aussi un des indices de la flexibilité voulue par l'entreprise et les personnes en réaction aux surcoûts et aux contraintes collectives du «travailler ensemble» du vingtième siècle. Avec *l'impérative nécessité pour le tertiaire* de gagner en productivité. Comment ? Par l'utilisation d'expertises situées dans des *sites spécialisés* qui travaillent à distance grâce aux télécommunications, par l'externalisation croissante des cadres et l'augmentation des *services spécialisés* confiés à de très petites entreprises (TPE) ou *de services d'entreprises délocalisées.*

L'émergence d'un nouveau type de population active, cadres externalisés, partenaires privilégiés cotraitants avec une ou quelques entreprises est un fait désormais courant. *Formateurs, attachés de presse ou journalistes,* consultants de direction, experts de toutes sortes, fonctionnant en temps partagé *(job sharing)* ou assistants intérimaires, ils sont en train de donner sa légitimité à l'intérim des cadres, et une nouvelle chance, par le biais de ces missions intermittentes, à des cadres expéri*mentés mais trop âgés*, atypiques ou même trop chers pour s'inscrire dans les voies traditionnelles de l'embauche.

LA *progression de ces travailleurs indépendants* a été évoquée pour la première fois *en 1989 dans une étude de la Commission* des Communautés européennes sur l'emploi en Europe. Les travailleurs indépendants, qui étaient surtout d'origine agricole dans les années 60, se trouvent maintenant en majorité dans le secteur des services, où la croissance s'avère la plus importante. En 1989, ils repré*sentaient 14 % de la population active*; cette part ne peut qu'aller croissant en Europe.

Ce contexte crée une nouvelle concurrence aux salariés «établis» qui sera vivement combattue par les syndicats. Mais il favorise aussi *la création d'activités en partenaire qui permettent* de réduire les risques inhérents au travail indépendant et s'adaptent le mieux aux fluctuations de la demande de l'entreprise partenaire. L'entreprise virtuelle dispose ainsi d'un «bassin de compétences» dont le coût global est minimisé, et dont les dépenses correspondent à des *«commandes» effectives en fonction* des besoins. Le présentéisme n'est pas un indice de productivité, les cadres dans leur majorité gagnent en flexibilité de leur emploi du temps grâce à l'utilisation des réseaux qui leur permettent de rester en contact avec leurs équipes *tout* en travaillant en dehors de l'ambiance parfois stressante et inefficace du bureau. Surtout, *il s'agit d'optimiser les «chaînes* de valeur ajoutée» entre de nombreux partenaires extérieurs à l'entreprise : ce petit monde, on s'en doute, ne peut cohabiter en un même lieu physique. Aussi les nouvelles technologies de l'in*formation* et de *la communication* (NTIC) vont avoir un rôle important à jouer dans la coordination des intelligences et des savoir-faire. *Les* entreprises multiplient leur communication avec l'extérieur : celle-ci représente 85 % des *liaisons* pour les petites entreprises et 15 % pour les grandes firmes, qui communiquent principalement en interne. *On constate* l'augmentation du travail en groupe et des réunions. Selon une étude d'Apple Computer France, une majeure partie des projets (jusqu'à 80 %) est prise en charge par des groupes de 4 à 25 personnes au *maximum. Aussi les techniques* encore en pleine évolution de travail coopératif à distance seront vite incontournables. Elles permettent de faire intervenir des compétences autant que de besoin sur un projet ou un pro*blème donné sans* les mobiliser en permanence.

Les applications vont de l'utilisation d'une messagerie électronique, du partage d'agendas, de fichiers, de dossiers dans un groupe fermé d'abonnés (GFA) à l'utilisation plus ou moins régulière de visioconférences et de *téléréunions* à la demande. Ce type d'applications permet l'accès rapide à des expertises, y compris entre pays à forte disparité de coût de travail. Traditionnellement, il aurait fallu envisager des *déplacements fréquents et onéreux sur de longs* délais, et donc rédhibitoires, pour s'attacher ces expertises. Mais si l'introduction des NTIC dans la chaîne des valeurs ajoutées est en train de bouleverser les structures productives, leurs *applications dans le service pour échanger du* savoir-faire restent encore exceptionnelles. A l'exemple du Crédit mutuel méditerranéen (CMM) en France. Sa structure fédérative nécessite une importante concertation entre les *responsables de Marseille, Nice et Montpellier.* Cet organisme vient de décider la mise en place d'un réseau interne de visiophonie qui permet la coordination à distance.

Dans cette culture-réseau, la conscience du service rendu à la collectivité comme à leur entreprise donne simplement à la tribu professionnelle une extension spatiale inusitée, spécifique désormais de notre génération d'hommes terminaux. Le management et l'animation à distance des ressources de l'entreprise font partie des nécessaires adaptations de l'entreprise virtuelle au vingt et unième siècle. Elles font de nous des nomades électroniques!

▶ **Denis Ettighoffer est l'auteur de *l'Entreprise virtuelle ou les Nouveaux Modes de travail.***

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE.

Les personnes intéressées doivent contacter STAG'ETUD (47, avenue Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au : (1) 49-08-99-99.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter cette association au 45-46-16-20.

COMPTABILITÉ

□ Lieu : Les Ulis. Date : *immédiat.* Durée : 1 mois. Ind : à définir. Profil : bac + 2, DUT, BTS comptabilité/gestion. Mission : intervention en comptabilités fournisseurs et générale. 02120.

□ Lieu : Vitry. Date : immédiat. Durée : contrat de qualification. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, préparation BTS comptabilité. Mission : suivi de comptabilité. 02216.

□ Lieu : Créteil. Date : 15 septembre. Durée : 1 mois minimum. Ind. : *30 % SMIC. Profil :* bac + 2, BTS comptabilité ou similaire. Mission : *tenue de journaux comptables, saisie,* suivi de comptabilité. 02167.

PERSONNEL

□ Lieu : Lyon, Caluire. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, formation universitaire, connaissances en ressources humaines/psychologie. Mission : *recrutement : faire passer des tests* aux candidats, sélection et recherche *de candidats, répondre aux* besoins des clients. 02192.

□ Lieu : Lyon. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, psychologie, ressources humaines. Mission : *assistance de recrutement : accueil* des candidats, entretiens de recrute*ment, recherche de postes. 02193.*

□ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 2 000 F minimum. Profil : bac + 5, DESS psychologie du travail ou sciences humaines, expérience du recrutement. Mission : recrutement des candidats aux différents postes : hôtesses, caissières, vendeurs... 01802.

MARKETING

□ Lieu : Massy. Date : *immédiat.* Durée : 6 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école de commerce, approche de la micro-informatique. Mission : assistance à l'élaboration d'études de marché et de documents, brochures... Ref FED MKTG. 02161.

□ Lieu : La Défense. Date : 15 septembre. Durée : 6 mois. Ind. : à définir selon niveau. Profil : bac + 2. école de commerce, anglais, bonne connaissance de l'informati*que. Mission : assister un chef de* produit. Ref PMD CH. 02176.

□ *Lieu : Paris.* Date : immédiat. Durée : *3/4 mois.* Ind. : à définir. *Profil : bac + 2/3, école de com*merce, marketing téléphonique, bases de données. Mission : *participation à la réalisation d'un annuaire* économique alimentaire, remise à jour (enquête téléphonique), saisie des données, suivi d'impression. 02117.

□ Lieu : Rosny-sous-Bois. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Ind. : fixe + commissions. Profil : bac + 2, formation assurée, permis de conduire. Mission : assistant marketing et tra*vail en collaboration avec service* commercial. 02183.

□ *Lieu : Puteaux. Date : immédiat.* Durée : 2 mois. Ind. : à définir. *Profil : bac + 2, école de commerce.* Mission : lancement de nouveaux services : *analyses de besoins de la* clientèle, *propositions de services,* organisation de budgets. 02211.

GESTION

□ Lieu : La Roche-sur-Yon. Date : 1er octobre. Durée : 2 mois. Ind. : 4 000 F + hébergement. Profil : bac *+ 2, école de gestion ou commerce,* connaissance du milieu économique. *Mission : étude de rentabilité, financière, de faisabilité pour la création d'une entreprise d'insertion profes*sionnelle. 02210.

□ Lieu : Vitry. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, école de gestion, connaissances en *informatique* de gestion. Mission : contrôle de gestion, ratios, analyse financière. 02215.

□ Lieu : Amboise. Date : immédiat. Durée : 5-6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini, école de commerce, option Audit Qualité, connaissance d'Excel, Word 5.5, Designer si possible. Mission : préparation de l'Audit AFAQ, relance et suivi d'audits internes, mise en place de tableaux comparatifs/Excel. 02162.

□ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. *Ind.* : 1 600 F/mois. Profil : bac + 2, école de gestion. *Mission :* stage opérationnel en agence de travail temporaire, assister *le responsable de gestion de* l'agence. 02166.

VENTE

□ Lieu : Rosny-sous-Bois. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : fixe + commission. Profil : bac, formation assurée. Mission : téléprospectrice, *prise de rendez-vous, qualification de* fichiers. 02184.

□ *Lieu : Paris.* Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à *définir. Profil : bac + 2 minimum* commerce/vente. Mission : *assistant(e)s commerciaux(les),* contacts téléphoniques pour *recherches, suivi et conseils clients.* 02177.

COMMUNICATION

□ *Lieu : Bordeaux.* Date : 8 au 11 octobre inclus. Durée : 4 jours. Ind. : *à définir. Profil : bac + 2 mini*mum lettres, histoire, arts, ISIC... Mission : assurer l'accueil des visiteurs d'un Salon d'expositions à thèmes : le judaïsme, le baroque, les Indiens d'Amérique, les découvertes de 1492 à 1992, la BD. Renseigner les visiteurs, les orienter, donner des explications sur ces thèmes. 02188.

□ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3-6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/4. Bon contact téléphonique, organisé, sens de l'écoute, connaissance du Macintosh si possible. Mission : assistant au développement de l'agence. *Marketing* téléphonique, tenue des fichiers, organisation de manifestations, pige et analyse documentaire. 02195.

□ Lieu : Colombes. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 1 600 F. Profil : bac + 4, ESC, maîtrise, école de communication. Mission : collaborateur du *responsable de formation.* Commercialisation et communication pour centre de formation. 02159.

INFORMATIQUE

□ Lieu : Bègles. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 2 200 F. Profil : bac + 2, réseau Novell, Windows, Word 5, Excel, Dbase. Mission : assistance de l'agent technique dans ses dépannages. Participer à la mise au point d'une procédure auto*matique pour l'échange de données* entre plusieurs sites, organiser la *mise en place d'une base statistique* opérationnelle pour des décideurs de *la direction régionale. 02807.*

□ Lieu : La Défense. Date : immédiat. *Durée* : 6 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2, technicien informati*que, connaissance des plates-formes,* formation interne aux logiciels, initia*tion à la maintenance. Mission :* animation et suivi showroom au CNIT, *accueil des visiteurs et renseigne*ments commerciaux, suivi des confé*rences et formations, maintenance du* parc informatique. 02160.

TECHNOLOGIE

□ Lieu : Berlin. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F + frais de déplacement et d'hébergement à l'étranger. Profil : bac + 2 à 4, BTS *génie mécanique*, génie civil, école d'ingénieurs, allemand courant *indispensable. Mission : assistance* technique au chef d'agence Berlin *dans le cadre de la création d'une* filiale. Mise en place et suivi des relations avec l'usine *située en France,* établissement de devis... Formation initiale à Lyon 2-3 semaines. 02180.

□ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : *2 mois. Ind. : à définir.* Profil : bac + 2, dessin industriel, Autocad et *Microstation. Mission :* dessinateur CAO/PAO pour mécanique et électrique *bâtiment. 02201.*

DROIT

□ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, droit, économie. Mission : analyse de journaux financiers, saisie et codage sur ordinateur. 02189.

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Ingénieurs Electroniciens Gestionnaires et Managers



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Le développement de l'électronique automobile s'accélère pour améliorer les performances, le confort, la sécurité, la fiabilité et le coût des véhicules. Ce sont donc toutes les fonctions de VALEO qui s'électronisent : Habitacle, Embrayage, Eclairage ... Dans ce contexte, la **Branche Electronique** (1 000 personnes, Recherche et Production) relève le défi et devient concrètement le moteur de ces développements.
Après avoir installé notre centre de recherche et de développement dans le parc d'activité technologique de CRETEIL, nous venons d'ouvrir en Août 1992 à MEUNG SUR LOIRE (45, près d'Orléans) notre nouvelle usine, répondant aux attentes de nos clients et anticipant les évolutions technologiques de l'électronique automobile. Si l'Electronique, l'Automobile et l'International sont pour vous autant de motivations, si notre projet ambitieux devenu réalité vous intéresse, n'hésitez pas à nous écrire.

RESPONSABLE GENERAL DE PLANIFICATION Réf. RGP
Rattaché à la direction du site, vous êtes responsable de la charge de l'usine. Vous animez une équipe de gestionnaires, vous planifiez les demandes commerciales et mettez en place le plan directeur de production que vous gérez dans le temps.
A 30-35 ans, Ingénieur de haut niveau (double formation appréciée), vous possédez une expérience industrielle (gestion de production grande série, flux tendus, contrôle de gestion...). Connaissance d'un outil informatique (GPAO, MRP ...) indispensable.

RESPONSABLE INGENIERIE PROCESS Réf. RIP
Vous définissez et mettez en place un outil industriel performant, avec une équipe de spécialistes.
Vous êtes déjà un professionnel reconnu de l'organisation d'ateliers en flux tendus, des techniques modernes de production (robotique, productique, transistique ...) et des technologies d'assemblage de produits électroniques.
En plus de votre expérience (5 à 10 ans) en production électronique, vous savez animer et motiver une équipe technique.

RESPONSABLES QUALITE PRODUCTION/SOUS-TRAITANCE Réf. RQ
Vous êtes les garants de la qualité optimale et assurez son amélioration permanente par la mise en place du système qualité (Valeo 1000, ISO 9000) et des outils (AMDEC-SPC).
Chez le sous-traitant, vous êtes notre audit et mettez en place les mesures nécessaires pour la qualification et le suivi.
Pour ces deux postes, une expérience respectivement en production et en qualité dans un environnement électronique est impérative. En plus de votre formation d'Ingénieur Electronicien vous êtes reconnu pour votre style de communication et votre personnalité.

RESPONSABLE INGENIERIE PRODUITS Réf. RIPT
Votre rôle est de coordonner le développement des nouveaux produits et d'assurer la gestion financière de ces projets. Responsable de la mise en fabrication, vous êtes l'interlocuteur des constructeurs et à ce titre, force de proposition. Expert du design produit, attentif à la concurrence, votre réflexion doit orienter les choix techniques au travers d'une équipe d'Ingénieurs. Ingénieur Electronicien vous-même, vous connaissez l'environnement de type automobile et possédez une expérience riche en gestion de projets.

RESPONSABLE LOGISTIQUE Réf. RL
Homme de terrain, vous animez une équipe logistique et votre objectif est d'optimiser la gestion des flux. Ingénieur de formation, vous possédez une expérience de l'ordonnancement et/ou de la gestion de production (GPAO) et vous souhaitez l'exploiter dans un poste très opérationnel.
A terme, ce poste peut ouvrir la voie vers d'autres fonctions (achats, appros, fabrication...).

RESPONSABLE EXPLOITATION INFORMATIQUE Réf. REI
Ingénieur Système expérimenté, vous avez la responsabilité de la mise en oeuvre et de l'exploitation de l'informatique du site (systèmes et réseaux). Proche des études informatiques, vous participez concrètement à tous les développements futurs et assurez l'utilisateur d'un service de grande qualité. Voilà un projet ambitieux capable de motiver un Ingénieur expérimenté, passionné par le réseau et prêt à s'investir personnellement dans l'action.

INGENIEUR ACHATS SENIOR Réf. IAS
Homme de contact, Ingénieur Electronicien de formation, vous êtes curieux et ouvert et vos qualités de négociateur ont déjà fait leurs preuves.
Nous vous confions la responsabilité de notre stratégie d'achats pour une famille de composants électroniques.

INGENIEUR PLANIFICATION Réf. IP
Homme d'analyse et de communication, vous élaborez le plan directeur et contribuez au suivi de production en assurant l'interface entre les services commerciaux, achats et fabrication. Vous êtes un gestionnaire (SUP de CO/Ingénieur double formation) capable d'intégrer les stratégies de l'entreprise dans un poste particulièrement actif et évolutif. Une expérience en gestion des flux est un plus.

INGENIEUR METHODES Réf. IM
INGENIEUR PRODUCTION DEBUTANT/1ère EXPERIENCE Réf. IPR
Ingénieur Grandes Ecoles (SUPELEC, CENTRALE,...) vous avez choisi l'industrie et souhaitez acquérir l'expérience du terrain dans un environnement production grande série qui intègre les techniques les plus modernes dans un esprit de qualité totale (ISO 9000).
Une expérience en matière d'ingénierie process (flux, automatisation, ergonomie,...) est souhaitée pour la fonction méthodes.

INGENIEUR PRODUIT DEBUTANT/1ère EXPERIENCE Réf. IP
INGENIEUR PRODUIT EXPERIMENTE Réf. IPE
Proche des études, mais aussi impliqué dans l'industrialisation des modules et systèmes électroniques, vous suivez et analysez toutes les étapes de développement du produit jusqu'à la mise au standard qualité-coût en production. Vous êtes garant de l'atteinte des objectifs fixés et intervenez en cas d'écarts en proposant avec le service concerné des plans d'action opérationnels.
A ce titre, vous participez concrètement aux modifications produit, au lancement des outillages et à la définition/qualification du process et des moyens de test jusqu'à l'obtention de la qualité optimale.
Ingénieur Electronicien à fort potentiel, c'est aussi par vos qualités humaines et votre engagement personnel dans le challenge proposé que vous mènerez à bien votre mission.
Le second poste s'adresse à un Ingénieur familier de la gestion de projets industriels pour des produits grande série de préférence dans l'industrie électronique. Il concerne les produits sous-traités et nécessite des déplacements à l'étranger.

INGENIEURS QUALITE FABRICATION/AUDIT Réf. IQ
Vous garantissez soit en interne, soit chez nos fournisseurs, la qualité des moyens de production. Vous auditez les produits et les process et mettez en oeuvre les méthodologies qualité. Vous serez moteur dans la mise en oeuvre de notre politique qualité sur le site.
Ingénieur Electronicien de préférence, vous êtes confirmé dans une première expérience qualité.

INGENIEUR SYSTEME QUALITE ET METHODE QUALITE Réf. ISQ
INGENIEUR MOYENS D'ESSAIS Réf. IME
Ingénieur Electronicien de formation, "homme qualité" par expérience, vous mettez en place le système qualité et coordonnez le programme de développement des outils qualité (AMDEC-SPC).
En tant qu'Ingénieur Moyens d'Essais, vous définissez et réalisez les plans d'essais pour validation des produits. Vous êtes responsable de la mise en place des procédés de qualification et du suivi fiabilité.

INGENIEUR TECHNOLOGIES D'ASSEMBLAGE CMS/FLUX/SOUDURE Réf. ITA
Au sein de l'équipe ingénierie process, vous êtes l'expert en matériaux et procédés d'assemblage de composants.
Avec le support d'une petite équipe de techniciens, vous assurez la caractérisation et la qualification des matériaux et filières d'assemblage de composants.
De formation supérieure physique-chimie des matériaux, vous possédez au moins une expérience en montage de surface (CMS).

INGENIEUR EQUIPEMENTS Réf. IE
Ingénieur Mécanicien de formation, vous avez acquis une expérience en machines automatiques, de préférence dans l'industrie électronique (CMS).
Vous aurez la responsabilité de l'organisation et du développement de notre parc machines, assisté d'une petite équipe de techniciens.

INGENIEUR MOYENS DE TESTS Réf. IMT
Vous participez à l'analyse des stratégies de tests et des moyens existants. Vous proposez un plan de rationalisation que vous mettez en oeuvre.
Ce poste s'adresse à un Ingénieur Electronicien possédant une première expérience en étude ou production électronique.

INGENIEUR COMPOSANTS CONNECTIQUE, PIECES MECANIQUES ET PLASTIQUES Réf. IC
Ingénieur de formation, vous êtes notre expert en techniques et technologies dans ces domaines. A ce titre, vous établissez les cahiers des charges, homologuez les composants, innovez avec nos partenaires et proposez des solutions aux problèmes rencontrés.

Par ailleurs, nous recherchons des TECHNICIENS (DUT Electronique) possédant une première expérience industrielle et souhaitant évoluer avec nous dans des fonctions riches et variées. **Réf. T/DUT**

En égard à notre environnement international, la pratique courante de l'anglais est indispensable. Compte-tenu du dynamisme et de l'évolution permanente de notre Groupe, tous ces postes offrent de larges perspectives d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur la lettre et sur l'enveloppe la réf. du poste choisi et votre niveau d'anglais à **MERCURI URVAL** - Richard LOMBART 14 bis, rue Daru - 75378 PARIS Cedex 08.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 27 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE



REJOIGNEZ LE FUTUR À POITIERS!

AE FRANCE - Société en forte expansion au sein du groupe T & N (40 000 salariés dans le monde, 3 000 en France), nous concevons et nous fabriquons des pièces de précision pour moteurs à combustion interne.

Jeune Ingénieur Informatique Technique

Nous créons ce poste près de Poitiers et souhaitons vous confier la gestion et la coordination de l'ensemble de nos moyens de CFAO et de calcul scientifique.
En relation avec nos équipes techniques (bureau d'études, méthodes), vous prendrez en charge les nouveaux projets ainsi que la mise en place des logiciels correspondants.
Chargé de la supervision de notre parc et de son exploitation, vous veillerez à l'évolution de nos architectures grâce aux relations que vous saurez entretenir avec nos partenaires et fournisseurs. Votre sens du service, associé à une solide rigueur technique, vous permettront de faire évoluer ce poste à la mesure de vos capacités.

Doté d'une formation supérieure (BAC + 4 minimum) Ecole d'Ingenieurs ou Université, vous possédez une première expérience système dans un contexte UNIX/Réseau. La connaissance de VAX-VMS et des langages FORTRAN et/ou C sera un plus.

Merci d'adresser votre dossier, sous référence RSA 09, à
Reine-Marie HALBOUT - CAP SESA SELECTION
207, rue de Bercy - 75012 PARIS.

CAP SESA SELECTION



ELF ANTAR FRANCE est le fer de lance du groupe dans le raffinage et la distribution. La poursuite de l'internationalisation de nos activités et la refonte complète de notre système d'information, nous conduit à rechercher un cadre de haut niveau.

Après une période d'intégration, vous conduirez les opérations de conseil en management, reorganisation et développement des services informatiques et télécoms de nos filiales étrangères, notamment dans les opérations d'acquisition. Votre responsabilité sera complète : humaine, technique et financière (5 MF en direct, 5 à 30 MF en indirect). Dans un premier temps, nous pourrons éventuellement vous confier, pour quelques mois, la responsabilité d'un Département d'Etudes.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur et votre expérience large et complète (10 ans minimum dont 5 au moins chez un utilisateur) vous donne une vision globale de la fonction. Votre potentiel et votre réussite dans ce poste vous permettront d'évoluer au sein des diverses activités du Groupe, en France et à l'étranger. L'anglais est évidemment indispensable. *Une deuxième langue serait appréciée.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence 40/3065 A, à : **EGOR TECHNOLOGIES** - 17, avenue Matignon - 75008 PARIS ■

Organisation et Publicité



LA PASSION A TOUJOURS RAISON



Temps réel, Réseau, Système

Espace, aéronautique, télécommunications, énergie, transport

Dynamisme, professionnalisme, ambition sont vos qualités pour réussir. Nous recrutons des ingénieurs grandes écoles ou universitaires pour des postes de :

PARIS et PROVINCE

INGENIEURS D'ETUDES et CHEFS DE PROJETS.

Notre recherche est plus particulièrement orientée vers les domaines et compétences suivants :

- **Télécommunications** (X25, RNIS, CMISE, ASN1,...),
- **Interfaces homme-machine** (WINDOWS 3, XWINDOW, MOTIF,...),
- ***Conception orientée objet*** (ADA, C⁺⁺, HOOD,...).

Donnez une nouvelle dynamique à votre carrière en rejoignant une SSII *spécialisée dans des domaines de haute technologie.*

Adressez votre candidature à AUSY AUTOMATISMES ET SYSTEMES 10, rue des Acacias. BP 94. 92134 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX ou contactez Marie-Thérèse TALAR - Tél. (1) 46 44 29 29.

Magazine, l'Agence.



AUTOMATISMES ET SYSTEMES

L'ALLIANCE DE L'INDUSTRIE ET DE L'INFORMATIQUE

Filiale d'EURIWARE, deuxième groupe informatique français d'ingénierie et de services, dédiés à l'industrie, ESIA, intervient sur l'ensemble des systèmes d'automatisation de production des entreprises.

Nous recherchons dans le cadre du développement de notre activité Sud-Est :

un Consultant GPAO senior

Au sein de l'activité GPAO, vous aurez en charge le conseil, l'étude de faisabilité, le choix et la mise en œuvre de progiciel, la formation client et d'animation d'une équipe.

De formation Grandes Ecoles ou Universitaires, vous possédez cinq ans d'expérience dans la GPAO, un sens relationnel affirmé et un bon esprit d'équipe.

Pour ce poste basé à Lyon, des déplacements occasionnels *sont à prévoir en France et en Suisse.*

Merci d'adresser votre dossier sous référence LM/CS à ESIA DRH - 14 rue du Fort de St-Cyr - Montigny-le-Bretonneux - 78182 St-Quentin-en-Yvelines.

CONTESSE



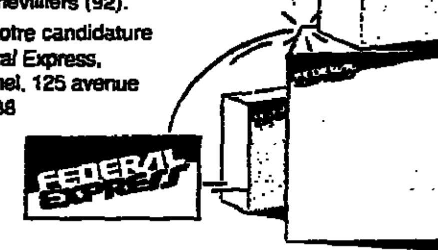
RESEAU EURISYS

Spécialiste Télécom

Livrer 1.6 million de colis/jour sur des destinations long courrier, c'est le challenge quotidien de Federal Express, leader du transport express international (90 000 personnes dans le monde dont 420 en France).

Dans le cadre de vos responsabilités techniques, vous aurez pour mission de fournir l'ensemble des prestations nécessaires *lors de l'installation et la maintenance sur site du matériel* télécom informatique et équipement périphérique (data/voice/radio). Vous serez rattaché au Manager Européen de la technologie, basé à Bruxelles.
De niveau Bac + 4, une expérience de 2 ans minimum dans un service Télécom vous a permis de développer rigueur, capacités de communication, coordination et administration. Bien sûr, vous êtes bilingue anglais.
Poste basé à Gennevilliers (92).

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre) à *Federal Express*, Service du Personnel, 125 avenue Louis-Roche, 92238 Gennevilliers Cedex.



AUDRA-SYSTEM

FEDERAL EXPRESS, LE PLUS RAPIDE VERS L'AMERIQUE

Michael Page est un groupe coté à la bourse de Londres et l'un des leaders du conseil en recrutement.

Organisation et Informatique

Deux compétences que vous avez développées au cours d'une *première expérience en tant qu'auditeur informatique ou consultant* en systèmes d'informations et qui vous permettront d'exercer avec succès le *métier de consultant en recrutement chez* Michael Page (tous les consultants sont issus des métiers pour lesquels ils recrutent).

Au carrefour de l'informatique, du conseil et du développement commercial, ce métier passionnant s'adresse à un jeune professionnel de l'informatique. Ingénieur de formation et ayant acquis une première expérience de 2 à 3 ans en entreprise ou en cabinet de conseil.
Notre société dotée d'une forte dynamique de croissance est susceptible d'offrir à des candidats à fort potentiel de réelles perspectives d'évolution en France ou à l'étranger.

Si vous souhaitez relever avec nous le challenge, contactez **Xavier d'Anglade** au (1) 45.53.26.26. ou adressez lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle à **Michael Page Technology**, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. XA2000MO.

MP

Michael Page Technology
Spécialiste en recrutement informatique

L.B.W.

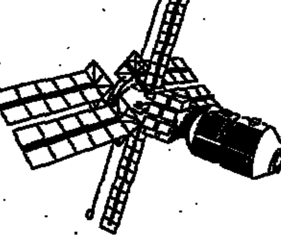
INGENIEURS GRANDES ECOLES

APSIDE TECHNOLOGIES, SSII spécialisée dans les logiciels hautes technologies industriels et militaires, vous propose de vous associer dès aujourd'hui aux plus grands projets dans les domaines techniques les plus avancés.

Temps Réel
Systèmes embarqués

Télécommunications
Réseaux

Traitement du signal
et de l'image



Débutant ou confirmé, vous avez le goût pour des missions de haut niveau : étude, conception et développement d'applications au sein de grands groupes industriels.
La connaissance du langage ADA est un plus.

Si nos projets vous motivent, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LM 1609 à APSIDE TECHNOLOGIES 119/121, Grande rue - 92318 SEVRES Cedex.

APSIDE TECHNOLOGIES

Jonction

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36•15 LM

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

RESPONSABLE MAITRISE D'OUVRAGE

Pour la Direction internationale de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE à Paris, vous assurerez la mise en place d'un système informatique bancaire au sein de notre réseau étranger.

En collaboration avec les implantations étrangères et les équipes informatiques, vous adapterez et installerez un environnement d'exploitation et de gestion commun à l'ensemble de l'activité bancaire.

Votre formation supérieure se double d'une expérience confirmée (3 ans) dans un établissement financier. Votre goût des contacts, votre sens de la négociation et votre maîtrise de l'anglais seront déterminants.

Des déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V. et prétentions, sous référence RMD, à Pascale TAILLANDIER - *Société Générale - Service du Recrutement* 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

(Organisation et Publicité)



60 sociétés 6 000 personnes Une seule *règle*

La Fédération Autobar fait figure de précurseur et de référence en matière de règles. Pour elle, en affaires il n'en existe qu'une, celle de l'excellence. 60 sociétés, 6 000 personnes, un chiffre d'affaires qui dépasse les 6 milliards de francs : la Fédération Autobar est unique en Europe. Nos sociétés opèrent sur deux marchés spécialisés : le conditionnement alimentaire et l'emballage. Elles conçoivent et fabriquent des produits pour des marques de renommée mondiale. Nous avons acquis une réputation inégalée en matière d'innovation de produits et nous sommes aussi la preuve tangible que succès industriel et protection de l'environnement vont de pair. Chaque année, nous sélectionnons les meilleurs parmi les jeunes diplômés pour participer à notre programme de formation d'environ 2 ans afin d'acquérir des connaissances approfondies de l'industrie de l'emballage (plastique et papier) à l'échelon européen. Après une phase d'intégration intensive, ils seront détachés au sein de l'un des grands de la pétrochimie : BASF, DOW CHEMICAL ou ELF ATOCHEM. Ils devront alors conduire un projet qui leur permettra de développer leurs connaissances techniques, leur goût pour l'international et leurs aptitudes personnelles, avant de rejoindre l'une de nos filiales européennes. **Jeunes diplômés d'une école d'ingénieurs**, vous possédez une bonne pratique des langues étrangères, adressez votre dossier complet à Frédérique CHEMARIN, en précisant la référence **B/5054M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.50.**



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

...armaceutique sur le marché ... Milliards de Francs de C.A. ... la recherche.

...thélabo, Ela Médical est le ...ucteur français de stimu...ques et de systèmes Holter ...une progression annuelle de ...on CA.

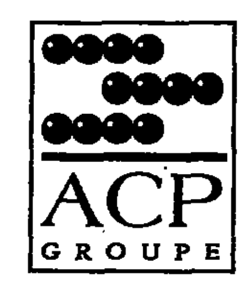
...esponsable ...s Informatiques

...iquement à ... vous devrez : ...mpte l'environne... (Système groupe + ...s micro) • établir, en ...es besoins des utilisa... ...un programme d'actions et ...priorités • faire évoluer les applications actuelles et en créer de nouvelles.
Vous participerez également à une réflexion du type "Schéma Directeur Informatique" que la Société a décidé d'entreprendre pour définir son futur système d'information.
Agé de 32/35 ans vous êtes Ingénieur Grandes Ecoles ou BAC+5.
Nous souhaitons rencontrer un véritable professionnel, possédant au moins 5 ans d'expérience en tant que Chef de Projet.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 9211 à l'attention de : Madame DONNAREL - Direction du Personnel - 98/100 rue Maurice Arnoux - 92120 MONTROUGE.



ORC



Un groupe qui associe les compétences peut vous parler de réussite.

Le groupe ACP a une vocation : améliorer la compétitivité et la performance de ses clients. Son savoir-faire lui permet de comprendre et d'analyser un environnement, d'imaginer et de mettre en œuvre des solutions. En associant ses compétences il cherche à atteindre les meilleurs résultats ; c'est pourquoi il est présent à différentes étapes de la conception d'un systèmes d'information : l'organisation, le conseil et la maîtrise d'ouvrage pour ACP Consulting, l'ingénierie grands et mini systèmes, pour ACP Informatique et ACP Technologies. Aujourd'hui nous vous proposons de rejoindre nos équipes en fonction de votre propre expérience :

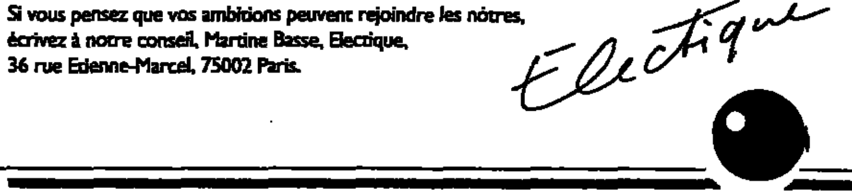
INGÉNIEURS D'AFFAIRES

De formation supérieure (école d'ingénieur ou de gestion), vous avez 30/35 ans, vous rejoindrez ACP Consulting (conseil en stratégie et organisation dans la banque et l'assurance). Une solide expérience de la négociation commerciale de haut niveau dans le secteur des assurances et/ou de la banque fera de vous le partenaire de choix pour mener à bien le développement de nos activités d'organisation et de conseil en systèmes d'information et nous permettra de vous associer pleinement à notre réussite *Réf. 3003 CCI*

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Vous avez démontré vos qualités commerciales au sein de sociétés de services en informatique et vous savez que la proximité, l'écoute font la différence sur le terrain. Au sein d'ACP Informatique (banque et assurance) ou d'ACP Technologies (industrie et services), nous vous proposons de valoriser votre expérience et de prendre une nouvelle dimension commerciale au travers de nos prestations (ingénierie, produits). *Réf. 4004 CCA*

Si vous pensez que vos ambitions peuvent rejoindre les nôtres, écrivez à notre conseil, Martine Basse, Electique, 36 rue Etienne-Marcel, 75002 Paris.



MEDIA-SYSTEM

RESPONSABLE CHIMIE STRUCTURALE

Révélons ensemble la qualité de nos compétences

GUERBET, la découverte de nouvelles molécules au service de l'homme. Nos produits de contraste pour l'imagerie diagnostique, issus d'une recherche chimique et pharmaceutique couronnée en 1990 par le Prix Gallen, sont reconnus en France et dans le Monde. Si notre activité est dédiée à l'homme, il en va de même de nos valeurs d'entreprise. Guerbet cultive la transparence qui unit les compétences de plus de 1000 personnes dans le Monde.

Aujourd'hui, nous recherchons le **Responsable de l'Unité Chimie Structurale** pour notre Département de Recherche Chimique.

Vous êtes Diplômé de l'enseignement supérieur en Chimie Organique et vous êtes spécialisé en RMN FT (H,13C).
L'investigation pour résoudre des problèmes structuraux vous passionne ; pour cela, vous savez opter pour la technique la mieux adaptée : RMN, modélisation moléculaire, techniques spectroscopiques,...
Vous aimez conseiller et transmettre vos connaissances.
Venez nous rejoindre!

Sur la base d'études structurales expérimentales complétées par la modélisation moléculaire, vous contribuerez à une meilleure connaissance de nos produits et vous participerez à la conception de nouvelles structures. Vous serez au coeur d'une dynamique qui nous permettra d'anticiper les molécules de demain.

Poste basé à Aulnay-Sous-Bois (RER).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence AUSB9221 à : GUERBET SA Etablissement d'Aulnay - BP 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS CEDEX.

Guerbet

La volonté de se dépasser

ORC

MAIRIE DE PARIS

DIRECTION DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dans le souci de réduire la pollution rejetée dans la Seine, nous améliorons la performance du réseau d'assainissement en renforçant la cellule chargée de conduire le programme de sa modernisation. Cette volonté nous amène à recruter un

INGENIEUR

Vous prendrez en charge les études inhérentes à l'automatisation du réseau et participerez, en relation avec les Bureaux d'Etudes et les Services internes de la Ville, à la gestion des marchés d'études.

Votre candidature nous intéresse si, **de formation supérieure** (ENSI, INSA, ...) **ou Ecoles spécialisées dans les domaines de l'Automatisme, des Télécom, de l'Hydraulique ou encore possédant une maîtrise universitaire**, vous êtes passionné par les techniques de pointe et leurs applications.

La préférence sera donnée à un candidat possédant quelques années d'expérience ; mais nous n'exclurons pas les débutants fortement motivés.

La maîtrise de l'outil informatique alliée à une aisance rédactionnelle est indispensable, la connaissance des procédures et des marchés publics, un plus.

Déposez dès maintenant votre candidature • **par minitel 3616 EUROMES code 13364** • **par fax** au (1) 49.10.95.72, • **par courrier** en précisant la réf. 13364 à **EUROMESSAGES** - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex, qui fera suivre votre dossier.

3616 EUROMES

ORC

TELMA — TELMA est une Division du Groupe LABINAL (17 000 personnes, 10 Divisions) spécialisée dans les secteurs aéronautique et automobile.
Leader mondial du **ralentisseur électromagnétique pour véhicules industriels**, afin de répondre aux exigences de l'extension géographique du réseau et de notre stratégie de diversification et d'innovation technologique, nous créons un poste **d'ADJOINT** pour notre

DIRECTION ASSISTANCE TECHNIQUE

Adjoint du Directeur, vous contribuerez à développer, consolider et contrôler l'ensemble des activités de cette Direction : Engineering Constructeurs, Assistance Technique Réseau, Essais et Garanties. En outre, vous prendrez directement en charge l'animation des liaisons techniques avec notre réseau et nos filiales hors Europe, ainsi que les problèmes de normalisation.

Agé d'au moins 35 ans, **Ingénieur Grande Ecole** (ENSAM, ENSI, ESTACA,...), vous justifiez d'une expérience confirmée de la **fonction Technico-commerciale** au sein de l'**industrie automobile** (équipementier poids lourd de préférence). La connaissance des problèmes de **freinage** serait un atout supplémentaire. Vous êtes ouvert aux contacts, constructif, disponible pour de fréquents déplacements dans le monde entier, impérativement **trilingue (anglais et allemand ou espagnol)**.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de votre candidature qu'il traitera confidentiellement, **en mentionnant votre niveau actuel de rémunération**, sous référence **9223/LM**, au 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.89.10.25.

G&RP Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

ORC — MEDIA-SYSTEM

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

SIEMENS

L'une des plus grandes entreprises dans le domaine de l'Electrotechnique recherche pour KARLSRUHE et ERLANGEN en R.F.A.

Ingénieurs grandes écoles Universitaires

(M.S.T., D.E.S.S., D.E.A.)

dans les spécialités suivantes :
- **Electrotechnique**
- **Electronique**
- **Télécommunications**
- **Informatique**
- **Automatique**

Ils auront la responsabilité de la direction des travaux, de la mise en service et de la maintenance dans le **monde entier** d'équipements électroniques de très haute technologie.
- **processeurs industriels**
- **réseaux locaux**
- **systèmes informatisés de mesures, tests et analyses.**

Nous offrons pour ces postes des perspectives de carrière particulièrement intéressantes, ainsi qu'une formation individuelle et permanente permettant de rester à la pointe du progrès.

Une bonne connaissance de l'allemand est demandée.

Nous remerçions les candidats intéressés de bien vouloir adresser leur dossier, avec CV détaillé **sous la référence EMA/92 à:**
DEPARTEMENT DU PERSONNEL - Service Recrutement -
BP 122 - 93527 SAINT-DENIS CEDEX 2

Siemens S.A.



Le Service "Offre sur mesure" a pour mission de proposer des solutions répondant aux besoins des grands clients de France Telecom.

INGENIEURS METHODES
RESEAUX D'ENTREPRISES

Vous assurez le support méthodologique dans l'un des domaines suivants :
- CAO : outils de modélisation et de conception de réseaux (réf. MC/M)
- Gestion de projet : méthodes et outils (réf. GP/M).

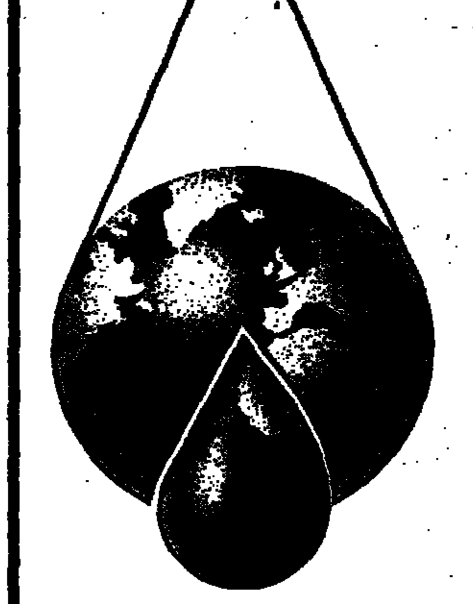
Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, de nationalité CEE, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans le domaine des télécoms d'entreprise, et maîtrisez l'anglais.
Les postes sont basés à St-Quentin-en-Yvelines (78).

Merci d'adresser, sous la réf. concernée, lettre manuscrite et CV, en précisant votre rémunération actuelle, à :

SM Conseil 38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

MEDIA-SYSTEM

UN LEADER MONDIAL DU DIAGNOSTIC



Choisir Diagnostica Stago c'est participer à l'expansion constante d'un groupe leader mondial dans le domaine du diagnostic biologique, 50% du CA réalisé dans plus de 100 pays. Diagnostica Stago recherche pour deux de ses filiales des

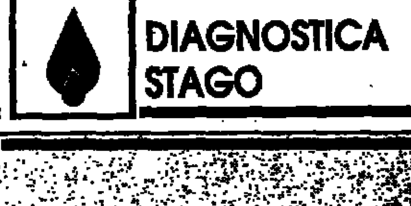
Spécialistes en Bactériologie Médicale

Médecin, pharmacien biologiste ou diplômé de l'Institut Pasteur, passionné par le diagnostic médical, vous justifiez d'une expérience positive d'au moins 3 ans (après internat) dans un laboratoire de recherche appliquée hospitalier ou industriel et souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière.

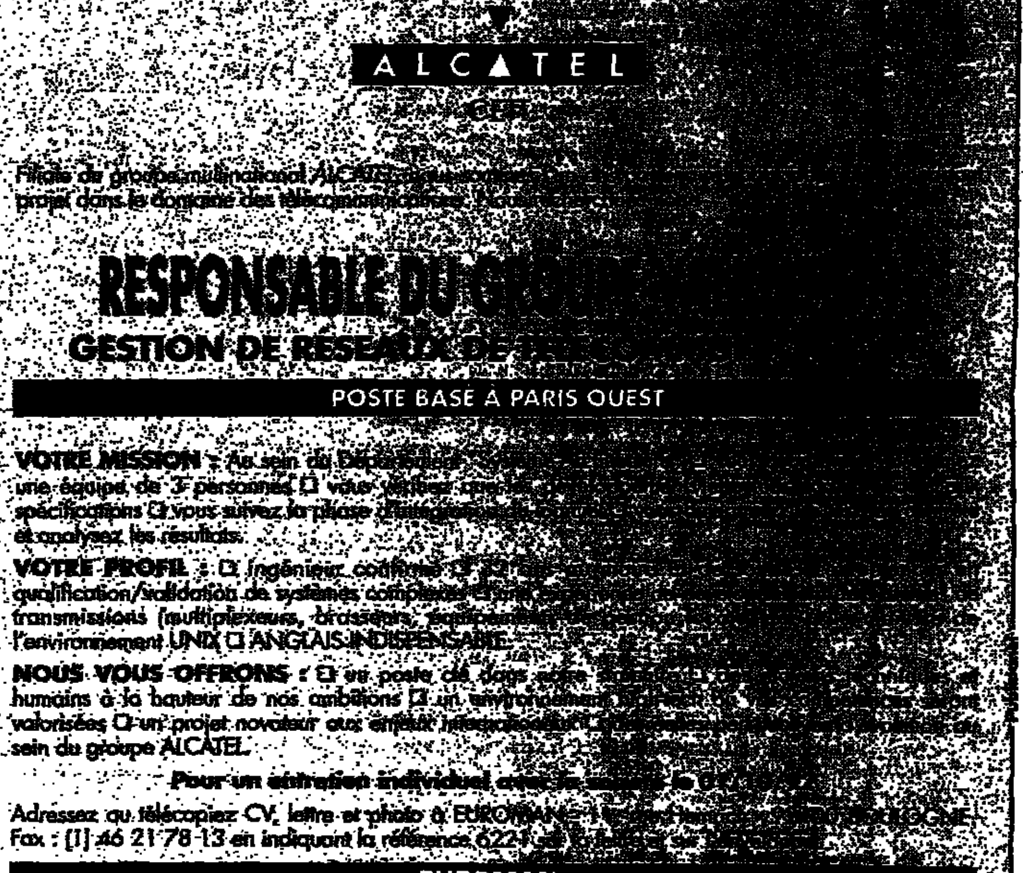
Vous dirigerez une équipe très motivée, proposerez et prendrez en charge l'étude de nouveaux projets dont on parlera bientôt.

Créativité, rigueur, esprit d'analyse et sens de la communication alliés à une bonne pratique de l'anglais sont les atouts pour réussir dans ces postes de responsabilité.

Postes basés en proche banlieue Parisienne (Gennevilliers) réf. 7431 G et à Toulon (83) réf. 7431 T
Adressez lettre de motivation, CV, photo et rémunération actuelle sous référence choisie à DIAGNOSTICA STAGO - DRH - BP 226 92602 Asnières



Publipanel



FINIMETAL
le chauffage est un art

Nous sommes filiale de Celsius, composante du premier Groupe Européen de chauffage. Pour notre site de production de radiateurs de Chagny (71), nous recherchons un :

INGENIEUR ORGANISATION QUALITE

Rattaché au Directeur de l'usine (230 personnes), il a pour mission d'analyser l'ensemble du processus de production (approvisionnement, lancement, fabrication, expéditions, traitement de l'information ...) pour proposer et mettre en oeuvre les actions nécessaires à l'amélioration de la Qualité.

Vous avez un diplôme d'ingénieur et environ 3 ans d'expérience de type Méthodes et/ou Fabrication en usine.

Homme de terrain, autonome et gestionnaire rigoureux, vous avez un sens aigu de l'organisation et du service au client.
La maîtrise de l'anglais est nécessaire, celle de l'allemand serait un plus.
Une évolution vers des postes de management sera proposée dans le cadre de notre Groupe à tout candidat de valeur.

Pour ce poste, merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 1936M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

6, r. A. Houssaye 75008 PARIS
Actiman



Riche de ses 100 collaborateurs, experts du Conseil en Management, Organisation et Systèmes d'Information, ACP Consulting accompagne les entreprises dans leur développement. Décidée à se maintenir à un haut niveau de compétitivité imposé par son environnement international, elle poursuit la diversification de ses métiers.

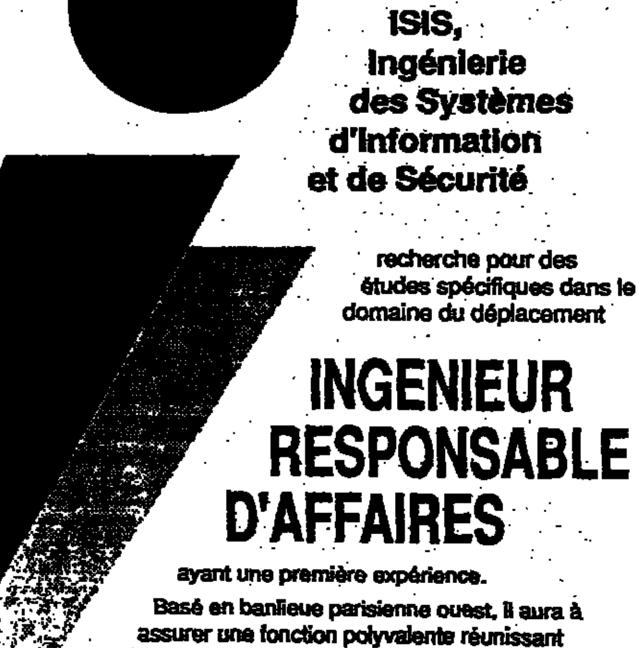
Diplômés d'une grande école, vous avez 5 ans d'expérience du conseil en organisation et systèmes d'information, vous possédez une forte culture banque et/ou assurance et vous avez déjà prouvé vos talents d'organisateur.
Accueillis au sein d'une structure souple, nous vous proposons de valoriser vos compétences auprès de clients prestigieux. Vous participerez seul ou en collaboration à des missions de stratégie, d'organisation, de conception de systèmes d'information et de maîtrise d'ouvrage.

Consultants

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous référence 3006/CSL à notre Conseil :
ELECTIQUE, Martine Basse,
36 rue Etienne Marcel, 75002 Paris.

Electique

MEDIA-SYSTEM



ISIS, Ingénierie des Systèmes d'Information et de Sécurité

recherche pour des études spécifiques dans le domaine du déplacement

INGENIEUR RESPONSABLE D'AFFAIRES

ayant une première expérience.

Basé en banlieue parisienne ouest, il aura à assurer une fonction polyvalente réunissant des compétences techniques, de gestion et d'animation d'équipe.

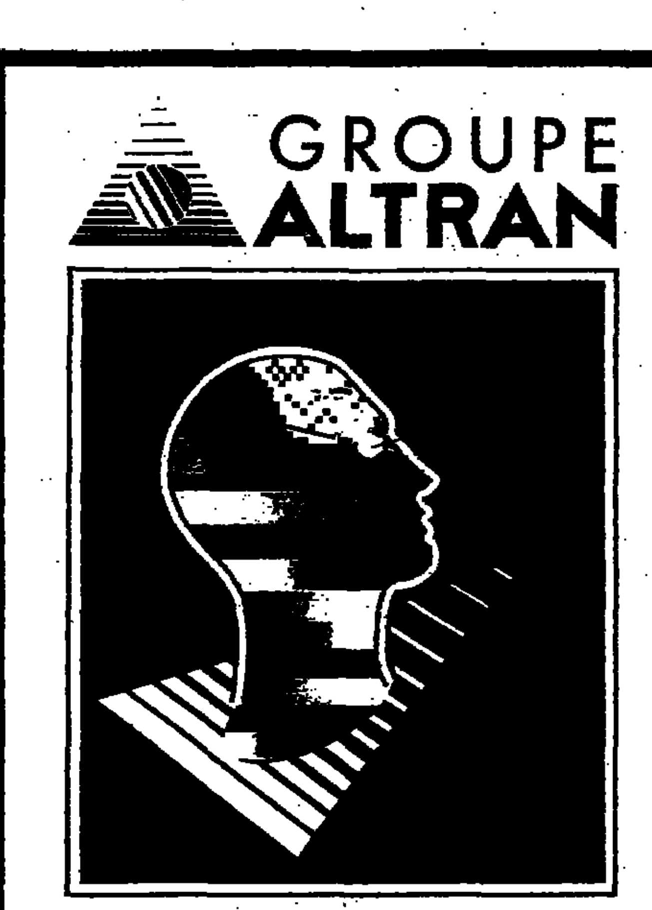
Merci d'adresser CV, photo, prétentions et lettre manuscrite sous réf. LM /0992/IA à Corinne LEMOINE



ISIS - 2, Rue Stephenson
78181 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX

SECTEURS DE POINTE

GROUPE ALTRAN



HAUTES TECHNOLOGIES

LEADER sur le marché porteur du Conseil et de l'Ingénierie appliqués aux secteurs des hautes technologies, 1000 Consultants, côté en bourse, croissance de 20 % par an,

NOUS RECRUTONS :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

3 / 5 ANS D'EXPERIENCE

MOTIVÉS PAR la coordination de projets, la maîtrise d'œuvre, l'Expertise et le conseil dans :

LES SECTEURS :
- Télécommunications, Réseaux,
- Automobile, Transport,
- Aéronautique, Espace, Défense,
- Energie, Ingénierie pétrolière,
- Banque, Assurance, Finance.

LES MÉTIERS :
- Electronique analogique, numérique, Hyperfréquences,
- Architecture de réseaux, Traitement du signal, Radiocommunications,
- Logiciel temps réel, Génie logiciel,
- Acoustique, Vibrations, Structures, Thermique,
- Analyse numérique automatique, Simulation, CAO, CFAO, ...

Merci d'adresser votre CV en rappelant sur l'enveloppe la référence LM 09.

GROUPE ALTRAN 58, Boulevard Gouvion-Saint-Cyr -75858 PARIS CEDEX 17

PARIS - TOULOUSE - AIX - LYON - BRUXELLES - MADRID

INGENIEUR HYDRAULIQUE ET SYSTEMES

Vous avez la compétence, gagnez l'expertise

Le CSTB (**Centre Scientifique et Technique du Bâtiment**), est un **centre de recherche et d'essais unique en Europe.**

Sa vocation : apporter les connaissances scientifiques indispensables à l'acte de construire et susciter de nouvelles technologies pour assurer les qualités d'usages, la durabilité et la sécurité des bâtiments.

Ses interactions avec le secteur scientifique et industriel sont multiples : contrats d'études, essais, avis techniques et certifications concernant l'habitat et la construction, les matériaux, les éléments...

Nos spécialistes bénéficient de moyens d'exception pour faire évoluer leurs connaissances et de nombreuses ouvertures vers les entreprises.

Nous créons aujourd'hui un poste pour un **INGENIEUR HYDRAULIQUE ET SYSTEMES.**

Vous consacrant aux activités de recherche et d'essais dans le domaine des **réseaux hydrauliques dans le bâtiment**, vous mettez au point les méthodes et techniques visant à connaître, apprécier et améliorer le fonctionnement des réseaux hydrauliques.

Vous **valorisez ainsi nos moyens d'essais** et en particulier une tour expérimentale permettant d'étudier les réseaux hydrauliques en grandeur réelle. Vous développez parallèlement des **outils de modélisation des produits.**

Ingénieur Grande Ecole (Arts et Métiers, ENSAIS, INSA...), vous possédez *de préférence une première expérience. Vous maîtrisez l'informatique et* l'anglais. Vos qualités relationnelles seront un atout pour ce poste évolutif qui implique aussi un travail en équipe.

Poste basé à Marne-la-Vallée.

Merci, pour en savoir plus, d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au C.S.T.B. - Service des Ressources Humaines Patrick NOSSENT - 4, av. du Recteur Poincaré - 75 782 Paris cedex 16.

HCAP



L'AVENIR EN CONSTRUCTION



COOPERATIVE FORESTIERE AVEYRON RODEZ recherche son

directeur

Notre coopérative, soutenue par les organismes agricoles et publics, a pour **mission d'assurer le développement forestier de l'Aveyron.** Pour y parvenir, elle renforce sa structure et **crée le poste** de Directeur.

A la tête de votre équipe, vous proposez et mettez en œuvre des projets de développement : **production, plantation, exploitation, commercialisation** en relation avec l'ensemble des partenaires de l'Aveyron et des professionnels des autres départements.

Ce projet ambitieux s'adresse à un **ingénieur** ou un technicien très expérimenté. Aptitudes souhaitées en gestion, organisation et animation d'une équipe.

Très bonnes conditions envisageables avec possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous réf. 2902 à : Michel MONNIER
MLM CONSEIL - 37, rue de l'Industrie, 31000 TOULOUSE - Tél. : 61627366.
Renseignements possibles par téléphone.



CONSEIL

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations

INGENIEURS

Grandes Ecoles

Vous disposez de 10 ans d'expérience en informatique de gestion grands systèmes ou architecture répartie.
Nous vous proposons de valoriser vos compétences techniques et votre sens du management en intégrant la fonction de

Directeur de Projet

Dans le cadre de prestations de haut niveau, vous aurez pour mission :
- **Gestion de projet :** planning, suivi budgétaire, méthodes, qualité, relations clients.
- **Expertise et élaboration de solutions :** audit, architecture de systèmes, *développements appicatifs.*
- **Participation à l'action commerciale :** réponse aux appels d'offres, support avant vente.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : SIDE Informatique Véronique de LANTIVY 64 rue de Tocqueville 75017 PARIS.



Side



recrute pour son service URBANISME

un **Technicien**

Vous possédez des connaissances en informatique et droit de l'urbanisme. Des notions en dessin sont souhaitées.
Vous serez chargé de l'instruction des dossiers d'urbanisme, *du Contentieux, de l'information auprès du public.*
Salaire annuel brut de début : 126 KF.
Adresser lettre man. + C.V. + photo à : M. le Maire Hôtel de Ville - B.P. 24 - 94701 MAISONS ALFORT CEDEX.

BCEOM

Société Française d'Ingénierie
recherche un

CHARGE D'ETUDES ENVIRONNEMENT

Ingénieur ou équivalent , votre expérience en BE, DDE..., vous a naturellement conduit à *prendre en charge* ***la direction d'études d'impact et d'environnement,*** en particulier dans le domaine des **infrastructures de transport.**
Vous animerez la cellule Environnement / Paysage de notre agence Ile de France basée à Saint-Quentin-en-Yvelines et en assurerez son développement.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions, sous référence 92/12 à : BCEOM
Direction des Ressources Humaines - 15, Square Max-Hymans - 75741 PARIS Cedex 15.

VILLE D'AUXERRE

40 000 habitants
(Yonne)

recrute

UN DIRECTEUR

FONCTIONS :
- Direction de la gestion budgétaire et financière
- Optimisation de la gestion financière et juridique des services publics locaux
- Suivi juridique et financier des dossiers de développement

PROFIL :
- Expérience confirmée dans la gestion financière des collectivités locales
- Pratique approfondie de l'analyse financière et juridique
- Bonne capacité de communication
- BAC + 3 minimum

DISPONIBILITÉ RAPIDE

Adresser candidature manuscrite, CV et photo à :
Monsieur Jean-Pierre SOISSON, maire d'Auxerre
Hôtel de ville, 89012 AUXERRE Cedex

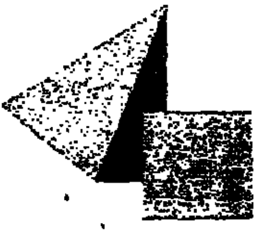
هكذا من الأمل

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Notre mission : loger les hommes

CA de 678 MF
- 220 personnes
- 11000 logements
- chaque année
150 Constructions Neuves
- Des programmes de réhabilitations particulièrement dynamiques.

- Des compétences étendues
- Des projets ambitieux et de l'imagination pour le développement d'activités nouvelles



ANALYSTE DE GESTION

Rattaché au Directeur de la Logistique, en étroite collaboration avec la direction générale, vous serez chargé d'élaborer des indicateurs, d'établir des tableaux de bord, d'effectuer des missions spécifiques (loyers d'équilibre, Dossiers Individuels de Situation ...), de mener des actions dans les services afin de mettre en place des outils permettant de définir les priorités et les moyens pour optimiser la réalisation des objectifs d'un organisme particulièrement dynamique.

A moyen terme, la stratégie de Développement de l'organisme vous conduira à évoluer dans le cadre du contrôle de gestion des agences.

A 28-35 ans, de formation supérieure (sciences-éco, droit, gestion ...), vous pratiquez l'informatique, vos compétences financières, juridiques, votre connaissance du Monde HLM, votre investissement personnel sont reconnus.

Veritable force de proposition, mais aussi de réalisation, votre sens de la communication, votre autonomie, votre adaptabilité et bien-sûr votre sensibilité au monde social vous permettront de réussir dans ce poste.
Poste à pourvoir à 50 kms au Nord de Paris.



Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 1745/2 à notre conseil LIGHT, Ph. PREVOST, 5/7 rue Jeanne Braconnier, 92366 MEUDON LA FORET cedex, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

LEVI TOURNAY/ASSCOM

L'ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION RECRUTE

UN ATTACHÉ ADMINISTRATIF CHEF DU SERVICE DES ÉTUDES

Rattaché au directeur des études, et assisté d'une équipe de 4 personnes, il a la responsabilité directe des tâches administratives liées à l'organisation des études et à la mise en œuvre de la politique pédagogique de l'ENA.

Profil souhaité :

Apte à animer une équipe aussi bien qu'à communiquer avec des interlocuteurs de tout niveau de responsabilité, le ou la candidat(e) devra de surcroît faire preuve d'une connaissance de la bureautique et de fortes qualités d'organisation.

A pourvoir le 15 octobre 1992 à Paris et le 1er janvier 1994 à Strasbourg.

Les candidats(tes) intéressés(ées) feront parvenir une lettre de candidature et un curriculum vitae à Monsieur le Directeur de l'ENA.

13, rue de l'Université
75007 PARIS

AVANT LE 1er OCTOBRE 1992



LA MAIRIE DE SAINT-PRIEST
- *43 000 Habitants*
- *En bordure de Lyon*
- *Une attention toute particulière accordée aux besoins de la population,*
- *650 personnes au service des projets communaux*

recherche son :

Secrétaire général adjoint ◆ aux ressources humaines

■ *Niveau Directeur Territorial*

■ **Membre de la Direction Générale**, *dans le cadre de la mise en place de* **notre démarche de gestion par objectifs des services** vous aurez à initier et accompagner les mutations de nos méthodes de management.

■ Vous prendrez aussi en charge l'intégralité de la fonction *Ressources Humaines* avec l'assistance d'une équipe de 14 collaborateurs (recrutement, formation, gestion administrative, relations sociales et communication interne).

■ A 35/45 ans, *de formation* supérieure (idéalement Droit et Sciences humaines), vous possédez une bonne approche de la fonction publique territoriale mais aussi du management participatif.

■ *Homme ou femme d'écoute et de dialogue*, vos talents d'organisateur et votre sens de l'initiative ont déjà fait leurs preuves dans des postes similaires ou d'encadrement dans une collectivité.

■ Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1783 à notre conseil LIGHT, *à l'attention de Mme Chantal Landy*, "Le Galilée", 5/7 rue Jeanne Braconnier, Parc Tertiaire de Meudon, 92366 Meudon la Forêt cedex.

LIGHT

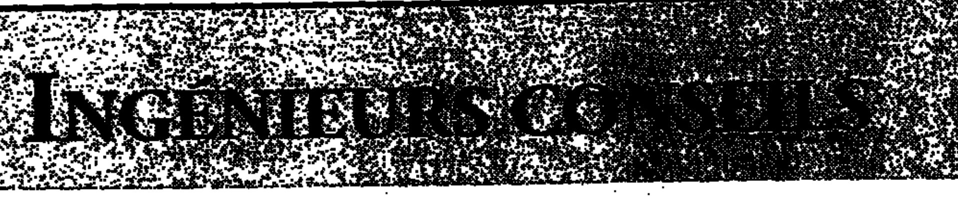
LE MONDE DES CADRES

Publication sociale hebdomadaire
recherche

JOURNALISTE SPÉCIALISÉ(E)

- formation supérieure + diplôme travail social apprécié
- expérience et connaissances solides dans le domaine social
- déplacements à prévoir

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à :
ASH/recrutement
10, rue de Louvois - 75002 PARIS



Pour le Service des Etudes Industrielles de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Au sein d'une équipe de spécialistes, vous prendrez en charge des missions d'études concernant tous les domaines de l'entreprise : techniques, commerciaux, économiques, financiers, humains,...

Ces fonctions nécessitent des contacts de haut niveau auprès d'entreprises diversifiées tant en France qu'à l'étranger dans l'un des secteurs suivants :
- *distribution grand public* (réf. INCO 1)
- communication (réf. INCO 2)
- chimie lourde (réf. INCO 3)
- agro-alimentaire (réf. INCO 4)

Diplômé d'une grande école de commerce (références 1 et 2) ou d'ingénieur (références 1, 2, 3 et 4), vous bénéficiez d'une expérience opérationnelle de 5 ans environ dans l'un des secteurs *concernés*, qui vous a permis de développer une grande aisance de contact et de jugement.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Après cette première affectation de 4 à 5 ans, vous évoluerez vers d'autres postes au sein des différentes Directions du Groupe.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V. et prétentions, sous référence choisie, à Anne MONFORT - Société Générale - Service du Recrutement 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Organisation et Publicité

Centre Georges Pompidou
IRCAM
Institut de recherche et coordination acoustique/musique

recherche son

DIRECTEUR DE LA VALORISATION

L'IRCAM se dote d'une direction de la valorisation dans le cadre de sa politique *de développement*.

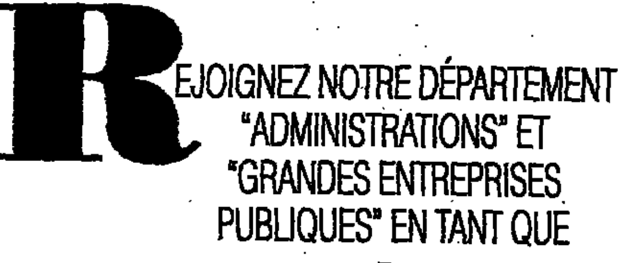
Sous l'autorité du Directeur et en liaison avec les principaux responsables, votre mission sera d'accroître le rayonnement national et international de l'institut, par la mise en place d'une stratégie marketing et commerciale des produits de recherche - en informatique musicale notamment - et par la diversification de son partenariat.
Vous avez trente ans environ, une expérience préalable dans le domaine de la valorisation par le biais d'une formation ingénieur et / ou grande école de commerce.
Vos connaissances juridiques de l'environnement informatique, alliées à des qualités personnelles de négociation et de rigueur, constitueront un véritable atout.
Maîtrise de l'anglais obligatoire.

Merci d'adresser votre candidature lettre de motivation + CV + photo Sous Réf. 9220 à : ARTES, 89, rue de Turbigo, 75003 Paris.



Cabinet Européen de Conseil en recrutement et ressources humaines spécialisé dans les Arts, la Culture et la communication

safari



REJOIGNEZ NOTRE DÉPARTEMENT "ADMINISTRATIONS" ET "GRANDES ENTREPRISES PUBLIQUES" EN TANT QUE consultant(e) en formation

Implanté en France depuis 1975, présent dans 24 pays. Nous sommes avec nos 1200 collaborateurs leader mondial de la formation dans les domaines de la Vente, du Management et du Service.

Après une période de formation à nos méthodes, vous *contribuerez à la croissance de ce marché par :* ■ l'analyse des besoins en formation des administrations et des grandes entreprises du secteur, ■ la proposition et la mise en place de *solutions adaptées*, ■ *le suivi et* la fidélisation des clients dont vous aurez la charge.
Agé(e) de 30 ans minimum, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (ESC, SCIENCES Po, ou équivalent) ; Votre expérience des fonctions d'encadrement et/ou de la formation dans le secteur public, vous ont *permis* d'acquérir une bonne connaissance des circuits de *décisions et de la problématique de ce secteur.*
Autonome, homme ou femme de négociation, vous croyez à la formation facteur de progrès des hommes et des organisations.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et *prétentions à : Véronique GABAS-VARINI*
LEARNING INTERNATIONAL - 2, rue Maurice Hartmann - 92130 Issy-les-Moulineaux.

NOTRE MISSION : DÉVELOPPER VOTRE PERFORMANCE ET LA SATISFACTION DE VOS CLIENTS.

Learning

CONTESSE

LES DIRIGEANTS

Direction Générale - Direction Générale Adjointe - Secrétariat Général

DIRECTEUR GENERAL

ORGANISME de CONSTRUCTION et de GESTION de LOGEMENTS de l'EST de la France

A la tête d'une équipe de plus de 200 personnes, il gérera un parc immobilier de 10 000 unités locatives (logements, garages, commerces...).

Nous recherchons *une femme ou un homme*

Du domaine du bâtiment et de l'aménagement (de préférence), avec une expérience de direction, administration et gestion d'entreprises privées ou parapubliques et ayant une pratique de stratégie et de projet d'entreprise...

Avec des qualités personnelles

- de charisme professionnel (conviction dans la conduite de l'activité),
- de vision prospective de l'avenir et de force de proposition,
- de synergie et de complémentarité avec le président (personnalité, engagée, exigeante, délégataire...),
- de rigueur, de discrétion, de fidélité aux engagements,
- d'aptitude pour la gestion des ressources humaines...

Capacités requises : bac plus 4-5 ou grande école, ou une personnalité de haut niveau, ayant une forte expérience acquise sur le terrain. Age : 35 et 49 ans environ.

Adressez votre candidature, avec un CV détaillé, une photo et PRÉTENTIONS sous réf. 8568 Le Monde Publicité, 15-17, rue du Col.-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

Directeur Exécutif

H/F

Fonctions

Gestion et responsabilité générale du bureau devant le Conseil d'Administration français. Relations avec Greenpeace International. Ceci comprend notamment :

- définition du budget et sa gestion
- coordination des activités des chargés de mission des différentes campagnes
- coordination des activités de communication (conférences de presse, représentation, etc.)
- représentation de Greenpeace France auprès de Greenpeace International.

Qualifications

- très bonnes capacités d'organisation et de gestion du personnel
- très bonne compréhension des milieux politiques et associatifs relatifs à l'écologie
- très bonne connaissance de l'anglais
- disponibilité pour déplacements.

Merci de bien vouloir adresser votre lettre de candidature manuscrite, CV et prétentions, avant le 25 septembre, à :

GREENPEACE

Greenpeace France. A l'attention de M. le Président
28, rue des Petites-Ecuries 75010 Paris

Viridis

Filiale d'un grand groupe, nous sommes des professionnels dans l'édition et la distribution de progiciels de gestion financière ; pour assurer notre développement, nous recherchons un :

Directeur de Département

Rattaché au Directeur Général, vous animez une quinzaine de consultants, les aidant quand il le faut, élargissant leur champ d'action, capable de vues prévisionnelles dans un climat de rigueur et de méthode.

A 40 ans environ, soit Ingénieur, soit Expert Comptable, soit Grandes Ecoles Commerciales ou Universitaire avec option "Compta-finance" ou mieux DECS, votre expérience se situe en cabinet conseil ou audit. Vous désirez passer à la vitesse supérieure.

Vous nous intéressez, mais la différence se fera sur votre sens du dialogue, votre esprit d'équipe, votre capacité à être suivi.

L'autonomie dans ce poste est importante, elle va de pair avec un climat de confiance.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo et prétentions), sous référence A2 09 08, à notre Conseil, Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Organisation et Publicité

HAYEK, LA PASSION DU PROGRÈS

Groupe suisse de réputation internationale, notre vocation de conseil depuis 1963 est d'améliorer durablement la compétitivité des entreprises.
Regroupant aujourd'hui 250 collaborateurs au siège de Zurich, notre groupe est solidement *implanté en Allemagne et en Suisse – où il a, entre autres,* œuvré avec succès à la restructuration de l'industrie horlogère et au lancement de Swatch.

Pour consolider notre position en Europe, nous venons d'ouvrir notre filiale en France et cherchons à nous assurer le concours de collaborateurs à fort potentiel pour la réalisation de projets ambitieux.

Nos interventions, de caractère stratégique et opérationnel, sont caractérisées par une démarche originale et pragmatique, un esprit novateur, la volonté permanente d'obtenir des résultats tangibles et un engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées.

Vous bénéficiez d'une expérience professionnelle de cinq à dix ans minimum, de préférence en milieu industriel, avec conduite réussie d'opérations de changement dans le ou les domaines suivants :

- **PRODUCTION**
- **MARKETING**
- **ORGANISATION DES STRUCTURES**
- **SYSTÈME D'INFORMATION**
- **GESTION**

Diplômé grande école ou diplômé universitaire bac + 5, vous réunissez les qualités suivantes :

- facultés d'analyse et de synthèse très développées permettant la compréhension et l'analyse de systèmes complexes
- engagement et enthousiasme
- esprit d'entrepreneur
- talent d'animateur
- capacité d'adaptation à des situations toujours renouvelées
- vivacité intellectuelle, rigueur et forte créativité.

Si vous vous identifiez à un concept du conseil très proche de l'entreprise et de ses réalités et souhaitez évoluer dans un environnement de conseil international privilégiant le dynamisme et l'*initiative*,

Nous serions heureux de pouvoir étudier votre candidature.



Merci d'adresser CV détaillé
+ photo à
HAYEK FRANCE SA
A l'attention de Michèle Royoux
64, rue du Rocher, 75008 Paris.

Grande banque

▶ GERER UN PARC IMMOBILIER ◀

Nous recherchons le gestionnaire d'une partie du parc immobilier (agences bancaires et petits immeubles de bureaux) d'une banque de tout premier plan. Il s'agit d'une responsabilité importante au regard du parc concerné (800 000 m2) des budgets à mettre en œuvre et du personnel à encadrer.

Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre supérieur, 50-55 ans, de formation Grande Ecole (d'ingénieur ou de gestion), ayant impérativement une solide expérience de l'immobilier (gestion et investissement). La connaissance de l'immobilier à usage commercial et le fait d'avoir travaillé dans un grand établissement financier (banque ou assurances) serait un atout supplémentaire.

Outre ce passé professionnel, il est indispensable pour réussir dans ce poste de témoigner de qualités marquées de rigueur, de bonnes capacités de management et d'excellentes aptitudes relationnelles.

Poste à PARIS.

Ecrire sous réf.
38A 2442 2M
Discrétion absolue



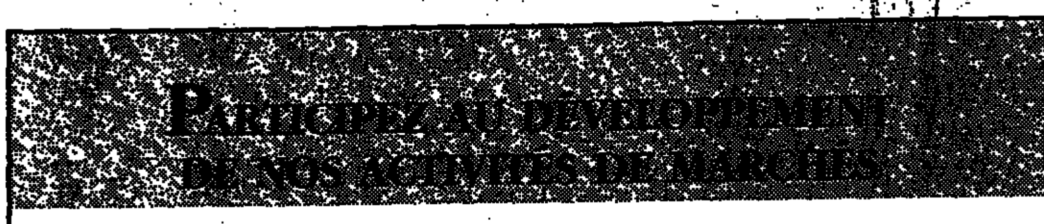
71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Publiconsel

OPÉRATION SPÉCIALE

INSTITUTIONS FINANCIÈRES





Leader dans plusieurs activités, la DIRECTION DES MARCHÉS DE CAPITAUX de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE poursuit sa croissance et offre de nombreuses opportunités de carrière.

Intégrez des métiers passionnants et rejoignez nos équipes dans des postes de :

ÉCONOMISTE DE MARCHÉ
Expérience liée au domaine de la dette des PVD.
Qualités de synthèse et goût des contacts.

RESPONSABLE MARCHÉ DES COLLECTIVITÉS LOCALES
Expérience des collectivités locales au sein de la direction financière d'une importante commune ou d'un cabinet spécialisé.
Formation gestion/finance (IEP de préférence).

CHARGÉ DE RELATIONS AVEC LES EMETTEURS
Expérience sur le marché obligataire et aptitude à négocier l'obtention de mandats auprès des Directions Financières.

SYNDICATION ET TRADING MARCHÉ PRIMAIRE
Expérience des marchés et goût du travail en équipe.

VENDEURS OBLIGATAIRES
Formation commerciale et/ou financière.

ARBITRAGISTE
Maîtrise des techniques financières, statistiques et informatiques.
Formation grandes écoles d'ingénieurs.

TRADERS SWAPS CONFIRMÉS
Formation grandes écoles d'ingénieurs.

Pour ces postes, la maîtrise de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste sous référence TRA/LM-IF à Sylvie MARAIS - Société Générale - Recrutement Marchés de Capitaux 49, rue de Provence - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Groupe des Banques Populaires

Réussir ensemble

Banque coopérative à vocation nationale, la CASDEN-Banque Populaire est tournée vers l'avenir. Quatrième banque du Groupe des Banques Populaires avec un total de bilan de 17 milliards de F et 570 collaborateurs, la CASDEN regroupe 600 000 sociétaires du monde de l'Education Nationale.

VOTRE PREMIERE EXPÉRIENCE EST VOTRE PREMIER ATOUT.

Vous avez une formation supérieure et vous travaillez depuis 1 ou 2 ans dans la banque ou dans un domaine proche.
Aujourd'hui, vous souhaitez vous investir dans une structure qui offre l'opportunité d'exercer plusieurs métiers. La CASDEN vous propose des postes de juniors en :
- **comptabilité - gestion - finances**
- **exploitation - engagements contentieux**
- **organisation** ainsi que la possibilité d'évoluer entre différents secteurs.

Au-delà de vos compétences professionnelles, ce sont vos qualités personnelles qui seront les clés de votre réussite : rigueur et adaptabilité, esprit d'équipe et capacité de communication. Bien sûr, vous maîtrisez l'outil informatique.

Pour rejoindre notre siège social à Marne-la-Vallée, adressez votre candidature à Claudine Montay, CASDEN-Banque Populaire, Direction des Ressources Humaines, 91 cours des Roches, Noisiel, 77424 Marne-la-Vallée Cedex 02.



La Direction de la Gestion de Patrimoine du Crédit du Nord recherche, dans le cadre de l'extension de ses activités de soutien au réseau, un

FISCALISTE

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur, agé(e) d'environ 30 ans et votre expérience de 3 ans ou plus en fiscalité vous a notamment permis d'acquérir de solides compétences en fiscalité d'**entreprise**. Vous avez également développé vos talents de rédacteur, votre goût pour le conseil et les contacts avec vos clients ainsi que le travail en équipe.

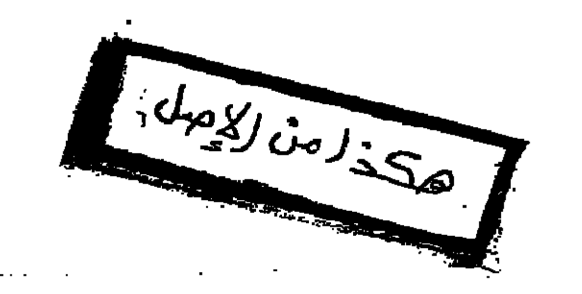
Avec nos spécialistes, vous conseillerez notre clientèle de chefs d'entreprises et de Particuliers sur la gestion de leur patrimoine.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo, sous la réf. CDN/0792, à M. Bernard Leroy



Direction du Développement du Personnel
50, rue d'Anjou
75008 PARIS

Crédit du Nord
VOUS D'ABORD



INSTITUTIONS FINANCIÈRES

OPÉRATION SPÉCIALE

ANCIÈRES

AU DÉVELOPPEMENT ... ACTIVITÉS DE MARCHÉS

FISCALISTE

Credit du Nord



INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Professionnels de la banque

Plus de 1800 agences, près de 4 millions de clients, un bénéfice net et une marge bancaire en constante progression : nos 31 Banques Populaires sont de véritables entreprises. Quelque soit votre métier, c'est en opérationnel efficace et en partenaire reconnu que vous agissez avec vos clients externes et internes, au siège comme dans notre réseau. Vous croyez à votre capacité d'évolution, nous vous donnerons les moyens de vous former et de vous définir des objectifs. Nous voulons des professionnels car seule compte la satisfaction de nos clients. C'est pourquoi nous sommes si populaires.

Encadrement réseau

• *Directeurs d'agence*

Partenaire financier actif de vos clients, vous développez *le chiffre d'affaires et la rentabilité de votre unité.* Véritable patron, vous mobilisez votre équipe autour de ces objectifs.

BP Dijon — réf. DIJ/DA
BP Grenoble — réf. GRE/DA
BP Saint-Denis — réf. STD/DA
BP Versailles — réf. VER/DA

• Seconds d'agence - *Responsables de bureau*

Bras droit du directeur d'agence, vous participez à ses *missions autant administratives que commerciales et* vous animez avec lui l'équipe de l'agence.

BP Grenoble — réf. GRE/SA
BP Versailles — réf. VER/SA

Organisation et informatique

• Organisateur

Interface entre les utilisateurs et les informaticiens. vous concevez et développez de nouvelles procédures et méthodes pour améliorer la rentabilité et la qualité de nos services.

BP Versailles — réf. VER/OR

• Analyste-programmeur

Affecté à un domaine bancaire, vous êtes responsable de la réalisation de programmes et prenez en charge la rédaction des dossiers techniques.

BP Saint-Denis — réf. STD/AP

Exploitation

• Chargés de clientèle Entreprises - PME

Conseiller de votre clientèle, vous assurerez le montage des dossiers de financement, d'opérations spécifiques et la gestion de trésorerie. Vous êtes responsable de vos objectifs de développement.

BP Dijon — réf. DIJ/CE
BP Grenoble — réf. GRE/CE
BP Saint-Denis — réf. STD/CEO
BP Strasbourg — réf. STR/CE
BP Versailles — réf. VER/CE

• Chargés de clientèle Particuliers

Gérer et développer un portefeuille de clients particuliers, c'est entretenir au quotidien des liens *privilégiés avec eux, c'est les conseiller en matière de* placements ou de financements, tout en évaluant les risques.

BP Saint-Denis — réf. STD/CP
BP Strasbourg — réf. STR/CP
BP Versailles — réf. VER/CP

• *Gestionnaires de patrimoine*

Expert dans le domaine de la fiscalité, de l'immobilier, des successions... vous établissez des diagnostics patrimoniaux et préconisez des solutions personnalisées.

BP Strasbourg — réf. STR/CP

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie, à la Chambre Syndicale des Banques Populaires, Tanguy du Chéné, Département Hommes et Structures, Le Ponant de Paris, 5 rue Leblanc, 75511 Paris Cedex 15.



Nous ne sommes pas populaires sans raisons.

UCABAIL

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

AU SEIN DU CREDIT AGRICOLE, PREMIER GROUPE BANCAIRE EUROPEEN, UCABAIL, SOCIETE HOLDING REGROUPANT 7 SOCIETES DE CREDIT-BAIL MOBILIER ET IMMOBILIER, RECHERCHE :

CHEF DE SERVICE RECOUVREMENT-CONTENTIEUX

CREDIT BAIL MOBILIER

Professionnel confirmé, il assurera la responsabilité du recouvrement des dossiers Précontentieux et Contentieux. Il gérera ces opérations (coûts et délais de procédure), et veillera à leur bonne fin, en liaison le cas échéant, avec les intervenants extérieurs, et notamment avec les avocats. La capacité d'animation d'une équipe de 20 personnes, et des qualités de négociateur sont des atouts indispensables pour réussir dans ce poste.

Nous souhaitons rencontrer des Diplômés d'Etudes Supérieures Juridiques, possédant quelques années d'expérience [illegible] dans un Etablissement de Crédit Bail de préférence.

Ce poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions sous la réf. 13/M bis à notre conseil FINANSEARCH - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS.



TAILLANDIER CONSEIL
FINANSEARCH
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS

---

organisateur titres

BANQUE — PARIS

Notre banque, filiale d'un **grand groupe financier international** développe, outre des activités de banque de groupe, des activités back-office, crédits aux entreprises, collecte de l'épargne et, conservation et gestion des Titres.

Le Directeur de l'Organisation souhaite renforcer son *équipe et recherche un Organisateur Titres.*

Dans le cadre du développement des applications Titres, vous devrez :

- ***déterminer et formaliser les besoins,***
- **conceptualiser et proposer** solutions et procédures
- **assister** les démarches et les tests,
- **contribuer** à la formation utilisateurs,
- **assurer** le suivi (planning - coût - qualité...).

De formation Bac + 4 (Maîtrise, Ecole de Commerce etc.), vous avez acquis une première expérience dans le domaine de l'organisation et vous avez déjà une *connaissance satisfaisante de l'activité **"Titres"**.*

Votre réussite vous permettra **d'évoluer** au sein de notre équipe.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier (C.V. + prétentions) sous la référence SM 10 à notre Conseil qui *vous garantit la stricte confidentialité de votre candidature.*

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.



à l'écoute des talents

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MEDIA-SYSTEM

[illegible]



recherche un

Chargé de relations émetteurs

Au sein de notre direction des marchés de capitaux, *vous rejoignez le service du marché primaire et plus* spécifiquement l'équipe en charge de l'organisation.

Véritable force de proposition, vous êtes en contact permanent avec les émetteurs français et non résidents pour obtenir les mandats sur les émissions obligataires en Franc et devises.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune spécialiste des marchés obligataires (trading, sales, ingénierie), riche d'une formation économique financière ou mathématiques (BAC + 5) et doté d'un *réel potentiel commercial. Anglais indispensable.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 870 à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

THE BANK OF TOKYO LTD

Recherche pour sa succursale et sa filiale à Paris

Chef Comptable

Agé de 35 à 40 ans, le candidat de formation supérieure et spécialisée (DECS/DESCF) devra avoir une expérience comptable, fiscale et de planning budgétaire d'au moins 5 ans dans le secteur bancaire.

Il devra être apte à diriger et contrôler une équipe d'au moins 10 personnes.

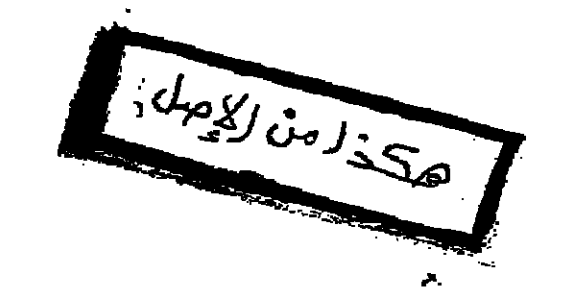
L'anglais lu, parlé et écrit est indispensable.

La fonction évoluera vers des responsabilités importantes de gestion administrative.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à la Direction Centrale, 8 rue Sainte-Anne, 75001 Paris.

MEDIA-SYSTEM





'ES CADRES

laire

SPÉCIALISÉ

S CONSEIL

NANSFAR H

eur titres

DIRECTEUR DE VALORISATION

O LTD

isultant(e) formation

le

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

OPÉRATION SPÉCIALE

Jeune trésorier devises/taux

Au sein du département financier, l'esprit ouvert sur les marchés et la conjoncture économique mais aussi attentif aux besoins de l'entreprise, vous gérez :

- l'ensemble de la TRESORERIE DEVISES dans ses aspects quotidiens, prévisionnels et risque de change;
- le risque de taux.

Pour l'ensemble de ces risques, en contact direct avec les marchés, vous êtes en charge de la conception et de la mise en place des schémas de couverture. Vous assurez aussi le suivi et le reporting des positions.

De formation supérieure (Bac+4/5), débutant fortement motivé par les opérations de marché ou ayant une première expérience de la fonction, vous êtes responsable, autonome, capable d'initiatives et de créativité. La pratique de l'anglais technique est nécessaire pour communiquer avec les salles de marché étrangères.

Les dimensions de notre entreprise (2700 personnes, 2500 MF de CA), celles du Groupe auquel nous appartenons, vous permettront d'exprimer vos compétences techniques et vos qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo sous la réf. 1035 à ETHNOS - Conseil en recrutement - 113 boulevard de Sébastopol 75002 Paris - Membre de Syntec Conseil, qui l'étudiera en toute confidentialité.



ATTERRIR, FREINER : NOS METIERS

NO COMMUNICATION



Filiale française d'une importante banque d'affaires internationale, nous recherchons dans le cadre de notre activité gestion de patrimoine un :

Chargé de développement clientèle institutionnelle

Intégré à une petite équipe très motivée vous développerez une clientèle nouvelle de grands et moyens investisseurs.

Vos qualités morales et votre professionnalisme vous permettront de gagner leur confiance.

Une expérience commerciale confirmée et une formation supérieure sont nécessaires.

Le poste est basé à Paris 8e.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous réf. 836 à **MEDIA PA** - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

PARTICIPEZ A L'ESSOR DU 1ER ETABLISSEMENT FINANCIER DE LA REGION PICARDIE

La Caisse d'Epargne change. Elle se place au 1er rang des établissements financiers de sa région : plus de 1000 collaborateurs, des fonds propres supérieurs à 1 milliard de France et 27 milliards de total bilan. Elle a son siège basé à Amiens et 9 groupes décentralisés sur les pôles économiques de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme.

Sa puissance commerciale et financière, au service du développement local s'appuie sur le renforcement de ses valeurs de proximité, de confiance, de rapidité de décision.

Réf MP

RESPONSABLE MARCHE DES PROFESSIONNELS

Direction du développement commercial

Vous contribuez au développement du Réseau sur le marché des professionnels en participant au Plan d'Action Commerciale.

Impliqué dans le tissu local, vous garantissez l'optimisation des actions, moyens et outils mis en œuvre.

Vous veillez à la réalisation des objectifs prévus, favorisez la promotion des actions commerciales et agissez auprès des Chargés de Marchés comme animateur, formateur et soutien.

De formation supérieure, votre expérience très confirmée du marketing du marché des professionnels et de la gestion de clientèle, vous permettra d'exprimer votre savoir-faire dans une fonction élargie d'animation et de développement.

Réaliste, de tempérament créatif, vous possédez de fortes qualités relationnelles.

Le dynamisme de ce secteur d'activité renforcé par les projets de développement ambitieux de la Caisse vous permettra d'investir avec efficacité toute votre force de proposition et d'innovation.

Réf DC

RESPONSABLE DEPARTEMENT COMPTABILITE

Direction Financière et des risques

Garant de l'image sincère et fidèle de la situation comptable, vous mettez en oeuvre, conduisez et assurez le bon fonctionnement de l'ensemble du système général et analytique de la Caisse avec différents centres de profit et/ou de coûts.

Pour cela,vous vous appuyez sur une équipe importante que vous animez et managez .

De formation supérieure en gestion (DECS apprécié), vos connaissances générales en comptabilité bancaire et en gestion se complètent par une parfaite maîtrise professionnelle, acquise dans un poste similaire.

Ouverture d'esprit, aptitudes à mettre en place des méthodes et des outils de gestion, rigueur, sens de la communication et de l'animation sont des qualités déterminantes.

Réf. CP /1

RESPONSABLE CLIENTELE DES PROFESSIONNELS

SPECIALISTE POLE DE COMPETENCE

Groupes

Rattaché au Directeur du Département Commercial de votre Groupe, vous assurez le développement et la gestion de l'activité locale auprès de la clientèle "Professionnels".

Vous assistez les chargés de clientèle professionnels et vous contribuez à leur formation.

Vous-même intervenez personnellement pour réaliser des objectifs commerciaux par la prospection directe et la prise en charge d'un portefeuille de clients.

De formation supérieure, homme de terrain avant tout, vous avez une excellente connaissance des produits et services financiers, de bonnes notions d'analyse du risque et vous maîtrisez les techniques de vente, d'animation et de formation.

De fortes qualités personnelles vous permettent de conjuguer l'impact individuel et l'esprit d'équipe.

Réf. CP /2

RESPONSABLE CLIENTELE PATRIMONIALE

SPECIALISTE POLE DE COMPETENCE

Groupes

Rattaché au Directeur du Département Commercial vous avez la responsabilité au sein de votre Groupe du développement de la clientèle "Haut de Gamme".

Vous assistez les chargés de clientèle individualisée et contribuez à leur formation.

Vous réalisez personnellement des résultats commerciaux par la prise en charge, le suivi et le développement d'un portefeuille de clients haut de gamme.

De formation supérieure, vous avez un très bon niveau de culture générale permettant d'évoluer avec aisance auprès d'une clientèle exigeante.

Une très bonne expérience commerciale terrain vous a permis d'acquérir une parfaite connaissance des produits, des services financiers, de la fiscalité des particuliers et la maîtrise des techniques de vente, d'animation et de formation.



CAISSE D'EPARGNE
DE PICARDIE

Merci d'adresser, pour un premier contact, votre dossier de candidature sous la référence choisie à la Direction des Ressources humaines, Caisse d'Epargne de Picardie, 2 Bd Jules Verne - BP 0727 80007 AMIENS.

NC Communication

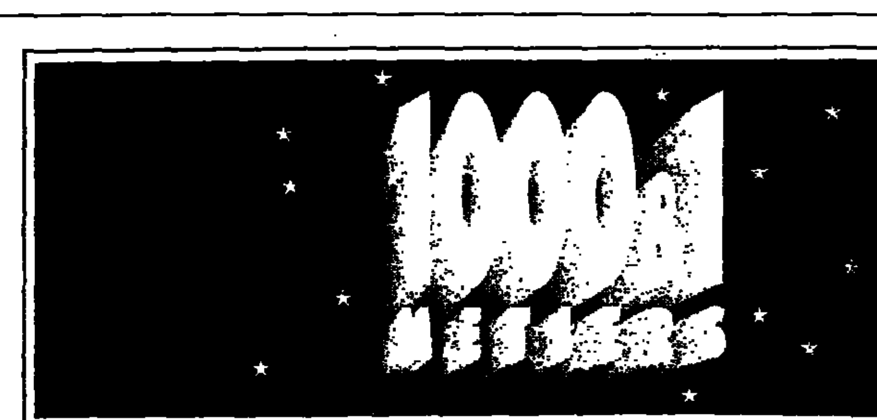
banque d'investissement de 1er plan

Au sein de la salle des marchés de capitaux, il rejoint la table de trading/market-making sur les valeurs du trésor. Il opère principalement sur un nouveau compartiment de marché qu'il est chargé de développer : conception et mise en place d'outils informatiques, interventions en trading et en cotation-client, promotion de ce produit auprès des équipes de sales. Il participe, de façon secondaire, à l'activité des market-makers sur OAT.

Pour ce poste très complet, nous souhaitons rencontrer un scientifique de formation actuarielle, ingénieur ou mathématiques (bac+5). Il peut se prévaloir d'une éventuelle première expérience sur les marchés. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence **858** à **MEDIAPA** - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

jeune opérateur obligataire



"Manager" de réseau commercial

Pour manager notre réseau commercial, vous organisez et développez une vingtaine d'agences générales (CA : 100 millions de francs) qui commercialisent des produits d'assurance concernant les personnes et les biens auprès d'une clientèle d'entreprises et de particuliers. Vous recrutez, formez et animez les responsables de ces agences. Vous êtes garant de la réalisation des objectifs de votre région.

De formation supérieure commerciale, vous êtes, depuis 3 à 5 ans, *un professionnel* de l'assurance et des produits liés à l'I.A.R.D. et/ou à l'assurance-vie. De plus, vous avez *prouvé de réelles capacités à manager un* réseau et à animer une équipe. Votre mobilité géographique vous permet d'envisager un poste en province.

Rejoignez nos 37 000 collaborateurs dans plus *de 70 pays et participez au développement* d'un CA de 105 Mds de francs dont plus de 50 % sont réalisés à l'étranger. Avec vous l'UAP *renforcera tous les jours un peu plus sa* place de n° 1 français de l'assurance et de n° 2 européen.

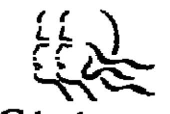
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. MRC/M, à UAP, Jocelyne Capmal, Tour Assur. *5e Fleuve, Cedex 14, 92083 Paris-La Défense.*



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36•15 LM

OPÉRATION SPÉCIALE

INSTITUTIONS FINANCIÈRES



DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Inspecteur à la Direction Générale des Impôts : une formation rémunérée, des métiers variés, une carrière évolutive.

Première direction du Ministère du Budget, la Direction Générale des Impôts remplit des missions essentielles pour la collectivité nationale : elle applique la réglementation fiscale, fixe les impositions, contrôle les déclarations et recouvre une partie des recettes fiscales (TVA). Elle assure par ailleurs des missions foncières en matière de cadastre, de publicité foncière et d'administration du domaine de l'Etat.

Diplômé de l'enseignement supérieur (licence, maîtrise...), âgé de moins de 30 ans, vous avez le sens des responsabilités et du service public. Vous souhaitez entreprendre une carrière variée et évolutive.

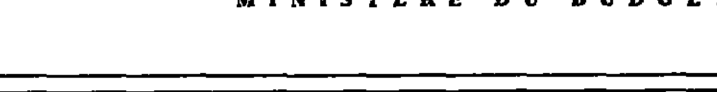
Nous vous proposons de suivre 18 mois de formation rémunérée à l'Ecole Nationale des impôts et dans les services, à l'issue desquels vous serez nommé inspecteur (la scolarité débutera le 1er septembre 1993). Vous accéderez ainsi de par votre statut (catégorie A), à des fonctions d'études générales, d'encadrement, de conception ou de direction. Des stages de perfectionnement et des enseignements adaptés accompagneront l'évolution de vos missions vous permettant une mobilité fonctionnelle.

Le prochain concours aura lieu les 4, 5 et 6 janvier prochains.

Les dossiers d'inscription sont à déposer avant le 29 octobre 1993.

530 postes sont ouverts cette année à Paris et en régions.

Pour en savoir plus et poser votre candidature, n'hésitez pas à nous contacter au **(1) 42.27.40.27,** en semaine de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h, le samedi de 10 h à 13 h, ou écrivez au Centre d'Etudes de Paris, 17 rue Scribe, 75436 Paris Cedex 09.



MINISTÈRE DU BUDGET



Société de service d'Ingénierie Financière et de Caution, nouvellement créée, nous sommes en plein développement. Nous commercialisons auprès des promoteurs immobiliers européens, par l'intermédiaire des assureurs, un produit inédit de garantie de bonne fin de crédit. Nous créons le poste d'

ANALYSTE FINANCIER CONTROLEUR DE GESTION

En charge du montage des opérations vous : • menez l'**audit financier** des sociétés de promotion immobilière clientes et assurez l'**analyse** du projet • **montez les opérations** (mise en place du dossier financier, du dossier caution) • en effectuez **le suivi et le contrôle** jusqu'à sa clôture • à cette fin, vous définissez les **indicateurs de gestion** nécessaires et les informatisez.

Agé de 28 ans minimum, formé à la gestion (Bac + 4), vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 4 ans, soit de l'*analyse financière dans le secteur bancaire*, soit d'audit et de contrôle dans un cabinet de petite taille. Ce poste requiert 50 % de déplacements en Europe. *L'anglais courant est impératif.*

Sylvie CATHELAIN vous remercie de votre candidature qu'elle traitera confidentiellement, sous référence **9224**, au 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. (1) 42.89.10.25.

GR&P Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

MEDIA-SYSTEM

Nous sommes l'un des tout premiers intervenants sur le marché des prêts immobiliers. Avec près de 3 500 collaborateurs en France et un encours de plus de 300 milliards de francs, nous sommes un émetteur majeur sur les marchés domestiques et internationaux. Notre signature est reconnue et appréciée dans l'opinion publique et les milieux d'affaires.

Nous recherchons pour notre Direction Financière :

CHARGÉ DES MONTAGES FINANCIERS

Rattaché au responsable des opérations de marché, vous participez à la fabrication de produits financiers nouveaux en relation, notamment, avec nos services commerciaux.

En outre, vous proposez, réalisez et suivez les opérations de couvertures nécessitées par ces montages, la gestion des portefeuilles de nos clients, ou encore la gestion globale du bilan.

De formation supérieure scientifique (X, ENSAE, MINES, DESS...), vous êtes débutant ou possédez une première connaissance des nouveaux instruments financiers : options, swaps, matif... (Réf. CMF/M)





CHARGÉ DES INTERVENTIONS SUR LES MARCHÉS SECONDAIRES

Rattaché au responsable des opérations de marché : • vous assurez le suivi de nos emprunts • vous développez les opérations d'arbitrages entre les différents marchés de taux.

Agé de 25 à 32 ans, doté d'une formation supérieure et de solides connaissances mathématiques, vous avez impérativement acquis une expérience de 2 à 5 ans sur les marchés. (Réf. CI/M)

Pour participer à notre recrutement, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant la référence du poste choisi, au Crédit Foncier de France, Direction du Personnel, 19 rue des Capucines, BP 65, 75050 Paris Cedex 01.



Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.

MEDIA-SYSTEM

HRC

HELENE REFREGIER CONSEIL

► Après avoir dirigé, pendant plus de quinze ans, le département de conseil en recrutement d'une grande SSII, Hélène Réfrégier crée Hélène Réfrégier Conseil, une activité au service des entreprises dans le domaine des ressources humaines : examens de potentiel et de compétences, bilans de carrière, recrutement de cadres.

HRC HELENE REFREGIER CONSEIL

8, rue Saint-Philippe du Roule - 75008 Paris.

Tél. (1) 42.89.17.06.

LE FRANC PARLER : NOTRE DEVISE EN MATIERE DE CONSEIL FINANCIER

Choisir Affidia, c'est choisir de créer, développer et fidéliser votre portefeuille d'investisseurs privés. Un métier exigeant et passionnant que vous exercerez au sein de la filiale d'un puissant Groupe Financier spécialisée dans la Gestion de patrimoine.

C'est choisir le Franc Parler en conjuguant maîtrise des placements financiers, relations commerciales de haut niveau et méthodologie commerciale.

Choisir Affidia, c'est donc mettre en action votre double compétence de commercial et de conseiller (vente de services) et votre culture générale aiguisée.

Choisir Affidia, c'est pouvoir bénéficier de tout l'appui logistique nécessaire, d'une solide formation (5 semaines) et du savoir-faire de l'équipe qui vous accueillera.

Choisir Affidia, c'est pouvoir enfin intégrer l'une des 27 agences implantées dans toute la France (200 personnes).

Pour parler Franc, Affidia vous a choisi... et attend votre dossier de candidature. Merci de préciser la région souhaitée. Affidia, Direction des Ressources Humaines, 51 rue de Châteaudun, 75009 Paris. Les entretiens auront lieu dans votre région.

AVIGNON - BORDEAUX - BOULOGNE-SUR-MER - CANNES - GRENOBLE - LILLE - LYON - MARSEILLE - NANTES - NICE - PARIS - STRASBOURG - TOULOUSE



AFFIDIA
FILIALE DU GROUPE NORWICH UNION

CIC

Paris

Le **CIC PARIS**, 1ère Banque du Groupe CIC, recherche

Organisateurs

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez entre 30 et 35 ans et bénéficiez d'une première expérience en organisation, en bureautique ou en informatique.

Dans le cadre d'un objectif de qualité lié au plan d'entreprise et au Schéma Directeur Opérationnel, nous vous proposons de participer à :
- l'évolution stratégique de notre maison (par des missions transversales),
- la rationalisation de nos structures et procédures,
- l'optimisation de nos moyens et ressources.

Vous couvrirez un large ensemble d'activités, de produits et de systèmes d'information, impliquant des actions d'étude, d'assistance, de conseil et de suivi des solutions préconisées.

Dans des locaux neufs et fonctionnels, vous intégrerez une équipe motivée et solidaire qui développe, exploite et diffuse auprès de ses utilisateurs sa propre boîte à outils.

Lieu de travail : CERGY PREFECTURE (RER A ou SNCF St-Lazare).

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions à l'attention de Nicoletta Pinte CIC Paris - Direction des Ressources Humaines - 66, rue de la Victoire 75009 Paris.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique

PME de forte notoriété implantée dans l'YONNE (60 personnes), filiale d'un groupe européen leader dans le domaine du lavage auto recherche son

[DIRE]CTEUR ADMINISTRATIF [FI]NANCIER

A 30/35 ans environ, titulaire du DECS ou d'un diplôme équivalent, vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans en entreprise ou cabinet, dans un environnement international et avez une maîtrise totale de l'outil informatique (mini et micro). La connaissance de l'anglais serait un plus.

Rattaché au D.G. et membre du comité de Direction, vous prendrez en charge de façon autonome et opérationnelle l'ensemble des activités comptables, financières, administratives et informatiques ainsi que la gestion du personnel.

Vous superviserez une équipe de 5 personnes.

Votre rigueur, votre enthousiasme et votre disponibilité vous permettront d'intégrer avec succès une entreprise en pleine mutation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. A046900 à PREMIER CONTACT - 38 rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET CEDEX qui transmettra.

amp

Contrôleur de gestion usine

MATERNE-FRUIBOURG

350 personnes - 700 MF de CA - 2 usines.

Nos marques : Confipote, Materne, Pots Fruitiers, Compote...

Membre du Comité de Direction du site (150 personnes, 26 000 tonnes de produits/an), vous contribuez, au sein d'une équipe jeune, à optimiser et animer la gestion économique en élaborant des outils : tableaux de bord, procédures budgétaires...
Vous apportez des solutions de progrès de fonctionnement et intervenez avec pertinence sur le programme d'investissements prévus pour développer une usine d'avenir.
Dans le cadre de la mise en place d'un nouvel outil informatique de GPAO, vous veillez à la fiabilité du système de gestion.
De formation supérieure, avec si possible une première expérience, acquise en milieu industriel, vous souhaitez devenir un acteur de premier plan afin d'acquérir à terme des responsabilités élargies au sein du Groupe BSN.

Pour ce poste basé près de Nancy, merci d'adresser votre candidature, sous réf. AD15M, BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

GROUPE BSN

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS ET TROISIÈME EUROPÉEN

OPÉRATION SPÉCIALE

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

MANAGER FX TRADING ROOM

Vous avez entre 28 et 33 ans et au moins 5 ans d'expérience dans le FOREIGN EXCHANGE et le SPOT MARKET. Vous maîtrisez l'EMS Paris crosses. Vous souhaitez exercer une activité résolument orientée vers le contact avec la clientèle : nous vous proposons la responsabilité des activités de FX et de trésorerie de notre banque.
Vos capacités à accompagner la croissance significative de nos activités de Trading vous garantiront une évolution rapide au sein du Groupe.
Ce poste nécessite de la disponibilité pour de courts déplacements internationaux.

ACCOUNT OFFICER

Vous avez une trentaine d'années, une formation supérieure et bénéficiez d'une expérience bancaire d'au moins 5 ans. Vous maîtrisez les relations banque/entreprises et banque/particuliers haut de gamme. Au sein de notre département Marketing, vous aurez à développer un portefeuille de clientèle privée. Votre maîtrise de l'anglais, votre dynamisme et votre aisance relationnelle constituent les facteurs clés de votre développement au sein du Groupe.

Merci d'envoyer CV, photo et lettre manuscrite, en précisant le poste choisi, à J.M. Le Goff, American Express Bank, 12-14 Rond-point des Champs-Elysées, 75008 Paris.



Consultant Trésorerie

Avec un effectif de plus de 200 personnes à Paris, Peat Marwick Consultants, membre du réseau mondial KPMG, accompagne les sociétés françaises et étrangères dans leur évolution.

Diplômé(e) d'une grande école, vous maîtrisez l'anglais et vous avez acquis dans une entreprise du secteur industriel ou bancaire une expérience de 5 ans en gestion de trésorerie ou en opérations de marché.

Vous maîtrisez les outils de prévision, les techniques de mesure des risques et les principaux instruments financiers.

Nous vous proposons de valoriser votre expérience dans le Conseil. Vous participerez, auprès d'une clientèle diversifiée, à des missions de type : optimisation des flux financiers, contrôle des opérations, organisation de back-office, schéma directeur des systèmes d'information...

Le fort développement de Peat Marwick Consultants vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Isabelle Régnier vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-79 à Peat Marwick Consultants - Tour Fiat - Cedex 16 92084 PARIS LA DEFENSE.



Peat Marwick Consultants

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

NCIÈRES

ANALYSTE FINANCIER CONTROLEUR DE GESTION

HRC

CIC Paris

Organisateurs

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

RESPONSABLE GESTION DU RISQUE CLIENT
Contrôleur de gestion

Paris - Majuscule est un important groupement de détaillants en librairie-papeterie, fournitures scolaires et de bureau : nos 120 adhérents réalisent un chiffre d'affaires supérieur au milliard et demi de francs et notre organisation centrale regroupe une soixantaine de personnes. La direction du groupement recherche, dans le cadre d'une création de poste, un contrôleur de gestion dont la mission principale sera d'assurer la maîtrise et le contrôle du risque client, par la mise en place d'actions préventives et curatives. Il assurera, en outre, des missions plus classiques d'audit et de contrôle de gestion. Ce poste s'adresse à un candidat, homme ou femme, âgé d'au moins 27 ans, ayant une formation supérieure en gestion (école ou université) et une première expérience significative pour cette fonction. Il devra être mobile (pour des déplacements de courte durée en France), avoir un bon contact tout en étant ferme, rigoureux et autonome. Ecrire à Gil MASSON, en indiquant vos prétentions et la référence A/S8777M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.50.**

•MAJUSCULE•

PA Consulting Group
Creating Business Advantage



CONSULTANT EN FORMATION

PARIS 8e

Mission: • sous la responsabilité des directeurs pédagogiques, et en liaison étroite avec les formateurs, vous concevez, proposez et développez des actions de formation • vous identifiez et analysez les besoins exprimés par les clients de l'AFPOLS (organismes d'HLM, collectivités territoriales, acteurs de la Ville...) • vous participerez à la réflexion interne sur l'accompagnement des changements dans l'Entreprise.

Profil : • vous avez environ 30 ans • votre formation supérieure (Bac + 5) et votre expérience acquise en entreprise ou en cabinet témoignent d'une double compétence : en tout premier lieu dans le domaine de l'ingénierie de formation, et si possible dans celui de l'analyse du fonctionnement des organisations. Ce poste exige en outre un fort engagement personnel pour le mouvement HLM, le goût du travail en équipe, ainsi qu'une grande disponibilité.

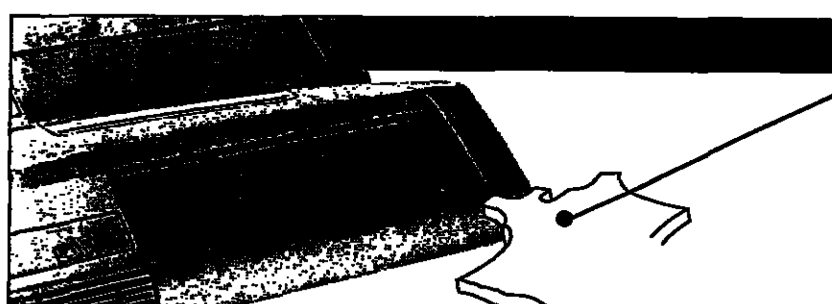
Nous vous proposons : • un métier passionnant au carrefour du social, de l'économique et de l'urbain • un poste autonome et à responsabilités • de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe d'envergure, dans un secteur en plein développement.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor-Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex, sous la référence 73.6344/LM (portée sur lettre et enveloppe).

Mercuri Urval

CONTESSE

Vernon



Contrôleur de gestion usine

MANDUCHER cultive l'excellence industrielle dans la transformation des matières plastiques pour l'automobile avec ses 2 400 collaborateurs qui réalisent un chiffre d'affaires de 1,4 Md de F dans 8 sites industriels en France, au sein du groupe Eurotec et recherche pour son unité de Vernon (300 personnes) située dans l'Eure

Rattaché au Directeur d'Unité, vous mettez en place et optimisez les procédures d'information.
Vous participez au **développement de la gestion budgétaire** dans les sites industriels : élaboration et contrôle des budgets, analyses des écarts et suivi des engagements. Vous travaillez en étroite collaboration avec le Contrôle de Gestion du siège.
De **formation supérieure orientée vers la gestion**, votre **expérience** professionnelle **d'environ 5 ans, en milieu industriel**, vous permet d'évoluer dans un environnement très opérationnel.
Vous avez un bon relationnel et de la rigueur, vous êtes une force de proposition...

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence CGU-27/92, à Manducher, Direction des Affaires Sociales, 34 rue Paradis, BP 2009, 01102 Oyonnax cedex.

MANDUCHER
LA PASSION D'ENTREPRENDRE

MEDIA-SYSTEM

- OPÉRATEUR SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

ELF AQUITAINE recherche pour sa DIRECTION FINANCIERE GROUPE un Opérateur sur le Marché Obligataire (Paris la Défense).

Vous avez :
• 30 ans environ • un diplôme d'Enseignement Supérieur axé sur la Finance
• une expérience, d'au moins 3 ans, des marchés financiers, et plus particulièrement du marché obligataire
• une bonne connaissance de la langue anglaise.

Vous êtes, au travers de cette expérience, à la fois :
• un opérateur bien rodé aux instruments et aux techniques du marché obligataire,
• un financier capable d'analyser avec recul l'évolution de ce marché et d'être ainsi une "force de proposition" pour votre Direction.

Vous aurez, dans ce cadre :
• à proposer des stratégies de gestion sur les marchés obligataires et à terme, ainsi qu'à assurer leur mise en place,
• à participer activement à la gestion de la trésorerie du Groupe, y compris sur le marché monétaire, et plus généralement à celle des risques de taux.

Veuillez adresser votre C.V., sous lettre manuscrite, avec photo, en détaillant votre expérience (une discrétion absolue vous est garantie) et en indiquant vos prétentions, sous la référence 960, à notre Conseil, MICHEL MORACCHINI - 22 bis, rue des belles Feuilles - 75116 PARIS ■



LA PASSION A TOUJOURS RAISON

MEMBRE CSNCR

Organisation et Publicité

Un poste clé en Touraine au cœur de notre production.

Contrôleur de gestion



FAIVELEY, avec 900 personnes et une forte croissance annuelle, est une entreprise de grande renommée spécialisée dans l'équipement embarqué de pointe. On retrouve ses matériels aussi bien sur le TGV que sur le VAL et divers métros de grandes métropoles mondiales, comme Montréal, Caracas et Le Caire.

Rattaché au responsable du contrôle de gestion de Faiveley Transport et intégré à une équipe de 5 personnes, il établira les comptes de résultat "usines", participera au développement d'outils d'aide à la décision (analyse par division, affaire, produit), veillera au respect et à la mise en place de procédures.
De formation supérieure de type ESC (option logistique appréciée) ou DESS de gestion, le candidat retenu justifiera d'une première expérience du contrôle de gestion de production dans une entreprise à caractère industriel. La maîtrise de l'outil informatique est indispensable.
Anglais souhaité.
Nous sommes un groupe en forte expansion, offrant des évolutions de carrière. La rémunération sera en fonction des compétences et de l'expérience présentée.

Pour ce poste basé en Touraine, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions), sous réf. CG/LM, à Mme Chauffeteau, Chef du personnel, Faiveley, 143 boulevard Anatole-France, Carrefour Pleyel, 93200 Saint-Denis.

Faiveley
les systèmes du futur

MEDIA-SYSTEM



Chargés de Clientèle Confirmés

●

Ile de France

Pour répondre aux besoins de financement des entreprises, le Crédit d'Equipement des PME dispose d'une gamme variée de produits et de montages spécifiques.

Véritable partenaire financier des dirigeants de PMI/PME, votre mission s'articule autour de 2 axes :
- développer un portefeuille de clientèle existant par le suivi et la fidélisation de vos clients et par une démarche active de prospection
- évaluer et maîtriser le risque par une analyse financière et économique de l'entreprise.

Autonome sur votre secteur géographique, vous concourrez à l'atteinte des objectifs de votre agence.

Votre profil est celui d'un(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur en gestion/finance, doté(e) d'une expérience de 2 à 6 ans dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf.ML/09MO au Service Recrutement - DRH - 14 rue du 4 Septembre, 75002 PARIS.

CONSEILLER POUR MIEUX FINANCER.

L.B.W.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36•15 LM

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

JURISTE DROIT PRIVÉ

Pour son service recouvrement du réseau France, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche un Juriste Droit Privé.

Au sein d'une équipe de spécialistes, vous aurez en charge le traitement de dossiers complexes en matière de prévention commerciale et de recouvrement de créances.

Vous devez justifier d'une pratique soutenue des mesures conservatoires, des voies d'exécution et des procédures collectives. Vous avez acquis une expérience confirmée (2 ans minimum) dans un cabinet d'avocats, chez un administrateur judiciaire, un mandataire liquidateur ou dans le service contentieux d'une banque ou d'un établissement financier.

La maîtrise en droit privé est un minimum indispensable. Poste basé à Paris 9e.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V. et prétentions, sous référence JDP2 à Anne MONFORT - Société Générale Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 Paris.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Organisation et Publicité

CHEFS DE GROUPE COMPTABLES

Pour la Direction des Financements Spéciaux de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Votre mission :

- Encadrer et former une équipe chargée du suivi comptable complet d'environ 40 sociétés (sociétés financières, commerciales, GIE, holdings, ...),
- Contrôler l'adéquation des travaux du groupe aux réglementations en vigueur et veiller au respect des délais dans la sortie des documents.
- Participer à la réalisation d'études relatives aux différents aspects de l'activité (comptable, fiscale, juridique).

Après un DECS, vous avez acquis 4 ans d'expérience en grande entreprise ou en cabinet d'expertise. Des connaissances relatives à la réglementation bancaire, en micro-informatique et/ou en anglais constitueraient des atouts.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V. et prétentions, sous référence CGC, à Anne MONFORT - Société Générale - Service du Recrutement 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Organisation et Publicité

JURISTE

Spécialisé dans l'exportation de matériels de hautes technologies, notre groupe représente 260 personnes et a pour actionnaires de grands groupes industriels français.

Nous recherchons un Juriste pour assister plus spécialement l'une de nos filiales qui a pour vocation la conception et la réalisation d'infrastructures.

Rattaché au Responsable du Département Juridique, vous concevez et rédigez en français comme en anglais les documents contractuels liant la société à ses clients, fournisseurs ou partenaires.

Vous participez à la négociation des contrats et étudiez les conditions juridiques et fiscales liées à la réalisation des marchés à l'étranger en cernant les risques et en proposant des solutions.

Durant la phase de réalisation, vous obtenez la meilleure conformité des résultats de l'opération aux prévisions initiales.

Pour les activités de commerce international des autres sociétés du groupe, vous jouez un rôle de conseil auprès des responsables opérationnels dans l'élaboration et la négociation de leurs projets.

Agé de 30 à 35 ans, titulaire d'une Maîtrise de Droit au minimum, vous avez cinq ans ou plus d'expérience de l'élaboration des contrats et marchés de BTP dans un contexte international et maîtrisez l'anglais à l'écrit et à l'oral.

Pour ce poste basé en proche banlieue ouest de Paris, quelques déplacements sont à prévoir.

Rigueur, sens des contacts, autonomie, diplomatie, capacité à évoluer dans un contexte commercial, autant de qualités pour réussir.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la *référence* F 75/3789 H à :

EGOR TECHNOLOGIES
17, avenue Matignon - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BENELUX DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

VOTRE TOURNANT DE CARRIÈRE...

...DEVENIR CONSULTANT MERCURI URVAL

Paris - Lyon - Strasbourg - Toulouse - Nantes

*Notre réussite, sur un marché pourtant difficile actuellement, repose sur la mise en œuvre de nos propres concepts et outils, mais également sur une approche novatrice et très opérationnelle de notre métier. Pour nous, **conseiller c'est choisir d'influencer.***

*Notre succès, c'est aussi notre programme de développement des Consultants sur 3 ans. Développement "produits" d'une part : le Consultant est formé aux différentes déclinaisons de la **Méthode Mercuri Urval**. Développement commercial d'autre part : il construit dans le même temps sa propre plate-forme de clients, de façon progressive.*

*A 30-35 ans environ, de formation Bac + 5 (Ingénieur Grande École/Sup de Co/Université), vous occupez depuis plusieurs années des fonctions opérationnelles, en **Entreprise** ou dans le **Secteur Public**. Une expérience de l'encadrement serait un atout. Vous recherchez aujourd'hui une **ouverture** : un style de vie différent, des contacts à haut niveau, plus de qualité... mais aussi d'exigence.*

Rigueur et cohérence de la démarche, structure souple et non hiérarchisée, implication de chacun dans la réussite de l'Entreprise, c'est l'environnement que nous vous proposons.

Pour nous rencontrer à Paris, Lyon, Strasbourg, Toulouse ou Nantes, merci de nous adresser C.V., photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle et la ville choisie, sous la réf. 46.6237/LM : Mercuri Urval, 95 av. Victor-Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex.

Mercuri Urval

CONTESSE



*HPF, filiale du groupe suisse ASCOM (18000 personnes) est leader dans le domaine des terminaux téléphoniques. Notre société de 500 personnes recherche pour son siège de **Haute-Savoie***

Directeur Financier

Rattaché à la Direction Générale, il contrôle les flux et indicateurs financiers, supervise les activités de comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, trésorerie et informatique. Il anime une équipe de 20 collaborateurs. Il assure, par ailleurs, les relations bancaires et le reporting auprès du siège.

Cette opportunité s'adresse à un candidat de 35 ans environ, justifiant d'une formation type ESC - option finances et d'une expérience financière significative, accréditant ses compétences techniques et ses aptitudes au management. Il maîtrise la langue anglaise et la comptabilité anglo-saxonne.

Ecrire avec CV et prétentions à : HPF
Direction des Relations Humaines BP 29
74131 BONNEVILLE cedex.

ORC — HCAP

Notre groupe d'envergure internationale, prestataire de services dans le secteur de la communication et leader sur son marché, recherche un :

CONSOLIDEUR H/F

Au sein de l'équipe de consolidation du groupe, vous serez chargé *d'organiser et d'établir les comptes consolidés et le reporting d'un* ensemble de sociétés. Vous veillerez au respect des principes *comptables auprès des filiales et participerez aux diverses* opérations complexes : fusions, cessions, *acquisitions, restructurations...*

Vos compétences, votre connaissance de notre groupe et de ses méthodes vous permettront d'occuper rapidement un poste à responsabilités.

A 25/30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce, maîtrise de gestion et/ou DECF, DESCF), vous avez acquis de solides bases comptables et possédez une bonne connaissance de la consolidation.

Opérationnel en micro-informatique (la *connaissance du logiciel* Concept serait un plus), vous connaissez l'anglais et possédez des *qualités d'organisateur.*

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser CV, lettre et prétentions à : **WA Conseils**
Département EQUITY - 52/54, rue du Capitaine Guynemer
92400 Courbevoie La Défense - Tél : 49.05.05.55.

MEDIA-SYSTEM

Participez au montage juridique de projets en France et à l'étranger

FORMATION JURIDIQUE SUPÉRIEURE

Créé en 1991, le Service des Filiales et des Participations de notre Direction des *Services Juridiques et Financiers conseille les* Directions Opérationnelles pour les projets *qu'elles développent.*

Au sein de sa Mission Juridique (six *personnes*), vous assistez le responsable dans l'organisation de l'activité. Vous traitez personnellement certains dossiers en élaborant les protocoles et en définissant les montages juridiques adaptés. Vous participez aux *différentes* phases des projets, de l'étude préalable à la finalisation

Votre expérience dans le domaine, votre sens de l'organisation contribueront à consolider une équipe encore jeune dans un secteur en fort développement.

A 40 ans environ, *votre adaptabilité*, votre sens de la persuasion, votre jugement alliés à votre maîtrise de l'anglais et d'une autre langue étrangère seront les atouts indispensables à notre réussite commune.

Pour ce poste basé à Paris 17e, merci d'envoyer lettre de candidature et CV avec prétentions salariales sous réf. M1509, à Jean-Pierre Tatin, Département Recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75783 Paris Cedex 08.



R E T R O U V E Z   C E S   A N N O N C E S   S U R   3 6 • 1 5   L M

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



La Compagnie Générale des Eaux, n° 1 mondial de l'environnement, recherche pour son siège social situé à Paris 8e

Jeune Juriste
(2 à 3 ans d'expérience)

Au sein de la Direction du Personnel, vous assisterez les responsables de la cellule juridique et du Service des Relations Sociales dans leurs missions de conseil, d'études et de réalisation de projets.

Agé(e) d'environ 30 ans, doté(e) d'une formation juridique supérieure (DEA, DESS), vous avez acquis une spécialité en droit social, complétée si possible par du droit de la fonction publique et du droit social européen.

Vous justifiez d'une expérience professionnelle de 2 à 3 ans.

Rigoureux(se) et diplomate, vous souhaitez exprimer votre savoir-faire au sein d'une entreprise où vos qualites personnelles d'autonomie, votre force de proposition seront autant d'atouts qui vous ouvriront une carrière évolutive au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV + photo), sous référence M/JU, à
COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
Service Relations et Ressources Humaines
52, rue d'Anjou - 75384 PARIS CEDEX 08.



R E N D O N S   S E R V I C E   A   L A   V I E

PLAIDER PEUT MENER LOIN...

Le Département Crédits d'Equipement de notre Groupe bancaire recherche un(e)

JURISTE
avocat de préférence.

Vous seconderez le responsable du service Contentieux dans un esprit de collaboration. Connaissant les procédures et les voies d'exécution, vous savez trouver des solutions et les défendre. La qualité de votre argumentation juridique conditionne en bonne part l'efficacité de votre travail.
Titulaire d'une Maîtrise ou d'un Diplôme de 3ème cycle en Droit Privé, vous bénéficiez d'une expérience de 2 ou 3 ans. vous devrez en outre avoir un raisonnement économique et une vision stratégique dans les solutions préconisées.
Motivation et compétences sont à la clé d'une mobilité interne réelle favorisant des candidats de valeur.

...FAISONS ROUTE ENSEMBLE.

Merci d'adresser votre dossier, lettre, CV et dernière rémunération sous référence 13 LM à notre **Conseil J-L Olivaux, Centre d'Affaires Périnord, 6 Bd de la Libération, 93284 St-Denis Cédex.**

APPLUENTS

H&C CONSULTANTS et **ornicar**

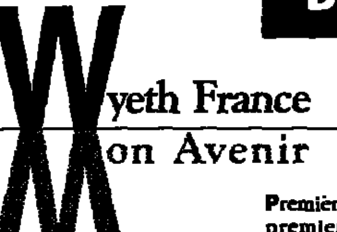
renforcent leurs activités de Conseil en Ressources Humaines et s'installent au

10, rue Portalis

Groupe H & C Conseil
10, rue Portalis - 75008 PARIS - Tél. 42 94 98 98 - Fax 42 94 94 63

FORCE 6

ASSISTANT CONTROLE DE GESTION



Première filiale de l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux, Wyeth France (plus de 650 personnes - 1,4 MdF de CA) vous propose de rejoindre sa Direction Financière.
Rattaché à notre responsable du contrôle de gestion, vous participez activement à l'élaboration des tableaux de bord, budgets et procédures du groupe. Plus particulièrement chargé du suivi de nos unités de production et de distribution, vous vous sentez tout à fait à votre aise dans cet environnement technique.
Diplômé d'études supérieures de gestion, vous possédez une première expérience, acquise de préférence dans un univers anglo-saxon. Nous comptons sur vos qualités d'analyse, de synthèse et sur votre bonne capacité à communiquer pour réussir votre intégration. Une parfaite maîtrise de l'anglais et une solide connaissance de l'outil informatique vous seront nécessaires pour ce poste basé à Paris 13e.
Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, prétentions et photo) sous référence ACG, à Emmanuelle Le Bihan, Laboratoires Wyeth France, 117 rue du Château des Rentiers, 75013 Paris.

Wyeth France

UN GRAND DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE MONDIALE

MEDIA-SYSTEM

Chef comptable

GRAND GROUPE DE DISTRIBUTION

Notre expansion nous amène à rechercher le chef-comptable d'une de nos sociétés jouant un rôle-clé de prestations de services pour l'ensemble du Groupe. De formation supérieure de type DECS, il possède une dizaine d'années d'expérience de la comptabilité en entreprise où il aura appris à maitriser la fiabilité des informations comptables et financières, et le respect des délais. Il étudiera et mettra en place des systèmes informatiques. Le sens de l'organisation, une excellente capacité d'analyse et de synthèse, le talent de l'animation d'une équipe d'une dizaine de personnes, une grande autonomie dans ses fonctions, autant d'atouts exigés pour ce poste évolutif basé dans l'Ouest Parisien.
Merci d'adresser lettre de motivation + C.V. + photo, sous la réf. 8012 à TAILLANDIER CONSEIL - 11, rue Jean Mermoz - 75008 Paris.



FORCE 6

TOULOUSE - Société industrielle leader sur le marché des matériaux de construction (500 MF de CA), appartenant à un groupe national, cherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Aux côtés de notre DG, vous dirigez avec une équipe d'une quinzaine de collaborateurs nos services comptabilités/finances, ressources humaines et informatique.

Vous êtes responsable de l'ensemble des comptes (siège et filiales), du reporting et, de façon plus large, accompagnez notre croissance en développant les outils de gestion adaptés, vous vous appuyez sur notre système informatique.

Ce poste de confiance polyvalent nécessite une formation supérieure (ESCAE, DECS...) et une expérience industrielle de plusieurs années dans un poste identique.

A 35 ans environ, saisissez une opportunité de *développement de carrière en Midi-Pyrénées.*

Ecrivez à notre conseil,
Mme M.J. POMES (réf. 3212 LM)



ALEXANDRE TIC
97, RUE RIQUET - 31000 TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

.Contrôleur de Gestion



Leader Européen dans les projecteurs et feux de signalisation pour automobiles, nous recherchons pour notre Etablissement de BLOIS (41), un Contrôleur de Gestion Usine.

Rattaché au Contrôleur Financier du site, vous serez en charge du contrôle total de la gestion d'une unité autonome de production (CA 200 MF). Ce poste à responsabilité intègre les missions classiques du contrôle de gestion : élaboration et suivi du budget, coûts de revient, investissements et études de rentabilité, reporting ...

Vous participerez activement à la refonte de notre système financier.

Vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieur avec une spécialisation en gestion ou d'une Ecole de Commerce et vous avez acquis une première expérience industrielle.

Notre Groupe offrira à des candidats de valeur de réelles perspectives d'évolution dans un environnement international.

Merci d'adresser CV, lettre de candidature manuscrite, photo et prétentions à J.C. HELMER - Direction des Ressources Humaines - VALEO ECLAIRAGE SIGNALISATION - Division Eclairage France - 34, rue Saint André - 93012 BOBIGNY Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.



OC



SCOD, groupe STERIA, un des premiers dans les services ingénierie en Europe, est spécialisé dans la conception, le développement et la distribution de progiciels de gestion financière et comptable, installés sur plus de 500 sites. Pour assurer notre expansion, satisfaire à la demande de services de nos clients, nous recherchons des :

Consultants H/F

Diplômé d'une école de commerce ou de gestion, 3 à 5 ans d'expérience dans les domaines de la comptabilité ou du contrôle de gestion, vous souhaitez être plus proche du terrain. Interlocuteur privilégié d'un parc clients, vous êtes le "maître d'œuvre" de la mise en place de nos produits. Responsable de la formation et de l'assistance, vous analysez et traitez les problèmes de maintenance. Pour réussir, vous devez être ouvert, net, pédagogue mais surtout croire et aimer ce que vous faites.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV), sous référence A2 09 07, à notre Conseil, Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération
75015 PARIS.

Organisation et Publicité

SnyderGeneral

Nous sommes la filiale du groupe [illegible] SNYDERGENERAL leader du traitement d'air sous tous ses aspects [illegible] filtration, dépoussiérage. Dans le cadre de notre développement, la direction administrative et financière du groupe français se renforce (CA 580 MF, 640 personnes) en créant le poste de

CONTROLLER

GASNY (27)

VOTRE MISSION : En étroite collaboration avec la Direction Financière Européenne ☐ vous prenez la direction des services comptables et financiers ☐ vous assistez et conseillez l'ensemble des Directions sur tous les aspects financiers.

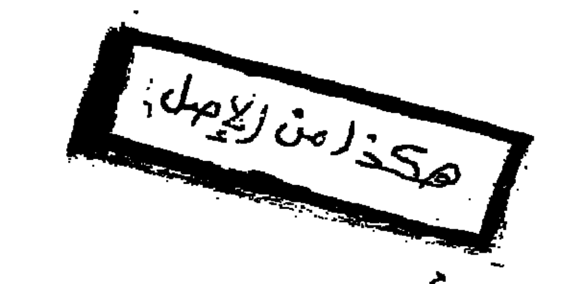
VOUS AVEZ : ☐ 35 ans environ ☐ une formation supérieure (Bac + 5) ☐ une expérience dans un poste similaire en milieu industriel ☐ un excellent niveau d'anglais ☐ une bonne maîtrise de l'outil informatique, de la comptabilité anglo-saxonne et des systèmes de reporting ☐ une bonne autorité naturelle ☐ beaucoup de dynamisme et de ténacité.

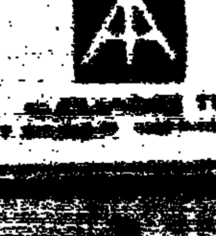
NOUS VOUS OFFRONS : ☐ un haut niveau de responsabilité ☐ l'intégration à une petite équipe très professionnelle ☐ un poste qui s'inscrit dans un projet d'entreprise ambitieux ☐ les perspectives d'évolution d'un groupe international.

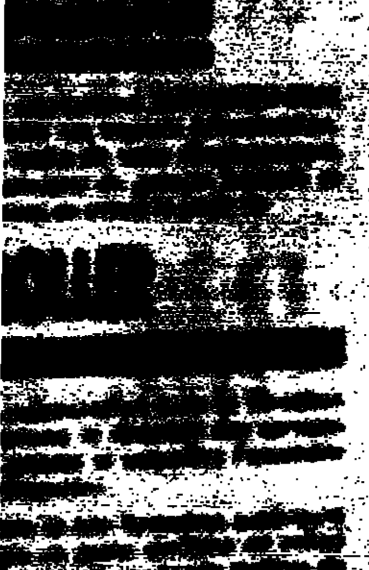
Pour un entretien individuel avec la société le 09/10/92

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN, 7 ter, rue de la Porte de Buc - 78000 VERSAILLES. Fax : (1) 39 49 51 94 en indiquant la référence 5776 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN
PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY







ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Directeur Financier

Expérience Internationale Souhaitée

Filiale française d'un groupe multinational, nous sommes en croissance sur un marché à fort potentiel et nous offrons une gamme de services logistiques à nos clients sur le territoire français et européen.
Nous recherchons notre Directeur Financier, qui aura la responsabilité complète de toutes les activités de gestion financière de la société, avec l'animation d'une quarantaine de personnes. En tant que membre du comité de direction, ses recommandations et son input sur les questions stratégiques, opérationnelles et commerciales auront une influence importante sur la rentabilité et le profit exigé par les actionnaires de la société. Expert financier, âgé de 35-45 ans et parfaitement bilingue (anglais), vous exercez ces fonctions dans un environnement en évolution constante, de préférence aux dimensions internationales. Vous avez une expérience opérationnelle solide et complète, étayée par des compétences stratégiques et commerciales, ainsi que des qualités de leadership très développées.
Poste basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + prétentions en anglais) à N. SABA, 12, rue Alasseur, boîte 17 - 75015 PARIS *sous référence* W12167/LM *ou par télécopie* 1.42.73.28.80.

Hoggett Bowers

BIRMINGHAM, BRISTOL, CAMBRIDGE, CARDIFF, EDINBURGH, LEEDS, LONDON, MANCHESTER, NEWCASTLE, WINDSOR and representation throughout EUROPE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE, SITUÉE EN PROCHE BANLIEUE SUD-EST PARISIENNE (PROXIMITÉ RER), RECHERCHE UN :

ASSISTANT AU CONTRÔLEUR DE GESTION

De formation supérieure, École de Commerce, option Comptabilité/Finance ou Maîtrise de Gestion, vous justifiez d'une expérience d'environ 2 ans dans une fonction similaire.

Vous interviendrez sur le contrôle de gestion des fonctions centrales, participerez au reporting mensuel consolidé du groupe, à l'analyse des écarts,...

Vous maîtrisez la langue anglaise et la micro-informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 151043 à PREMIER CONTACT, 38 rue de Villiers - 92532 Levallois-Perret Cedex.

CONTESSE

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

Dans le cadre de son expansion constante, la filiale américaine d'un des leaders mondiaux du diagnostic biologique recherche son

Director Marketing and Sales

futur General Manager

NEW JERSEY

Rapportant à la Direction Générale Française, il assure la dynamique des ventes et la promotion des produits sur le territoire des USA. Ses performances doivent lui permettre d'accéder à terme à la direction de la filiale.

Agé de 35 ans au moins, parfaitement bilingue français-anglais, autonome, bon gestionnaire, vous justifiez d'une expérience confirmée dans le management d'un centre de profit à l'étranger et dans l'animation d'équipes commerciales si possible dans le domaine de la Santé.

Vous êtes attiré par un challenge américain ?

Adressez sans tarder votre lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous référence 7770 à Publipanel 13 rue Rosenwald - 75015 Paris qui transmettra.

AMERICAN BIOPRODUCTS COMPANY

Pour passer vos annonces :





46-62-73-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

Bipolar Design Engineers

High Speed Silicon Technology

UK Based

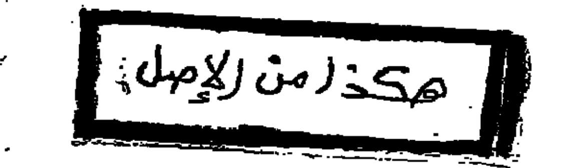
Being first in the demanding sectors of communications and entertainment means having the resources to lead the competition. Britain's leading semiconductor manufacturer, a company with about 3,000 employees worldwide and an annual turnover approaching £200 million, intends to maintain its position built on the excellence of its engineering expertise in the forefront of high speed silicon technology.

To meet the challenges of the nineties, the company is expanding its operations in TV/CTV/SATV/GPS/WLAN/PCN. Innovative and high quality solutions are key to success in these areas, but depend on the abilities of the design engineer. The company is offering a number of opportunities to experienced Bipolar Engineers to advance their careers in this world class design environment.

Excellent salaries, together with a number of other generous benefits, including relocation costs, form part of the remuneration package to work in a pleasant part of the West of England. Appointments may be on a permanent or fixed term expatriate contract basis.

If you would like to meet the challenges of the nineties with this company, please write with a full CV in English to: James Douglas, European Management Associates Ltd, 29 Old Bond Street, London W1X 3AB.





CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

M A R O C

Nous sommes un groupe de dimension internationale, notre souci constant d'innovation allié à l'excellence dans la qualité de nos produits, nous permet de compter parmi les tout premiers laboratoires pharmaceutiques dans le monde. Dans le cadre du développement de notre implantation internationale, nous recherchons pour notre filiale nouvellement créée au Maroc un

Directeur Général

Pharmacien ou de formation supérieure scientifique

En accord avec les objectifs du groupe et rapportant au Directeur Général Régional, vous aurez pour mission de déterminer les axes de développement et de définir la stratégie générale de la filiale. Vous fixerez les objectifs de la société et mettrez en œuvre les moyens nécessaires à leur réalisation. Responsable de la *réalisation des objectifs* (C.A., *résultats, développement*), *vous* serez le garant de la croissance de l'entreprise.

Notre environnement ainsi que l'importance de la mission nous conduisent à rechercher un candidat de premier plan. Son professionnalisme élevé, sa stature et son expérience dans le secteur lui permettront d'intervenir au plus haut niveau et de *répondre avec succès et de façon autonome à des missions de* grande envergure.

A 35/40 ans, pharmacien ou de formation supérieure scientifique (biologie, biochimie, médecine), vous avez obligatoirement une expérience confirmée de Direction Générale au sein d'une filiale *de multinationale pharmaceutique (au Maroc et à l'étranger)* où vous avez apporté la preuve de vos compétences techniques et managériales : management stratégique, organisation de la force de vente, gestion de produit, marketing, et si possible une expérience dans la fabrication de produits pharmaceutiques.

Outre ces capacités, vous serez apprécié pour vos qualités de meneur d'hommes, votre esprit d'équipe et votre aptitude à relever *les défis liés à vos missions.*

Pour ce poste, la maîtrise de l'anglais est indispensable. La taille de notre groupe garantit une rémunération attractive et de larges possibilités d'évolution.

Si vous pensez avoir le profil que nous recherchons, faites parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite, cv détaillé + photo) sous réf. MB 207/2 à notre cabinet conseil, LMS Recrutement qui l'analysera avec soin et discrétion.

45, bd d'Anfa - Casablanca - MAROC LMS Recrutement

Membre de l'AMCOR



International

Pioneer Hi-Bred International, the world's leading seed company, is searching for a General Manager for its operations in Romania. Candidates should have an agricultural background or equivalent and the flexibility to relocate. Candidates should also be fluent in English and a working knowledge of German or Romanian is desirable. If interested please contact:

Pioneer Overseas Ges.m.b.H.
Pioneer Strasse
A-7111 Parndorf, Austria
Attn: Eva Kropil
Fax: (43) (2166) 2525-62

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

Partenariat avec 9 journaux européens

European Audit

As a result of promotions within the Group, this major US multinational seeks its next generation of Financial Managers.

BRUSSELS

TAX EFFICIENT SALARY + CAR

The team is young, international and highly professional. Team membership averages two years with at least four auditors promoted into senior financial management positions each year.

You will report to the Regional Audit Manager in Brussels, who has direct line responsibility to the USA. During assignments chosen from a portfolio of over 100 operations, you will consolidate on your experience to date both through immediate operational exposure and through technical and foreign language training.

Requirements:

- university degree and/or accountancy qualification
- minimum of three years' relevant auditing and/or financial experience
- fluency in English and one other European language
- ready to travel 75% (return to Brussels at weekends)

This is a challenging, high profile appointment. Based in Brussels and dealing with top European and international management, you will be influencing key strategic decisions.

If you have the initiative and drive to succeed in this highly motivating, competitive environment, write in confidence to:

Nicholson International (Search and Selection *Consultants) at Africa House, 64/78 Kingsway,* London WC2B 6AH, quoting reference 9587 or telephone David Nicholson on 19 44 71 404 5501 *for an initial discussion, or alternatively* fax details on 19 44 71 404 8128.



EUROPE IN THE DRIVING SEAT

UK • ATTRACTIVE PACKAGE • CAR

Winning the hearts of our customers and the respect of competitors the world over, new Honda models have always been the clearest evidence of our pioneering spirit. Time and again, they have proven our total commitment to quality, and enhanced our international reputation for innovation.

Now, for the first time, our new European Headquarters has direct input into the entire development process. For our Product Planning team that means significant influence over the future generations of Honda models for the European market.

PRODUCT PLANNING
EUROPEAN HEADQUARTERS

As Assistant Manager in Product Planning, you will take responsibility for some of our new models. Starting with initial conceptual meetings and early analysis of the *relevant markets, to developing final specifications for individual models. At all stages, you will take respon*sibility for gathering, controlling, interpreting and communicating the very data that will shape the progress of each model.

In what is a highly pivotal role you must be an outstanding team player, initiating non-stop liaison world-wide with Sales, Marketing and Research and Development teams – not only because of the continual flow of data that you control, but because you will need to keep closely in touch with their requirements and views.

Already you will have gained experience of Product Planning, not necessarily from within the car industry, although it is unlikely that you have enjoyed this range of responsibility before. Certainly you should be a Graduate with the versatility and the analytical strength, *the vision and the discipline that we see as vital. Already you must have proven your* ability to use data creatively, *and to present your* conclusions professionally and convincingly.

A *gifted communicator* with fluent English, you must have the authority to develop key international relationships at all levels within the organisation. To do all your own support work, you must be self-motivated and computer literate, with good spreadsheet and basic WP skills. Above all, you must possess tenacity and the long term commitment to face this challenge.

In the first instance, please send a condensed career synopsis, *in English, of no more than two pages including your current salary level,* to Barbara Bryant, Honda Motor Europe Ltd., Caversham Bridge House, Waterman Place, Reading, Berkshire RG1 8DN, England.

All first interviews will be held in Paris.



HONDA

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

LE MONDE DES COMMERCIAUX



L'ingénierie du Tertiaire sourit aux ambitieux

Filiale de Technip, Technip Seri Construction développe, au sein du premier groupe français d'ingénierie (CA 6,5 Mds F dont 70 % à l'export), l'ensemble des projets d'ingénierie liés aux bâtiments et aux aménagements tertiaires.

INGENIEUR COMMERCIAL

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, à 30/40 ans vous êtes un négociateur de talent confirmé dans la conduite d'affaires à haut niveau dans les domaines de l'ingénierie ou du bâtiment.
Avec vous, *nos grands projets d'aménagement tertiaire auront* encore plus d'envergure.
Vous aurez la responsabilité de l'élaboration des propositions tant techniques *que commerciales* et vous participerez à la négociation des marchés. Votre réussite et votre professionnalisme *se mesureront selon la satisfaction de nos clients.*
La connaissance de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser votre candidature (lettre et CV) à François Chevallier,
Technip Seri Construction, 7 ter *rue de la Porte-de-Buc,*
78000 Versailles. Tél. 30.84.26.98.



TECHNIP
SERI CONSTRUCTION

PUROLITE INTERNATIONAL

Producteur européen, 3e mondial dans le domaine des **résines échangeuses d'ions**, utilisées essentiellement en traitement des eaux industrielles, purification nucléaire et applications agro-alimentaires. *Notre direction commerciale et marketing recherche un*

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

TRAITEMENT DES EAUX

BASE PARIS — 300 KF +

UN OBJECTIF AMBITIEUX : ☐ *renforcer nos ventes sur les marchés EXPORT et ce en CA, volume, product-mix, et profit* ☐ assister techniquement sur le terrain nos agents et clients (optimisation d'exploitation, calculs d'installations, conseils produits,...) ☐ contribuer à l'évolution de notre gamme en liaison avec nos laboratoires R & D (UK et US).

UNE OFFRE MOTIVANTE : ☐ un contexte relationnel et technique de haut niveau ☐ un marché passionnant et plein d'avenir ☐ l'image et les moyens d'une société de pointe.

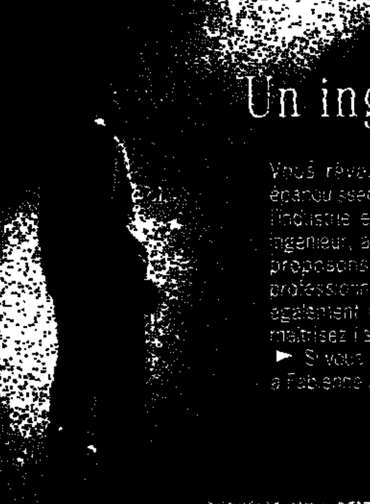
UN PROFIL OPERATIONNEL : ☐ *une formation supérieure en chimie* ☐ *une solide expérience commerciale et/ou technique auprès de l'Industrie* ☐ *des connaissances en traitement des eaux* ☐ parfaite maîtrise de l'anglais ☐ organisation et disponibilité (50 % de déplacements) ☐ sens relationnel et charisme vous permettront d'être reconnu de vos interlocuteurs.

Pour un entretien individuel avec la société

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 33, *rue Maurice Flandin* - Le Forum - 69444 LYON cedex 03. Fax : 72.36.89.82 en indiquant la réf. M/1985 sur la lettre et l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY



Si vous rêvez de différence...
Un ingénieur pour vendre notre technologie.

Vous rêvez d'entrer dans une société internationale d'avant-garde, capable de vous apporter un épanouissement professionnel *et une carrière évolutive* ► *Une société qui porte un éclairage nouveau pour* l'industrie et qui fonde sa différence sur la créativité et la valorisation des ressources *humaines* ► Jeune ingénieur, avec une première expérience commerciale, passionné par tout ce qui touche à la vidéo, nous vous proposons de rejoindre notre équipe à Paris, afin de développer les ventes de nos matériels vidéo professionnels *(caméras professionnelles, magnétoscopes professionnels, matériel de vidéoprojection... mais* également équipements numériques) auprès de grands comptes *d'entreprises et d'administrations* ► Vous maîtrisez l'anglais et vous rêvez de valoriser vos qualités de négociateur au sein d'un environnement high-tech ► Si vous voulez passer du rêve à la réalité... envoyez votre candidature et vos prétentions, sous référence 1509/IC, à Fabienne Margotteau, Sony France, 15 rue Floréal, 75017 Paris ►

SONY
Le créateur



Importante unité française du groupe chimique International GRACE, notre site d'Epernon, situé près de Rambouillet emploie 1.200 personnes et gère un CA de 1,4 milliard de francs. La ligne de produits CONSTRUCTION PRODUCTS développe et commercialise des produits d'étanchéité, de drainage et autres spécialités chimiques destinées au Bâtiment. Le fort développement de ses activités l'amène à rechercher un

the freedom to succeed

Business Development Manager

Structural Waterproofing

Poste basé à Nanterre (92)

Directement rattaché au Directeur Général et en coordination avec les services Recherche & Développement et la production en Grande Bretagne, vous organiserez le marketing et développerez les ventes de notre gamme de produits destinée à l'imperméabilisation et l'étanchéité des structures.

A 28/35 ans, **Ingénieur BTP ou équivalent**, vos compétences ainsi que votre expérience technique et commerciale dans le bâtiment (si possible en étanchéité des structures) seront des qualités déterminantes pour communiquer et convaincre une clientèle de professionnels (Bureaux d'Etudes, architectes, applicateurs...).

La pratique de l'anglais courant sera indispensable dans un contexte de collaboration européenne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 215/M à Christelle NICOLAS - GRACE SA - BP 9 - 28231 EPERNON CEDEX.

GRACE Construction Products

PARLER Réseaux et Télécommunications

Eurotech Filiale française du groupe américain General DataComm (1 800 personnes, 200 millions de $ de CA), notre société commercialise auprès de grandes entreprises et d'administrations une gamme complète de systèmes avancés de transmission : multiplexeurs voix et données, ponts/routeurs (LAN), *adaptateurs et commutateurs X25, matrices et concentrateurs* (Hubs). *Nous recherchons :*

2 INGENIEURS COMMERCIAUX
280 - 330 KF +

Sur les segments de marché qui vous sont attribués, vous prospectez et développez une clientèle de grands comptes en réussissant une vente technique reposant sur des solutions élaborées.

De formation ingénieur, vous disposez de 2 à 3 ans d'expérience de vente dans le domaine des télécommunications.

Vous souhaitez aujourd'hui vous investir dans une structure conviviale, active dans sa communication et son marketing, afin d'y valoriser votre profil de développeur d'affaires enthousiaste, créatif et compétent techniquement.

Réf. LM75/4724A

1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
250 - 280 KF

Vous apportez votre expertise à nos Ingénieurs Commerciaux et construisez avec eux la partie technique de leurs offres. Vous veillez au bon déroulement des projets, participez à la formation de nos clients et coordonnez l'action de nos partenaires français et étrangers.

De formation ingénieur, vous avez plusieurs années d'expérience de la fonction, dans le domaine des réseaux locaux et des télécommunications.

Dynamique, organisé, efficace dans votre action et votre communication, vous souhaitez rejoindre un groupe développant et commercialisant des produits de haut niveau.

Réf. LM75/4724C

Ces postes sont basés au siège de *notre société*, situé en très proche banlieue nord de Paris.
Le développement de nos projets internationaux, les contacts avec nos partenaires étrangers et avec les équipes techniques de notre groupe nécessitent pour ces postes un bon niveau d'anglais.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence choisie à :

EGOR TECHNOLOGIES
17, avenue Matignon - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BENELUX DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Filiale française - 35 p. - d'une société américaine internationale, *nous sommes leader mondial des* systèmes d'aménagement de l'espace de bureaux. Nous bénéficions auprès de nos clients d'une excellente image de marque dûe à la qualité des produits : ergonomie, design... et des solutions mises en oeuvre : innovation, R & D...
Pour animer et gérer notre force commerciale, nous *souhaitons intégrer un*

Chef des Ventes

Fort potentiel — 450 KF+

De formation commerciale supérieure HEC, ESSEC, ESCP, ESCL..., *chef des ventes confirmé en milieu* international industriel, biens d'équipement ou *distribution, vous êtes reconnu* pour vos capacités de leader et de développeur dans les grands comptes. Vous parlez parfaitement anglais.
Les *responsabilités* que *nous vous proposons* de prendre seront progressives et permettront à un candidat de valeur de se réaliser rapidement et d'évoluer dans le groupe.
Merci d'adresser votre dossier complet de candidature *sous réf.* A332/M à *notre* Conseil NERVET PONT 15, rue Cardinet - 75017 PARIS.
Confidentialité assurée.

nervet pont conseil

---

844 000 CADRES DÉCOUVRENT
les offres d'emploi

LE MONDE DES COMMERCIAUX
Source IPSOS Cadres actifs 1991

1 575 000 LECTEURS DÉCOUVRENT
chaque mardi dans ***INITIATIVES***
la nouvelle rubrique

LE MONDE DES COMMERCIAUX
Source CESP 1991

LE MONDE DES COMMERCIAUX
les nouvelles offres d'emploi
d' ***INITIATIVES***

RETROUVEZ CES ANNONCES